

Some pages of this thesis may have been removed for copyright restrictions.

If you have discovered material in AURA which is unlawful e.g. breaches copyright, (either yours or that of a third party) or any other law, including but not limited to those relating to patent, trademark, confidentiality, data protection, obscenity, defamation, libel, then please read our [Takedown Policy](#) and [contact the service](#) immediately

**LA PRESSE D'EXTREME DROITE FACE AU
"REVISIONNISME" EN FRANCE, 1978-1990**

Olivier Laurent GUYOTTOT

Doctor of Philosophy

THE UNIVERSITY OF ASTON IN BIRMINGHAM

March 2003

The copy of the thesis has been supplied on condition that anyone who consults it is understood to recognise that its copyright rests with its author and that no quotation from the thesis and no information derived from it may be published without proper acknowledgment.

Abstract

Between 1978 and 1990 five newspapers close to Jean-Marie Le Pen's Front National had the choice of defining their stand on so-called *révisionnisme* which in its extreme form denied the existence of the Shoah, considering it to be the fabrication of a Jewish conspiracy. Within *révisionnisme*, a *négationniste* discourse affirmed that the gas chambers never existed, while a *relativiste* discourse denied that the Shoah was an act of genocide. However, most of the extreme-right newspapers did not adopt the cause of *révisionnisme*, even if they sometimes evinced an indulgence towards it. Only the weekly *Rivarol* and the militant François Brigneau who worked for *Minute*, *Présent* and *National Hebdo* and wrote the most on the subject openly espoused *révisionnisme*. The reasons for their stance included neo-fascist views, belief in a Jewish conspiracy. Their stance was in keeping with ideas commonly expressed in French neo-fascist circles that made for a *révisionnisme* of exculpation. On the other hand, the French Catholic *intégriste* milieu close to the Front National, which is represented by the newspapers *Présent* and *Aspects de la France*, was not generally *révisionniste*, notwithstanding the occasional expressions of *relativisme* by persons in the schismatic *lefebvrisme* movement or close to *Présent*. This rejection of *révisionnisme* by Catholics on the extreme right was conditioned by various factors: the nature of Maurras's *nationalisme intégral* and anti-Semitism transmitted by l'Action française; the Catholic Church's modified position on the Jews; and the (offensive) atheism of the upholders of *révisionnisme*. This same *révisionnisme* extended beyond latter-day Nazi sympathisers. In its French version, it served to unite elements of the extreme right and the extreme left, as witness the role played by La Vieille Taupe, the extreme left group which was (and is) the leading publisher in France of tracts favouring *révisionnisme*.

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui, de près ou de loin, m'ont aidé dans la conception et la rédaction de cette thèse et dont la liste serait trop longue pour être mentionnée.

Je remercie néanmoins tout particulièrement mon directeur de thèse, le professeur Michael Sutton, pour son aide et ses conseils.

TABLE DES MATIERES

Abstract	p. 2.
Introduction	p. 10.
PREMIERE PARTIE: LE PHENOMENE "REVISIONNISTE"	p. 16.
<u>Chapitre 1. Signification du "révisionnisme"</u>	p. 16.
I. Définition et description du "révisionnisme"	p. 17.
1. "Révisionnisme": définition générale	p. 17.
2. Distinction entre "révisionnisme" <i>négationniste</i> et "révisionnisme" <i>relativiste</i>	p. 18.
3. Des limites à définir	p. 20.
4. Qui sont les "révisionnistes"?	p. 22.
II. Repères historiques	p. 24.
1. Maurice Bardèche (1909-1998)	p. 24.
2. Paul Rassinier (1906-1967)	p. 28.
3. François Duprat (1941-1978)	p. 33.
4. Robert Faurisson (1929-)	p. 36.
III. Signification et enjeux politiques du "révisionnisme"	p. 40.
1. "Révisionnisme" et antisémitisme	p. 41.
1.1. Le "révisionnisme" comme dénonciation du juif	p. 41.
1.2. Le mythe du complot	p. 43.
1.3. Juifs, franc-maçons, protestants, communistes	p. 44.
1.4. <i>Les Protocoles des Sages de Sion</i>	p. 45.
1.5. "Révisionnisme" et mythe du complot	p. 46.
1.6. "Révisionnisme", antisémitisme et antisionisme	p. 48.
1.6.1. Antisionisme et antisémitisme	p. 49.
1.6.2. L'antisionisme donne au "révisionnisme" son sens politique	p. 49.
1.7. Quel antisémitisme pour quel "révisionnisme"	p. 51.
2. "Révisionnisme" et anticommunisme	p. 53.
3. Le "révisionnisme", élément de contestation de "l'histoire officielle"	p. 54.
<u>Chapitre 2. Chronologie "révisionniste" et présentation des journaux</u>	p. 57.

I. Mise en place d'une chronologie "révisionniste" sur la période 1978-1990	p. 57.
II. Choix et nombre de journaux	p. 59.
III. Présentation des affaires "révisionnistes"	p. 59.
1. L'affaire Darquier de Pellepoix (octobre-novembre 1978)	p. 60.
2. L'affaire Faurisson (décembre 1978-janvier 1979)	p. 62.
3. La diffusion du feuilleton <i>Holocauste</i> (janvier-mars 1979)	p. 64.
4. L'affaire Faurisson-Chomsky (décembre 1980-janvier 1981)	p. 65.
5. L'affaire Roques (mai-juillet 1986)	p. 66.
6. L'affaire du "détail" (septembre-octobre 1987)	p. 68.
7. L'affaire "Durafour-crématoire" (septembre 1988)	p. 70.
8. L'affaire du carmel d'Auschwitz (juin-septembre 1989)	p. 71.
9. L'affaire Autant-Lara (août-septembre 1989)	p. 73.
10. L'agression de Robert Faurisson (septembre 1989)	p. 74.
11. L'affaire Notin (février-mars 1990)	p. 75.
12. La polémique suscitée par la loi Gayssot (février-août 1990)	p. 77.
IV. Cinq journaux d'extrême droite	p. 78.
1. <i>Rivarol</i>	p. 79.
2. <i>Aspects de la France</i>	p. 80.
3. <i>Minute</i>	p. 82.
4. <i>Présent</i>	p. 83.
5. <i>National Hebdo</i>	p. 86.

SECONDE PARTIE : REACTIONS DE LA PRESSE D'EXTREME DROITE FRANCAISE AUX AFFAIRES "REVISIONNISTES"

p. 88.

<u>Chapitre 3. De l'affaire Darquier de Pellepoix à l'affaire Chomsky (1978-1981)</u>	p. 89.
I. L'affaire Darquier de Pellepoix (octobre-novembre 1978)	p. 89.
II. L'affaire Faurisson (décembre 1978-janvier 1979)	p. 99.
III. La diffusion du feuilleton <i>Holocauste</i> (janvier-mars 1979)	p. 101.
IV. L'affaire Faurisson-Chomsky (décembre 1980-janvier 1981)	p. 110.
<u>Chapitre 4. De l'affaire Roques à la polémique suscitée par la loi Gayssot (1986-1990)</u>	p. 115.
I. L'affaire Roques (mai-juillet 1986)	p. 115.

II. L'affaire du "détail" (septembre-octobre 1987)	p. 123.
III. L'affaire "Durafour-crématoire" (septembre 1988)	p. 138.
IV. L'affaire du carmel d'Auschwitz (juin-septembre 1989)	p. 148.
V. L'affaire Autant-Lara (août-septembre 1989)	p. 159.
VI. L'agression de Robert Faurisson (septembre 1989)	p. 165.
VII. L'affaire Notin (février-mars 1990)	p. 170.
VIII. La polémique suscitée par la loi Gayssot (février-août 1990)	p. 178.

TROISIEME PARTIE: QUEL "REVISIONNISME" POUR QUELLE PRESSE D'EXTREME DROITE EN FRANCE? p. 192.

Chapitre 5. Le poids du courant "révisionniste" dans la presse d'extrême droite p. 193.

I. La presse d'extrême droite est-elle "révisionniste"?	p. 194.
1. Les articles et les auteurs <i>négalionnistes</i>	p. 194.
2. Les articles et les auteurs <i>relativistes</i>	p. 196.
3. Le poids du courant "révisionniste" dans la presse d'extrême droite	p. 198.
4. L'importance de <i>Rivarol</i> et de François Brigneau	p. 199.
5. <i>Aspects de la France...</i> et les autres	p. 201.
6. D'autres ouvertures vers le "révisionnisme"	p. 203.
II. L'opposition de certains journaux aux thèses "révisionnistes"	p. 204.
1. Les articles et les auteurs opposés aux thèses "révisionnistes"	p. 204.
2. L'existence d'un courant opposé aux thèses "révisionnistes"	p. 205.
3. Le poids d' <i>Aspects de la France</i>	p. 206.

Chapitre 6. Analyses par affaire p. 208.

I. L'affaire Darquier de Pellepoix	p. 208.
II. L'affaire Faurisson	p. 209.
III. La diffusion du feuilleton <i>Holocauste</i>	p. 210.
IV. L'affaire Chomsky	p. 211.

V. L'affaire Roques	p. 212.
VI. L'affaire du "détail"	p. 213.
VII. L'affaire "Durafour-crématoire"	p. 214.
VIII. L'affaire du carmel d'Auschwitz	p. 215.
IX. L'affaire Autant-Lara	p. 215.
X. L'agression de Robert Faurisson	p. 216.
XI. L'affaire Notin	p. 217.
XII. La polémique suscitée par la loi Gaysot	p. 218.
XIII. Des affaires de natures différentes	p. 219.
 <u>Chapitre 7. Analyses par journal</u>	p. 221.
I. <i>Rivarol</i>	p. 221.
II. <i>Aspects de la France</i>	p. 223.
III. <i>Présent</i>	p. 224.
IV. <i>Minute</i>	p. 226.
V. <i>National Hebdo</i>	p. 227.
 QUATRIEME PARTIE: L'HETEROGENEITE DE L'EXTREME DROITE FRANCAISE FACE AU "REVISIONNISME"	p. 229.
 <u>Chapitre 8. Fondements idéologiques du "révisionnisme" de la presse d'extrême Droite</u>	p. 229.
I. L'antisémitisme, l'anticommunisme, la théorie du complot et la défense d'une "autre" version de l'histoire	p. 230.
1. Des arguments récurrents	p. 230.
2. Le "révisionnisme", élément ponctuel mais fédérateur	p. 232.
II. <i>Aspects de la France</i>	p. 232.
1. En accord avec le "nationalisme intégral"	p. 233.

2. La défense de la Vendée contre-révolutionnaire et du régime de Vichy	p. 233.
III. <i>Minute</i>	p. 234.
1. Le départ de François Brigneau	p. 235.
2. Un intérêt faible pour le "révisionnisme"	p. 235.
IV. <i>Présent</i>	p. 236.
1. Le discours <i>relativiste</i> de Bernard Antony	p. 237.
2. L'influence de l'antisémitisme maurrassien	p. 238.
3. Un anticommunisme obsessionnel	p. 239.
V. <i>Rivarol</i>	p. 240.
1. Robert Poulet	p. 240.
2. Jacques Langlois	p. 241.
3. Une position logique	p. 242.
4. Un "révisionnisme" de disculpation	p. 243.
VI. François Brigneau	p. 244.
1. Qui est François Brigneau?	p. 245.
2. Un "révisionniste" convaincu	p. 246.
3. Des convictions complexes et extrêmes	p. 247.
4. La théorie du complot, élément central et fédérateur	p. 248.
<u>Chapitre 9. Catholiques d'extrême droite et "révisionnisme"</u>	p. 251.
I. Repères historiques	p. 251.
1. L'opposition historique entre christianisme et judaïsme	p. 251.
2. L'Action française et sa condamnation par le Vatican	p. 252.
3. La redécouverte des racines juives du christianisme	p. 254.
4. Le concile de Vatican II (1962-octobre 1965)	p. 255.
II. Les catholiques de l'extrême droite	p. 257.
1. Extrême droite et intégrisme	p. 258.
2. Le courant "lefebvrisme"	p. 259.
3. Le courant incarné par <i>Présent</i>	p. 262.
III. Les catholiques d'extrême droite face au "révisionnisme"	p. 263.
1. Antijudaïsme et antisémitisme maurrassien	p. 263.
2. "Révisionnisme" et catholiques intégristes: une situation contrastée	p. 264.
IV. Le reflet de dissensions plus profondes	p. 266.

1. Une filiation historique déterminante	p. 266.
2. L'affaire Olivier d'Ormesson	p. 267.
3. Antijudaïsme, antisémitisme maurrassien et "révisionnisme"	p. 268.
<u>Chapitre 10. La tendance néo-fasciste et le "révisionnisme"</u>	p. 272.
I. Repères historiques	p. 272.
1. L'importance historique de la Collaboration	p. 272.
2. Occident et Ordre Nouveau	p. 274.
3. La Nouvelle Droite	p. 276.
4. Les groupuscules néo-nazis	p. 278.
II. Le soutien et l'adhésion de <i>Rivarol</i> et François Brigneau, reflets de la position des néo-fascistes français?	p. 279.
1. Un antisémitisme inspiré des thèses national-socialistes	p. 279.
2. "Révisionnisme" et groupuscules néo-nazis: une adhésion sans équivoque	p. 280.
3. "Révisionnisme" et Nouvelle Droite: une adhésion plus discrète	p. 281.
III. Une situation complexe et en phase de mutation	p. 283.
1. La place centrale de François Duprat	p. 284.
2. Une nouvelle génération plus féroce	p. 286.
<u>Chapitre 11. Quelques réflexions sur la dichotomie droite-gauche</u>	p. 289.
I. Une dichotomie héritée de l'antisémitisme	p. 289.
1. Nature de l'antisémitisme de gauche	p. 289.
2. Après la Seconde Guerre mondiale	p. 289.
II. Une spécificité française	p. 291.
1. La Vieille Taupe	p. 292.
2. L'affaire Garaudy / l'abbé Pierre	p. 295.
III. Un débat connu	p. 297.
1. Le "révisionnisme": un phénomène d'extrême droite?	p. 297.
2. Une collusion dénoncée	p. 299.
Conclusions	p. 301.
Sources et bibliographie	p. 310.

INTRODUCTION

Le "révisionnisme", mouvement apparu après la Seconde Guerre mondiale, nie la politique d'extermination nazie à l'encontre des juifs d'Europe. Les "révisionnistes" affirment que la Shoah est un mensonge et nient sa réalité ou sa dimension génocidaire. En France, certains ouvrages de Pierre Vidal-Naquet ou Pierre-André Taguieff font référence dans la définition et l'explication des thèses "révisionnistes"¹. Dans *Les Assassins de la mémoire*, Pierre Vidal-Naquet définit le "révisionnisme" et met en lumière les fondements idéologiques d'une telle entreprise. Il souligne les différentes facettes de la méthode "révisionniste" et décrit les acteurs, en particulier Robert Faurisson, et les formes prises par ce phénomène. S'il dénonce les liens entre le "révisionnisme" et l'antisionisme ou la mise en cause d'Israël, il insiste aussi sur la nécessité d'une mise en perspective historique raisonnable et objective de la Shoah. L'approche de Pierre-André Taguieff est sensiblement différente. La mise en lumière des liens entre "révisionnisme", antisémitisme, antiracisme et anti-impérialisme est privilégiée. Taguieff explique comment le "révisionnisme" est devenu, par le biais de l'antisionisme, une forme moderne et modernisée du discours anti-juif, et en quoi les chambres à gaz homicides constituent, dans cette perspective, un "verrou symbolique". La négation de la Shoah se confond dès lors avec la dénonciation de l'impérialisme et du racisme dont les juifs, et surtout Israël, sont le symbole. Sionisme et judaïsme ne font plus qu'un et le sort des Palestiniens au Moyen-Orient est dénoncé comme le seul et véritable génocide.

¹ Voir Pierre Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire. Un Eichmann de papier et autres essais sur le révisionnisme*, Paris, La Découverte, 1987, et Pierre-André Taguieff, "La nouvelle judéophobie", *Les Temps modernes*, n 520, Paris, novembre 1989, pp. 1-80.

En dehors de Vidal-Naquet et de Taguieff, Alain Finkielkraut et Nadine Fresco sont également à l'origine d'ouvrages instructifs sur le sujet. Mais la véritable spécialiste française du "révisionnisme" est aujourd'hui Valérie Igounet. En 1998, elle publie un article intitulé "'Révisionnisme' et négationnisme au sein de l'extrême droite française"². Surtout, elle est l'auteur, en mars 2000, d'une *Histoire du négationnisme en France*³, forme abrégée d'une thèse de doctorat d'histoire soutenue en 1999 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Cet ouvrage explique la mise en place et l'évolution du "révisionnisme" en France, de sa création jusqu'à nos jours. Après avoir rappelé le rôle central du fasciste Maurice Bardèche et du socialiste pacifiste Paul Rassinier dans l'apparition et la mise en place de ce phénomène en France, Igounet met en lumière le tournant psychologique que constituent la Guerre des Six Jours et le changement de statut d'Israël dans l'instrumentalisation du discours "révisionniste". Le livre d'Igounet souligne l'importance décisive de l'extrême droite et de François Duprat dans la diffusion des thèses "révisionnistes". Le rôle et l'activisme du groupuscule d'ultra-gauche La Vieille Taupe sont également largement discutés. La majeure partie de l'ouvrage est néanmoins consacrée à Robert Faurisson, dont les écrits et l'influence sont soigneusement décortiqués et mis en perspective à travers différentes affaires ou polémiques. Enfin, Valérie Igounet étudie les liens entre le Front National et le "révisionnisme" et mesure l'impact de ce dernier dans l'idéologie et la rhétorique frontistes.

Le nombre d'ouvrages consacrés au "révisionnisme" est très limité et laisse inexploré plusieurs pans de son analyse. Dès lors, quels sont les objectifs de cette recherche au regard des progrès déjà effectués dans la compréhension et dans l'analyse du phénomène "révisionniste"? L'analyse et la critique du "révisionnisme" s'inscrivent dans un climat intellectuel particulier et spécifiquement français. Le combat contre l'extrême droite et ses idées demeure une priorité, plus ou moins urgente selon les périodes, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce climat n'est sans doute pas étranger à la mise en place et à l'extension des thèses "révisionnistes" en France. Il influence surtout grandement la réponse de l'intelligentsia française à ce phénomène. Malgré leurs approches distinctes et leur volonté explicative, tous les travaux consacrés au "révisionnisme" sont nés d'initiatives militantes destinées, non

² Valérie Igounet, "'Révisionnisme' et négationnisme au sein de l'extrême droite française", *Négationnistes! Les chiffonniers de l'histoire*, Villeurbanne et Paris, Editions Golias et Editions Syllepse, 1997, pp. 39-81.

³ Voir Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Paris, Le Seuil, 2000.

seulement à combattre les "révisionnistes" et leur mouvement, mais aussi l'extrême droite et en particulier ses représentants et ses thèses les plus extrêmes. Ils répondent à la volonté de mettre à mal et d'éradiquer ce phénomène. Ouvrages de référence, ils n'en demeurent pas moins "politiquement orientés" et s'inscrivent dans une perspective idéologique propre aux milieux intellectuels et universitaires français. La tenue de ce doctorat au sein d'une université anglaise permet d'éviter cet écueil et garantit une neutralité indépendante de toute polémique ou de toute pression. L'ensemble des analyses connues jusqu'à aujourd'hui part du postulat que le "révisionnisme" est un phénomène d'extrême droite et cherche à démontrer ce point pour justifier un combat contre les "révisionnistes" et contre l'extrême droite. Dès lors, tous les liens entre "révisionnisme" et extrême droite sont mis en lumière dans cette perspective. Dans une certaine mesure, cette recherche s'appuie aussi sur les liens entre la droite radicale et le "révisionnisme" puisqu'elle a pour objet la presse d'extrême droite. Néanmoins, son objectif principal n'est pas de démontrer qu'extrême droite et "révisionnisme" sont liés mais de déterminer qui est ou n'est pas "révisionniste" à l'extrême droite et en France et pour quelles raisons. Contrairement aux travaux existants, cette recherche ne s'inscrit pas dans le débat politique et intellectuel hexagonale. C'est un gage de neutralité qu'il est essentiel de garder en mémoire.

Alain Finkielkraut privilégie une approche philosophique et morale de la question de cette négation de la Shoah. Pierre Vidal-Naquet et Pierre-André Taguieff tentent avant tout de démontrer la nullité des thèses "révisionnistes" et démontent point par point leur discours et leur argumentation. Malgré leurs différences de forme, de perspective et de degré d'analyse, les travaux de ces trois intellectuels visent à prouver que les chambres à gaz et le génocide des juifs par les nazis ont bien existé et que les thèses "révisionnistes" ne sont que des mensonges. Ils s'inscrivent dans un combat contre l'extrême droite, l'antisémitisme et l'antisionisme. A l'inverse, l'objectif de cette thèse n'est à aucun moment de refaire l'histoire de la Shoah ou de discuter l'argumentation "révisionniste" et le bien fondé ou non de certaines remarques. Elle vise à analyser, de manière entièrement neutre et objective, la nature du "révisionnisme" en France à travers l'exemple de sa diffusion au sein des organes de presse de la droite radicale. Le "révisionnisme" n'est pas tenu pour un phénomène d'extrême droite au sens simpliste et militant du terme. La question de savoir si le "révisionnisme" est en priorité l'apanage de certains milieux d'extrême gauche est d'ailleurs ouvertement posée et traitée.

L'ouvrage *Histoire du négationnisme en France* de Valérie Igounet est un travail historique basé sur une chronologique qui permet de comprendre la genèse, la mise en place et l'évolution du phénomène "révisionniste" en France. Il fait suite à une thèse de sciences politiques, ce qui explique sans doute son caractère moins ouvertement militant. Il s'inscrit cependant clairement dans une perspective d'affrontement avec le Front National et les liens entre Valérie Igounet, Pierre Vidal-Naquet (un de ses directeurs de thèse) et certaines organisations de gauche ou d'extrême gauche hostiles à la formation politique de Jean-Marie Le Pen mettent en lumière cette réalité. Dès lors, si le travail de Valérie Igounet est aujourd'hui l'ouvrage de référence sur l'histoire du "révisionnisme" en France, il est facile de constater qu'il cherche ouvertement à dénoncer le poids et le rôle de l'extrême droite dans la naissance et la croissance du phénomène "révisionniste" sans essayer de savoir qui à l'extrême droite n'est pas "révisionniste". Tous les liens entre le mouvement "révisionniste" et les courants d'extrême droite sont mis en valeur mais sans préciser de quel nature sont ces liens et dans quelles circonstances ils n'existent pas. L'objectif de cette thèse vise justement à sortir de ce schéma. La mise en lumière, grâce à des calculs simples, du poids relatif des thèses "révisionnistes" au sein de l'extrême droite française et de ses principaux journaux répond à cet objectif de neutralité. L'analyse de la nature des différents types de "révisionnismes" présents dans les différentes familles d'extrême droite met en place une démonstration laissée de côté aussi bien par Valérie Igounet que par Pierre Vidal-Naquet ou Pierre-André Taguieff. Au regard des conclusions de ces derniers, l'apport de cette thèse tient dans l'accumulation d'éléments analytiques nouveaux: la distinction entre "révisionnisme" *négationniste* et "révisionnisme" *relativiste*; la prise en compte de l'antisémitisme maurrassien comme facteur explicatif d'un rejet des thèses "révisionnistes"; la mise en lumière de liens entre antijudaïsme d'origine religieuse et la relativisation parfois *négationniste* de la Shoah dans certains milieux intégristes catholiques; la mise en perspective historique des liens entre les milieux néo-fasciste et certains cercles d'extrême gauche.

Tous les écrits précédemment cités s'accordent pour constater que le "révisionnisme" n'est pas une simple entreprise de réhabilitation du nazisme et d'Adolf Hitler par le biais de la négation de leur plus grand crime. La véritable signification du "révisionnisme" est beaucoup plus complexe. Le "révisionnisme" vise en fait à attaquer les juifs et Israël en réactualisant la théorie du complot, dont la Shoah serait la nouvelle forme. Il se nourrit de vieux préjugés antisémites

et s'appuie sur la dénonciation d'une histoire officielle symbolisée par les mensonges communistes.

Il est facile de constater des similitudes entre les arguments "révisionnistes" et certaines idées chères aux milieux d'extrême droite en France. Voilà pourquoi cette thèse tentera de déterminer si les cinq journaux les plus représentatifs de l'extrême droite française sont effectivement "révisionnistes". Il s'agit de comprendre pourquoi certains journaux défendent ou reprennent les thèses "révisionnistes" et pourquoi d'autres s'y opposent. La méthode sera très largement empirique et prendra la forme d'un commentaire de texte s'éclairant des concepts et des axes de compréhension mis en place dans l'explication du "révisionnisme". Elle s'accompagnera d'une définition de la nature du "révisionnisme" des journaux concernés et d'une mise en lumière du rôle et de l'influence des journalistes impliqués dans la diffusion de ces thèses.

L'apport de cette recherche tient en plusieurs points distincts. Tout d'abord, elle établit une distinction entre discours *négationniste* et discours *relativiste* qui doit permettre une analyse approfondie du niveau et de la nature du "révisionnisme" des journaux d'extrême droite. Elle donne lieu à la mise en place d'une chronologie des principales affaires "révisionnistes", de l'apparition de ce phénomène sur le devant de la scène médiatique et intellectuelle en France au cours de l'année 1978, au vote de la loi Gayssot en 1990, qui en légifère l'expression. Elle dresse le profil des cinq journaux les plus représentatifs de la presse d'extrême droite en matière de "révisionnisme". Elle offre une analyse de ce "révisionnisme" et une grille de compréhension qui permet de savoir quel type d'antisémitisme ou quelle forme d'anticommunisme mène à l'adhésion au "révisionnisme". Enfin, elle met en lumière les fondements historiques de l'intérêt de certaines familles d'extrême droite pour les thèses "révisionnistes".

La première partie de cette recherche est consacrée à la définition du "révisionnisme" et à l'explication des principaux termes et concepts nécessaires à sa compréhension. Une étude approfondie des thèses des quatre principaux chefs de file historiques du "révisionnisme" en France, Maurice Bardèche, Paul Rassinier, François Duprat et Robert Faurisson, doit permettre d'en cerner la véritable signification et les enjeux idéologiques. Finalement, une chronologie des principaux événements "révisionnistes" sur la période 1978-1990 et une

description des journaux étudiés et de leurs particularités finit la préparation de la recherche. La deuxième partie concerne l'analyse, article par article, des réactions des cinq journaux étudiés, *Rivarol*, *Aspects de la France*, *Minute*, *Présent* et *National Hebdo*, face aux affaires "révisionnistes" de la chronologie. Cette partie est la plus longue et la plus astreignante. La troisième partie est consacrée au classement par thèmes des articles étudiés. Ces classements permettront de déterminer le profil des différents journaux en matière de "révisionnisme", et d'établir une grille explicative pour chacune des douze affaires "révisionnistes" rencontrées. Finalement, la quatrième partie met en lumière les fondements historiques et idéologiques du "révisionnisme" de la presse d'extrême droite en distinguant néo-fascisme français, intégrisme catholique et connivences entre ultra-gauche et extrême droite sur le sujet du "révisionnisme".

PREMIERE PARTIE: LE PHENOMENE "REVISIONNISTE"

CHAPITRE 1. SIGNIFICATION DU "REVISIONNISME"

Après avoir défini et expliqué le phénomène "révisionniste", une distinction entre discours *négationniste* et discours *relativiste* sera établie. La biographie et les œuvres des principaux chefs de file du mouvement "révisionniste" en France seront également étudiées. Puis, il s'agira de mettre en lumière les soubassements idéologiques et les enjeux politiques des thèses "révisionnistes". Cette partie permettra ainsi de mettre à jour les arguments et les schémas explicatifs utilisés par les principaux "révisionnistes" pour développer leurs thèses.

I. Définition et description du "révisionnisme"

1. "Révisionnisme": définition générale

Les historiens qui se sont intéressés au "révisionnisme" en ont tous donné une définition. Pierre Vidal-Naquet affirme que le "révisionnisme" est "la doctrine selon laquelle le génocide pratiqué par l'Allemagne nazie à l'encontre des juifs et des Tziganes n'a pas existé, relève du mythe, de la fabulation, de l'escroquerie"¹. Florent Brayard estime, dans son ouvrage *Comment l'idée vint à monsieur Rassiner. Naissance du révisionnisme*, que le "révisionnisme" est "une idéologie dont l'unique corps de doctrine est la négation de la réalité du génocide des juifs durant la Seconde Guerre mondiale"². Alain Bihr pense que le "révisionnisme" réunit les personnes qui prétendent que "le génocide des juifs (mais aussi celui des tziganes) perpétré par les nazis, avec l'appui de leurs alliés et collaborateurs, pendant la Seconde Guerre mondiale, n'a pas eu lieu"³. Pierre Vidal-Naquet précise dans sa définition qu'il s'agit ici du "révisionnisme" au sens absolu du terme, mais qu'il existe des "révisionnismes relatifs"⁴ alors qu'Alain Bihr affirme que sa définition parle des "négationnistes et des révisionnistes"⁵. Jean-Pierre Rioux constate lui qu'il n'y a "pas de 'révisionnistes' à propos des chambres à gaz et du génocide des juifs et des tziganes par les nazis". Il n'y a "que des négateurs de l'extermination" et "la négation la plus répandue ne conteste pas l'existence mais l'importance des chambres à gaz"⁶. Si tous les historiens s'accordent sur l'idée de remise en question de la Shoah, il est clair que l'exacte définition du "négationnisme" et du "révisionnisme" pose problème. Dans la plupart des cas, les historiens utilisent ces deux termes pour parler de la même chose. En réalité, ce sont les négateurs des chambres à gaz eux-mêmes qui se sont fait appeler "révisionnistes" pour tirer partie de l'ambiguïté du terme⁷. Pendant longtemps, la notion de "révisionnisme" a été associée à d'autres questions, notamment politiques: dans les discussions entre les tenants du marxisme

¹ P. Vidal-Naquet, op. cit., p. 108.

² Florent Brayard, "Le piège révisionniste", *Le Monde*, 31 mai 1996.

³ Alain Bihr, "Du passé ne faisons pas table rase!", *Négationnistes! Les chiffonniers de l'histoire*, p. 17.

⁴ P. Vidal-Naquet, op. cit., p. 108.

⁵ A. Bihr, op. cit., p. 17.

⁶ Jean-Pierre Rioux, "Les négateurs des chambres à gaz", *Le Monde*, 22 septembre 1987.

et ceux du léninisme ou au moment de l'affaire Dreyfus pour désigner les partisans de la révision du procès. Beaucoup d'historiens, comme Valérie Igounet ou Henri Rousso préfèrent ainsi parler de "négationnisme". C'est d'ailleurs ce dernier qui introduit l'expression en 1987 car ce phénomène relève, selon lui, d'un "système de pensée, d'une idéologie et non d'une démarche scientifique ou même simplement critique"⁸. Il convient pourtant de constater que le terme "négationnisme" ne rend pas compte de toute la complexité des thèses et du phénomène "révisionnistes".

Où s'arrêtent les "révisionnismes relatifs" dont parle Pierre Vidal-Naquet? De même, qualifier de "révisionnistes" les personnes qui s'interrogent sur la spécificité historique dont jouirait, selon certains, le génocide perpétré par les nazis, ou ceux qui demandent la mise en place d'une version idéologiquement plus neutre de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et des méfaits nazis, paraît excessif. On remarque surtout, comme le suggérait Jean-Pierre Rioux, qu'il existe une différence notable entre Robert Faurisson, qui nie les chambres à gaz, et par conséquent le génocide nazi, et quelqu'un qui admet l'entreprise nazie contre les juifs mais en dénie l'importance et le caractère génocidaire. Une des idées centrales de cette recherche consistera justement à refuser, au regard notamment des prises de position des journaux d'extrême droite, l'assimilation négationnisme-"révisionnisme" et à déterminer de manière précise les frontières du "révisionnisme" au sens où il est étudié ici.

2. Distinction entre "révisionnisme" *négationniste* et "révisionnisme" *relativiste*

Il est possible de nier de deux façons différentes la réalité du génocide nazi contre les juifs, d'utiliser deux types de discours. Les historiens abordent cette question mais sans proposer une distinction claire. Comme terme de base, le "révisionnisme" est préféré à l'expression "négationnisme". Il sera toujours placé entre guillemets de manière à le différencier des autres révisionnismes historiques déjà mentionnés. A l'intérieur du "révisionnisme", il faut distinguer le "révisionnisme" *négationniste* et le "révisionnisme" *relativiste*. Ces trois concepts doivent permettre de parvenir à une définition précise et satisfaisante de ce phénomène. L'expression

⁷ Voir V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, pp. 14-15.

⁸ Henri Rousso, *Le Syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours*, Paris, Le Seuil, coll. "Points Histoire", deuxième édition revue et mise à jour, 1990, p. 176.

"révisionnisme" désigne ce dernier dans sa globalité. Il renvoie à la négation de l'existence ou de la portée du génocide perpétré contre les juifs par le régime hitlérien pendant la Seconde Guerre mondiale. Les "révisionnistes" admettent donc que des juifs furent tués pendant le conflit de la Seconde Guerre mondiale mais ils estiment que ces morts sont simplement le fait de la guerre, qu'ils ont été les victimes d'opérations militaires, de déplacements de population, de famines ou d'épidémies, au même titre que les autres catégories de population. Mais la diffusion des thèses "révisionnistes" donne lieu à deux types de discours: le discours *négationniste* et le discours *relativiste*. Cette distinction est essentielle pour comprendre le "révisionnisme" des journaux d'extrême droite dans toute sa complexité. Le *négationnisme* est la forme de discours "révisionniste" qui consiste à nier la réalité de l'extermination "industrielle" et organisée des juifs par les nazis au moyen des chambres à gaz homicides, et à affirmer qu'il s'agit purement et simplement d'une invention, que ce fait historique n'a jamais existé. Le *relativisme* est la forme de discours "révisionniste" qui consiste à dénier à la Shoah le statut de génocide, en relativisant sa dimension exterminatrice ou son caractère meurtrier exceptionnel.

Le point central du discours *négationniste* concerne les chambres à gaz et leur utilisation systématique. En niant le moyen de la Shoah, on nie en réalité son existence même. Pour cela, différents arguments sont utilisés. Mettre en doute les conditions techniques du gazage en est un. Affirmer que les chambres à gaz furent construites par les Alliés juste avant la fin de la guerre en est un second. Un autre argument consiste à affirmer que les témoignages des déportés qui en sont revenus, et qui disent avoir vu des chambres à gaz, ne sont qu'une exagération et qu'ils ne possèdent aucune crédibilité. D'autres arguments encore plus pointus existent et sont abordés dans la partie consacrée aux pères du "révisionnisme". Ainsi, le soutien explicite aux chefs de file "révisionnistes", à leurs conclusions et à leurs travaux sera aussi considéré comme une adhésion, indirecte, au discours *négationniste*.

Le *relativisme* se matérialise principalement de deux façons. La première consiste à nier le nombre réel de juifs exterminés par les nazis en apportant toutes sortes de "preuves" chiffrées et statistiques tendant à montrer que la mort d'un nombre aussi élevé de personnes n'a pu avoir lieu et que ces exagérations cachent quelque chose de plus profond. La seconde renvoie à la négation du caractère génocidaire de la Shoah en assimilant ou en comparant volontairement les victimes du génocide nazi aux autres victimes de la guerre. C'est une volonté de nier, non la véracité de la Shoah, mais le fait que le génocide perpétré par les nazis contre les juifs en ait

vraiment été un. L'argumentation s'articule autour de l'idée d'une responsabilité des juifs dans les malheurs qui les touchent. Les victimes de bombardements ou de combats sont mis au même niveau que les morts de la Shoah.

3. Des limites à définir

Questionner l'affirmation selon laquelle la Shoah serait un phénomène unique et le pire génocide de l'histoire de l'humanité, de par sa nature et son nombre, ne sera pas considéré comme du "révisionnisme". De même, les comparaisons entre la Shoah et le génocide arménien, ou un crime de caractère exceptionnel comme Katyn⁹ ou les massacres des royalistes de Vendée par les armées révolutionnaires, et que beaucoup à l'extrême droite considèrent comme des génocides, point qui ne sera pas discuté ici, ne seront pas considérées comme du "révisionnisme", sauf cas exceptionnels de discours ouvertement *relativistes*. La comparaison entre les crimes nazis et les crimes communistes est différente car elle renvoie au débat ouvert en Allemagne, par l'historien conservateur Ernst Nolte, suite à un article dans le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en 1986. Cette "querelle des historiens" va durer deux ans et donner lieu à près de mille deux cent articles et plus de trente cinq livres. Sans contester l'existence des chambres à gaz, Nolte, un ancien élève de Martin Heidegger, et des historiens pour la plupart conservateurs ou libéraux vont s'interroger sur le lien entre le nazisme et le bolchévisme (la révolution bolchévique n'aurait-elle pas accompagné le national-socialisme dans l'horreur? n'aurait-elle pas montré la voie, permis bien des exactions?) et sur le sens des exécutions massives perpétrées au nom d'un idéal (les meurtres commis en masse au nom de la lutte des classes ne seraient-ils pas comparables à ceux commis pour des raisons de race?). Constatant "qu'aucun autre phénomène de l'histoire moderne n'a autant et aussi longtemps été condamné que le national-socialisme allemand et le troisième Reich"¹⁰, Nolte estime qu'il existe un "nœud causal" entre les goulags communistes et les camps de concentration nazis qui découle du combat entre les deux idéologies. Il procède de

⁹ L'exécution par les soviétiques de la quasi totalité des officiers polonais dont les nazis furent rendus responsables par la propagande communiste.

¹⁰ Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne, 1917-1945*, Paris, Editions des Syrtes, 2000, p. 32.

"l'hypothèse que le rapport de Hitler au communisme, marqué par la crainte et la haine a effectivement été au centre de ses pulsions et de son idéologie"¹¹.

Sans connaître la même dimension qu'en Allemagne, la querelle a quelques répercussions en France. En particulier, elle donne lieu à une correspondance entre Ernst Nolte et l'historien français François Furet, anciennement membre du Parti Communiste Français, intitulée *Fascisme et Communisme*¹². La question est à nouveau à l'ordre du jour à la fin des années 90 avec la parution du *Livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*¹³. Cet ouvrage dirigé par Stéphane Courtois dresse le bilan quantitatif des victimes du communisme dans le monde. Les auteurs partent du constat que "les crimes du communisme n'ont pas été soumis à une évaluation légitime et normale tant du point de vue historique que du point de vue moral"¹⁴. L'ouvrage démontre ainsi que "la terreur a été à l'origine l'une des dimensions fondamentales du communisme moderne"¹⁵. Dès sa parution, le livre nourrit la controverse et anime les débats politiques et intellectuels français. D'autant plus que l'introduction de Courtois relance la controverse générée par Ernst Nolte¹⁶ entre 1986 et 1988. Courtois affirme que "les régimes communistes ont commis des crimes concernant environ cent millions de personnes, contre environ vingt-cinq millions de personnes au nazisme"¹⁷. En dehors des chiffres, Courtois constate surtout que "le génocide 'de classe' rejoint le génocide 'de race'" et que "les méthodes mises en œuvre par Lénine et systématisées par Staline et leurs émules non seulement rappellent les méthodes nazies, mais bien souvent leurs sont antérieures"¹⁸. Les réactions sont diverses. Si la grande majorité salue la publication d'un tel ouvrage, certains estiment que "Courtois nie l'exemplarité, le caractère inédit, et à ce jour unique, du génocide juif"¹⁹ et plusieurs auteurs de l'ouvrage se désolidarisent de ses propos.

¹¹ Ibid. p. 39.

¹² Sur les positions d'Ernst Nolte sur le problème du "révisionnisme" voir la correspondance entre l'historien allemand et son homologue français, François Furet, dans Collection "Commentaires", *Fascisme et Communisme*, Paris, Plon, 1998, pp. 84-97.

¹³ Suite à la polémique générée par ce livre, le député U.D.F. de l'Ain, Michel Voisin, demande, à la rentrée 1997, au premier ministre socialiste de l'époque, Lionel Jospin, s'il est prêt, au vu des crimes du communisme, à renoncer à la présence de ministres communistes dans son gouvernement.

¹⁴ Stéphane Courtois, Introduction "Les crimes du communisme", (sous la direction de) *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 13.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ En 2000, Courtois signe la préface de *La Guerre civile européenne 1917-1945* qui est la traduction de *Der europäische Bürgerkrieg, 1917-1945*, l'ouvrage allemand d'Ernst Nolte publié en 1987.

¹⁷ S. Courtois, op. cit., p. 25.

¹⁸ Ibid., pp. 19,25.

¹⁹ Jean-Christophe Cambadélis, Eric Osmond, *La France blafarde*, Paris, Plon, 1998, p. 459.

L'objet de cette recherche n'est pas de comparer les bilans du communisme et du nazisme et cette question ne sera donc pas abordée. Cependant, il est essentiel d'éviter l'amalgame entre ce qui découle d'un débat d'historiens et d'une comparaison entre deux mouvements idéologiques et historiques, et ce qui se rattache à la diffusion d'opinions "révisionnistes".

4. Qui sont les "révisionnistes"?

Le mouvement "révisionniste" se compose de membres dont le niveau d'engagement et d'implication varie. Le rôle et l'influence d'un théoricien du "révisionnisme" comme Robert Faurisson ne peuvent être appréhendés de la même façon que dans le cas d'une personne amenée à reprendre certaines de ses idées ou de ses conclusions parce que son combat se confond, de manière ponctuelle et à un moment précis, avec le combat "révisionniste". Entre ces deux niveaux d'engagement, il existe en outre différents degrés de nuance. Il s'agit ici de distinguer ces différents niveaux. Pour reprendre l'expression de Pierre Vidal-Naquet, il existe "plus d'une chambre dans la demeure révisionniste"²⁰. En réalité, il semble qu'il en existe trois. Ce qu'Alain Bihl résume ainsi:

Au centre de la secte, un noyau dur qui depuis la fin des années 1970, poursuit inlassablement son travail de taupe. Sa technique est simple et efficace: faire scandale pour obliger les médias à parler du négationnisme, à évoquer ses thèses, et prendre ainsi l'opinion publique en otage en espérant accroître son audience. (...) Autour de lui, influencée par lui, se dispose une mouvance aux frontières plus indistinctes, composée d'individus isolés ou de groupes organisés, aux convictions moins affichées, sinon moins déterminées, dont le combat négationniste n'est qu'occasionnel ou accessoire, mais qui n'en contribuent pas moins à relayer l'action du noyau dur. (...) Enfin, troisième cercle (...), tous ceux qui, sans être ouvertement révisionnistes, sont pourtant prêts à couvrir ceux de leurs amis ou camarades qui, à un moment ou à un autre, ont défendu de pareilles thèses. S'ils ne diffusent pas directement ces dernières, ils contribuent cependant à les banaliser et ainsi à les rendre acceptables par leur complaisance²¹.

Sur la période étudiée, et encore de nos jours, le premier cercle représente moins d'une centaine de personnes en France. Les membres fondateurs de ce noyau dur sont moins d'une dizaine. Robert Faurisson est le plus célèbre d'entre eux, le "gourou qui consacra sa vie à la

²⁰ P. Vidal-Naquet, op. cit., p. 32.

²¹ A. Bihl, op. cit., pp.18, 20-21.

cause"²² comme le nomme Valérie Igounet. L'article de Faurisson dans *Le Monde* en 1978, la soutenance de la thèse "révisionniste" d'Henri Roque ou la parution du premier numéro de la *Revue d'histoire révisionniste*, en plein procès Klaus Barbie en 1987²³, sont des exemples de scandales auxquels la définition fait allusion. En France, le nombre de personnes que représente le total de ces trois cercles est de quelques centaines; dans le monde, quelques milliers. C'est un nombre très restreint. Il est à noter qu'Alain Bihr n'est pas le seul historien à utiliser le terme de secte pour décrire les "révisionnistes". Le premier à le faire fut Pierre Vidal-Naquet, dans son ouvrage *Les Assassins de la mémoire*, en 1987. Selon lui, le terme de secte identifie "le mode de fonctionnement de ces réseaux tout comme la structuration psychologique de leurs membres"²⁴. Valérie Igounet estime pour sa part que "le microcosme négationniste s'apparente à une véritable secte. Petite communauté hiérarchisée, unie par une même doctrine, ses 'guides spirituels' exercent une autorité idéologique sur leurs adeptes"²⁵. Phénomène marginal par le nombre de ses adeptes, le "révisionnisme" se distingue par la variété de ses membres.

Dans la perspective de cette recherche, la description d'Alain Bihr est particulièrement utile parce qu'elle permet de comprendre la variété et les niveaux d'implication des strates qui composent le mouvement "révisionniste". Les articles étudiés dans la partie empirique concerneront principalement des membres du troisième cercle, parfois du second. Robert Faurisson ou Paul Rassinier, avant lui, sous le pseudonyme de Jean-Pierre Bermont, ont écrit des articles pour *Rivarol*, un des journaux étudiés dans cette recherche. Mais de tels cas demeurent isolés. Malgré tout, l'analyse et la compréhension des thèses "révisionnistes" sont essentielles dans le cadre d'une telle recherche. Elles passent par l'étude du parcours personnel et des principaux ouvrages de ce que Bihr appelle "le noyau dur".

²² V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, p. 605.

²³ Voir infra, pp. 64-66. Le procès de Klaus Barbie pour crimes contre l'humanité eu lieu à Lyon entre le 11 mai et le 4 juillet 1987.

²⁴ P. Vidal-Naquet, op. cit., p. 17.

²⁵ V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, p. 605.

II. Repères historiques

Cette partie sera consacrée aux quatre personnages dont l'action et l'influence furent essentielles dans le développement du "révisionnisme" en France: Maurice Bardèche, Paul Rassinier, François Duprat et Robert Faurisson. Les différentes caractéristiques de leurs thèses et leurs motivations personnelles seront examinées. L'importance de chacun d'eux dans l'histoire du mouvement "révisionniste" français sera également mis en lumière. La connaissance des principaux arguments "révisionnistes" permettra de détecter les convictions "révisionnistes" des auteurs des articles étudiés dans la partie empirique de la recherche.

1. Maurice Bardèche (1909-1998)

Les contours d'une thèse niant l'extermination des juifs par les nazis s'ébauchent dès le lendemain de la défaite de l'Allemagne nazie, sous la plume de Maurice Bardèche²⁶. Bardèche, personnage connu pour ses opinions d'extrême droite, est épouvanté par les conditions et les conséquences de l'Épuration, et par l'exécution de son beau-frère, Robert Brasillach²⁷. Dès 1945, il se tourne vers l'activisme politique. Avec la publication de *Nuremberg ou la terre promise*, en 1948, et de *Nuremberg II ou les faux monnayeurs*, en 1950, il jette les bases de l'argumentation "révisionniste" et de la relecture de l'histoire de la Shoah.

Pour Maurice Bardèche, le jugement du tribunal de Nuremberg est uniquement celui des vainqueurs. Or ces derniers sont très largement responsables de tout ce qui s'est passé pendant la guerre. Par conséquent, le jugement du tribunal de Nuremberg ne peut être tenu pour un document légitime et digne de confiance. Il ne saurait en aucun cas refléter une quelconque

²⁶ Voir Maurice Bardèche, *Nuremberg ou la terre promise*, Paris, Les Sept Couleurs, 1948, et *Nuremberg II ou les faux monnayeurs*, Paris, Les Sept Couleurs, 1950.

²⁷ Voir à ce sujet, Charles Ambroise-Colin, *Un procès de l'Épuration: Robert Brasillach*, Tours, Mame, 1971, Alice Yaeger Kaplan, *Intelligence avec l'ennemi: le procès de Brasillach*, Paris, Gallimard, 2001, ou Pierre Pellissier, *Brasillach, le maudit*, Paris, Denoël, 1989.

vérité, d'autant plus qu'une partie des juges était communiste. Bardèche en souligne les irrégularités et estime que les crimes allemands étaient comparables aux crimes de l'Épuration. Il défend ouvertement les conceptions politiques du national-socialisme qui représentaient la seule idéologie qui puisse barrer la route au communisme. En ce qui concerne la question du sort des juifs, Bardèche estime que ce sont les juifs qui ont voulu la guerre. Il faut, par conséquent, distinguer ce que les juifs ont subi, et qui ne nous concerne pas, et ce que les Français ont subi. Les camps de concentration allemands sont une invention des Alliés, une ingénieuse et habile mise en scène établie qui fait passer l'Allemagne pour le coupable ultime. L'idée d'un complot des juifs, des Alliés et des communistes, relayée par les médias, pour expliquer le mensonge des camps de concentration est également avancée. Bardèche ne précise pas si ces camps de concentration sont des camps de la mort. Il date cependant leur découverte à l'année 1945, ce qui est précisément la date de la découverte des camps de la mort. Ainsi, Bardèche est le premier à établir des liens explicatifs entre la mise en doute de la Shoah et la théorie du complot ou l'idée antisémite de la domination des médias par les juifs:

Pour excuser les crimes commis dans la conduite de la guerre, il était *absolument nécessaire* d'en découvrir de plus graves encore de l'autre côté (...) On eut la bonne fortune de découvrir, en janvier 1945, des camps de concentration dont personne n'avait entendu parler jusqu'alors, et qui devinrent la preuve dont on avait précisément besoin, le flagrant délit à l'état pur, le crime contre l'humanité qui justifiait tout. On les photographia, on les filma, on les publia, on les fit connaître par une publicité gigantesque comme une marque de stylo. La guerre morale était gagnée. La monstruosité allemande était prouvée par ces précieux documents. Le peuple qui avait inventé cela n'avait le droit de se plaindre de rien. Et le silence fut tel, le rideau fut si habilement, si brusquement dévoilé, que pas une voix n'osa dire que tout cela était trop beau pour être vrai (...) Ainsi fut affirmée la culpabilité allemande (...) Après avoir présenté nos plus sincères compliments aux techniciens, juifs pour la plupart, qui ont orchestré ce programme, nous avons l'ambition de voir clair et de nous y reconnaître dans cette pièce à tiroirs, où les accusations arrivent à point nommé comme les coups de théâtre du mélodrame²⁸.

En fait, Maurice Bardèche admet l'existence d'un plan d'extermination mais affirme que l'on se trompe sur sa signification réelle. Selon lui, les documents allemands ne sont pas traduits et interprétés correctement, ou ils n'ont pas été appliqués par les personnes qui devaient le faire. La remise en question des preuves écrites et de leur interprétation est un argument "révisionniste" essentiel introduit par Bardèche. La remise en cause des conclusions du tribunal de Nuremberg tend à montrer que le programme d'extermination nazi n'avait rien de très

²⁸ M. Bardèche, *Nuremberg ou la terre promise*, pp. 19,23-24.

exceptionnel, notamment au regard des crimes perpétrés par les communistes en général, et par l'Union Soviétique en particulier. Bardèche, homme d'extrême droite, est le premier à établir un lien entre la négation de la Shoah et le mensonge communiste. Selon lui, les horreurs et les chiffres "découverts" par les communistes ne sont probablement qu'une immense opération de propagande:

Oui, à l'Est de l'Europe, il y a un terrible compte ouvert entre l'Europe et ses voisins. Oui, là, il y a eu une politique d'extermination. Et là, on a retrouvé des traces (...) On a retrouvé les délibérations des conférences du Führer, on a retrouvé les instructions aux responsables, on a retrouvé des ordres, on a tout retrouvé (...) Cela, oui, c'est un crime. Mais est-ce vrai? Il y a tout dans ces documents et ils n'ont pas toujours été classés avec prudence. On a présenté plusieurs fois comme des ordres, des exposés qui n'étaient que des mémorandums, c'est-à-dire des suggestions qui justement furent repoussées. D'autres fois, on a montré des ordres, mais il résulte du procès lui-même que ces ordres ne furent pas exécutés par les commandants d'armées qui les trouvaient trop sévères. D'autres fois, on s'est trompé sur la signification des mesures: par exemple, la destruction systématique des villages ne fut pas une politique de terrorisme, mais un moyen de lutte contre les partisans (...) Les chiffres présentés par la délégation russe sont incontrôlables. Et si la délégation russe s'était servie du procès de Nuremberg pour un énorme montage de propagande, comme la délégation française²⁹.

En fait, si Maurice Bardèche admet bien qu'il y ait pu avoir un programme d'extermination, il précise qu'il fut uniquement à une très faible échelle et le fait d'Himmler, ce dernier ayant agi sans en référer à Hitler. Il disculpe donc le Führer de toute tentative de génocide, et exonère surtout le régime national-socialiste de toute extermination planifiée et organisée. Bardèche reproche ainsi aux vainqueurs de la guerre l'amalgame entre les agissements d'un homme seul et les véritables plans du IIIème Reich et d'Hitler:

Il est très possible, en effet, que la politique d'Himmler ait été une politique toute personnelle, exécutée discrètement, et dont il porte seul la responsabilité. La condamnation à laquelle on nous demande de nous associer sur ce point et à laquelle nous nous associons en effet, ne porte donc pas sur un peuple, mais sur un homme auquel le régime a eu tort de laisser des pouvoirs exorbitants. (...) Nous n'avons pas le droit d'en conclure davantage que le national-socialisme aboutissait nécessairement à l'extermination des juifs: il proposait seulement de ne plus les laisser se mêler à la vie politique et économique du pays, et ce résultat pouvait être obtenu par des méthodes raisonnables et modérées. (...) Il résulte clairement des pièces du procès que la solution au problème juif, qui avait eu l'approbation des dirigeants nationaux-socialistes, consistait uniquement en un rassemblement de juifs dans une zone territoriale qu'on appelait la réserve juive³⁰.

²⁹ Ibid., pp. 128-130.

³⁰ Ibid., pp. 188-190, 193-195.

Enfin, Maurice Bardèche est aussi le premier à mettre en question la véracité des témoignages des rescapés et des gens ayant connu les camps de la mort. C'est un argument "révisionniste" central qui s'appuie sur une approche psychologique et mentale du phénomène. Selon lui, les témoins ont été influencés par les récits de déportation qu'ils ont pu lire. En conséquence, ils inventent aujourd'hui des discours qui ne sont plus le reflet de la réalité qu'ils ont vécue, mais qui correspondent à ce qu'il faut dire pour que les gens s'y intéressent. C'est un point essentiel de l'argumentation "révisionniste" classique. Il est aussi utilisé par Paul Rassinier qui se targuera de donner une version exacte de ce qu'étaient les camps allemands. L'argument est subtil parce qu'il présente les témoins comme les victimes d'une pression des média et des politiques; et d'un complot dont ils ignorent, pour la majorité, l'existence:

Au début, les déportés ont raconté ce qu'ils avaient vu; un peu plus tard, ils ont subi l'influence de la littérature de déportation et ils ont parlé d'après les livres qu'ils ont lus et d'après des récits de camarades qui se substituaient progressivement à leurs impressions personnelles; enfin au dernier stade, ils ont adopté, plus ou moins inconsciemment, une version utilitaire de leur captivité, ils se sont fait une âme de professionnel de l'internement politique, et ils ont remplacé dans leurs récits ce qu'ils avaient vu par ce qu'il fallait dire³¹.

Avant même la condamnation dont il fut l'objet au printemps 1952 (un an de prison ferme, cinquante mille francs d'amende, saisi du livre *Nuremberg ou la terre promise* et interdiction à la vente), Maurice Bardèche publie, en 1950, le second tome intitulé *Nuremberg II ou les faux monnayeurs*. Son ton est plus mesuré et il adopte un profil visiblement moins provocateur. Il affirme ainsi vouloir traiter des méfaits du communisme avec autant de neutralité que pour les crimes du nazisme. Cependant, et malgré les changements dans la forme, les conclusions restent les mêmes. Il les présente simplement de manière plus neutre:

On voit, par ces exemples, combien nous sommes éloignés de pouvoir dire que nous avons une documentation complète ou seulement suffisante sur un certain nombre de faits qualifiés crimes de guerre ou crimes contre l'humanité. Ce n'est pas les excuser que de constater que notre information a été hâtive et mutilée. Ce n'est pas faire l'apologie de quoi que ce soit que de réclamer qu'on établisse honnêtement et complètement la vérité. Ce que l'analyse interne de la sténographie du procès de Nuremberg permettait de soupçonner se trouve donc confirmé par les faits³².

³¹ Ibid., p. 48.

³² M. Bardèche, *Nuremberg II ou les faux-mondayeurs*, p. 139.

Maurice Bardèche peut être considéré comme le "père" du "révisionnisme" tant il posa, dès le lendemain de la guerre, certaines bases de son argumentation. Surtout, il sût profiter du prestige acquis, grâce à ces deux ouvrages, dans les milieux d'extrême droite, pour ensuite continuer le combat "révisionniste" (en particulier grâce à son mensuel, *Défense de l'Occident*, créé en 1952). Néanmoins, le "révisionnisme" n'aurait sans doute jamais atteint une si large audience si Bardèche en avait été le seul instigateur. Fasciste autoproclamé³³, Bardèche pratique un "'révisionnisme' de disculpation"³⁴ et la crédibilité de sa thèse pâtit de son manque de neutralité politique.

2. Paul Rassinier (1906-1967)

Dans les années soixante, un ancien déporté socialiste, Paul Rassinier, adepte d'un pacifisme "intégral", et qui séjourna à Buchenwald et Dora pendant plusieurs mois lors de la Seconde Guerre mondiale, va développer les idées "révisionnistes" avancées par Maurice Bardèche. Dès 1947, il écrit *Le Passage de la ligne*, son récit de déportation, puis *Le Mensonge d'Ulysse*, en 1950, sorte de retour sur son premier ouvrage. Ces deux livres visent, notamment, à critiquer les excès des témoignages des déportés et revendiquent une vision différente de la vie dans les camps de concentration allemands. Le premier ouvrage ne fait que suggérer des idées "révisionnistes". Le second nie ouvertement l'extermination des juifs par les nazis au moyen des chambres à gaz homicides. En 1961, Rassinier écrit *Ulysse trahi par les siens*. Il publiera ensuite plusieurs autres ouvrages (en particulier *Le Véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles* et *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale*, en 1967) dans lesquels il affine son argumentation "révisionniste".

Dans *Le Passage de la ligne*, Paul Rassinier affirme que les camps nazis n'ont été en aucun cas pires que les autres et qu'il a existé des drames comparables dans tous les camps de concentration d'un pays en guerre. S'il y a eu des brimades et des abus, ils sont la faute des prisonniers chargés de gérer la vie au sein du camp, les "kapos", c'est-à-dire les déportés politiques (dont la plupart sont communistes). Selon Rassinier, les S.S. ne s'occupaient

³³ Voir M. Bardèche, *Qu'est-ce que le fascisme?*, Paris, Les Sept Couleurs, 1961.

quasiment pas de la gestion des camps de déportés. Dès 1947, il exprime l'idée que l'une des pièces clés de la politique de concentration nazie, c'est-à-dire le S.S., n'est pas responsable de ce qui s'est passé et montre du doigt les communistes. Il précise, dans une note de bas de page de l'ouvrage, "que de tous ceux qui ont si minutieusement décrit les horreurs de ce genre de supplice, par ailleurs parfaitement légitime aux Etats-Unis, il n'y a aucun témoin de visu à ma connaissance"³⁵. Il n'y a pas encore négation de l'extermination, mais les responsabilités sont inversées et le doute est mis en place:

"Faites aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit" est la devise de tous ces kapos, qui ont passé des années et des années de Straflager en Arbeitslager, et dans l'esprit desquels les horreurs qu'ils ont vécues ont créé une tradition que, par une déformation bien compréhensible, ils croient avoir pour mission de perpétuer. Et si par hasard les S.S. oublie de maltraiter ces détenus, eux se chargent de réparer l'oubli. (...) Le camp S.S. est donc en fait l'administrateur de l'autre. Dans les débuts des camps, pendant la période de gestation, il l'administrait directement; par la suite et dès qu'il le put, il n'administra plus que par la personne interposée des détenus eux-mêmes.(...) Les kapos procèdent au rassemblement des kommandos, font l'appel de leurs hommes: les coups et les injures pleuvent³⁶.

Dans *Le Mensonge d'Ulysse*, Paul Rassinier défend ce qu'il a écrit dans son ouvrage précédent, tout en essayant d'expliquer et de justifier certains points. L'idée de base est l'existence d'un complexe du mensonge d'Ulysse qui pousse tout homme à exagérer la réalité, en particulier la réalité de sa propre expérience. Autrement dit, chacun porte en soi le mensonge. Il conteste donc la qualité des témoignages sur les camps parus à l'époque, parce qu'il estime que les déportés ont, inconsciemment pour la plupart, consciemment pour certains, exagéré ce qu'ils avaient vécu, afin d'obtenir respect et pitié:

Les déportés, eux, revinrent avec la haine et le ressentiment sur la langue ou sous la plume. (...) Souffrant d'un complexe d'infériorité –pour parler à 40 millions d'habitants, ils ne se trouvaient qu'à peine 30 000 et dans quel état!– pour inspirer plus sûrement la pitié et la reconnaissance, ils se mirent à cultiver l'horreur à plaisir, devant un public qui avait connu Oradour et qui voulait toujours plus de sensationnel. L'un excitant les autres, ils furent pris comme dans un engrenage, et ils en arrivèrent progressivement, à leur insu pour certains, sciemment pour le plus grand nombre, à noircir encore le tableau... Ainsi en avait-il été d'Ulysse qui travaillait dans le merveilleux et qui, au long de son voyage, ajoutait chaque jour une aventure nouvelle à son odyssee³⁷.

³⁴ V. Igounet, "Révisionnisme' et négationnisme au sein de l'extrême droite française", op. cit., p. 44.

³⁵ Paul Rassinier, texte intégral *Le Passage de la ligne* dans *Le Mensonge d'Ulysse*, Paris, La Vieille Taupe, 1987, p. 77, note de bas de page 3.

³⁶ Ibid. pp. 40,43,52.

³⁷ P. Rassinier, *Le Mensonge d'Ulysse*, p. 118.

A partir de là, Paul Rassinier multiplie les arguments tendant à montrer que la Shoah n'a pas existé. Il estime qu'il n'existe pas de preuves écrites des ordres d'extermination, et précise que les Alliés sont eux aussi responsables de ce qui s'est passé, en refusant l'immigration juive venue d'Allemagne. Il donne aussi son opinion sur les chambres à gaz. S'il y en a eu, elles furent le fait de personnes isolées et les responsables du IIIème Reich, en particulier Hitler, ont fait cesser sur le champ ce genre de pratiques. Autant dire qu'il exonère, à l'instar de Maurice Bardèche, le régime national-socialiste et Adolf Hitler de toute responsabilité dans les gazages qui ont pu avoir lieu. S'il y a eu extermination des juifs par les chambres à gaz homicides nazies, elles ont été le fait de marginaux dont le régime nazi ne peut être déclaré responsable. En outre, Rassinier reprend l'hypothèse selon laquelle les chambres à gaz étaient des installations utilisées pour produire des colorants. Il précise bien que c'est une hypothèse, mais elle ne fait que corroborer ses affirmations:

Mon opinion sur les chambres à gaz? Il y en eut: pas tant qu'on le croit. Des exterminations par ce moyen, il y en eut aussi: pas tant qu'on l'a dit. Le nombre bien sûr n'enlève rien à l'horreur mais le fait qu'il s'agisse d'une mesure édictée par un Etat au nom d'une philosophie ou d'une doctrine, y ajouterait singulièrement (...) La relation de cause à effet entre l'existence des chambres à gaz et les exterminations n'est pas établie indiscutablement par les textes (...) Les archives du National-socialisme ne sont pas encore complètement dépouillées. (...) Mais si, un jour, elles laissaient échapper un ou plusieurs textes ordonnant la construction des chambres à gaz (...) il faudrait bien admettre que l'utilisation qui en a été faite, dans certains cas, relève d'un ou deux fous parmi les S.S. et d'une ou deux bureaucraties concentrationnaires pour leur complaire, ou vice-versa, par une ou deux bureaucraties concentrationnaires, avec la complicité, achetée ou non, d'un ou d'eux S.S., particulièrement sadiques. (...) Un fait symptomatique, en tout cas, n'a été que très peu souligné: dans les rares camps où on a retrouvé des chambres à gaz, elles étaient annexées aux blocks sanitaires de la désinfection et des douches qui comportaient des installations d'eau, plutôt qu'aux fours crématoires, et les gaz utilisés étaient des émanations de sels prussiques, produits qui entrent dans la composition des matières colorantes, notamment du bleu, dont l'Allemagne en guerre fit un si abondant usage. Bien entendu ce n'est qu'une supposition³⁸.

Comme dans *Le Passage de la ligne*, Paul Rassinier dénonce à nouveau l'action des communistes. Mais cette fois-ci, il ne se contente pas de leur reprocher leurs comportements en tant que kapos. Il affirme, à l'instar de Maurice Bardèche, que les communistes sont à l'origine des exagérations des témoignages des déportés. Soit directement, en ayant eux-mêmes

³⁸ Ibid., p. 171.

adapté leurs témoignages pour camoufler les crimes des camps communistes, soit indirectement, en ayant influencé et fait pression sur les autres déportés. Il reprend et affine l'idée d'un complot communiste derrière ce mensonge sur les chambres à gaz. Surtout, il affirme qu'il est dans l'intérêt des communistes de faire de la Shoah le crime le plus atroce de l'histoire, pour éviter qu'on ne questionne les crimes des camps communistes:

Pourquoi certains déportés ont-ils donné un tour si discutable à leurs dépositions? (...) On peut affirmer cependant que les communistes y avaient un indiscutable intérêt de parti: dès lors qu'un cataclysme social fondé sur l'humanité, si les communistes sont ceux qui réagissent le plus noblement, le plus intelligemment et le plus efficacement, le bénéfice de l'exemple se reporte sur l'organisation et la doctrine qu'elle affiche. Ils y avaient aussi un intérêt politique, à l'échelle mondiale: en rivant l'opinion sur les camps hitlériens, ils lui faisaient oublier les camps russes. Ils y avaient enfin un intérêt personnel: en prenant d'assaut la barre des témoins et en criant très fort, ils évitaient le banc des accusés. Pour les non-communistes, c'est différent, et je ne voudrais pas me prononcer à la légère. Aux cotés de ceux qui n'ont pas réalisé leur aventure, il y a ceux qui ont réellement cru à la moralité des communistes (...) ceux qui ont suivi le vent de la saison (...) ceux qui ont pensé que le communisme submergeait l'Europe et qui, l'ayant vu à l'œuvre dans les camps de concentration, ont jugé prudent de prendre quelque assurance pour l'avenir³⁹.

Dans *Ulysse trahi par les siens*, Paul Rassinier défend les conclusions de sa première œuvre et analyse les critiques des confessions rédigées en prison par Rudolf Höss, le commandant du camp d'Auschwitz, dans les derniers jours qui ont précédé sa pendaison, à Cracovie, le 7 avril 1947. Il relève des anomalies et remarque que le témoignage "attribué" à Höss sur le camp d'Auschwitz-Birkenau, "est rédigé dans un style qui ressemble à s'y méprendre aux confessions publiques des accusés des célèbres procès de Moscou que personne n'a pris au sérieux en Europe Occidentale". Rassinier est de "ceux qui ne croient ni que 6 millions de juifs soient morts du nazisme, ni qu'ils en soient morts dans les chambres à gaz". Sa conviction "se fonde sur les statistiques et les documents produits par les tenants mêmes des six millions et sur les faiblesses de leurs raisonnements"⁴⁰. Il estime donc que les preuves de l'existence de la Shoah et des chambres à gaz ne sont en aucun cas assez convaincantes, et confirme qu'il nie l'existence de cet événement.

Dans *Le Véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles*, Paul Rassinier dénonce un complot qui n'est plus seulement juif, comme chez Maurice Bardèche, mais sioniste. A

³⁹ Ibid., p. 218.

⁴⁰ P. Rassinier, *Ulysse trahi par les siens*, Paris, La Vieille Taupe, 1980, p. 72.

l'époque où Paul Rassinier écrit cet ouvrage, l'antisionisme est devenu, suite à la Guerre des Six jours, un concept communément utilisé pour dénoncer les agissements d'Israël ou de la Diaspora, voir des juifs en général⁴¹. Surtout, il affirme que les sionistes et Israël exagèrent consciemment les crimes nazis contre les juifs. Leurs lamentations viseraient à obtenir le maximum de dédommagements financiers de l'Allemagne. Pour la première fois, il introduit l'argument économique:

Massés au pied d'une sorte de Mur des Lamentations agrandi à l'échelle de la Terre, jour et nuit depuis quinze ans, les Sionistes du monde entier –tous les israélites ne sont, fort heureusement, pas des sionistes– ne cessent de pousser sur un mode chaque jour plus macabre, des cris d'une douleur chaque jour plus déchirante, dans le but de porter publiquement à ses justes proportions qu'ils estiment pour le moins apocalyptiques, l'horreur des sévices dont le monde juif a été victime de la part du nazisme et d'augmenter d'autant le montant des réparations que l'Etat d'Israël reçoit de l'Allemagne⁴².

Paul Rassinier affirme que les chambres à gaz étaient en fait des chambres de désinfection. Il n'établit pas simplement la responsabilité des communistes dans la machination qui tient pour véritable l'extermination des juifs par les nazis. Il ajoute un complot juif derrière cette dissimulation et précise que l'interprétation des documents allemands a été abusive, en particulier la traduction et le décodage de certains termes spécifiques:

Il y avait dans le camp des chambres de désinfection de vêtements, opération pour laquelle on utilisait précisément le Cyclon B... De là à dire que ces chambres à gaz étaient destinées à asphyxier les juifs, il n'y avait qu'un pas que les détenus franchirent dans le camp même et plus allègrement les historiens du centre de documentation juive contemporaine: chaque fois que, dans un texte, ils ont trouvé les expressions Sonderlager, Sonderbehandlung ou Sonderaktion, ils ont d'autorité décrété que c'était là un langage de code et qu'il s'agissait de chambre à gaz. (...) il s'agit non pas d'un fait mais d'un mensonge historique: la plus tragique et la plus macabre imposture de tous les temps⁴³.

Paul Rassinier publie finalement, en 1967, un livre intitulé *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale*. Selon Rassinier, les caractéristiques et les comportements des juifs sont à l'origine de l'antisémitisme et des persécutions. Rassinier semble obsédé par le thème du complot juif international. Concernant la Seconde Guerre mondiale, il juge le traité de

⁴¹ Voir Christian Delacampagne, "L'antisémitisme en France", dans *Histoire de l'antisémitisme, 1945-1993* (sous la direction de Léon Poliakov), tome 5, Paris, Le Seuil, 1994, p. 140.

⁴² P. Rassinier, *Le V véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles*, Paris, La Vieille Taupe, 1983, p. 40.

Versailles responsable de tous les événements qui suivirent, en particulier la politique extérieure d'Hitler et du régime nazi. Plus précisément, il affirme que c'est le refus de partir d'Allemagne des juifs allemands, et le refus des autres pays à les accepter, qui poussa Hitler vers une guerre qu'il ne voulait pas⁴⁴.

La place de Paul Rassinier est essentielle dans l'histoire du mouvement "révisionniste" pour deux raisons. Il établit de nouveaux arguments "révisionnistes", en particulier celui du complot sioniste, et enrichit certains points de la thèse de Maurice Bardèche. Surtout, il est la caution idéale pour les partisans du "révisionnisme" parce qu'il ne vient pas du camp des perdants ou des personnes frappées par l'Épuration. Paul Rassinier n'est pas d'extrême droite et son passé de déporté donne une dimension nouvelle aux affirmations "révisionnistes".

3. François Duprat (1941-1978)

A partir de 1967, François Duprat va donner une nouvelle impulsion au mouvement "révisionniste" en France. Historien, journaliste et dirigeant politique d'extrême droite, Duprat va activement soutenir et tenter de populariser les thèses "révisionnistes". Il joue le rôle de porte-parole des idées "révisionnistes" dans les milieux d'extrême droite, prenant en quelque sorte la relève de Maurice Bardèche. Son activisme au sein de la droite radicale en fait une figure incontournable de son évolution et explique en grande partie l'importance de son rôle au sein du mouvement "révisionniste". Très tôt, il collabore à *Rivarol*. Il est journaliste à *Défense de l'Occident*, le journal de Maurice Bardèche, de 1967 à 1977. En 1964, il entre au bureau politique d'Ordre Nouveau, dont il est exclu en 1967. Il milite, en 1969, pour la création d'Occident et en devient un des responsables. Il crée, en 1972, les Groupes Nationaliste-révolutionnaires, un groupuscule ouvertement néo-fasciste. En 1974, il rejoint le Front National dont il sera un des membres influents jusqu'à sa mort, le 18 mars 1978, dans l'explosion, toujours inexpiquée, de sa voiture. Dès 1962, il tente de faire connaître dans

⁴³ Ibid., p. 112.

⁴⁴ Voir P. Rassinier, *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1967, Chapitre I, "Le traité de Versailles et l'accession de Hitler au pouvoir en Allemagne", pp. 17-48, et Chapitre IV, "La question juive", pp. 114-129.

Paris-Droit-Université, sous le pseudonyme de François Solchaga, l'existence de thèses tendant à expliquer, de manière nouvelle, les causes de la Seconde Guerre mondiale.

Mais c'est avec la publication du numéro de juillet 1967 de *Défense de l'Occident* que François Duprat s'affirme comme un des chefs de file du mouvement "révisionniste" de l'époque. Le titre du journal, "L'agression israélienne", est explicite en pleine Guerre des Six Jours, et Duprat signe la grande majorité des articles. A l'instar de Maurice Bardèche et Paul Rassinier, il affirme que les chambres à gaz ont été construites après la défaite et doute de la validité des aveux des anciens nazis et des témoignages des déportés:

Si Sühren [ancien S.S. Obersturmbannführer du camp de Ravensbruck] a été contraint de mentir, d'autres S.S. n'ont-ils pas été, eux aussi, obligés à altérer la vérité? Si les témoins de Ravensbruck sont des faux témoins, l'historien ne doit-il pas jeter un regard plein de soupçons sur les témoins d'Auschwitz et de Dachau (...) On parle encore de responsabilité collective du peuple allemand dans les massacres de l'époque hitlérienne. Mais les chambres à gaz n'ayant pas existé dans le Reich, l'argument unique selon lequel le peuple allemand ait été au courant de tels faits n'existe plus. Lorsqu'on étudie le phénomène S.S., pris dans son ensemble, on se heurte même à un certain nombre de faux manifestes qui concernent les S.S. et le Reich national-socialiste⁴⁵.

François Duprat est le premier à véritablement interroger les conditions techniques de l'extermination. Il ne parle pas du fonctionnement même des chambres à gaz, comme le fera plus tard Robert Faurisson, mais estime que lorsque l'on étudiera "*combien de déportés* pouvaient recevoir les *installations ferroviaires d'Auschwitz*, on commencera à étudier objectivement le sinistre camp de Pologne"⁴⁶. Surtout, il est le premier à exposer un lien visible entre le "révisionnisme", l'antisémitisme et l'antisionisme. Duprat met en avant les "tares physiques" de la race juive, dénonce l'action de la "juiverie internationale" et du "frénétique impérialisme sioniste". Le mensonge de la Shoah cache des raisons financières visant à enrichir Israël. "L'exploitation des pseudo 'six millions de morts' du national-socialisme a arraché à l'Allemagne Fédérale un milliard de dollars depuis 1952" alors que "le déficit annuel d'Israël est de l'ordre de 450 millions de dollars" et que "70 pour cent du budget provient de l'étranger"⁴⁷. Pour la première fois, une relation de causalité est établie entre les malheurs dont furent victimes les juifs sous le régime nazi et le traitement infligé aux Palestiniens par les Israéliens. Celui-ci devient un génocide comparable à la "Solution finale" auquel Duprat ne croit pas. Il

⁴⁵ François Duprat, "Le mystère des chambres à gaz", *Défense de l'Occident*, juin 1967, p. 31.

⁴⁶ Ibid., p. 33.

est à noter que la Guerre des Six Jours, outre les données inhérentes au conflit, constitue un tournant dans la montée et la mise en place du "révisionnisme". Elle amène un changement rhétorique fondamental dans l'argumentation "révisionniste". Les Palestiniens deviennent le symbole du peuple martyrisé, de la cause à défendre. Les juifs apparaissent pour la première fois comme des vainqueurs et l'Etat d'Israël passe dès lors pour un état raciste. Le thème des Allemands, nouvelles victimes, que l'on avait découvert chez Maurice Bardèche et Paul Rassinier, change et s'étoffe, à mesure que l'image d'Israël évolue elle-aussi. Duprat formule aussi un double reproche: les juifs sont accusés d'avoir inventé de toutes pièces le génocide; et ils sont accusés d'en faire subir un bien réel aux Palestiniens en cherchant à les expulser de chez eux. Les juifs passent ainsi du rôle de victimes à celui de bourreaux, image confortée par le dénouement de la Guerre des Six Jours. C'est un pas décisif vers la mise en place d'un "révisionnisme" qui ne se cache plus:

Une solution d'ensemble au problème du Moyen-Orient passe, au minimum, par le renoncement à toute politique de force par Israël. Mais une telle politique d'expansionnisme belliqueux est inséparable de la nature même de l'Etat juif, et, cela, depuis sa création. Bâti sur une injustice et sur un véritable génocide (car l'expulsion de tout un peuple de sa patrie est un génocide, au même titre que son extermination), Israël poursuit, grâce au soutien inconditionnel de la juiverie internationale, sa "Solution finale" du problème arabe. Et, à la différence de la solution finale des S.S. du IIIème Reich, il est bien question là d'une liquidation globale du fait arabe au sein de l'Etat juif⁴⁸.

Malgré le peu d'écho reçu par ses idées en dehors des cercles d'extrême droite, François Duprat continuera jusqu'à sa mort accidentelle son activisme "révisionniste". En 1976, *Le Mensonge d'Auschwitz*, une traduction de l'ouvrage allemand *Die Auschwitz Lüge*, de Thies Christophersen, ancien officier S.S. et *Six millions de morts le sont-ils réellement?*, la traduction de *Did Six Million really die?*, un livre de Richard Harwood, le rédacteur en chef de *Spearhead*, organe du National Front en Grande-Bretagne apparaissent au sommaire du magazine *Cahiers Européens - Notre Europe*, publication dirigée par Duprat, en collaboration avec Alain Renault et Marc Fredriksen. François Duprat estime que ces articles constituent, à l'époque, des avancées et des preuves décisives dans la négation du mythe de la Shoah.

⁴⁷ F. Duprat, "Israël", *Défense de l'Occident*, numéro spécial "L'agression israélienne", juillet 1967, pp. 22-23.

4. Robert Faurisson (1929 -)

C'est en 1978 que le "révisionnisme" devient réellement un sujet de polémique en France. Le responsable d'un tel changement est un homme éloigné des sphères politiques. A cette époque, Robert Faurisson est maître de conférence de littérature contemporaine à l'U.E.R. de lettres et de civilisations classiques et modernes de l'université de Lyon-II. Il est spécialisé dans la critique littéraire d'œuvres de Rimbaud, Nerval ou Lautréamont. Ses cartes de visite résument son activité: *recherche du sens et du contresens, du vrai et du faux*. Il s'enorgueillit d'être l'inventeur de "la méthode Ajax qui récure, décape et lustre"⁴⁹. Celle-ci consiste à présenter des analyses d'œuvres littéraires totalement différentes et en opposition avec celles existantes. Pour Faurisson, seules ses analyses livrent le sens exact et juste des textes en question. Il pratique déjà, en quelque sorte, un "révisionnisme littéraire".

Le 29 décembre 1978, *Le Monde* publie un article de Robert Faurisson intitulé "Le problème des chambres à gaz ou la rumeur d'Auschwitz" dans lequel il dénonce le mensonge du génocide juif par les nazis, qu'il qualifie de plus grande "imposture du vingtième siècle". Suivra toute une série de publications et de livres, en particulier *Mémoire en défense* ou *Les Chambres à gaz, secret d'Etat*, visant à confirmer, défendre et argumenter ses thèses "révisionnistes". A la différence des précédents "révisionnistes" étudiés, Faurisson apporte une caution académique aux thèses "révisionnistes". Il n'hésite pas à souligner le côté positif d'une telle nouvelle et se dédouane de toute inclination idéologique en affirmant que "l'homme pourtant capable de toutes les horreurs, n'a pas été capable de celles-là. (...) Je ne voudrais surtout pas donner l'impression que je cherche si peu que ce soit à faire l'apologie du nazisme. Je crois même que je suis capable d'une analyse sévère de ce genre d'idéologie"⁵⁰. Faurisson affirme apporter des preuves scientifiques et irréfutables du mensonge de la Shoah. Un des principaux points de sa démonstration concerne les conditions matérielles de la construction des chambres à gaz et du gazage. Il estime ainsi que "l'existence des chambres à gaz est radicalement impossible. Mes raisons sont d'abord celles qu'ont accumulées les 'révisionnistes' dans leurs publications. Elles sont ensuite celles que j'ai moi-même trouvées et que je qualifierais de matérielles, de basses et

⁴⁸ F. Duprat, "Les violations des accords d'armistice par Israël", *Défense de l'Occident*, numéro spécial "L'agression israélienne", juillet 1967, p. 28.

⁴⁹ Cité par Martine Goszlan, "La chapelle révisionnistes et ses noces contre nature" dans *L'Événement du Jeudi*, 15 au 21 octobre 1987, p. 85.

bêtement matérielles"⁵¹. Faurisson affirme notamment qu'un gazage dans les lieux que l'on nous présente comme des chambres à gaz aurait forcément tué, non seulement les juifs, mais aussi les gazeurs eux-mêmes. Parti aux Etats-Unis pour étudier le fonctionnement de chambres à gaz pour la peine de mort dans des conditions similaires, il en a déduit que les gazages dans les camps nazis étaient techniquement impossibles. Il questionne également la taille de ces chambres et le nombre de personnes qu'elles ont pu contenir. Selon Faurisson, les chiffres généralement avancés ne peuvent, en aucun cas, coïncider avec le nombre de personnes soi-disant tuées dans les locaux exposés dans les anciens camps de concentration nazis:

Le visiteur actuel d'Auschwitz ou de Majdanek découvre, en fait, de chambres à gaz, des locaux où tout gazage aurait abouti à une catastrophe pour les gazeurs et leur entourage. Une exécution par le gaz, à supposer qu'elle soit praticable, ne pourrait s'identifier à un gazage suicidaire ou accidentel. Pour gazer un seul prisonnier à la fois, pieds et poings liés, les Américains emploient un gaz sophistiqué, et cela dans un espace réduit, d'où le gaz, après usage, est aspiré pour être ensuite neutralisé. Aussi comment pouvait-on, par exemple à Auschwitz, faire tenir deux mille (et même trois mille) hommes dans un espace de 210 mètres carrés (!), puis déverser (!) sur eux des granules du banal et violent insecticide appelé Zyklon-B; enfin, tout de suite après la mort des victimes, envoyer sans masque à gaz, dans ce local saturé d'acide cyanhydrique, une équipe chargée d'en extraire les cadavres pénétrés de cyanure⁵².

Pour prouver la justesse de ses propos, Robert Faurisson précise que les pièces qu'on nous présente comme des chambres à gaz homicides dans lesquelles auraient été exterminés les juifs, sont en réalité des pièces qui ont servi à désinfecter les vêtements. L'existence de tels endroits est expliquée de manière à corroborer la thèse de Faurisson. Concernant le Zyklon-B, qui est le gaz qui a servi aux gazages de la Shoah, Faurisson leur trouve une autre fonction. Celle de nettoyer les bâtiments. Robert Faurisson est le personnage clé du "révisionnisme" en France, et dans le monde, parce qu'il apporte une somme de détails techniques que ces prédécesseurs n'avaient pas utilisée:

On fait preuve de complète malhonnêteté quand on nous présente, de la même façon, comme "chambres à gaz" homicides les autoclaves destinés en réalité à la désinfection des vêtements par le gaz.(...) Une autre forme de gazage a réellement existé dans les

⁵⁰ Robert Faurisson, *L'Affaire Faurisson. L'interview de Robert Faurisson à la Storia Illustrata revue et corrigée*, Paris, La Vieille Taupe, 1979, p. 23.

⁵¹ Ibid., p. 3.

⁵² R. Faurisson, "Le problème des chambres à gaz ou la 'rumeur d'Auschwitz'", *Le Monde*, 29 décembre 1978.

camps allemands: c'est le gazage des bâtiments pour y exterminer la vermine. On utilisait alors ce fameux Zyklon-B autour duquel s'est bâtie une fantastique légende⁵³.

Pour le reste, Robert Faurisson reprend, en les radicalisant et en les ordonnant, les arguments et les méthodes de Maurice Bardèche et de Paul Rassinier. Il leur apporte, comme dans le cas de ses propres avancées, sa caution académique. Il élimine, sans même essayer d'analyser ou comprendre les circonstances, tout témoignage imprécis. Il remet en cause le témoignage de l'un des principaux témoins oculaires des gazages nazis, Kurt Gerstein⁵⁴. Gerstein serait "en passe d'être béatifié", ce qui ne l'aurait "pas empêché d'accumuler en diverses confessions, toutes plus folles et plus mystifiantes les unes que les autres, les plus fantastiques inepties"⁵⁵. D'un point de vue plus général, Faurisson critique les incohérences de tous les témoignages des déportés qui affirmeraient, ou tiendraient pour réelle, l'existence de la Shoah. Faurisson estime aussi que l'analyse des documents nazis a fait l'objet d'exagérations et de traductions erronées:

Les Allemands (...) prenaient le soin de s'exprimer en un langage destiné à cacher-la-réalité-tout-en-étant-transparent-pour-les-initiés. Par exemple, "l'action spéciale" ou "traitement spécial" aurait signifié "action de tuer" ou "de gazer", c'est absurde. Comme toutes les polices du monde, la police allemande usait d'euphémismes pour éviter parfois les mots d'exécution ou de rafle, mais le contexte était là pour éclairer le sens des euphémismes. Car, les mêmes mots, dans un contexte différent, pouvaient avoir un tout autre sens. Par exemple, ainsi qu'il a été démontré par la défense allemande au grand procès de Nuremberg, "traitement spécial" pouvait tout aussi bien désigner le traitement de faveur dont bénéficiaient les prisonniers de marque⁵⁶.

La touche finale de son argumentation tient dans la dénonciation des témoignages affirmant l'existence de gazages dans certains camps d'Allemagne, alors que les recherches officielles ont finalement reconnu qu'il n'avait pas existé de chambres à gaz homicides dans les camps en question. C'est la preuve ultime car elle démontre que des exagérations, et même des mensonges, ont déjà été émis à propos d'autres camps de concentration nazis. Robert Faurisson affirme l'existence d'un complot juif et sioniste derrière le mensonge de la Shoah afin qu'Israël obtienne des compensations financières allemandes. Surtout, il introduit l'idée selon laquelle la Shoah s'oppose à la logique du besoin de main-d'œuvre du IIIème Reich en plein effort de guerre. Faurisson refuse également les conclusions du procès de Nuremberg et

⁵³ R. Faurisson, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire. La question des chambres à gaz*, Paris, La Vieille Taupe, 1980, p. 2.

⁵⁴ Lieutenant S.S. et ingénieur chimiste chargé de la désinfection au camp d'Auschwitz.

⁵⁵ R. Faurisson, *Les Chambres à gaz, secret d'Etat*, Paris, Les Editions de Minuit, 1984, p. 3.

⁵⁶ *Ibid.*, pp. 4-5.

affirme que "les jugements prononcés (...) n'ont qu'une valeur très relative. Des vaincus étaient jugés par leurs vainqueurs, sans la moindre possibilité de faire appel. Les articles 19 et 21 du statut de ce tribunal politique lui donnaient cyniquement le droit de se passer de preuves solides; ils autorisaient même des recours aux on-dit"⁵⁷. Enfin, et toujours à l'instar de ses prédécesseurs, il dénie la responsabilité des nazis dans ce qui est arrivé aux juifs. Simplement, il va plus loin dans la mesure où il ne parle pas de cas isolés de gazages. Il réinterprète la politique raciale du IIIème Reich, en affirmant que "ni Hitler ni les principaux dirigeants nazis n'ont jamais ordonné, ni permis, que quiconque soit tué en raison de sa race"⁵⁸. Ainsi, ce n'est plus seulement la réalité de la Shoah qui est niée, mais aussi le caractère agressif des mesures national-socialistes. La politique antisémite nazie était une autodéfense et les juifs ont déclenché la guerre car Hitler s'opposait à leur projet de domination mondiale :

Hitler appelait à la croisade contre les juifs tandis que les juifs appelaient à la croisade contre Hitler. Dès 1933, les milieux juifs internationaux déclaraient la guerre économique à la nouvelle Allemagne. "Judea declares War on Germany": c'est sous ce titre de première page que, le 24 mars 1933, le *Daily Express*, au tirage de plus de 4.000.000 d'exemplaires, résumait les décisions de boycottage et les manifestations de masse contre Hitler. (...) Hitler a traité les juifs en ennemis déclarés⁵⁹.

Le rôle de Robert Faurisson dans l'histoire du mouvement "révisionniste" est essentiel pour plusieurs raisons. Il théorise et rationalise les différents arguments "révisionnistes" existant à l'époque. Il en ajoute de nouveaux. Il apporte sa caution de chercheur et de scientifique, ce qui va bénéficier à l'image du "révisionnisme". Enfin, il réussit, avec l'impulsion donnée par la publication de l'article "Le problème des chambres à gaz ou la 'rumeur d'Auschwitz'" dans *Le Monde*, à faire sortir le mouvement "révisionniste" du relatif anonymat dans lequel l'extrémisme de ses thèses l'avait cantonné jusqu'alors. Par la suite, son activisme et son charisme en font le principal dépositaire des thèses "révisionnistes". En outre, il constitue une aubaine pour les publications d'extrême droite qui continuent de le faire passer pour un homme de gauche, alors qu'il ne l'est plus depuis au moins trente ans et qu'il fréquente, depuis les

⁵⁷ R. Faurisson, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire. La question des chambres à gaz*, p. 9.

⁵⁸ R. Faurisson, Entretien radiodiffusé avec Ivan Levaï, Europe 1, 17 janvier 1980.

⁵⁹ R. Faurisson, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire. La question des chambres à gaz*, p. 13.

années 1970, les "chefs des groupes hitlériens et les rescapés du national-socialisme historique"⁶⁰.

Maurice Bardèche, Paul Rassinier, François Duprat et Robert Faurisson sont les principaux théoriciens du "révisionnisme" en France. Limiter ce phénomène à quatre personnages serait cependant réducteur. D'autres personnes ou groupes de personnes ont contribué à faire connaître les thèses "révisionnistes" en France, en particulier des hommes venus des rangs de l'extrême droite. Cependant, l'activisme "révisionniste" d'un groupe d'extrême gauche comme La Vieille Taupe⁶¹, dont les éditions proposent la grande majorité des ouvrages "révisionnistes" majeurs (*Le Mensonge d'Ulysse* de Paul Rassinier, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire* de Robert Faurisson ou encore la thèse de doctorat d'Henri Roques sont des exemples), ne manquent pas de surprendre. Ce point précis sera examiné dans la quatrième partie de ce travail⁶².

III. Signification et enjeux politiques du "révisionnisme"

Maurice Bardèche est la première personne à énoncer, dès 1948, l'idée selon laquelle le génocide des juifs par le régime national-socialiste n'aurait pas existé. Il pose, par là même, les fondations sur lesquelles le courant "révisionniste" français va s'appuyer pour se construire et se structurer. A ce sujet, Valérie Igounet constate très justement que "le 'révisionnisme' naît avec l'extrême droite française; sa récupération politique aussi"⁶³. Mais les "révisionnistes" ne sont pas seulement des personnes d'extrême droite tentant de dédouaner le régime national-socialiste de ses pires crimes, comme l'exemple de Paul Rassinier vient de le montrer. Et

⁶⁰ Jean-Yves Camus, René Monzat, *Les Droites radicales et nationales en France: répertoire critique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992, p. 82. Voir aussi sur cette question V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, pp. 148-150.

⁶¹ Voir V. Igounet, *Histoire du négationnisme*, pp. 182-187, 248-262, 460-472.

⁶² Voir infra, Chapitre 11. "Quelques réflexions sur la dichotomie droite-gauche", pp. 288-299.

⁶³ V. Igounet, "'Révisionnisme' et négationnisme au sein de l'extrême droite française", op. cit., p. 39.

l'entreprise "révisionniste" ne consiste pas simplement à "blanchir le IIIème Reich (...) en l'innocentant de ses crimes contre l'humanité, afin de le banaliser"⁶⁴. Elle est en réalité beaucoup plus complexe et ambitieuse.

1. "Révisionnisme" et antisémitisme

La signification véritable du "révisionnisme" naît tout droit de cette question posée par Pierre-André Taguieff : "Comment attaquer les juifs sans paraître se classer parmi les antisémites?" L'évolution idéologique qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale et la découverte de la Shoah a fait de nos sociétés un terrain peu propice à une réactivation du discours antisémite. Devenu répréhensible moralement, l'antisémitisme n'est défendu et accepté que par une toute petite minorité. Pour les antisémites, le problème se résume de la façon suivante: "Comment contourner les obstacles idéologiques et moraux (culpabilité, mauvaise conscience, consensus antiraciste international depuis 1947, etc...) auxquels le discours anti-juif se heurte, et qui en limitent à priori la recevabilité et l'acceptabilité?"⁶⁵ Les tenants d'idéologies antisémites ont donc cherché un moyen de contourner ce problème. Pour certains, le "révisionnisme" est apparu comme l'argumentation idéale.

1.1. Le "révisionnisme" comme dénonciation du juif

Des spécialistes de la question "révisionniste" comme Pierre Vidal-Naquet ou Pierre-André Taguieff estiment que le but réel du "révisionnisme" consiste à dénoncer les juifs sans le faire ouvertement. Tout d'abord, parce que prouver que le génocide nazi n'a pas existé permettrait de faire tomber la principale raison pour laquelle l'antisémitisme n'a plus le droit de cité en France. Ensuite, parce que le "révisionnisme" permet de réactualiser les vieux thèmes historiques de l'antisémitisme du XIXème et du XXème siècle: le complot qui aurait permis de créer et perpétuer un tel mensonge; l'attrait du gain par le biais des compensations financières liées au génocide; ou encore la mainmise juive sur la presse et sur le monde politique. Le

⁶⁴ P.-A. Taguieff, op. cit., p. 51.

⁶⁵ Ibid., p. 2.

"révisionnisme", loin d'être un phénomène motivé par un légitime questionnement sur les conditions de la Shoah, possède très clairement les traits d'un antisémitisme modernisé et remis au goût du jour, mais qui s'appuie sur les mêmes préjugés millénaires. Pierre-André Taguieff approfondit cette analyse en affirmant que le "révisionnisme" est la "reformulation idéologique" des nouveaux discours judéophobes, et que leur rencontre avec les préjugés et les images fortes de l'antisémitisme politique et de l'antijudaïsme catholique a généré toutes sortes de combinaisons. Il constate par là même que, dans la période de changements et de mutations idéologiques dans laquelle nous nous trouvons, le "révisionnisme" est un point de liaison et de convergence entre les éléments de l'antisémitisme traditionnel et ceux de l'antisémitisme moderne:

Ce système de reformulations et de retraductions idéologiques coexiste avec les fragments d'un héritage anti-juif. La persistance des représentations détachées des formes précédentes de judéophobie permet de comprendre la formation de divers syncrétismes doctrinaux, où des représentations antisionistes et "révisionnistes" viennent se mélanger avec les évidences durables de l'antisémitisme politique et/ou avec celles de l'antijudaïsme catholique. A partir de ces éléments représentatifs et pulsionnels (dominés par le ressentiment), de multiples combinaisons sont possibles, et observables, variant notamment selon les traditions culturelles nationales.(...) La période de métamorphose idéologique que nous vivons est celle de la convergence des vieilles et des nouvelles traditions du discours anti-juif: antisémitisme racial et antisionisme antiraciste, antisémitisme politique et "révisionnisme" négateur, antijudaïsme catholique "populaire"/populiste et antiracisme "progressiste" dénonciateur du sionisme en tant que racisme⁶⁶.

Dans l'imagerie antisémite, le juif possède certaines caractéristiques immuables qui sont la base des critiques qui lui sont adressées. Souligner la permanence de ces caractéristiques permet de montrer qu'elles possèdent une réalité dans le temps. Explicitement ou non, ces caractéristiques sont mises en avant dans les discours "révisionnistes". Le "révisionnisme" laisse s'installer l'idée que c'est la nature même du juif qui explique leurs problèmes et le mensonge de la Shoah. Pour exemple, Paul Rassinier accuse les juifs d'être responsables du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et explique leurs malheurs par ce qu'ils sont et par ce que leurs attributs originels les poussent à faire⁶⁷. François Duprat, après s'être demandé si les Israéliens s'étaient "débarrassés des tares physiques de leur race" en précisant qu'il n'y a "guère de changements

⁶⁶ Ibid., p. 43.

⁶⁷ Voir P. Rassinier, *Le Procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles*, pp. 163-218 et *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale*, pp. 114-129.

sur le ghetto, sauf un teint moins livide"⁶⁸, souligne la motivation financière qui aurait poussé les juifs à inventer le mensonge de la Shoah (conformément au mythe antisémite du juif prêt à tout faire pour assouvir son appât du gain). Maurice Bardèche précise, dans *Nuremberg ou la terre promise*, que les juifs ne sont pas Français, qu'ils sont une race propre, et qu'ils ont été à l'origine de l'entrée de la France dans la Seconde Guerre mondiale. Clairement, ces prises de positions "révisionnistes" se nourrissent de préjugés antisémites profonds:

Les juifs sont originellement des étrangers (...) ils n'ont pas hésité à entraîner notre pays dans une guerre désastreuse mais souhaitable, parce qu'elle était dirigée contre un ennemi de leur race (...) leur richesse et leur influence ont fait prévaloir leur point de vue sur celui des Français attachés à la conservation de leur terre (...) ils se sont réjouis et se réjouissent de nos morts. Cette guerre qu'ils ont voulue, ils nous ont donné le droit de dire qu'elle fut leur guerre et non la nôtre. Ils l'ont payé du prix dont on paie toutes les guerres. Nous avons le droit de ne pas compter leurs morts avec nos morts⁶⁹.

1.2. Le mythe du complot

L'argumentation "révisionniste" se base sur l'idée d'une instrumentalisation juive du prétendu génocide nazi. Et cette instrumentalisation renvoie logiquement à la théorie du complot. Cette dernière date du XIXème siècle. Cette théorie consiste à affirmer qu'il existe des groupes de personnes, aux activités souterraines et secrètes, qui parviennent à déterminer le cours de l'histoire grâce aux complots qu'ils fomentent. Les complots montés par les ennemis du genre humain sont dès lors un facteur explicatif majeur de l'histoire du monde⁷⁰. Derrière tout soubresaut de l'histoire se cache une société secrète ou un lobby. Les explications avancées ou connues pour justifier tel ou tel événement sont une erreur ou un leurre mis en place par les sociétés secrètes elles-mêmes. La vérité n'est pas visible. Dès sa création, le mythe du complot a été associé aux juifs et à leur action. Le mélange de ce mythe et des préjugés anti-juifs, comme celui du bouc-émissaire, aboutit à la mise en place de la théorie suivante: les juifs cherchent, par tous les moyens, à devenir les maîtres du monde, grâce à l'action d'un gouvernement mondial secret. Dès la fin du XIXème siècle, Edouard Drumont, l'auteur de *La*

⁶⁸ F. Duprat, "Israël", *Défense de l'Occident*, numéro spécial "L'agression israélienne", juillet 1967, pp. 22-23.

⁶⁹ M. Bardèche, *Nuremberg ou la terre promise*, pp. 188-190.

⁷⁰ Voir Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme. L'Europe suicidaire, 1870-1933*, tome 4, Paris, Calmann Lévy, 1971, pp. 46-47.

France juive et le plus célèbre antisémite français de cette période⁷¹, estime d'ailleurs que "l'œuvre latente du juif est très difficile à analyser; il y a là toute une action souterraine dont il est presque impossible de saisir le fil"⁷².

La culture de la "théorie du complot" joue un rôle essentiel, organisateur, dans l'histoire de l'extrême droite en France⁷³. Il existerait un complot, vraisemblablement juif, derrière tous les grands événements de l'histoire de France: la Révolution, l'affaire Dreyfus, l'émergence du socialisme, la Seconde Guerre mondiale (certaines personnes en France n'ont-elles pas approuvé la législation antisémite de Vichy parce qu'elles craignaient la domination future des "fils d'Israël"⁷⁴) ou la construction de la Communauté Européenne. Edouard Drumont écrit déjà, à la fin du XIXème siècle, que "les Sémites tiennent (...) les fils de la diplomatie secrète, et (...) ont réduit les ambassadeurs réels à l'état de personnages de parade, depuis vingt ans qu'ils mènent la politique européenne, cette politique est devenue véritablement déraisonnable et démente"⁷⁵. A long terme, les juifs prétendent à la domination du monde tout entier.

1.3. Juifs, franc-maçons, protestants, communistes

Mais les juifs ne sont pas la seule catégorie à être incluse dans cette idée de machination secrète. La théorie du complot associe très souvent les juifs, soit aux franc-maçons, soit aux protestants. Edouard Drumont y consacre une large partie de son livre *La France juive*. La franc-maçonnerie est une "'institution fondée par eux, les juifs" et dont ils "ont su tirer un parti considérable". Dès lors, "gouvernée par des maîtres invisibles et que nul ne soupçonne, la franc-maçonnerie fut une sorte de Judaïsme ouvert"⁷⁶. Le phénomène est tel que le complot judéo-maçonnique est devenu au début du XXème siècle un véritable dogme pour la grande majorité des antisémites. Drumont dénonce également le liens entre les protestants et les juifs

⁷¹ A propos d'Edouard Drumont, voir notamment Michel Winock, *Edouard Drumont et Cie: l'antisémitisme et le fascisme en France*, Paris, Le Seuil, 1982, et Pierre Birnbaum, *La France de l'affaire Dreyfus*, Paris, Gallimard, 1994.

⁷² E. Drumont, *La France juive*, tome 1, Paris, Editions du Trident, La Librairie française, 1986, Introduction, p. XIV.

⁷³ Voir R. Monzat, *Enquête sur la droite extrême*, Paris, Le Monde éditions, 1992, p. 119.

⁷⁴ Yves-Marie Hilaire, Rémi Fabre, "Vers de nouveaux rapports entre les Eglises et l'Etat" dans Gérard Cholvy, Yves-Marie Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine 1880-1930*, tome 2, Toulouse, Privat, 1986, p. 110.

⁷⁵ E. Drumont, op. cit., p. 110.

⁷⁶ Ibid., pp. 329-330.

en soulignant que "dès le commencement de la troisième république, le protestantisme français, fit alliance avec la juiverie (...) On a constaté vingt fois l'étroite connexité qui existe entre le juif et le protestant. (...) Sans doute les juifs n'épargnèrent guère les dédains de leurs alliés mais ils consentirent néanmoins à marcher avec eux"⁷⁷.

A partir de la Révolution bolchévique russe et l'apparition du communisme, ce sont désormais associés aux communistes, et plus seulement aux franc-maçons et aux protestants, que les juifs sont supposés mener un complot pour conquérir le monde. La forte présence de juifs dans les mouvements révolutionnaires communistes de l'époque, comme Léon Trotsky en Russie ou Rosa Luxembourg en Allemagne, ne fit qu'amplifier ce phénomène. Cette association juifs-communistes sera ainsi maintes fois mise en avant au cours du XXème siècle en France pour expliquer certains événements. L'accession au pouvoir du Front Populaire et de Léon Blum, jugés par certains responsables de la défaite française de 1939, est un exemple de cette alliance si violemment décriée.

Qu'ils soient associés aux franc-maçons, aux protestants ou aux communistes, les juifs apparaissent, à travers le prisme de cette théorie du complot, comme le cerveau et le bras derrière quasiment tous les grands tournants de l'histoire. Les événements impliquant directement des juifs sont les plus décriés: l'affaire Dreyfus a déjà été mentionnée; la naissance du mouvement sioniste favorisé par les Anglais et la déclaration Balfour en sont également l'illustration. Mais l'exemple le plus célèbre de cette théorie du complot demeure cependant *Les Protocoles des Sages de Sion*.

1.4. Les Protocoles des Sages de Sion⁷⁸

Les Protocoles des Sages de Sion sont supposés être un pacte secret scellé par les juifs pour arriver à leur but suprême: la domination du monde. En réalité, ils ne sont qu'un faux inventé par la police russe de l'époque, au sortir de la Première Guerre mondiale. Ils demeurent malgré tout, encore aujourd'hui, l'élément central de la théorie du complot. D'abord parce que certains

⁷⁷ E. Drumont, *La France juive*, tome 2, pp. 370-371.

continuent toujours à croire en leur entière validité. Il est vrai que la mise au grand jour des *Protocoles* fit couler beaucoup d'encre et nourrit la controverse. Le 8 mai 1920, le *Times* est le premier journal non antisémite à les mentionner en soutenant la thèse de la véracité de ce document. L'écho de telles révélations est bien entendu énorme à cette époque. Pourtant, un an et demi après, le 18 août 1921 précisément, le *Times* révèle que ce document n'est pas authentique. Mais il est trop tard pour éradiquer les accusations portées dès le début de cette affaire par les antisémites du monde entier. Comme le remarque Jacques Bainville, un des dirigeants de l'Action française, "il est possible que les Protocoles ne soient qu'un faux... et alors... qu'est ce que cela prouve au sujet des bolchéviques et des juifs? Absolument rien"⁷⁹. Faux ou pas, ce document est valable aux yeux de beaucoup d'antisémites car il reflète de toutes façons les visées des juifs et leurs manières de faire. C'est la principale raison pour laquelle les *Protocoles* restent, plus de quatre-vingts ans après leur "apparition", le symbole ultime et réaffirmé du complot juif.

1.5. "Révisionnisme" et mythe du complot

Dans sa version "révisionniste", le mythe du complot se traduit de la façon suivante: les juifs ont inventé de toutes pièces l'existence du génocide nazi pour être dans le camp des vainqueurs après la guerre et continuer ainsi la "conquête du monde", dans laquelle "le juif est le seul concurrent dangereux de l'aryen"⁸⁰. Dès lors, "si la Shoah était un mensonge colporté depuis des décennies par l'ensemble des Etats et des médias, ne serait-ce pas là la preuve que les juifs sont les maîtres du monde et qu'ils tirent, dans l'ombre, toutes les ficelles de la politique, de la culture et de l'information?"⁸¹.

L'organisation du complot "révisionniste" rappelle sa version antisémite dans la mesure où les juifs, ici encore, possèdent des complices. Ils ne sont pas les seuls responsables de cette conspiration. Les franc-maçons et les protestants ont été remplacés par les puissances alliées et les médias. Les communistes sont toujours présents. Les différents vainqueurs de la Seconde

⁷⁸ Voir Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La conspiration juive et les Protocoles des sages de Sion*, Paris, Gallimard, Paris, 1967, et Pierre-André Taguieff (sous la direction de), *Les "Protocoles des Sages de Sion"*, Paris, Berg International, 1992.

⁷⁹ Jacques Bainville, *L'Action française*, 19 août 1921.

⁸⁰ Georges Vacher de Lapouge, *L'Aryen, son rôle social*, Paris, Fontemoing, 1896, pp. 464, 466.

Guerre mondiale sont, secrètement et plus ou moins directement, impliqués dans le processus de sauvegarde du mythe de la Shoah. Malgré l'existence de ce pacte secret scellé par toutes les parties concernées par ce mensonge, les juifs demeurent les personnes qui, dans l'ombre, tirent réellement les ficelles. Pour Pierre-André Taguieff, les "révisionnistes" conçoivent un complot qui demeure inscrit dans une perspective de conflit. Mais cette guerre n'est plus militaire. Désormais, elle s'est déplacée sur le terrain politique, économique et social:

L'explication de la permanence du "mensonge" de propagande après le conflit de 1939-1945 s'opère ainsi par référence aux intentions cachées des divers acteurs collectifs qui, sur les plans politiques et économiques, poursuivent la guerre mondiale par d'autres moyens que militaires. L'explication polyfonctionnelle enveloppe la représentation de forces distinctes dotées d'intentions occultes et d'intérêts spécifiques, mais fédérées par un pacte secret visant à préserver la crédibilité du "mensonge". (...) Les vainqueurs étant diffuseurs et bénéficiaires du "mensonge", les victimes porteurs de la vérité, et victimes en tant que tel⁸².

Tous les "révisionnistes" font référence, de manière plus ou moins habile, à une machination pour expliquer l'existence de ce mensonge de la Shoah. L'idée de complot est constamment présente dans leurs ouvrages. Elle se retrouve chez Maurice Bardèche et chez François Duprat, mais leurs convictions d'extrême droite expliquent logiquement l'utilisation de cette théorie. Cette idée de complot revient aussi chez Robert Faurisson et chez Paul Rassinier. Chez ce dernier, les responsables et les instigateurs de ce complot sont ouvertement dénoncés: les juifs; les sionistes; mais aussi les hommes politiques des pays vainqueurs, les médias, la presse, la justice, les historiens... Le "drame des juifs européens" n'est pas que "six millions d'entre eux ont été exterminés comme ils le prétendent mais seulement dans le fait qu'ils l'ont prétendu"⁸³. Personne dans la population ne réalise l'importance et la dimension de cette gigantesque escroquerie:

Jusqu'ici, dans son aspect racial comme dans son aspect commun, la déportation a été présentée à l'opinion mondiale, non pas comme un fait historique soumis aux habitudes de l'histoire, mais en fonction des applications politiques qu'en pourraient faire le mouvement sioniste international et les hommes d'Etat européens remis en selle par la défaite de l'Allemagne, le procès de Nuremberg n'ayant eu d'autre but que de rendre cette opération possible en lui fournissant des justifications (...) Disséquée et vulgarisée dans ses moindres détails par la presse, la radio, les moyens de propagande les plus perfectionnés, sans oublier la littérature concentrationnaire, cette décision de justice en

⁸¹ A. Bihr, op. cit., p. 26.

⁸² P.-A. Taguieff, op. cit., p. 32.

⁸³ P. Rassinier, *Le Drame des juifs européens*, Paris, La Vieille Taupe, seconde édition, 1984, p. 12

était arrivée à ce résultat que, dans l'opinion et jusque dans l'esprit des gens très avertis de choses de l'histoire, ce n'était plus le fait historique qui définissait les applications politiques qu'on en pouvait faire, mais, à l'inverse, les applications que la politique avait besoin d'en faire qui le définissaient dans sa matérialité⁸⁴.

Cette théorie du complot est essentielle dans le cadre de cette recherche. D'abord parce que, comme la dénonciation du juif, elle est utilisée par les journaux d'extrême droite pour traiter et analyser l'actualité. Ensuite, parce qu'elle peut inspirer les personnes qui défendent les "révisionnistes" et leurs droits. Le mythe du complot renvoie à l'opposition entre les personnes qui dissimulent la vérité, et ceux qui la détiennent et tentent de la mettre à nu. Dans cette optique, les "révisionnistes" détiennent la vérité et c'est un complot juif qui les empêche de la révéler au monde. L'histoire officielle devient l'expression d'une "oppression obscurantiste" et "les révisionnistes se font passer pour les pestiférés du système démocratique, victimes de la 'domination juive' sur les média"⁸⁵. C'est la retranscription de l'opposition vainqueurs-vaincus symbolisée par le procès de Nuremberg. Les historiens officiels ont remplacé les vainqueurs et les "révisionnistes" ont pris la place des vaincus et se posent en victimes d'une pensée unique et unilatérale.

1.6. "Révisionnisme", antisémitisme et antisionisme

La dénonciation du mensonge de la Shoah va généralement de pair avec celle du sionisme et celle de l'existence de l'Etat d'Israël. Il semble exister des liens profonds entre le "révisionnisme" et l'autre forme contemporaine de l'antisémitisme, l'antisionisme. En particulier parce que l'antisionisme révèle le sens politique véritable de l'entreprise "révisionniste". L'antisionisme, c'est-à-dire l'hostilité aux sionistes et aux mouvements sionistes, et souvent par extension à la politique impérialiste des juifs et d'Israël, peut théoriquement se justifier par des raisons étrangères à l'antisémitisme. Dans une perspective "révisionniste", son utilisation vise en fait à dénoncer les juifs ou Israël, sans les nommer explicitement⁸⁶.

⁸⁴ P. Rassinier, *Le Véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles*, p. 78.

⁸⁵ J.-Y. Camus, "Intégrisme et néo-paganisme: la coalition révisionniste. A propos de 'l'affaire Roques'", *Cahiers Bernard Lazare*, janvier-juin 1987, p. 28.

1.6.1. Antisionisme et antisémitisme

Le discours antisioniste fait référence à un antisémitisme politique. La dénonciation du sionisme se confond avec la dénonciation de la traditionnelle et ancienne volonté de domination juive⁸⁷. Certes, "l'antisionisme ne s'accompagne pas automatiquement d'hostilité envers les juifs". Mais "on ne peut nier qu'il ait de plus en plus souvent servi, depuis 1967, d'alibi à la résurgence d'un antisémitisme qui n'a pas été seulement de droite mais également de gauche"⁸⁸. En affublant le sionisme d'une image négative, ce sont en fait les juifs et Israël qui sont visés et deviennent les victimes d'une telle manipulation. "Le sionisme relèverait ainsi d'une interprétation quasi magique où la mauvaise nature d'Israël découlerait de son identité juive"⁸⁹. L'antisionisme a permis aux antisémites de reformuler leurs théories dans un langage nouveau et moderne. Le "sionisme" est décrit comme un impérialisme qui écraserait les peuples tentant de se libérer et de s'émanciper. La victoire israélienne de 1967, lors de la Guerre des Six Jours, a été un des leviers de ce processus. Les affrontements entre Israéliens et Palestiniens au cours des années 80 ont aussi été utilisés pour faire passer cette image d'un judaïsme et d'un sionisme belliqueux et impérialistes. Le parallélisme entre le génocide nazi, brocardé imaginaire par les "révisionnistes", et le génocide israélien sur les Palestiniens, que les antisionistes estiment bien réel, est un point de liaison essentiel entre les deux idéologies. François Duprat en fut, dans les milieux d'extrême droite, l'instigateur principal. "Les juifs, conformément à leur nature trans-historique, seraient passés à l'acte final, les 'racistes' israéliens –bras armé du 'judaïsme mondial'– auraient commencé à mettre en œuvre leur plan secret d'extermination des Palestiniens, peuple victime doté, quant à lui, du privilège d'être authentiquement tel"⁹⁰.

1.6.2. L'antisionisme donne au "révisionnisme" son sens politique

Mais les liens entre le "révisionnisme" et l'antisionisme sont beaucoup plus profonds encore. L'idée de la création d'un Etat juif remonte au XIXème siècle et la déclaration de Balfour date de 1917. Pourtant, la création d'Israël juste après la Seconde Guerre mondiale est vue par beaucoup comme la dette dont l'humanité serait redevable envers les juifs, après la découverte

⁸⁶ Voir Meir Weintrater, "Antisionisme et antisémitisme: les fortunes d'un concept", dans *Histoire de l'antisémitisme 1945-1993*, pp. 19-32.

⁸⁷ Voir P.-A. Taguieff, op. cit., p. 49.

⁸⁸ C. Delacampagne, op. cit., p. 140. Voir infra, pp. 288-290.

⁸⁹ M. Weintrater, op. cit., p. 21.

de la Shoah. Dans cette optique, nier le génocide des juifs par les nazis revient à saper le principal "fondement" de la création de l'Etat d'Israël, ce qui met en question l'existence même de ce dernier. En outre, la référence au sionisme offre certains avantages aux "révisionnistes". L'antisionisme en particulier parce qu'il est perçu comme un anti-impérialisme par la majorité de l'opinion publique, apparaît plus légitime et plus défendable que le "révisionnisme". "Si (...) l'antisionisme fonctionne comme une vision du monde constituée, après avoir assimilé les représentations anti-impérialistes et antiracistes, le 'révisionnisme' ne peut circuler et acquérir une légitimité culturelle et politique qu'en s'intégrant dans l'antisionisme"⁹¹.

Le "révisionnisme" vise donc à combattre les juifs et Israël en prouvant que le fondement même de leur position actuelle dans le monde est totalement usurpée. La mise en doute de la réalité de la Shoah s'inscrit dans une perspective plus large de remise en cause du droit des juifs à disposer d'un Etat-nation. Il s'agit de refuser à Israël le droit d'exister en le faisant passer pour un Etat criminel et belliciste qui ne doit sa création et son existence qu'à un gigantesque mensonge. L'antisionisme développé par le "révisionnisme", qu'il soit ouvertement proféré ou pas, est le moyen utilisé pour parvenir à ce but:

Les discours judéophobes examinés montrent que deux grandes reformulations idéologiques dominent: l'antisionisme et le "révisionnisme"/négationnisme. Ces deux détours symboliques caractérisent essentiellement le nouvel "antisémitisme" (...) C'est précisément à cette intégration idéologique que nous assistons dans les années 80, débordant désormais les activités de ce laboratoire au double personnel qui, né de la rencontre entre "révisionnistes" néo-nazis et antisionistes ultra-gauche, aura synthétisé les représentations antijuives (...) autour d'une image centrale: Israël et la Diaspora constituent une "internationale juive" (le "sionisme internationale") qui, visant la domination du monde, tire sa légitimité d'une "gigantesque escroquerie politico-financière" rendue possible par "le mensonge des six millions"⁹².

Dès 1964, Paul Rassinier estime qu'il ne faut "pas oublier que c'est pour se procurer les fonds nécessaires à l'édification de l'Etat d'Israël (indemnités allemandes proportionnées au nombre de victimes juives) que ce mensonge [de la Shoah] a été commis"⁹³. Mais c'est surtout François Duprat qui a exploité et développé le thème de l'antisionisme, en particulier à travers la publication du numéro spécial de *Défense de l'Occident*, "L'agression israélienne", en juillet

⁹⁰ P.-A. Taguieff, op. cit., p. 21.

⁹¹ Ibid., p. 42.

⁹² Ibid. pp. 42-43.

⁹³ P. Rassinier, *Le Drame des juifs européens*, p. 13.

1967. Robert Faurisson justifie également son combat contre le mensonge du génocide hitlérien par la dénonciation d'une machination politique et financière, dont Israël et le sionisme international sont les bénéficiaires et les peuples allemand et palestinien les victimes:

Les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des juifs forment un seul et même mensonge historique qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'État d'Israël et le sionisme international et dont les principales victimes sont le peuple allemand mais non pas ses dirigeants, et le peuple palestinien tout entier⁹⁴.

Cette phrase est symbolique du sens véritable du "révisionnisme". Elle met en lumière ses principales caractéristiques antisémites: l'appât du gain qui explique la demande de compensations financières; le complot qui justifie le mensonge de la Shoah et qui fait référence à la machination juive pour dominer le monde; et enfin la dénonciation de la politique impérialiste d'Israël et du sionisme international, qui ramène à l'antisionisme. "Révisionnisme", antisémitisme et antisionisme apparaissent ainsi comme "trois modes convergents de démonisation du juif et d'occultation du génocide"⁹⁵.

1.7. Quel antisémitisme pour quel "révisionnisme"?

L'une des principales questions de cette étude sur le "révisionnisme" des journaux d'extrême droite consistera à déterminer quel type d'antisémitisme mène, ou ne mène pas, à l'adhésion aux thèses "révisionnistes". L'antisémitisme possède trois dimensions principales. La dimension religieuse est un antisémitisme chrétien qui se fonde sur la volonté de venger la mort du Christ dont les juifs seraient responsables, et de protéger la foi chrétienne de toute influence juive. Elle s'appuie sur une représentation des juifs et du judaïsme génératrice de répulsion et de haine. La dimension économique et sociale dénonce l'influence et le pouvoir des juifs dans les sphères économiques, en particulier les milieux financiers, et de nos jours, le monde des médias. La dimension raciale oppose la race supérieure, c'est-à-dire la race aryenne, à la race juive. Elle inspira la politique raciale du régime national-socialiste allemand entre 1933 et 1945 et mena à la mise en place de la Solution finale. Mais, en réalité, une quatrième dimension doit également

⁹⁴ R. Faurisson, Entretien radiodiffusé avec Ivan Levaï, Europe 1, 17 décembre 1980.

⁹⁵ J.-Y. Camus, "Intégrisme et néo-paganisme: la coalition révisionniste. A propos de 'l'affaire Roques'", op. cit., p. 28.

être prise en compte: l'importance politique que prend le phénomène à partir de la fin du XIX^{ème} siècle. "Formule de rassemblement", l'antisémitisme devient "une conception politique et non pas une simple haine du juif, (...) une plate-forme à un mouvement de masse"⁹⁶ écrit justement Zeev Sternhell dans *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*.

D'un point de vue général, la place des juifs est jugée disproportionnée et suscite des jalousies. On reconnaît, souvent de mauvaise grâce, d'indéniables qualités aux juifs et même une certaine admiration mais on y ajoute une infériorité morale⁹⁷ qui explique ses succès. L'imbrication des trois dimensions de l'antisémitisme moderne ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas d'antisémite convaincu par une et une seule de ces dimensions. Certains antisémites le sont simplement pour des raisons religieuses; d'autres pour des raisons raciales; certains en fonction de critères purement économiques et sociaux.

Dès lors, il s'agit de définir les types d'antisémitisme développés par la presse d'extrême droite française. Il en existe principalement trois. L'antisémitisme d'origine chrétienne se fonde sur l'accusation de déicide faite aux juifs au sujet de la mort du Christ, et oppose l'identité catholique de la France à la religion juive. Cet antisémitisme a encore cours, de nos jours, dans certains milieux catholiques d'extrême droite. L'antisémitisme d'influence maurrassienne s'appuie sur l'idée qu'il faut réduire l'influence des juifs, agents corrupteurs et Etat dans l'Etat au sein de la société française. Cet antisémitisme attribue tout ou partie des malheurs du pays à la présence d'éléments juifs⁹⁸. Les juifs font partie des "ennemis de l'intérieur". Méprisés pour des raisons religieuses, les juifs sont aussi soupçonnés pour des motifs nationalistes: n'ayant pas été imprégnés du riche héritage amassé pendant des siècles, il leur est impossible de comprendre et de répondre aux problèmes de la France. Les juifs sont aussi la cible d'une violente animosité économique. Selon Charles Maurras, l'Etat ignore son rôle de protecteur et de régulateur vis-à-vis des juifs, laissant ces derniers, et d'autres protagonistes de la puissance capitaliste irresponsable, libres de profiter de leurs avantages aux dépens des Français sans défense⁹⁹. Cet antisémitisme est sans doute le plus répandu au sein de l'extrême droite française, notamment parce qu'il inspira la ligne politique du régime de Vichy à laquelle

⁹⁶ Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire 1885-1914*, Paris, Le Seuil, 1978, p. 191.

⁹⁷ Dès la fin du XIX^{ème} siècle, Edouard Drumont les décrit "intrigants, fourbes, cupides, arrivistes" dans *La France juive*, tome 1, p. 9.

⁹⁸ Voir M. Winock, "L'Action française", *L'Histoire de l'extrême droite* (sous la direction de M. Winock), Paris, Le Seuil, p. 126.

beaucoup de journaux d'extrême droite français font référence. Il diffère de l'antisémitisme dénonçant le judéo-christianisme dont Charles Maurras se fit le défenseur dans ses premières œuvres à la fin du XIX^{ème} siècle¹⁰⁰. Enfin, l'antisémitisme racial tient sa légitimité historique des ligues d'extrême droite françaises les plus virulentes de l'entre deux-guerres et des milieux collaborationnistes, qui jugeaient la politique antisémite de Vichy trop molle. C'est un antisémitisme de peau qui considère les juifs comme une race qu'il faut à tout prix combattre. Il est surtout présent dans les milieux néo-fascistes.

2. "Révisionnisme" et anticommunisme

Mais l'antisémitisme n'est pas le seul élément que le "révisionnisme" a en commun avec les valeurs de la presse d'extrême droite. La dénonciation du communisme en fait également partie. Les prises de positions "révisionnistes" peuvent se faire dans le cadre, plus général, d'une comparaison entre le nazisme et le communisme. Il est clair que le débat visant à comparer le communisme et le nazisme et à essayer de soupeser l'influence de l'un sur l'autre ne relève pas forcément d'intentions "révisionnistes". Dans certains cas, cette comparaison vise cependant à relativiser les crimes du nazisme, et en particulier la Shoah. "Le communisme est un épouvantail destiné, via le 'révisionnisme', à relativiser l'abomination nazie, à la banaliser, à l'expliquer et (...) à l'excuser"¹⁰¹. Dès lors, une telle approche peut parfois mener à la négation du génocide juif. Il convient d'ailleurs de constater que, dans beaucoup de cas, le "locuteur parlant des crimes nazis est soupçonné d'occulter les crimes staliniens, et plus largement communistes. Le 'révisionnisme' exploite de la sorte la passion anticommuniste"¹⁰².

La logique du lien entre "révisionnisme" et anticommunisme réside dans une double constatation. Beaucoup de gens estiment à l'extrême droite que la propagation de leurs idées pâtit fortement du souvenir de la Shoah et des nazis. Si on leur enlève cette spécificité, l'idéologie national-socialiste, et par extension les idées d'extrême droite, ne sont plus la référence ultime du mal. D'autres régimes, et en particulier le régime communiste, peuvent lui

⁹⁹ Voir Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Fayard, 1985, pp. 225-231.

¹⁰⁰ Voir Michael Sutton, *Charles Maurras et les catholiques français, 1890-1914. Nationalisme et positivisme*, Paris, Beauchêne, 1994 pp. 46-51, 55-85.

¹⁰¹ Thierry Maricourt, *Les Nouvelles passerelles de l'extrême droite*, Paris, Editions Syllepse, 1997, p. 170.

¹⁰² P.-A. Taguieff, op. cit., p. 11.

être comparés. Cette dénonciation du communisme et des communistes est largement présente dans les travaux de Maurice Bardèche et, à un degré moindre, de Paul Rassinier. Le premier revendique ouvertement son anticommunisme puisqu'il affirme, en parlant des dirigeants communistes de l'Union Soviétique, qu'ils se "sont débarrassés de leurs concurrents les plus dangereux" et qu'ils nous "imposent par l'intermédiaire des partis communistes une condamnation intransigeante des doctrines maudites"¹⁰³. Certes, Bardèche fait marche arrière dans le second tome de *Nuremberg* en soulignant qu'il n'a aucune raison "d'être un historien téméraire et malhonnête de la Russie soviétique", alors qu'il prétend "être un historien prudent et honnête de l'Allemagne" puisqu'il "risque à chaque instant d'être accusé de légèreté ou de contradiction"¹⁰⁴. Mais son initiative vise avant tout à faire taire les critiques.

3. Le "révisionnisme", élément de contestation de "l'histoire officielle"

Une perspective plus générale permet de constater que le "révisionnisme" se comprend aussi comme partie d'un "révisionnisme" plus large et plus ambitieux; une sorte de contre-culture destinée à combattre le "terrorisme intellectuel" dont feraient usage les détenteurs du pouvoir politique et culturel en France. "Le 'révisionnisme' à la Faurisson n'est lui-même qu'une composante de la contre révolution culturelle nécessaire"¹⁰⁵. Dans la perspective de l'étude du "révisionnisme" de la presse d'extrême droite, un tel lien ne peut être ignoré tant cette "contre révolution culturelle nécessaire" et la dénonciation d'une histoire "officielle" et censurée apparaissent comme deux des thèmes de prédilection des publications d'extrême droite.

La culture d'extrême droite refuse les héros et le compte-rendu des événements historiques que la République et les autres partis politiques défendent depuis l'affaire Dreyfus¹⁰⁶. Les partis politiques, les mouvements et les journaux d'extrême droite rejettent les personnalités mises en avant et célébrées par les commémorations républicaines et se réfèrent à d'autres hommes politiques ou écrivains, comme Philippe Pétain, Robert Brasillach ou Pierre Drieu La Rochelle. L'extrême droite revendique une interprétation différente d'événements comme la Révolution,

¹⁰³ M. Bardèche, *Nuremberg ou la terre promise*, p. 268.

¹⁰⁴ M. Bardèche, *Nuremberg II ou les faux monnayeurs*, p. 268.

¹⁰⁵ P.-A. Taguieff, op. cit., p. 34.

¹⁰⁶ Voir Ariane Chebel d'Appollonia, *L'Extrême droite en France, de Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1995, pp. 19-91.

l'affaire Dreyfus ou la période de Vichy, que celle enseignée dans les manuels scolaires des écoles françaises¹⁰⁷. Certes, la variété des courants qui compose l'extrême droite en France donne lieu à des modèles de société différents. Dès lors, les périodes historiques et les personnalités mises en avant changent. Certains journaux préfèrent la Collaboration au régime de Vichy; d'autres défendent la mémoire des armées contre-révolutionnaires vendéennes quand certains prennent pour exemple les régimes autoritaires étrangers comme le Chili de Pinochet. Mais leurs efforts se joignent néanmoins au moment de dénoncer une "histoire officielle". Martin Peltier confirme, dans *National Hebdo*, l'existence de cette alliance de circonstance puisqu'il écrit que "l'extrême droite, dans toutes ses composantes, est révisionniste par construction. Elle s'emploie à rétablir l'Histoire constamment faussée du déclin français". Mais il ajoute aussi qu'à "l'initiative d'un professeur de Vichy, (...) le souci de révision historique fut accaparé par une question intellectuellement mineure mais symboliquement forte, celle de l'existence, ou de l'inexistence, des chambres à gaz homicides utilisées massivement contre les juifs et les tziganes par les nazis"¹⁰⁸. Dès lors, Peltier pose les bases d'un glissement d'une dénonciation de la vérité officielle vers une remise en question d'un des symboles de cette vérité officielle, la Shoah.

Cependant, la très large majorité des personnes qui contestent les héros révolutionnaires et stigmatisent les massacres vendéens, ou affirment que le Maréchal Pétain a sauvé la France, ne sont pas des "révisionnistes", bien au contraire. Mais, dans certains cas, il peut exister des affinités entre les personnes qui font la promotion d'une version de l'histoire plus en accord avec leurs valeurs et leurs idées d'extrême droite, et ceux qui nient la véracité de la Shoah. Démontrer que "la culture officielle" ment sur la signification des principaux événements historiques reviendrait à saper les fondements de ce que l'extrême droite appelle le "terrorisme intellectuel". Dès lors, quel meilleur exemple que la Shoah pour démontrer que les choses ne se sont pas déroulées comme on tente de le faire croire? Sans aller jusque là, il est évident que l'apparition d'un "révisionnisme" de circonstance n'est pas à exclure. Pierre-André Taguieff estime que la Shoah constituerait, dans cette optique, "un verrou symbolique"¹⁰⁹.

¹⁰⁷ La presse d'extrême droite dénonce d'ailleurs régulièrement l'influence et la mainmise des communistes et des socialistes au sein de l'Education nationale française.

¹⁰⁸ Martin Peltier, "L'amitié est-elle possible entre les révisionnistes et les menteurs?", *National Hebdo*, n.643, 22 au 28 août 1996, pp. 12.

¹⁰⁹ P.-A. Taguieff, op. cit., p. 14.

Loin d'être une neutre entreprise de révision historique, le "révisionnisme" sert plusieurs objectifs: la dénonciation d'un complot juif et/ou sioniste; la mise en avant des crimes du communisme; la contestation d'une vérité historique officielle. Autant de thèmes qui justifient l'étude du "révisionnisme" de la presse d'extrême droite.

CHAPITRE 2. CHRONOLOGIE "REVISIONNISTE" ET PRESENTATION DES JOURNAUX

La mise en place d'une chronologie des principales "affaires révisionnistes", depuis l'apparition sur la scène publique de ce phénomène au cours de l'année 1978, et le vote de la loi Gaysot en 1990, qui en légifère l'expression, permettra de déterminer la nature de chaque affaire et le contexte de son déroulement. Ce travail est indispensable à la mise en perspective des réactions des articles étudiés. La présentation des cinq journaux, c'est-à-dire *Rivarol*, *Aspects de la France*, *Présent*, *Minute* et *National Hebdo*, finira la préparation de la partie empirique de cette recherche. Elle permettra de mieux comprendre le positionnement de chaque publication au sein de la presse d'extrême droite en France.

I. Mise en place d'une chronologie "révisionniste" sur la période 1978-1990

L'affaire Faurisson, née de la publication de l'article de Robert Faurisson dans *Le Monde* fin 1978, est apparue comme un choix évident pour le point de départ de cette chronologie. Elle marque en effet l'entrée du "révisionnisme" sur le devant de la scène publique et intellectuelle française. Avant cela, les thèses "révisionnistes" étaient pour ainsi dire inconnues. L'entretien de Louis Darquier du Pellepoix à *L'Express* publié en septembre 1978 et l'épisode de la vente et de la diffusion du feuilleton *Holocauste* à la télévision, cette même année, présentent cependant un intérêt certain car ils constituent une préparation aux "révélations" de Robert Faurisson. Ces deux affaires seront par conséquent prises en considération et la chronologie commencera avec la polémique de l'affaire Darquier de Pellepoix. Le point final de cette recherche se situera à la fin de l'été 1990, date à laquelle est votée la loi Gaysot. Ce choix est

logique dans la mesure où cette loi marque, entre autres choses, une interdiction légale de professer des opinions "révisionnistes".

A partir de là sera mise en place une chronologie qui tiendra compte des événements, meetings, accidents, livres, procès ou mouvements d'agitations ayant un rapport plus ou moins affirmé avec le "révisionnisme". La liste est longue. Mais certaines affaires ont finalement été laissées de côté car le choix des événements "révisionnistes" répond à la nécessité de prendre uniquement en compte des affaires qui ont pu générer des commentaires ou/et des prises de position des journaux choisis. A ce sujet, les remous liés à la publication des *Annales d'histoire révisionniste* au moment du procès Barbie lors de l'année 1987, sont un très bon exemple. Cette affaire signe l'apparition de la première revue "révisionniste" française et le début de ce qu'Isabelle Igounet nomme "l'offensive négationniste"¹. Dans le cadre de l'histoire du "révisionnisme" en France, elle est incontournable. Mais elle ne fait l'objet que de deux courts articles (l'un est signé *Rivarol*, l'autre est signé *Aspects de la France*) dans les journaux étudiés dans le cadre de cette recherche. Par conséquent, cette affaire n'a pas été incluse dans la chronologie puisqu'elle n'offre quasiment aucun point de comparaison. Le procès Barbie devait-il par contre être inclus dans la liste des affaires "révisionnistes"? Il génère un nombre conséquent d'articles dans les journaux d'extrême droite. Toutes les publications soulignent la menace que constitue un tel procès pour l'unité nationale française. François Brigneau écrit une chronique pour *Rivarol*. Son discours est ouvertement *négationniste*. Mais en réalité, les principales prises de position des cinq journaux sur le "révisionnisme" au moment du procès de Barbie sont peu nombreuses. Elles se répercutent en fait sur l'affaire du "détail" qui éclate quelques semaines après la condamnation de l'ancien chef nazi, le 4 juillet 1987, à la réclusion perpétuelle. Le procès Barbie ne sera donc par conséquent pas pris en compte.

¹ V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, p. 421.

II. Choix et nombre de journaux

Combien étudier de journaux au cours de cette recherche? Il existe de nombreuses "feuilles" à l'extrême droite mais le nombre de publications vendues dans le commerce et qui s'inscrivent sur une longue période dans le temps (plus de quinze ans au moins) est limité. Cette étude nécessitant par ailleurs un nombre de quatre journaux au moins pour permettre la comparaison, le nombre de cinq publications est sans aucun doute le plus pertinent. Le choix des journaux s'est ensuite fait selon trois critères distincts. Le premier visait à choisir un groupe de journaux qui soit le plus représentatif possible. Il existe un nombre important de courants au sein de l'extrême droite en France, mais beaucoup sont groupusculaires et insignifiants en matière d'idées et de publications. *Rivarol* représente les idées néo-fascistes. *Aspects de la France* est le dépositaire "officiel" de la pensée maurrassienne. *Présent* est le principal journal catholique à l'extrême droite. *Minute* représente la frange de l'extrême droite proche de la droite conservatrice et *National Hebdo* est le seul journal véritablement lié au Front National, sans en être l'organe officiel. Certaines publications symbolisent un courant d'idées trop minoritaire pour avoir une réelle influence sur les orientations de l'extrême droite en France. C'est le cas du journal *Militant* qui a donc été laissé de côté. Le second critère visait à choisir des journaux dont la périodicité permettent de recueillir des réactions aux questions d'actualité. Ainsi, furent éliminés *Le Choc du mois* ou *Identité*. Le troisième critère visait à choisir des journaux proches du Front National mais qui ne soient pas un des bulletins d'information de ce parti. *La Lettre de Jean-Marie Le Pen* ou *Identité* furent par conséquent laissés à l'écart.

III. Présentation des douze affaires "révisionnistes"

Il existe deux catégories d'affaires "révisionnistes". La première concerne les affaires liées directement aux "révisionnistes" ou à leurs thèses. Ce sont des affaires ou des événements qui ont fortement marqué l'histoire et le développement des thèses "révisionnistes" en France,

même si elles n'ont pas forcément fait l'objet d'une polémique d'une ampleur démesurée. Ainsi, une affaire "révisionniste" doit être commentée par trois journaux au moins pour être prise en compte par notre étude. La seconde catégorie concerne les événements dont le thème principal est la Shoah, et non le "révisionnisme" à proprement parler, mais qui vont pourtant générer des prises de position ou des jugements à l'encontre des thèses "révisionnistes".

1. L'affaire Darquier de Pellepoix (octobre-novembre 1978)

Connu pour ses positions antisémites extrêmes, Louis Darquier de Pellepoix se fait un nom à l'entre-deux-guerres. Militant d'extrême droite, il est blessé au cours du 6 février 1934 lors des manifestations organisées par les ligues. L'année suivante, il se fait élire conseiller municipal de Paris sur un programme national anti-juif, et il le restera jusqu'à la guerre. Après avoir quitté le mouvement des Croix-de-feux, dont il trouve les positions trop modérées, en décembre 1935, il prend, en mai 1937, la présidence du comité anti-juif de France, fédération des principaux organes de combat contre les juifs et les franc-maçons. Mais c'est surtout son activité pendant la Seconde Guerre mondiale qui retient l'attention. En mai 1942, il succède au maurrassien Xavier Vallat au poste de responsable en chef du commissariat général aux Questions Juives sous le gouvernement de Vichy. Ce changement marque un net durcissement dans la politique anti-juive du régime de Vichy. Il reste en poste jusqu'en février 1944.

Mais l'affaire Darquier de Pellepoix à proprement parler date de 1978. Le 28 octobre de cette année, *L'Express* publie un entretien de Louis Darquier de Pellepoix, alors réfugié à Madrid. Ce dernier y tient en effet des propos ouvertement "révisionnistes" soutenus par les plus traditionnels poncifs antisémites. Ils ne manquent pas de provoquer une importante polémique en France. Louis Darquier de Pellepoix affirme que le nombre des six millions de victimes juives par les nazis n'est que pure baliverne et que cette invention est l'instrument dont les juifs se servent pour devenir les maîtres du monde et le dominer. On distingue aisément la théorie du complot, base explicative du mensonge de la Shoah chez les "révisionnistes". Darquier de Pellepoix souligne également la permanence du "problème juif" dans l'histoire de l'humanité et

affirme, pour justifier sa négation, que ce sont les juifs qui ont voulu et provoqué la guerre, pas les nazis:

Ce chiffre (6 millions) est une invention pure et simple. Une invention juive bien sûr. Les juifs sont comme ça: ils sont prêts à n'importe quoi pour se faire de la publicité (...) Vous ne voulez pas comprendre que les juifs n'ont qu'une chose en tête: mettre la pagaille partout. Et dans quel but? Vous le savez bien: faire de Jérusalem la capitale du monde. (...) Vous croyez que la question juive date de 1942! Mais la question juive est un problème millénaire... (...) Ils avaient voulu la guerre. Ils nous l'avaient amenée. Il fallait qu'ils s'en aillent².

Il nie ensuite explicitement l'existence des chambres à gaz homicides, puisque ces dernières n'auraient servi qu'à tuer les poux et à désinfecter ainsi les détenus. Les chambres à gaz sont une invention et furent construites par les juifs eux-mêmes à la fin de la guerre. S'exonérant de toute faute, Darquier de Pellepoix revendique le sauvetage de nombreux "bons juifs". Il les accuse d'être responsables de la défaite, et justifie par là même son engagement contre leur hégémonie:

Je vais vous dire, moi, ce qui s'est exactement passé à Auschwitz. On a gazé. Oui, c'est vrai. Mais on a gazé les poux. (...) Je sais qu'après la guerre, les juifs ont fabriqué des faux par milliers. (...) J'étais tellement occupé à sauver les bons juifs, les juifs français. (...) Donc, les juifs voulaient la guerre. Moi, je n'en voulais pas. Ou alors si l'on voulait la guerre, il fallait la préparer sérieusement. Mais les juifs, justement, sous couvert de pacifisme, s'y refusaient. Voilà pourquoi j'étais anti-juif. (...) Mais, enfin, il n'y a pas eu de génocide, bon sang de bonsoir! Il faut vous sortir cette idée-là de la tête³.

L'affaire va faire grand bruit. La question de savoir s'il fallait ou non publier les déclarations de Darquier de Pellepoix est largement débattue. La responsabilité et le choix de *L'Express* sont diversement commentés. Certains critiquent sa décision de dévoiler les propos de Darquier quand d'autres la soutiennent⁴. Diverses personnalités et organisations vont aussi demander l'extradition de Louis Darquier de Pellepoix. Celle-ci ne sera pas obtenue. Le mardi 31 octobre, le ministère de la justice expliquera plus en détails cette décision:

L'intéressé a été condamné, par contumace, le 10 décembre 1947 par la cour de justice à la peine de mort pour le crime d'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère pour l'ensemble de son action exercée en qualité de commissaire général aux Questions

² Louis Darquier de Pellepoix, "A Auschwitz, on n'a gazé que des poux", *L'Express*, 28 octobre 1978, pp. 167,171.

³ *Ibid.*, pp. 171,173.

⁴ Voir V. Igounet, *op. cit.*, pp. 221-222.

Juives, à compter du 6 mai 1942. En application de l'article 763 du code de procédure pénale, la peine prononcée s'est trouvée prescrite le 2 mars 1968. La demande d'extradition n'est donc plus recevable depuis cette date. (...) la convention franco-espagnole du 14 décembre 1877 exclut les infractions politiques de son champ d'action⁵.

Il y aura néanmoins l'ouverture à Paris, le 3 novembre 1978, d'une information pour "apologie de crimes de guerre" qui restera sans suite. L'affaire Darquier n'est pas encore considérée comme un fait de "révisionnisme" à part entière. Les déclarations de l'ancien commissaire général aux Questions Juives passent surtout pour les élucubrations d'un vieil antisémite malade tentant de s'auto-justifier.

2. L'affaire Faurisson (décembre 1978-janvier 1979)

L'affaire Faurisson éclate le 29 décembre 1978, date à laquelle le journal *Le Monde* publie un article de Robert Faurisson intitulé "Le problème des chambres à gaz ou la 'rumeur d'Auschwitz'". Les écrits de Robert Faurisson, et en particulier cet article, ont déjà été étudiés dans la partie consacrée au "révisionnisme". Il convient cependant de remarquer plusieurs choses. L'affaire Faurisson a été largement mis en scène par l'affaire Darquier et ses répercussions. Le 1^{er} novembre 1978, Robert Faurisson envoie une lettre circulaire à différents journaux dans laquelle il demande l'ouverture d'un débat sur l'existence des chambres à gaz homicides nazies suite aux déclarations de Darquier de Pellepoix dans *L'Express*⁶. Une semaine plus tard, il accorde un entretien au journal *Le Matin* qui titre, le 16 novembre 1978 dans sa page "L'événement", "Les chambres à gaz: ça n'existe pas". Le journal prévient que "Darquier n'est pas seul. Certains qualifient de 'déments' ses propos sur les camps d'extermination nazis. A Lyon, un enseignant, Robert Faurisson, le supporte"⁷. Quelques jours plus tard, *Libération* stigmatise "les 'travaux antisémites' d'un prof de fac" et écrit qu'il a fallu l'affaire Darquier et les remous qu'elle a provoqués pour qu'on parle de l'étrange professeur Faurisson"⁸. Ces articles ouvrent une série de débats sur la question de la publication de ce

⁵ Voir *Le Monde*, 2 novembre 1978.

⁶ Voir V. Igounet, op. cit., p. 222.

⁷ Voir *Le Matin*, 16 novembre 1978.

⁸ Voir *Libération*, 18-19 novembre 1978.

type de thèses. Dès lors, l'affaire Faurisson est lancée. Pour la première fois, des grands quotidiens s'intéressent aux thèses "révisionnistes". En les expliquant et en essayant de mieux les comprendre, ils leur offrent une couverture médiatique inespérée. En outre, ce n'est plus une personnalité d'extrême droite comme Louis Darquier de Pellepoix, ou un pacifiste comme Paul Rassinier, qui tient des propos "révisionnistes", mais un professeur d'université, apparemment apolitique. L'impact médiatique et intellectuel est très fort. L'article de Faurisson est suivi de réactions et de droits de réponse en tous genres d'historiens français réputés comme Georges Wellers ou François Delpech. De novembre 1978 à mars 1979, *Le Monde* publie ainsi toute une série d'articles sur les camps nazis et les chambres à gaz⁹. Une déclaration d'historiens, venus notamment du Collège de France ou du C.N.R.S. et dont la majorité ne travaille pas sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, affirme à ce sujet, qu'il "ne faut pas se demander comment, techniquement, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu. Tel est le point de départ obligé de toute enquête historique sur ce sujet. Cette vérité, ils nous appartenaient de la rappeler simplement; il n'y a pas, il ne peut y avoir de débat sur l'existence des chambres à gaz"¹⁰.

Dans les années qui suivent, Robert Faurisson s'affirme comme le principal chef de file du "révisionnisme" en France. Il publie plusieurs ouvrages et participe à toutes les grandes manifestations "révisionnistes" dans le monde, en particulier aux Etats-Unis ou en Allemagne. Les procès et les ennuis en tous genres vont jalonner cette période. Le 3 juillet 1981, Faurisson est triplement condamné pour incitation à la haine raciale. A la mi-septembre 1989, il est agressé à Vichy par trois jeunes gens se réclamant de l'organisation "Les fils de la mémoire juive" et il se retrouve à l'hôpital. Le 20 avril 1991, il est condamné pour "contestation de crimes contre l'humanité" en raison d'un entretien qu'il a donné, en septembre 1990, au mensuel d'extrême droite, *Le Choc du Mois*.

⁹ R. Faurisson, "Le problème des chambres à gaz ou la 'rumeur d'Auschwitz'", *Le Monde*, 29 décembre 1978 et "Lettre de Robert Faurisson", *Le Monde*, 16 janvier 1979; Georges Wellers, "Abondance de preuves", *Le Monde*, 29 décembre 1978 et "Un roman inspiré", *Le Monde*, 21 février 1979; Olga Wormser-Migot, "La Solution finale", *Le Monde*, 30 décembre 1979; François Delpech, "La vérité sur la Solution finale", *Le Monde*, 8 mars 1979.

3. La diffusion du feuilleton *Holocauste* (janvier-mars 1979)

Le feuilleton *Holocauste* est un film américain réalisé par Marvin Chomsky qui est une version romancée du destin d'une famille juive confrontée à l'extermination des juifs par les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale. C'est une œuvre entièrement américaine. Le feuilleton, après avoir été diffusé, du 16 au 19 avril 1978, sur la chaîne N.B.C., a été acheté par la plupart des télévisions étrangères, à l'exception des pays de l'Est et des pays arabes.

A l'origine, les chaînes de télévision françaises vont toutes se refuser à acheter les droits de ce feuilleton expliquant que, pour traiter un tel sujet, une émission historique est préférable à une œuvre de fiction. Mais, suite notamment à la polémique née de l'interview de Louis Darquier de Pellepoix à *l'Express* et aux remarques favorables de Raymond Barre, Premier Ministre de l'époque et de Simone Veil, ancienne déportée juive et ministre de la Santé, à l'encontre du film, Antenne 2 se porte finalement acquéreur. La chaîne de télévision française nie avoir cédé aux injonctions gouvernementales, ce qui semble, pour la plupart des observateurs de l'époque, douteux. Christian Beullac, ministre de l'Éducation nationale, de la Culture et de la Communication incite les parents à visionner le film avec leurs enfants.

La diffusion d'*Holocauste* en France prend la forme de quatre épisodes et de deux débats (le 14 février et le 6 mars 1979). Le premier, sur "la montée de l'antisémitisme en Allemagne", est annulé suite à la grève touchant la télévision publique cette quinzaine-là. Le second, consacré à la "La Solution finale", est en réalité une émission de témoignages, et non un débat. Le film suscite une vive émotion. Cependant, l'histoire est inexacte dans les détails historiques et suit un scénario larmoyant tout à l'image de ce type de production audiovisuelle américaine. Nombreux sont ceux qui soulignent le décalage entre la réalité et cette fiction américaine. Le téléfilm est démonté point par point par ses détracteurs. Claude Lanzmann, le cinéaste réalisateur de *Shoah* quelques années plus tard, affirme que "transgresser ou trivialisier, ici c'est pareil. Le feuilleton hollywoodien transgresse parce qu'il trivialisier, abolissant le caractère unique de l'holocauste, ce qu'il a d'incomparable"¹¹. Dès lors, la polémique s'amplifie. La diffusion d'*Holocauste* et les discussions qui suivent posent, "avec une certaine acuité, le

¹⁰ Voir "La politique hitlérienne d'extermination: une déclaration d'historiens", *Le Monde*, 21 février 1979.

¹¹ Claude Lanzmann, "De l'holocauste à *Holocauste* ou comment s'en débarrasser", *Les Temps modernes*, juin 1979, p. 1902.

problème de la vulgarisation de l'histoire du génocide"¹² et mettent en lumière l'ignorance de la jeune génération sur cette question. Certains y voient une exploitation mercantile de la souffrance des juifs. Surtout, cette présentation du génocide juif donne de l'épaisseur aux commentaires de ceux qui affirment que la vérité officielle sur cet événement ne correspond pas à la réalité.

4. L'affaire Chomsky (décembre 1980-janvier 1981)

L'affaire Chomsky a un lien direct avec le livre de Robert Faurisson, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire*, publié en 1980. La polémique que cet ouvrage suscite ne s'arrête pas à la nature des propos tenus. Elle concerne aussi la nature de la maison d'édition. La Vieille Taupe, groupe d'ultra-gauche dirigé par Pierre Guillaume, est aussi une maison d'édition. Mouvement très minoritaire mais essentiel dans la propagation des thèses "révisionnistes" en France, La Vieille Taupe, et en particulier son principal responsable Guillaume sont les éléments fédérateurs d'une collusion "révisionniste" spécifiquement française entre extrême droite et extrême gauche. Ensuite, cet ouvrage est préfacé par Noam Chomsky, intellectuel américain, professeur de linguistique au Massachusetts Institute of Technology. Chomsky est connu pour ses positions progressistes, en particulier son engagement contre la guerre au Vietnam et contre l'impérialisme américain. Sa préface du livre de Robert Faurisson va provoquer un véritable tollé, d'autant plus qu'il affirme n'avoir jamais lu l'ouvrage, et qu'il ne juge son livre et son auteur qu'à la lumière du droit absolu à la liberté d'expression. Chomsky se défend de tout soutien au "révisionnisme" et de toute manœuvre politique:

[Faurisson] a été privé du droit d'enseigner. Or, j'ai signé des pétitions pour des dissidents soviétiques dont la sanction n'avait pas été plus grave que ça. Je n'en sais pas assez sur son travail pour déterminer si ce qu'il affirme est exact ou non. A vrai dire, ce n'est pas un sujet qui m'intéresse beaucoup...(...) Et que voulez-vous, je n'arrive pas à croire que les idées de Faurisson sont dangereuses¹³.

¹² V. Igounet, op. cit., p. 243.

¹³ Voir *Libération*, 23 décembre 1980.

Suite à la violence des réactions en France, Noam Chomsky tente de se désolidariser de Robert Faurisson et de ses ouvrages en demandant à Serge Thion¹⁴ de ne pas utiliser son texte comme préambule à la publication d'un ouvrage écrit par Robert Faurisson. Mais il est déjà trop tard, l'affaire étant largement lancée et la polémique bien établie: "... OK. Vous m'avez convaincu. J'ai écrit à Serge Thion pour lui demander soit de ne pas publier la déclaration que j'ai écrite sur les libertés civiles, soit de la laisser séparée de toute publication directement reliée à Faurisson"¹⁵. Quelques jours plus tard, dans un entretien au *Monde*, Noam Chomsky estime que les Français perdent leur sens commun à propos de la Shoah et qu'ils sont incapables de combattre efficacement les idées de l'extrême droite. Il prend pour preuve les actions contre Robert Faurisson qu'il considère comme une atteinte à la liberté de parole. Selon Chomsky, les intellectuels français ignorent régulièrement les éléments concrets au moment d'analyser un fait. "Les Français ont des réactions hystériques (...) parce qu'ils ne veulent pas s'interroger sur le vrai problème qui est la renaissance du nazisme. Mais on ne met pas un frein à la renaissance du nazisme en refusant le droit à quelqu'un de s'exprimer... (...) Le goût de l'irrationnel et le mépris des faits marquent le débat intellectuel français"¹⁶. Bien que de courte durée, la polémique est néanmoins violente. L'affaire Chomsky dérange. Elle marque une rupture dans la connaissance de ce phénomène parce qu'elle met en lumière la complexité du soutien et des réseaux "révisionnistes".

5. L'affaire Roques (mai-juillet 1986)

Le 15 juin 1985, un ingénieur de 66 ans, Henri Roques, soutient devant un jury sa thèse de doctorat d'université¹⁷, *Les 'Confessions' de Kurt Gerstein. Etude comparative des différentes versions*. Kurt Gerstein est un ancien lieutenant S.S., ingénieur chimiste chargé de la désinfection au camp d'Auschwitz. Il est un des rares témoins oculaires des gazages dans les camps nazis. Le travail de Roques tente de démontrer qu'il existe des incohérences dans le

¹⁴ Membre de La Vieille Taupe, Serge Thion est une figure du "révisionnisme" d'ultra-gauche, et un proche de Pierre Guillaume. Il a notamment écrit *Vérité historique ou vérité politique. Le dossier de l'affaire Faurisson, la question des chambres à gaz*, publié aux éditions de La Vieille Taupe en 1980.

¹⁵ Voir *Le Matin*, 19 décembre 1980.

¹⁶ Voir *Le Monde*, 20 décembre 1980.

¹⁷ Il est à noter que le doctorat d'université n'était pas, à cette date, au niveau d'un doctorat d'Etat.

témoignage de Gerstein en raison de la folie de ce dernier. Le témoignage de Gerstein perd, en conséquence, sa crédibilité. "Les confessions de Gerstein sont une pièce maîtresse (...) de l'édifice intellectuel tendant à prouver l'existence des chambres à gaz homicides et (...) elles ont fourni un support à la naissance de croyances diverses. Nous estimons pour notre part que ce rapport n'est pas digne de confiance"¹⁸.

La soutenance de la thèse va se dérouler sans difficulté apparente. C'est un an plus tard qu'éclate l'affaire. Au départ, Henri Roques souhaite soutenir sa thèse à la Sorbonne, Paris IV, mais on lui refuse cette demande. Il est finalement accepté à Nantes par le département de lettres. La discrétion est alors de mise. La composition du jury peut éveiller la suspicion. Tout d'abord, aucun des examinateurs n'est historien. En outre, l'influence de la Nouvelle Droite sur les membres du jury est évidente. Jean-Claude Rivière, professeur et directeur de l'U.E.R. de lettres à l'université de Nantes, spécialiste de texte en provençal, est membre du G.R.E.C.E. (Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne) et du comité de rédaction de *Nouvelle Ecole*. Thierry Buron, assistant d'histoire contemporaine à l'université de Nantes, est idéologue du P.F.N. (Parti des Forces Nouvelles) et a été un collaborateur à *Défense de l'Occident*, la revue de Maurice Bardèche, dans les années soixante-dix. C'est un proche de Mgr. Lefèbvre. Il figure à titre de consultant. Jean-Paul Allard, professeur d'allemand à l'université de Lyon-III, est organisateur de colloques "aryanistes". Enfin, Pierre Zind, professeur associé en sciences de l'éducation à l'université de Lyon-II, est l'auteur d'une histoire de l'Alsace diffusée aux éditions Copernic en 1980¹⁹. Robert Faurisson et Pierre Guillaume assistent à la soutenance. Dès le début de l'année 1986, La Vieille Taupe annonce par une circulaire l'existence d'une thèse sur les "Confessions" de Gerstein et mettant en cause le mythe des chambres à gaz²⁰. C'est la première fois que le "révisionnisme" a officiellement droit de cité au sein de l'Université française. Une fois l'affaire en cours, les critiques et les mises en garde se multiplient. La majorité des observateurs souligne le passé de militant antisémite d'extrême droite d'Henri Roques²¹. Pour se défendre et prouver sa bonne foi,

¹⁸ Henri Roques, extraits de sa thèse cités par Philippe Bernard, "Les mandarins déconfités", *Le Monde*, 25 et 26 mai 1986.

¹⁹ Voir J.-Y. Camus, R. Monzat, *Les Droites nationales et radicales en France: répertoire critique*, p. 96.

²⁰ Voir V. Igounet, op. cit., p. 412.

²¹ Pendant la Seconde Guerre mondiale, Henri Roques adhère au Rassemblement National Populaire de Marcel Déat et milite, à partir de 1952 et sous le pseudonyme d'Henri Jalin, au sein de la Phalange Française, organisation dirigée par Charles Lucas dont le programme est clairement raciste et même nazi. Dissoute par le gouvernement en 1958, cette organisation resurgit sous de nouvelles appellations, comme le Mouvement Populaire Français (M.P.F.). Roques adhère d'ailleurs par la suite à l'Europe Réelle, organisation

Roques affirme, à l'instar de Darquier de Pellepoix, que les mesures prises par les nazis visaient les poux, et critique les camps communistes:

Je ne les [les chambres à gaz] nie pas. Je dis simplement que rien ne prouve leur existence et qu'il y a de bonnes raisons pour les mettre en doute.(...) Je ne nie pas les horreurs des camps de concentration (...) S'il existe des documents cinématographiques montrant des gens nus et tondus, c'est pour empêcher les poux, grand vecteur de typhus. Si on veut faire du nazisme le mal absolu, on peut dire n'importe quoi. (...) Vous savez le goulag, ça ne doit pas être très joyeux et, à l'Ouest, il règne un terrorisme intellectuel²².

L'enquête administrative, lancée par Alain Devaquet, ministre délégué à la Recherche et à l'Enseignement supérieur, sur les conditions de la soutenance de cette thèse, aboutit finalement à son annulation, au début du mois de juillet 1986.

6. L'affaire du "détail" (septembre-octobre 1987)

Le dimanche 13 septembre, le président du Front National, Jean-Marie Le Pen, est l'invité du Grand Jury RTL-*Le Monde*. C'est le début de sa campagne présidentielle et le président du Front National est au plus haut dans les estimations d'intentions de vote²³. Chacune de ses déclarations est soupesée, analysée, décortiquée. Interrogé sur les thèses des historiens "révisionnistes", Jean-Marie Le Pen affirme ne pas les connaître, mais donne néanmoins son avis sur la question. Il estime que chacun peut avoir le droit de douter, qu'il n'est pas un spécialiste de la question et que les chambres à gaz ne sont pas un point essentiel de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Il refuse de voir le génocide des juifs comme une "vérité révélée" et relativise très largement le nombre de victimes juives:

Je suis un partisan de la liberté de l'esprit. Je pense que la vérité, d'une force extraordinaire, ne craint pas les mensonges ou les insinuations. Par conséquent, je suis hostile à toutes les formes d'interdiction et de réglementation de la pensée. (...) Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas

antidémocratique, antimarxiste et anticapitaliste, très proche du M.P.F. Voir aussi sur ce sujet V. Igounet, op. cit., pp. 139-142.

²² Henri Roques, "Il ne faut pas se fier aux témoignages", *Le Quotidien de Paris*, 24-25 mai 1986.

²³ A l'époque, le président du Front National est crédité, par certains instituts de sondages, de plus de 15 pour cent d'intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle.

existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. (...) La question qui a été posée est de savoir comment ces gens ont été tués ou non. (...) il y a des historiens qui débattent de ces questions (...) c'est un point de détail de la guerre. Voulez-vous me dire que c'est une vérité révélée à laquelle tout le monde doit croire, que c'est une obligation morale? (...) Il y a eu beaucoup de morts, des centaines de milliers, peut-être des millions de morts juifs et aussi des gens qui n'étaient pas juifs²⁴.

De tels propos ont un écho retentissant. Le Pen est critiqué et dénoncé. Son "dérapage" apparaît comme une bourde politique majeure. Le Front National fait pourtant bloc, à quelques exceptions notables²⁵, derrière son président. Au niveau de la base, les défections sont rares. A l'extrême droite, les commentateurs dénoncent un acharnement contre le président du Front National. Le Pen affirme même lors de la fête frontiste Bleu Blanc Rouge, en septembre de la même année, que "chaque attaque nous renforce" et que cette "marche est invincible"²⁶. Protégé par son immunité parlementaire, Le Pen ne peut être inquiété par la justice. La nature de ses propos rend d'ailleurs toute poursuite difficile. Comme le remarque à l'époque, Yves Jouffa, président de la Ligue des Droits de l'Homme: "Il n'y a pas d'apologie de crime contre l'humanité, il se contente de jeter un doute"²⁷. Pour la majorité des observateurs, les propos de Le Pen prouvent le caractère fasciste de la formation frontiste et de son président. En réalité, la remarque du "détail" répond à une triple stratégie. Elle envoie un message de soutien aux "révisionnistes" et à leurs amis. Surtout, grâce à Le Pen, "tous les Français ont entendu parler de ceux qui doutent de l'existence des chambres à gaz et savent maintenant (...) que ces sceptiques s'appellent des 'révisionnistes' (...) Avant l'affaire Le Pen, cette étiquette n'aurait été comprise que d'un nombre infime de Français"²⁸. Enfin, elle relance le débat sur cette question, en particulier au sein même de son parti, et présente implicitement les "révisionnistes" comme des historiens qu'il faut écouter au même titre que les tenants de la thèse "exterminationniste".

²⁴ Jean-Marie Le Pen, "Grand Jury RTL-*Le Monde*", 13 septembre 1987.

²⁵ Olivier d'Ormesson est la principale personnalité à quitter le parti suite à la remarque du président du Front National. Voir infra, pp. 266-267.

²⁶ Déclaration de J.-M. Le Pen aux B.B.R. de 1987.

²⁷ Voir *Libération*, 16 septembre 1987.

7. L'affaire "Durafour-crématoire" (septembre 1988)

Le 2 septembre 1988, c'est la fin des universités d'été du Front National dans les arènes du Cap d'Agde, en Hérault. Jean-Marie Le Pen est venu clore les cinq jours de travaux. Lors de son discours devant environ 700 militants, il répond à M. Michel Durafour, ministre de la Fonction Publique, suite à un entretien de ce dernier dans *L'Événement du Jeudi*: "M. Durafour et Dumoulin, obscur ministre de l'ouverture dans laquelle il a d'ailleurs immédiatement disparu, a déclaré: 'Nous devons nous allier aux élections municipales y compris avec le Parti communiste car le P.C., lui, perd des forces, tandis que l'extrême droite ne cesse d'en gagner.' M. 'Durafour-crématoire', merci de cet aveu"²⁹.

En dehors du Front National, l'ensemble des membres de la classe politique condamne ces propos et voit un lien avec l'affaire du "détail" de l'année précédente. Pour beaucoup, ces provocations sont volontaires et répondent à une stratégie pensée et organisée. La réaction de Michel Durafour intervient le jour-même sur T.F.1. "Monsieur Le Pen est égal à lui-même. Après le détail des milliers de morts déportés dans les camps hitlériens, il parle maintenant des fours crématoires. Il persiste et signe"³⁰. Le tumulte atteint le sein même du parti frontiste, et trois responsables nationaux du Front National, et non des moindres, vont se désolidariser. François Bachelot et Pascal Arrighi, anciens députés de la période 1986-88, et Yann Piat, seule élue du Front National au Palais Bourbon et proche de Jean-Marie Le Pen³¹, critiquent ouvertement les propos de ce dernier. La très grande majorité des membres du parti frontiste soutient cependant son président. Jean-Pierre Stirbois résume bien cette position en affirmant que le jeu de mot voulait simplement signifier que M. Durafour était un "cadavre politique".

Quelques jours plus tard, lors d'un dîner-débat à Toulon, Jean-Marie Le Pen, loin de faire marche arrière, va confirmer ses attaques contre Monsieur Durafour. Cependant, il ne revient pas sur la référence aux fours crématoires: "M. Le Pen regrette 'le bon temps des nazis'. Je dis que celui qui proclame une telle chose est un salaud quand il s'adresse à un pupille de la nation comme moi. Je le maintiens et je le réitère. J'appelle un chat un chat et celui qui tient un tel

²⁸ R. Faurisson, "Mon expérience du révisionnisme", *Annales d'histoire révisionniste*, n.8, printemps 1990, p. 56.

²⁹ Voir *Le Monde*, 4-5 septembre 1988.

³⁰ Ibid.

langage, un salaud"³². Certaines organisations comme la L.I.C.R.A. (Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme) envisagent de porter plainte. C'est finalement le Garde des Sceaux lui-même qui prend l'initiative et décide de déclencher une procédure judiciaire, le 3 septembre. Le parquet général de la Cour d'appel de Versailles transmet, le lundi 5 septembre, au ministère de la justice, la requête visant à demander la levée de l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen auprès du Parlement européen. Mais les poursuites sont suspendues à cette levée. Celle-ci ne sera finalement pas obtenue, et l'affaire en reste là.

8. L'affaire du carmel d'Auschwitz (juin-septembre 1989)

Suite à des négociations entre les instances dirigeantes catholiques et juives en 1986 et 1987, un accord portant sur le déplacement des carmélites du camp d'Auschwitz, avec la construction d'un nouveau couvent éloigné des limites du camp et d'un centre judéo-chrétien d'information et de réflexion sur la Shoah, est signé à Genève en 1987. Ce déménagement est prévu le 22 juillet 1989, et il correspond à l'ultime délai fixé par les négociateurs juifs et catholiques, avec à la tête de ces derniers le Cardinal Decourtray. Dans les mois précédant cette date butoir, l'impatience est perceptible dans les milieux juifs. Ainsi Théo Klein, l'ancien président du C.R.I.F. (Conseil Représentatif des Institutions juives de France) et le responsable de la négociation pour les juifs, estime que "les cardinaux ont maintenu leurs engagements" mais il attend "un geste symbolique des intentions réelles des religieuses, notamment le retrait de la croix qu'elles ont dressée, il y a plusieurs mois, sur l'emplacement même du couvent actuel et au-dessus du camp d'Auschwitz"³³. Des incidents éclatent même, le 14 juillet, entre une délégation de juifs américains et des ouvriers travaillant dans le carmel. Finalement, à la date limite, les carmélites n'ont pas déménagé. Dès lors, l'affaire est en marche.

Théo Klein en appelle au Pape et préconise un gel des relations (colloques, séminaires, etc.) entre juifs et catholiques. De son côté, le président du Congrès juif, M. Lionel Kopelowitz, affirme qu'un tel retard "n'entame pas notre détermination de parvenir à la concrétisation des

³¹ Yann Piat affirme à propos de Jean-Marie Le Pen qu'un "homme public devrait savoir ménager ses propos". Elle sera finalement exclue, avec François Bachelot et Pascal Arrighi, du parti frontiste.

³² Voir *Le Monde*, 4-5 septembre 1988.

accords de Genève. Notre vigilance demeurera constante jusqu'à ce que la dernière nonne ait quitté le bâtiment où les nazis entreposaient le gaz Zyklon-B³⁴. Le 10 août, le Cardinal de Cracovie, Franciszek Macharski, un des négociateurs de l'accord de Genève, annonce que l'Eglise ne respectera pas les engagements qu'elle a pris au sujet du carmel d'Auschwitz, suite au regain de tension entre l'Eglise catholique et la communauté juive internationale. Pourtant, le Cardinal Decourtray affirme que "les décisions de Genève ne seront pas remises en cause. Un accord oblige ceux qui les signent. (...) Nous continuerons à tout faire pour que le dialogue inauguré sous le signe de l'accord de Genève se poursuive. Nous avons besoin de respect pour ne pas porter atteinte à la mémoire d'Auschwitz"³⁵. La polémique entre les deux communautés est désormais bien engagée. C'est l'intervention du Cardinal Glemp, le 26 août, qui va véritablement mettre le feu aux poudres. Il y tient un discours de fermeté et fait référence à l'influence des juifs dans les média et aux sentiments anti-polonais de ceux-ci:

Les 12 et 17 août 1989, le cardinal Glemp, archevêque de Cracovie, a tenu deux discours dans lesquels il a exprimé sa colère contre le peuple juif. Nous avons péché envers le peuple juif mais nous aimerions dire aujourd'hui: "Cher peuple juif, ne nous parlez pas en position de nation qui se dresse contre toutes les autres et n'imposez pas de conditions impossibles à remplir. Ne voyez-vous pas, peuple juif estimé, que des déclarations contre les nonnes carmélites aigrissent les sentiments de tous les Polonais et violent notre souveraineté acquise au prix de telles douleurs? Votre pouvoir réside dans les mass média à votre disposition. Ne les laissez pas répandre un esprit anti-polonais. Voici peu, sept juifs new-yorkais ont lancé une attaque contre le couvent (...) N'appellez pas ces agresseurs des héros"³⁶.

Dans un entretien avec le quotidien italien *La Repubblica*, le primat polonais met en cause la compétence des négociateurs catholiques et demande une renégociation des accords sans en exclure les Polonais. A la même période, et à propos de cette affaire, Jacques Lanzmann, le frère du cinéaste Claude, affirme que "si les carmélites d'Auschwitz veulent vraiment honorer les millions de morts de la Shoah, et bien qu'elles s'immolent par le feu et le gaz"³⁷. Parallèlement, les cardinaux Decourtray, Danneels et Lustiger, les négociateurs catholiques des accords de Genève, affirment que "les engagements souscrits doivent être tenus"³⁸.

³³ Voir *Le Monde*, 17 juin 1989.

³⁴ Voir *Le Monde*, 22-23 juillet 1989.

³⁵ Ibid.

³⁶ Voir *Le Monde*, 29 août 1989.

³⁷ Cité par Michel Fromentoux, "L'Eglise catholique agressée", *Aspects de la France*, n 2107, 31 août 1989, p.7.

³⁸ Voir *Le Monde*, 5 septembre 1989.

Enfin, le Vatican met fin, le 19 septembre, à la polémique et aux tergiversations en tranchant en faveur des négociateurs juifs et catholiques qui, depuis quatre ans, ont tout tenté pour sortir de l'impasse. Les carmélites devront quitter l'ancien théâtre du camp d'Auschwitz et s'installer, au-delà du périmètre de la mort, dans un centre de prière, d'information et de rencontres sur la Shoah. Cette décision satisfait évidemment les négociateurs et les organisations juives. Le 21 septembre, Mgr. Glemp se rallie à la position du Vatican. Le 24 septembre, le Cardinal Macharski autorise le transfert du carmel.

9. L'affaire Autant-Lara (août-septembre 1989)

Les 12 et 17 août 1989, le cinéaste Claude Autant-Lara, élu en 9ème position sur la liste du Front National et de Jean-Marie Le Pen le 18 juin de la même année, lors des élections parlementaires européennes, accorde un entretien téléphonique à un journaliste du journal *Globe*. Il s'exprime en des termes très crus sur les juifs, Simone Veil et la Shoah. Il précise qu'il défend les idées du Front National "car c'est malheureusement le seul parti qui fasse un peu de travail de défense de la France, de la francité et de la culture nationale... La gauche actuelle étant dominée par la juiverie cinématographique internationale, par le cosmopolitisme et par l'internationalisme"³⁹. Mais l'existence de la Shoah est aussi ouvertement mise en doute. Les allusions "révisionnistes" se mêlent aux remarques antisémites:

Que vous le vouliez ou non, elle [Simone Veil] fait partie d'une ethnie qui est une ethnie politique qui essaie de s'implanter et de dominer. (...) Oh, elle joue de la mandoline avec ça. Mais elle est revenue, hein? Elle se porte bien... Bon, alors, quand on me parle de génocide, je dis en tout cas, ils ont raté la mère Veil. (...) Oui, évidemment, quand on regarde les choses d'un peu près, on voit bien qu'on est bourré d'histoires, de mensonges... Auschwitz... Le génocide, on n'en sait trop rien. Le prétendu génocide... Personne ne parle du génocide des Indiens par les Américains. N'est pas génocide qui veut! (...) Je suis antisémite quand ils se conduisent mal et philosémites quand ils se conduisent bien. Malheureusement, il n'y en a pas beaucoup qui se conduisent bien⁴⁰.

³⁹ Claude Autant-Lara, "Entretien: Claude Autant-Lara encore plus loin que Le Pen", *Globe*, septembre 1989, p. 57.

⁴⁰ Ibid.

Le ton général n'est pas sans rappeler celui de Louis Darquier de Pellepoix au moment de son entretien pour *L'Express* en 1978. L'affaire fait grand bruit, d'autant plus que l'existence de cet entretien est mise à jour avant la parution du numéro de *Globe* en question, ce qui assure à ce dernier de très forts chiffres de vente. Le ministre de la justice décide alors d'engager des poursuites contre le cinéaste. La seule défense de ce dernier est de contester les conditions de l'entretien. Celui-ci a été fait par téléphone et n'a pas reçu l'aval du cinéaste. Claude Autant-Lara confirme cependant ses propos et démissionne peu après de son poste de député européen. Le parti frontiste tente bien de couvrir Claude Autant-Lara en dénonçant, lui aussi, les conditions de l'entretien. Cependant, il n'y a pas soutien officiel du Front National et les remarques "révisionnistes" ne sont pas commentées. Le parti frontiste précise bien que Claude Autant-Lara n'est pas adhérent de son organisation ce qui explique d'ailleurs qu'il soit tombé dans un tel piège. Selon Jean-Marie Le Pen, qui s'exprime le 9 septembre sur F.R.3 Dijon, "la mise en cause de Mme Veil est tout à fait critiquable". Cette dernière a eu "une position digne" en s'abstenant "de commenter" et "tout cela ne mérite pas ces remous politiques et médiatiques, car il y a en France des problèmes beaucoup plus importants"⁴¹. Claude Autant-Lara est finalement inculpé d'incitation à la haine raciale, de diffamation à caractère racial et de complicité d'injures raciales, le 13 octobre, à Grasse.

10. L'agression de Robert Faurisson (septembre 1989)

Le 16 septembre 1989, Robert Faurisson, le chef de file des "révisionnistes" français, est agressé par trois jeunes gens qui le frappent au visage dans un parc de Vichy, ville où il réside. Il est admis peu après à l'hôpital civil, puis transféré au centre hospitalier universitaire de Clermont-Ferrand, et son état est jugé sérieux. L'agression a été particulièrement violente. Robert Faurisson souffre d'une fracture de la mâchoire et doit subir une intervention chirurgicale de près de quatre heures. L'agression est revendiquée par l'association "Les fils de la mémoire juive", une organisation jusqu'alors quasiment inconnue. Elle envoie un communiqué à l'Agence France Presse pour expliquer son geste. Ce sont bien entendu les

⁴¹ Voir *Le Monde*, 11 septembre 1989.

activités et les écrits "révisionnistes" de Robert Faurisson qui sont visés à travers cette agression:

Ce matin à 9h30, trois militants de l'association "Les fils de la mémoire juive" ont corrigé le négateur Faurisson, à Vichy, dans le parc de la ville. Cet individu est à l'origine, par ses mensonges, de l'affaire du carmel d'Auschwitz, qui divise gravement les communautés juive et catholique. Nous avons voulu, par ce geste symbolique, montrer que la communauté juive ne se laisse pas faire. Que les négateurs de la Shoah soient prudents. Mentir ne pourra plus se faire impunément⁴².

La L.I.C.R.A. et le maire de Vichy, Claude Malhuret, condamnent sans réserve cette agression, tout comme *Le Monde* qui la juge "inadmissible"⁴³. Jean Kahn, le président du C.R.I.F. condamne "les actes de violence et ceux qui veulent se faire justice eux-mêmes"⁴⁴. Seule Béate Klarsfeld, la célèbre chasseuse de nazis, semble soutenir et justifier cet acte en affirmant qu'il n'y a rien "de plus normal que quelques jeunes se soient peut-être mis en colère et aient essayé de donner une leçon à Faurisson"⁴⁵. En réalité, cette affaire a surtout pour conséquence de faire passer les "révisionnistes" pour des victimes, ce qui les arrange bien. Aux yeux de certains, de tels agissements ne font que démontrer le bien fondé des thèses et des travaux de Robert Faurisson et de ses amis. Cette agression renforce ainsi la motivation de leurs partisans et de leurs défenseurs. Par association, elle relance aussi le débat sur la liberté d'expression que les "révisionnistes" les plus célèbres n'ont cessé de demander depuis des années.

11. L'affaire Notin (février-mars 90)

Economies et Sociétés est une revue scientifique publiée par l'Institut des Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées, organisme supposé politiquement et idéologiquement neutre. Daté d'août 1989 mais imprimé en janvier 1990, un numéro Hors-Série de cette revue va susciter une forte polémique. Ce numéro spécial s'intitule "La France vassale". Le ton général de ce numéro est fortement anti-américain, sans l'être de manière outrageuse. Il contient un article de Bernard Notin, maître de conférence à l'université de

⁴² Voir *Le Monde*, 18 septembre 1989.

⁴³ Voir *Le Monde*, 19 septembre 1989.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

Lyon-III, intitulé "Le rôle des média dans la vassalisation nationale: omnipotence ou impuissance?"⁴⁶. Cet article est un réquisitoire contre l'univers médiatique, ses sophismes et son inculture. Les exemples qu'il avance pour argumenter sa thèse sont variés. A propos de l'un d'eux, Bernard Notin n'hésite pas à suggérer que les chambres à gaz nazies n'auraient pas existé:

Le réel passe en jugement devant l'irréel. Le thème, historique, des chambres à gaz homicides est très révélateur de ce procès. Les preuves proposées pour en démontrer l'existence évoluent au gré des circonstances et des époques, mais s'extraient d'une boîte à malice contenant trois tiroirs. Tout en bas: la visite des locaux (peu crédibles). Au milieu: l'affirmation des vainqueurs (elles ont existé). En haut: les on-dit (histoire de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme...). Au total, on en postule l'existence, et qu'importe la réalité de cette réalité. On reconnaîtra là le fondement de toute tyrannie⁴⁷.

De tels propos, dans une revue comme celle-ci, surprennent. Venant de Bernard Notin, la surprise s'estompe, celui-ci n'ayant jamais fait mystère de ses engagements intellectuels et politiques. Membre du comité de rédaction de la revue *Nouvelle Ecole* du G.R.E.C.E. d'Alain de Benoist, il est aussi membre du conseil scientifique du Front National créé en 1989. Cette structure est censée éclairer et conseiller le président frontiste, Jean-Marie Le Pen, et sa direction sur les grandes questions de société ainsi que sur les problèmes économiques et sociaux en France et dans le monde. Les réactions de protestation sont vives, particulièrement à Lyon, où Michel Noir, maire R.P.R. de la ville, affirme qu'il est "hors de question que nous donnions de nouveaux locaux à l'Université Jean Moulin, si devaient continuer à y enseigner les Notin et autres falsificateurs de l'histoire"⁴⁸. Dès lors, l'affaire Notin marque surtout le coup d'envoi d'une année où les débats relatifs à la question de la Shoah et des thèses "révisionnistes" vont se multiplier dans les médias français.

Finalement, la section disciplinaire du conseil d'administration de l'Université Jean Moulin (Lyon-III) suspend, le 18 juillet, Bernard Notin de toute fonction d'enseignement et de recherche au sein de l'université. Elle annonce qu'il subira une "privation de la moitié de son traitement" pendant cette période, traitement qui s'élève selon l'intéressé à 17.500 francs par

⁴⁶ Bernard Notin, "Le rôle des média dans la vassalisation nationale: omnipotence ou impuissance?", *Economies et Sociétés*, août 1989, pp. 117-133.

⁴⁷ Ibid., p. 121.

⁴⁸ Voir *Le Monde*, 3 mai 1990.

mois. A travers l'exemple de Bernard Notin, les "révisionnistes" passent à nouveau pour les victimes d'une censure officielle.

12. La polémique suscitée par la loi Gayssot (février-août 1990)

L'affaire de la profanation du cimetière de Carpentras éclate, en France, en juin 1990. Des tombes d'un cimetière juif ont été profanées et un cadavre a même été empalé. La veille au soir, Le Pen était l'invité de *Questions à Domicile*, l'émission politique de T.F.1. Certains commentateurs estiment que le lien de causalité entre ces deux événements est évident (ce qui sera finalement démenti). Nombre d'hommes politiques, d'intellectuels et de journalistes vont présenter ces agissements comme la menace d'un retour du racisme et de l'antisémitisme en France. C'est dans cette atmosphère que le député communiste Jean-Louis Gayssot dépose, soutenu par le gouvernement socialiste de Michel Rocard, un projet de loi tentant d'éviter et de réprimer sévèrement une potentielle recrudescence du racisme et de l'antisémitisme en France. A l'époque, la loi Pleven, datant de 1972, condamne déjà les actes, discours ou attitudes racistes, antisémites ou xénophobes. Ce nouveau projet de loi est censé la renforcer. De manière générale et en dehors de l'extrême droite, les avis concernant ce nouveau projet de loi sont partagés. L'opinion publique et les médias la soutiennent même si certains la jugent peu différente de la loi Pleven et estiment qu'elle sera difficile à appliquer. Le point qui provoque le plus d'agitation et de polémiques, est l'article 9. Cet article concerne l'expression publique d'opinions et de convictions "révisionnistes":

Seront punis des peines prévues ceux qui auront contesté (...) par des écrits, imprimés, dessins (...) ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés (...) soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle (...) l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg⁴⁹.

Ce volet "révisionniste" de la loi est montré du doigt et dénoncé par une large partie des observateurs. Il est aussi critiqué par la majorité des historiens, qui y voit un moyen de mettre

⁴⁹ Journal Officiel. Extraits de l'article 9 de la loi numéro 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste ou xénophobe.

en place une vérité historique officielle contraire aux fondements mêmes d'une matière scientifique et aux recherches qu'elle implique. L'historienne Madeleine Rebérioux argumente cette critique dans le journal *Le Monde*. Elle écrit que cet article 9 "confie à la loi ce qui est de l'ordre du normatif et au juge chargé de son application la charge de dire la vérité en histoire alors que l'idée de vérité historique récuse toute autorité officielle"⁵⁰. L'extrême droite dans son ensemble s'oppose violemment à cette loi, et en particulier à l'article 9. Un point concentre toutes les attaques. L'article 9 s'appuie sur les jugements du tribunal de Nuremberg, procès des vainqueurs (c'est-à-dire des Alliés et donc aussi des communistes) jugeant les vaincus. Or ce tribunal attribua aux nazis le massacre des officiers polonais de Katyn, qui fut pourtant l'œuvre des Soviétiques, fait aujourd'hui unanimement reconnu. Malgré toutes ces critiques et après bien des polémiques, la loi est finalement votée le 13 juillet 1990. A l'époque, elle est censée mettre un terme au développement des thèses "révisionnistes" en France.

IV. Cinq journaux d'extrême droite

La présentation des journaux va permettre de comprendre l'histoire et l'influence, au sein de l'extrême droite française, des publications étudiées au cours de cette recherche. Elle mettra en lumière le profil et l'orientation idéologique de chacune de ces publications. La détermination de ces profils sera utile à double titre. D'abord, pour savoir si la tendance idéologique supposée de chaque journal est confirmée par nos recherches empiriques sur les affaires de la chronologie. Ensuite, pour déterminer si la position de chaque journal en matière de "révisionnisme" s'explique par cette orientation idéologique spécifique.

⁵⁰ Madeleine Rebérioux, "Contre la loi Gayssot", *Le Monde*, 21 mai 1996.

1. Rivarol

Ce journal hebdomadaire porte le nom du contre-révolutionnaire français Antoine de Rivarol (1753-1801). Sur la période de cette recherche, il paraît chaque semaine sous la direction de Camille-Marie Galic et se définit comme "l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne". Il est fondé par René Malliavin, conseiller juridique de l'Agence inter-France sous l'Occupation, en janvier 1951, qui le dirige jusqu'en 1970. Au moment de sa création, le journal a pour objectifs la réhabilitation des idées et des hommes de Vichy et l'obtention d'une amnistie en leur faveur. Entre 1973 et 1983, le journal est dirigé par Maurice Gait, un ancien commissaire de la jeunesse de Vichy. *Rivarol* se distingue par un antigaulisme prononcé et défend vigoureusement l'Algérie française lors de la crise algérienne. Le journal connaît d'ailleurs son âge d'or entre 1958 et 1962.

Après la guerre d'Algérie, *Rivarol* adopte une approche idéologique plus extrême et se radicalise pour aboutir à la défense du nationalisme européen. Cette évolution se traduit par l'arrivée d'anciens journalistes de l'organe nazi *Je suis partout*, notamment l'écrivain Lucien Rebatet. Son arrivée provoque le départ de Jean Madiran, personnage dont nous reparlerons à propos de *Présent*. L'orientation du journal est désormais ouvertement néo-fasciste et proche des idées national-socialistes. Dans les années 70, *Rivarol* se rapproche d'Ordre Nouveau et François Duprat devient un collaborateur régulier du journal.

Rivarol est ouvertement antisémite et dénonce régulièrement la place des juifs dans la vie politique française et dans la société en général. Mais cet antisémitisme d'influence maurrassienne et économique se double de références à un antisémitisme racial proche de celui défendu par les collaborationnistes français pendant la Seconde Guerre mondiale, et dont Rebatet était d'ailleurs une des principales personnalités. Si *Rivarol* se distingue, dans les années 60, et en particulier lors de la Guerre des Six jours, par des positions pro-israéliennes, le journal offre cependant une tribune à des antisionistes comme Maurice Bardèche et François Duprat. Dans un premier temps, Israël est perçu comme un bastion contre le communisme, mais le discours est mal vécu par une grande partie des lecteurs. Progressivement, le journal adopte une position assez radicalement anti-israélienne et antisioniste. En matière de "révisionnisme", *Rivarol* publie en 1962 des articles de Paul Rassinier (sous le pseudonyme de Jean-Pierre Bermont) consacrés au procès Eichmann et entre alors dans la catégorie des

journaux qui "ne désapprouvent pas les thèses négationnistes"⁵¹. Dès les années 60, le journal stigmatise "ces six millions de morts remis sur le tapis"⁵². Dans les années 80, le journal va plus loin et publie des articles et une chronique "exterminationniste" signés Robert Faurisson.

Si *Rivarol* est officiellement indépendant du Front National, il y a une évidente sympathie et un soutien non feint pour le mouvement de Jean-Marie Le Pen. Il existe cependant une volonté délibérée de ne pas se mêler de la vie interne du parti. Comme l'explique Jean-Paul Angelelli, collaborateur de *Rivarol* et membre du Front National, "pour qui veut connaître ou suivre l'évolution du Front National, la collection du journal est un outil précieux. Ceci dit, nous ne sommes pas le journal du Front National. (...) Notre sympathie n'empêche ni la lucidité, ni de dire ce qui est notre vérité"⁵³. En termes de tirage, le journal annonçait, en 1989, près de 18.000 exemplaires vendus. En réalité, il ne s'en vend pas plus de 2.000 exemplaires par numéro, malgré l'existence d'une Association des amis de *Rivarol* présidée par Jean-François Chiappe⁵⁴, d'un réseau de correspondants en Suisse, en Belgique et au Québec et d'une petite société de librairie par correspondance, les Editions des Tuileries. Des cinq journaux de cette chronologie, *Rivarol* est incontestablement le journal le plus extrême. Il représente la tendance national-socialiste de l'extrême droite française, la plus ouvertement favorable au socle idéologique collaborationniste.

2. Aspects de la France

Le premier numéro d'*Aspects de la France* paraît le 10 juin 1947, pour réclamer la révision des procès de Charles Maurras et du Maréchal Philippe Pétain. *Aspects de la France* est le journal censé remplacer *L'Action française* après la Seconde Guerre mondiale. Depuis la prison de Clairvaux, Charles Maurras collabore d'ailleurs au journal. Lors de la guerre d'Indochine, *Aspects de la France* lutte contre sa décolonisation et, en 1953-1954, contre la Communauté

⁵¹ V. Igounet, "Négationnisme' et révisionnisme au sein de l'extrême droite française", op. cit., p. 49.

⁵² Etienne Lardenoy, "Quand les pays démocratiques refusaient d'accueillir les juifs qui voulaient échapper à Hitler", *Rivarol*, 12 août 1965, p. 10.

⁵³ Jean-Paul Angelelli dans Jean-Yves Camus, *Le Front National, histoire et analyse*, Paris, P.O.L., 1996, p.179.

⁵⁴ Historien royaliste auteur de plusieurs ouvrages reconnus dont *Louis XVI, La France et le roi: de la restauration à nos jours, 1814-1994*, *Une Histoire de la France* ou *La Vendée en armes*.

Européenne de Défense. Le journal est royaliste, fidèle au principe de "la France seule" et hostile à toute forme de supranationalité. En 1955 est fondée la Restauration nationale, un "centre de propagande royaliste et d'action française", qui s'occupe notamment d'un Institut de politique, et dont *Aspects de la France* devient le journal. Celui-ci a été dirigé successivement par Georges Calzant (1947-1962), Xavier Vallat (1962-1966) et Pierre Pujo⁵⁵ (depuis février 1966).

Charles Maurras demeure la référence ultime du journal, tant dans le domaine intellectuel que d'un point de vue politique. *Aspects de la France* se veut le défenseur d'une monarchie restaurant les libertés provinciales, les droits des corporations et les corps intermédiaires. Il défend un nationalisme intégral. Il est favorable aux idées contre-révolutionnaires et dénonce l'état de décadence dans lequel se trouve aujourd'hui la société française, et la démocratie dans son ensemble. Lors de la Guerre d'Algérie, le journal tire entre 20.000 et 25.000 exemplaires. Il est hostile à l'indépendance algérienne et au retour du général de Gaulle. Cette question aboutit à deux scissions, et à la création du journal la *Nation française*. Deux autres scissions suivront dans les années 70 et affaibliront la Restauration nationale⁵⁶ et, avec elle, l'audience d'*Aspects de la France*.

En matière d'antisémitisme, *Aspects de la France* adopte une position qui découle de son adhésion au nationalisme intégral. Il dénonce la place et l'influence des juifs dans les sphères dirigeantes et dans les milieux économiques et financiers en France. La place des juifs est souvent jugée disproportionnée. Surtout, le journal continue à considérer les juifs comme un "ennemi intérieur".

Le journal et la Restauration nationale participent régulièrement à des manifestations organisées sous le parrainage du Front National (fêtes Bleu-Blanc-Rouge, manifestations en l'honneur de Jeanne d'Arc). *Aspects de la France* diffuse les thèses frontistes et soutient régulièrement le parti de Jean-Marie Le Pen. Pierre Pujo résume les liens entre son journal et le parti frontiste de la façon suivante: "Ces relations se placent toujours sous le signe du compromis nationaliste, ce qui signifie que sur un point précis, sur une cause déterminée, nous

⁵⁵ Pierre Pujo est le fils de Maurice Pujo, le co-fondateur du Comité d'Action française en 1898.

⁵⁶ Même si la Restauration nationale demeure active par la suite sur certains dossiers spécifiques comme l'avortement.

apportons notre appui aux initiatives bénéfiques pour la France venant des partis ou des politiciens, sans pour autant partager leurs idées sur d'autres plans (...) ce compromis nationaliste, L'Action française n'a cessé de le pratiquer tout au long de son histoire, notamment durant les deux guerres mondiales et pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie"⁵⁷. Le journal est donc indépendant du Front National et n'hésite pas, dans certains cas, à critiquer une stratégie ou un point de détail donné.

3. Minute

Minute est fondé en 1962 par Jean-François Devay, à la suite de l'indépendance de l'Algérie. Favorable à l'Algérie française, le journal se présente comme l'organe des pieds noirs rapatriés et des antigauillistes. A cette époque, *Minute* cherche à attirer les électeurs potentiels de la droite parlementaire. Son ton est volontairement provocateur et il dénonce inlassablement les scandales réels, ou supposés, touchant le monde politique et financier français. Le journal symbolise le comportement protestataire de droite. Il se concentre sur les thèmes de l'immigration et de la sécurité. Il dénonce les politiciens au pouvoir dont il stigmatise le manque de morale et d'honnêteté.

Minute est, à la fois, anti-gauilliste, anti-arabe et anticommuniste. Lors de la Guerre des Six jours, il adopte une attitude pro-israélienne qui "n'est pas forcément appréciée par tous les mouvements nationaux"⁵⁸. En matière d'antisémitisme, le journal dénonce l'influence et la place des juifs dans les scandales qui éclaboussent la vie politique et économique française. Le poids de la communauté juive dans la société française est jugée disproportionnée. En 1986 se produit un changement d'actionnaires. Une scission dans la rédaction provoque le départ du noyau dur de la rédaction (qui crée alors *Le Choc du Mois*). D'une diffusion de 200.000 à son apogée, *Minute* passe à 30.000 exemplaires. Au cours de cette période, l'approche du journal devient plus modérée et le ton moins virulent, en particulier vis-à-vis des juifs. Après le dépôt de bilan de 1990, et la reprise par Serge Martinez, les allusions antisémites et les opinions anti-israéliennes se font cependant à nouveau plus nombreuses. La ligne de conduite du journal

⁵⁷ P. Pujo, "Le 'compromis nationaliste' de 1987", *Aspects de la France*, n.1980, 15 janvier 1987, p. I.

⁵⁸ F. Duprat, *Les Mouvements d'extrême droite en France*, Paris, Albatros, 1972, p. 216.

semble incertaine et varie dans le temps. Le 1er janvier 1993, les nouveaux problèmes financiers du journal amènent au rachat du titre par Gérard Penciolelli, un ancien d'Ordre Nouveau et du P.F.N. (Parti des Forces Nouvelles).

En matière de "révisionnisme", *Minute* ne s'est, semble-t-il, jamais distingué pour ses positions extrêmes. Pourtant, François Brigneau ou Alain Renault, personnages connus pour leurs signes de soutien et parfois d'adhésion aux thèses "révisionnistes" sont, à une certaine période (fin des années 70, début des années 80), des collaborateurs réguliers et influents du journal. De même, la virulence de ton de journalistes comme Serge de Beketch ou Alain Sanders peut laisser envisager quelques prises de position musclées en la matière.

Minute est indépendant du Front National. Mais comme les autres publications, il est, depuis sa création, très proche du parti frontiste et le soutient dans ses initiatives. Nul organe de presse n'a plus fait pour diffuser les principales idées du parti frontistes. Pourtant, la montée du parti frontiste s'est accompagnée d'un déclin des ventes pour le journal, ce qui explique les différents rachats. A l'extrême droite, *Minute* est le journal français qui représente le mieux le courant national-populiste. Son orientation idéologique est dès lors moins évidente et moins tranchée que dans les cas de *Rivarol* ou d'*Aspects de la France*. Même si, sur la période de la recherche, son audience est bien moindre que dans les années 60 ou 70, il demeure une des publications incontournables de l'extrême droite en France.

4. Présent

Le 22 novembre 1981 paraît le numéro d'essai de la seconde formule quotidienne de *Présent*. Son premier numéro est vendu le 5 janvier 1982. Auparavant, il existait un mensuel⁵⁹ créé par Romain Marie, pseudonyme de Bernard Antony, dans la région de Toulouse. Bernard Antony est à l'origine, avec François Brigneau et Jean Madiran, de la création du quotidien. Mais dès septembre 1982, il s'éloigne du journal préférant le combat politique. François Brigneau quitte son poste en 1986. Considéré par Charles Maurras, à partir de 1943, comme un des espoirs du

⁵⁹ En fait, *Présent*, dans sa version régionale, paraît plutôt tous les deux mois, et non tous les mois.

mouvement monarchiste et un des continuateurs de son œuvre⁶⁰, Jean Madiran est le véritable inspirateur et initiateur de l'orientation idéologique du journal et le "principal théoricien laïque de l'intégrisme catholique"⁶¹. Engagé dans la Révolution nationale, et au côté des vaincus au moment de l'Épuration, Jean Madiran estime qu'il existe toujours un camp des proscrits. Pendant la guerre, il anime, dans le sud ouest, des revues qui s'inspirent de la doctrine et de la pensée de l'Action française comme *France*, *Grande France* ou les *Nouveaux Cahiers de France*, sous le nom de Jean Arfel⁶². Il est un des principaux chefs de file d'un catholicisme intransigeant et hostile au progressisme dans l'Église. Malgré ses références maurrassiennes, il plaide avant tout pour une primauté du spirituel. *Présent* n'est d'ailleurs pas un journal de stricte obédience maurrassienne comme *Aspects de la France*.

Présent a joué un rôle essentiel dans la structuration du catholicisme traditionnel. Le journal représente la frange des catholiques intégristes restée fidèle à l'Église romaine au moment de l'excommunication du mouvement "lefebvrisme" par le Vatican⁶³. Le thème principal du journal est la lutte contre la déchristianisation et le renversement du pouvoir spirituel de l'Église en France. *Présent* se veut un journal de contre-révolution. Il s'oppose à la révolte contre le droit naturel, contre les droits de Dieu, que représentent la philosophie des lumières et les Droits de l'Homme. La devise du journal est "Dieu-Famille-Patrie" et des formules comme la "France aux Français" ou "travail-famille-patrie" reviennent régulièrement. Sa principale mission est la lutte contre "la décadence socialo-libérale, contre le génocide français"⁶⁴. La référence au mythe du complot et la lutte contre le communisme sont également largement privilégiées. Sur la période de notre chronologie, le journal, vendu en kiosque, compte près de 8.000 abonnés et sa position vis-à-vis du Front National est clairement définie par Jean Madiran. Il affirme, en 1995, que "*Présent* soutient le combat politique du F.N. (...) on ne peut pas dire qu'il défende

⁶⁰ Jean Madiran rencontre Charles Maurras en 1943, à Pau, et donne ensuite des articles à *L'Action française*. Il intervient encore en avril 1944, à Lyon, au Congrès des Étudiants de l'Action française. Maurras et Jean Ousset le voit alors comme une des futures figures du mouvement.

⁶¹ J.-Y. Camus, R. Monzat, op. cit., p. 64.

⁶² Voir Y.-M. Hilaire, Jacques Prévotat, "Vichy et Londres: la rentrée des catholiques en politique" dans G. Cholvy, Y.-M. Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine 1880-1930*, tome 3, Toulouse, Privat, 1988, p. 81.

⁶³ En 1988, *Présent* refuse d'avaliser les sacres d'Ecône.

⁶⁴ Yves Daoudal, "'Présent' et le Front", *Présent*, n.3000, 19 janvier 1994, p. 5.

les idées du F.N., il n'en est aucunement le disciple" même si "*Présent* défend sur des points politiques essentiels les mêmes idées que le F.N."⁶⁵.

En matière d'antisémitisme, *Présent* fait preuve d'un intérêt assez obsessionnel pour la communauté juive et son influence supposée. Son antisémitisme est d'influence maurrassienne mais il est aussi attaché à l'antijudaïsme catholique. Le juif est présenté comme la "fortune anonyme et vagabonde" parmi les groupes hostiles à l'identité chrétienne. *Présent* estime que le judaïsme est un des facteurs de subversion et de décomposition de l'identité française. Le journal est également obsédé par l'Internationale juive et par l'influence supposée de la communauté juive. Il questionne la fidélité des juifs à la France et dénonce leurs liens avec Israël. Bernard Antony résume bien la position du journal en la matière:

Il y a, il y a eu et il y aura, tant que le monde sera monde, un problème juif. Les juifs sont au centre de l'histoire (...) Le monde moderne est, d'une certaine manière, caractérisé par une nouvelle intrusion du phénomène juif. Les juifs sont au centre de nos débats contemporains: Marx et Rothschild sont un peu les deux faces de la même médaille. (...) Nous ne pensons pas que ce fut une bonne chose que de créer cet état [Israël] au nom d'un quelconque droit historique des juifs (...) Mais le rayer de la carte du monde reviendrait à créer des problèmes bien plus graves que ceux posés par son existence. (...) Un autre aspect du problème juif est la tendance qu'ont les juifs à occuper tous les postes-clés des nations occidentales⁶⁶.

Présent n'est pas réputé comme un journal qui soutient ou adhère au "révisionnisme". Bernard Antony a pourtant tenu des propos *relativistes* dans le mensuel régional *Présent* qui servit de modèle à la création du quotidien⁶⁷. Il s'oppose d'ailleurs vigoureusement à un statut spécial de la Shoah et défend fermement l'idée que "le communisme est bien pire et beaucoup plus dangereux que l'hitlérisme"⁶⁸.

⁶⁵ J. Madiran, "Gaubert confirme ses aveux précédents: il veut faire disparaître le quotidien *Présent*", *Présent*, n 3443, 20 octobre 1995, p. 2.

⁶⁶ Romain Marie, "Justice pour 156 millions de morts", *Présent*, février 1979, pp. 2-3.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ "Nos quatorze revendications", *Itinéraires*, février 1983, p. 59. Citation reprise de Soljénitsyne.

5. National Hebdo

Le premier numéro de *National Hebdo* paraît le 11 mai 1984. Il succède au *National* créé par le Front National en 1974. La création de *National Hebdo* répond à la volonté du parti de Jean-Marie Le Pen de se doter d'un vrai journal. De 1984 à 1987, c'est "le journal officiel de Jean-Marie Le Pen". De 1987 à 1988, c'est "le journal officiel du Front National". Il abandonne ensuite cet attribut, ce qui lui permet d'adopter une ligne beaucoup plus radicale, sans compromettre le mouvement. La majorité des collaborateurs du journal possède cependant sa carte du parti frontiste.

National Hebdo représente la tendance national-populaire de l'extrême droite. Il sert de point de liaison entre le Front National et les groupuscules extrémistes nationalistes et assume, ouvertement dans la plupart des cas, l'héritage des partis de la collaboration. Son discours est très populiste, le journal refusant tout compromis avec la droite parlementaire. C'est en tout cas l'orientation que Roland Gaucher donne au journal à partir de juin 1983⁶⁹ jusqu'à son éviction du journal en 1993. Les "Journées culturelles de *National Hebdo*" sont le symbole de ce rôle de pont que joue le journal entre le Front National et les mouvements plus extrêmes. Chroniquement déficitaire, *National Hebdo* vend en moyenne 10.000 exemplaires par numéro et possède entre 6.000 et 7.000 abonnés. Au plus fort, en 1985, le journal se vendait à 12.000 exemplaires.

L'antisémitisme n'est pas oublié dans les colonnes de *National Hebdo*, notamment sous la plume d'auteurs comme Henri Coston⁷⁰ ou François Brigneau, qui rejoint le journal en 1987. Un antisémitisme principalement économique et social qui dénonce la place et l'influence des juifs dans les milieux financiers, artistiques et médiatiques français. Mais des accents d'un antisémitisme catholique, et même racial, sont aussi présents dans certains articles et chez certains auteurs. L'idée d'un complot explicitement juif est régulièrement utilisée pour expliquer tel ou tel scandale. Aux "Journées culturelles de *National Hebdo*", en 1992, il était possible de

⁶⁹ Voir J.-Y. Camus, R. Monzat, op. cit., pp. 83-84.

⁷⁰ Activiste antisémite français célèbre, Henri Coston dénonce inlassablement l'influence souterraine des juifs et des franc-maçons dans le monde des affaires et de la finance. Il est notamment l'auteur d'un *Dictionnaire des dynasties bourgeoises et du monde des affaires* (Paris, A. Moreau, 1975) et d'une *Encyclopédie des pseudonymes* (Paris, Faits et documents, 1993-1994)

se procurer *Les Protocoles des sages de Sion* et le journal conseille régulièrement à ses lecteurs les librairies dans lesquelles se procurer ce type d'ouvrages.

En matière de "révisionnisme", *National Hebdo* n'hésite pas à soutenir les "révisionnistes" quand ceux-ci sont attaqués. François Duprat a d'ailleurs fait partie de l'équipe du *National*. Jusqu'à sa mort en 1978, dans un attentat à la voiture piégée, il est un des membres du comité de rédaction du journal. L'éloge funèbre de François Duprat laisse peu de doutes quant aux convictions "révisionnistes" de l'ancêtre de *National Hebdo*. Ouvertement antisémite, l'article attribue la responsabilité de l'attentat contre Duprat aux juifs et aux Israéliens en raison des convictions *négationnistes* du disparu et affirme qu'il continuera le combat de l'historien:

Et puis enfin, pour mieux conditionner encore nos concitoyens, il y avait tous ces tabous hérités du second conflit mondial. En tant qu'historien soucieux de la vérité historique, tes patientes études t'avaient amené à remettre en question ces "mensonges nourriciers", à t'attaquer à tous ces tabous et préjugés grâce auxquels l'ennemi a réussi, depuis plus de trente ans, à imposer son exécration domination. Tu faisais partie de ce qu'il est convenu d'appeler l'école historique "révisionniste" et, naturellement, tu te trouvais en relation avec d'autres écrivains de même tendance (...) Aujourd'hui où tout le monde a à la bouche le mot de "liberté", c'est par l'interdit (Bardèche), les procès (Rassinier), et enfin à coups de bombes (Duprat) que certains prétendent réfuter une thèse d'histoire (...) Sache en tous cas que tu n'es pas mort pour rien, car nous reprenons le flambeau. Ton œuvre sera poursuivie!"⁷¹

Sur les années de la chronologie, la position de *National Hebdo* vis-à-vis des thèses "révisionnistes" reste peu étudiée, même si la sympathie pour le "révisionnisme" d'une personnalité comme François Brigneau est connue. L'orientation stratégique du journal en direction des courants les plus extrémistes et la nature de ses liens avec le parti frontiste seront des éléments clés pour déterminer cette position.

⁷¹ Article non signé, "Hommage à François Duprat", *Le National*, n.7, avril 1978, pp. 10-11.

SECONDE PARTIE: REACTIONS DE LA PRESSE D'EXTREME DROITE AUX AFFAIRES "REVISIONNISTES"

Cette partie a pour objectif de mettre à jour les réactions des journaux d'extrême droite face aux différentes affaires "révisionnistes". La méthode consiste à citer les extraits les plus pertinents d'articles commentant ces événements et à les analyser, en mettant en lumière leurs différences de fond et de forme. Il s'agit donc d'un commentaire de textes visant à éclairer les raisons pour lesquelles tel ou tel commentaire est fait, à justifier telle ou telle prise de position... Cette partie permettra ainsi de déterminer les positions des journaux et leur stratégie particulière vis-à-vis du "révisionnisme". A ce stade de la recherche, il faut faire face à deux impératifs. Le premier sera de juger ce qui est écrit sans se laisser aller à des interprétations abusives. Le second consistera à cerner le sens caché de certains commentaires, d'expliquer, par une mise en perspective pertinente, le sens profond des articles. La distinction entre discours *négationnistes* et discours *relativistes* ne sera pas toujours évidente et explicite. Dans ces cas-là, le contexte et les propos déjà tenus par l'auteur de l'article seront à prendre en considération. Techniquement, l'ordre de la chronologie mise en place dans la partie précédente sera conservé. Certaines affaires se chevauchent dans le temps, comme l'affaire Faurisson et la diffusion d'*Holocauste*. Certains articles seront par conséquent cités plusieurs fois.

CHAPITRE TROIS. DE L'AFFAIRE DARQUIER DE PELLEPOIX A L'AFFAIRE CHOMSKY (1978-1981)

Ce chapitre sera consacré aux quatre premières affaires de la chronologie, c'est-à-dire les affaires Darquier de Pellepoix, Faurisson, *Holocauste* et Chomsky. Pourquoi traiter ces quatre affaires séparément du reste? La première raison tient dans l'absence de commentaires de *Présent* et de *National Hebdo* pour ces quatre affaires, en raison de leur date de création. La seconde tient dans la chronologie elle-même. Si la fin des années 70 et le tout début des années 80 donnent lieu à plusieurs affaires "révisionnistes" majeures, il faut attendre 1986 pour retrouver une polémique touchant au "révisionnisme". Or cette longue période, pendant laquelle on ne parle pas du "révisionnisme", marque un changement d'approche. En 1980, le "révisionnisme" est un phénomène nouveau pour la majorité des observateurs, à l'extrême droite comme ailleurs, et les réactions des journaux reflètent cette réalité. Dans la seconde moitié des années 80, le phénomène est désormais connu et les journaux ont adopté une stratégie beaucoup plus définie pour le commenter.

I. L'affaire Darquier de Pellepoix (octobre-novembre 1978)

Rivarol

Rivarol s'interroge sur le but véritable de cet entretien : "Si Louis Darquier du Pellepoix est un "gâteux" (...), pourquoi diable donner tant d'importance à ses propos? Et si, au contraire, ses déclarations sont explosives au point de faire quasiment chanceler la France officielle, pourquoi avoir tant tardé à les publier?"¹. *Rivarol* décrit Darquier de Pellepoix comme quelqu'un

¹ *Rivarol*, "L'affaire en question", *Rivarol*, n.1448, 9 novembre 1978, p. 6.

"ravagé par la maladie, à moitié sourd et aveugle". Le journal suggère que l'entretien n'a pas eu lieu et que toute cette polémique est une machination pour réaliser une opération promotionnelle de grande envergure pour vendre des livres concernant les juifs. Darquier de Pellepoix est simplement la victime de cette machination: "M. Ganier-Raymond est un 'auteur Ballard'. M. Jean François Revel est directeur de collection chez Laffont. Or André Ballard s'apprête à publier le 'Juif Süss' et Laffont 'sort' 'Holocauste' (...) l'ancien Commissaire aux Questions Juives n'aurait été que l'instrument de l'opération promotionnelle du siècle"². Selon *Rivarol*, cette affaire cache quelque chose de plus grave: la mise à l'honneur de terroristes communistes français de la Seconde Guerre mondiale, dont beaucoup étaient juifs. Le journal estime que les juifs sont fortement liés aux communistes, et que, comme eux, ils ne sont pas vraiment français. Ils feront donc toujours passer leur attachement à la communauté juive (et à Israël) avant leur appartenance à la France:

L'affaire Darquier de Pellepoix a eu aussi pour conséquence de donner plus d'éclat à l'inauguration solennelle, le 4 novembre, au cimetière d'Ivry, d'une stèle de pierre rouge (...) pour rappeler l'exécution des vingt-deux terroristes –dont onze juifs– de "l'Affiche rouge". (...) S'ils commirent de nombreux attentats à la bombe, firent dérailler des trains en n'épargnant pas les Français, ils (...) entendaient ainsi prouver leur attachement à leur seconde patrie asservie³.

Le journal émet à nouveau un doute sur la véracité des propos de Darquier de Pellepoix affirmant "qu'au moment de l'interview, Louis Darquier de Pellepoix se trouvait dans un état physique et intellectuel déficient –une infirmière lui est sans cesse attachée– est-il sûr qu'il ait vraiment tenu *tous* les propos que lui prête aujourd'hui son interlocuteur?"⁴ L'auteur de l'article constate que les principaux intervenants dans cette affaire ne discutent pas le chiffre de six millions de morts mais critique ce qu'il considère comme une exagération des réactions juives au sujet de la Shoah, une mise en lumière excessive de leurs souffrances aux dépens de l'unité des Français:

Ne désirant point s'aventurer sur le terrain des six millions de morts, certains commentateurs objectent –à juste titre– que le nombre ne change rien à l'affaire et que le crime resterait aussi impardonnable que si les victimes ne s'étaient point comptées par millions. Mais alors pourquoi en "rajouter" sur l'âge de Simone Veil [ministre de la santé du gouvernement Barre] quand elle fut déportée? (...) Détails, sans doute, mais

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ Ibid.

détails gênants, quand on prétend sacrifier la paix civile d'un pays à la vérité historique⁵.

Rivarol se dit prêt à nier la Shoah si les communistes continuent de mentir à propos de leurs crimes. De cette façon, le journal *relativise* la Shoah en utilisant les mensonges des communistes comme prétexte à sa prise de position (si les communistes n'admettent pas leurs meurtres alors je n'admets pas les meurtres nazis). En outre, le journal estime que les crimes nazis sont montrés du doigt parce qu'ils ont été commis par des Allemands d'extrême droite. Il rejette l'idée que la Shoah ait une telle importance parce que les juifs étaient les persécutés. Il n'appuie donc pas son raisonnement sur une critique de la spécificité du peuple juif:

Personne ne croit aux chiffres fournis par l'ancien Commissaire aux Questions Juives, ni à son ignorance quant au sort réservé aux déportés. (...) pourquoi admettre l'existence des camps de concentration quand (...) J. Jurquet, secrétaire général du P.C. marxiste-léniniste "français" jure (...) que les Khmers Rouges n'ont procédé à *aucune* exécution de masse? Tout se passe de plus en plus, décidément, comme si l'importance des victimes ne dépendait pas de leur propre origine, mais de la nationalité et de la couleur politique de leurs bourreaux⁶.

Dans un autre article, *Rivarol* voit à nouveau une machination communiste dans le but de servir leurs intérêts politiques du moment: "Troublante, l'affaire Darquier, venant à point nommé pour favoriser la vaste manœuvre des communistes, à la veille du grand débat européen..."⁷ Quelques jours plus tard, *Rivarol* questionne les conditions de cet entretien. Le titre de l'article est révélateur: "De mieux en mieux: Darquier n'avait pas été interviewé". Camille-Marie Galic remet encore une fois en doute la véracité de certains propos tenus par Darquier de Pellepoix et attaque le journaliste et son travail. Elle souligne la complicité de *L'Express* pour bien montrer que les média sont derrière toute cette affaire:

Car si nous nous interrogeons, le 9 novembre, sur le sérieux journalistique de Philippe Ganier-Raymond, (...), Ivan Levai [journaliste juif sur Europe 1] donne sur les conditions de l'interview des détails tout simplement ahurissants. (...) Surtout, il ne s'agit nullement d'une interview, puisque le magnétophone avait été sciemment dissimulé, mais d'une conversation privée, c'est-à-dire une chose dont la déontologie interdit formellement à tout journaliste digne de ce nom de faire un usage public. (...) Si, extradé, Darquier de Pellepoix comparait devant un tribunal ad hoc pour

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

⁷ Article non signé, "Agression et riposte", *Rivarol*, n.1449, 16 novembre 1978, p. 4.

apologie du racisme et crime de collaboration, *L'Express* serait-il également jugé (et condamné) pour complicité? (...) Nous serions tentés de répondre par l'affirmative⁸.

Aspects de la France

Pierre Pujo estime que cette affaire est avant tout une opération politique et que *L'Express* devrait être poursuivi par la justice. Il y a ici un habile renversement. Pujo s'offusque que la publication de tels propos puissent rester impunie alors qu'il existe pourtant la loi Pleven qui condamne ce type de propos. Pourtant, *Aspects de la France* l'a toujours combattue parce qu'il l'estime directement dirigée contre lui. Surtout, Pujo estime que la publication de cet entretien de Darquier de Pellepoix d'une teneur extrême est un prétexte permettant aux autorités de perpétuer une version mensongère de l'histoire de France:

C'est à ne plus rien comprendre aux lois sur la presse... Le directeur d'une publication est toujours jugé co-responsable des articles qu'il fait paraître (...) En "ressuscitant" l'ancien commissaire aux Affaires Juives, *L'Express* a réalisé une opération publicitaire et politique, on ne voit pourquoi il échapperait à l'application de la loi. Sinon, il faut admettre qu'en France on peut tout publier, y compris des excitations à la haine raciale ou des appels aux crimes, sans encourir la moindre sanction. (...) A moins que pour certains, les outrances d'un Darquier soient utiles au maintien des thèses officielles, que détruirait une émission objective sur le Maréchal. Les Français ne doivent pas connaître leur véritable histoire⁹.

Pierre Juhel affirme la réalité des crimes nazis et présente Darquier de Pellepoix comme un "médiocre". Juhel croit en la véracité de la Shoah et pense que Darquier de Pellepoix s'imaginer combattre les mensonges ennemis en tenant de tels propos. Il dédramatise ainsi ces derniers en tentant de montrer qu'ils n'ont, ni la portée, ni l'importance, qu'on leur attribue:

Le peu d'intelligence, la vanité et la paresse du personnage, (...) Je ne pense pas que Darquier ait jamais mesuré la portée des textes qu'il signait, des décisions qu'il était censé avoir prises. Pas davantage, il n'eut l'idée de faire l'effort d'aller voir sur place comment tout cela se traduisait dans les faits. (...) Ce médiocre n'est sans doute jamais allé chercher plus loin que ce qu'il lui était dit par ceux qui agissaient sous son couvert. C'est pourquoi, je ne crois pas qu'il ait "menti" en niant les crimes monstrueux dont la

⁸ Camille-Marie Galic, "De mieux en mieux: Darquier n'avait pas été interviewé", *Rivarol*, n.1449, 16 novembre 1978, p. 4.

⁹ P. Pujo, "Le maréchal interdit d'antenne!", *Aspects de la France*, n.1572, 9 novembre 78, p. 4.

réalité n'a été que trop établie: il n'y a rien d'autre là, pour lui, que fabulation de ses ennemis¹⁰.

Minute

Le journal présente Darquier de Pellepoix comme un infirme, de manière à émettre des doutes sur l'authenticité de ses propos et sur la menace qu'il représente en matière d'antisémitisme. Darquier n'a donc pas pu tenir les propos qu'on lui reproche:

La base de ce tapage et de ces cris d'alarme? Les déclarations effectivement folles d'un vieillard de 80 ans, pratiquement agonisant, réfugié en Espagne depuis trente-quatre ans et ayant toujours été connu, même et surtout de ses proches, comme un dangereux agité. (...) Quant aux conditions dans lesquelles s'est déroulé l'interview, il est impossible aujourd'hui d'avoir une réponse claire de Darquier, qui dit seulement ne pas arriver à se souvenir de la façon dont tout cela s'est passé. (...) De l'avis de ses proches, l'ancien commissaire aux Questions Juives avait juré de ne plus parler de ce qui s'était passé pendant la guerre¹¹.

Le journal s'interroge aussi sur les raisons pour lesquelles un tel document (qu'il place entre guillemets pour remettre encore en doute sa validité) n'est publié qu'aujourd'hui. La raison tient dans la proximité du soixantième anniversaire de la fin de la Grande Guerre. La publication tardive de cette interview est une machination pour faire capoter la réconciliation entre les Français. Cette manœuvre, en grande partie communiste et relayée par les "média et les organes de presse", va surtout provoquer une crainte injustifiée d'une nouvelle montée d'antisémitisme qui pourrait mettre en danger l'unité du pays:

Ce qui est à bien remarquer, en revanche, c'est la date de son interview. Celle-ci est recueillie durant l'été dernier. Elle ne sera publiée par *L'Express* que le 28 octobre. Si l'on jugeait ce "document" si explosif ou même utile à connaître, pourquoi avoir attendu si longtemps? (...) N'aurait-on pas craint dans certains milieux à l'approche du 11 novembre (...) un geste d'apaisement présidentiel quant aux séquelles de la dernière [guerre] continuant d'empoisonner les relations entre Français? (...) Mais il demeure âprement combattu –et même semble-t-il redouté– par d'autres milieux. A commencer par les communistes. (...) Car il est une autre chose, bien peu nécessaire pour notre équilibre national (...) non pas l'antisémitisme mais la psychose de l'antisémitisme.

¹⁰ Pierre Juhel, "Le cas Darquier", *Aspects de la France*, n.1572, 9 novembre 78, p. 5.

¹¹ Article non signé, "Sourd, paralysé et presque aveugle... l'antisémite de choc de *L'Express* n'est plus qu'un mort vivant", *Minute*, n.864, 1er au 7 novembre 1978, pp. 4-5.

Joyeusement véhiculée par de multiples radios et organes de presse. Le seul point à peu près cocasse est que (...) certains vont jusqu'à mettre en accusation *L'Express*, hebdomadaire récemment racheté par M. Goldsmith et M. Servan-Schreiber¹².

Dans le numéro du 8 au 14 novembre 1978, *Minute* consacre un long dossier à cette affaire et titre en première page, "Où sont les antisémites?". L'auteur de "Sans haine et sans complexe" juge étrange qu'une telle interview provoque des réactions aussi excessives de la part de la presse et des politiques et pense qu'une telle polémique a été volontairement créée pour faire oublier les vrais problèmes internes et internationaux touchant la France. Il met en doute les propos de Darquier de Pellepoix et les conditions dans lesquelles ils ont été recueillis. Cette affaire est une machination savamment organisée pour empêcher la réconciliation de tous les Français que *Minute* appelle de ses vœux:

Un tohu-bohu dont l'excès même rend suspectes les intentions de ceux qui le croit salutaire. A l'heure même où s'amoncellent sur nos têtes les nuages d'une tempête sociale (...) où les remous monétaires peuvent déboucher sur une crise mondiale, (...) rien apparemment n'a paru plus important, dans notre hexagone, que les radotations d'un égotant, provocation dernière dont on aimerait savoir dans quelles conditions exactes elle lui a été arrachée. (...) Presse et radio s'empressent de clameurs hystériques; l'Assemblée s'agite; le Président de la République s'émeut (...) Personne ne nous fera croire pourtant, que la peste brune a, de nouveau, envahi nos cités. Et qu'il aura suffi d'une interview de *L'Express*, puissamment épaulé il est vrai par la réaction de Mme Simone Veil, pour mettre le pays sans dessus-dessous. Nous voyons bien en revanche, à qui profite le tumulte. (...) Un exutoire retrouvé pour ses haines jamais éteintes, son refus obstiné d'une nécessaire réconciliation nationale. (...) à force d'évoquer les vieux démons, il arrive qu'ils se réveillent¹³.

Dans un second temps, le journal s'attaque directement au sujet de l'histoire et à la façon dont elle est présentée. Selon l'auteur de l'article, l'histoire est enseignée par des gens qui ne l'ont pas vécue et qui en donnent une version manichéenne, dans laquelle les Français sont tous des collaborateurs. Il revendique une réalité beaucoup plus complexe. Il ne mentionne cependant pas la Shoah et il n'y a pas de remarque "révisionniste":

Depuis plus de trente ans, un quarteron de ratapoils de bibliothèques s'est arrogé le pouvoir de réécrire à sa façon l'histoire de la tragédie vécue par la France entre 1940 et 1944. Quatre années d'humiliation collective, de souffrances communes, de comportements différents devant le malheur de la patrie. Quatre années qui ne furent ni aussi noires, ni aussi blanches que les professionnels de la désinformation et les étouffeurs patentés s'efforcent de l'inculquer aux nouvelles générations. (...) Tous les

¹² Ibid.

¹³ *Minute*, "Sans haine et sans complexe", *Minute*, n.865, 8 au 14 novembre 1978, p. 2

Français qui ont vécu ces années-là (...) veulent avoir le droit d'en assumer lucidement l'exacte réalité. (...) Un peuple doit pouvoir parler sans haine et sans complexe, s'il ne veut pas laisser répéter à sa jeunesse stupéfaite que la France de ses pères était composée de quarante millions de salauds¹⁴.

Minute estime qu'il est anormal que la lumière soit toujours dirigée vers les seules victimes juives. Et il prend ouvertement parti pour les victimes de l'Épuration. C'est une manière de critiquer cette dernière et son caractère arbitraire. Une manière, aussi, de mettre toutes les victimes sur le même plan et de banaliser la Shoah en la décrivant comme un épisode normal de la guerre. C'est un argument *relativiste* au sens où nous l'étudions, relayé par une demande de mise à jour des crimes communistes:

Au martyrologe, hélas bien réel, des juifs de France victimes de la déportation, s'ajoute aussi un autre, non moins sinistre, mais plus volontiers passé sous silence: les massacrés, les torturés, les fusillés sans jugement de la Libération. Des morts sans importance (...) Nous sommes bien d'accord (...): "Il faut se mobiliser pour briser le mensonge... pour établir la vérité devant le tribunal de l'Histoire". Allons-y et commençons par cette imposture énorme: les communistes et autres amis de l'U.R.S.S., la patrie de l'antisémitisme, braillant plus fort que tout le monde leur indignation. Eux qui continuent à nier le génocide en train de s'accomplir dans l'ancienne Indochine!¹⁵

François Brigneau tente de montrer que l'antisémitisme n'est pas un phénomène nouveau, et qu'il est présent dans tous les milieux politiques. "Il faut bien constater que l'antisémitisme est de tous les pays et de tous les temps. (...) Pour nous en tenir à la France, il est certain que la tradition antisémite est très ancienne"¹⁶. Brigneau cite tous les personnages qui ont été antisémites, en particulier ceux qui ont soutenu le Maréchal Pétain et les lois anti-juives du régime de Vichy. C'est une stratégie pour banaliser l'affaire Darquier. Il fait remarquer que le journal à l'origine de l'entretien de l'ancien commissaire aux Questions Juives est un journal juif et suggère la responsabilité juive dans cette polémique. Brigneau défend surtout la législation de Vichy qui a permis de sauver de nombreux juifs, mais la Shoah n'est jamais évoquée. Il décrit néanmoins les juifs comme une source de décadence et de dépravation morale:

Même des juifs étaient antisémites; (...) "Qui n'est pas antisémite?", on trouve des noms (...) et pas forcément (...) ceux de vieux réacs rancés, (...) On croit toujours que

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ François Brigneau, "Quand tonton d'Ormesson voulait punir Blum", *Minute*, n.865, 8 au 14 novembre 1978, pp. 2-9.

l'antisémitisme est de droite. C'est une illusion commode. Il est partout (...) Mais pour montrer l'existence d'un courant antisémite français qu'il serait trop facile de limiter à Drumont, à Céline ou à Rebatet. (...) si l'on exhume Darquier, si on lui jette, dans le naufrage de sa vieillesse, la bouée en ciment de l'interview de *L'Express*, journal de feu Servan-Schreiber prolongé par Goldsmith (...) Il faut oser dire que l'antisémitisme du gouvernement de Vichy n'a pas empêché un certain nombre de personnes d'y collaborer, que l'on présente actuellement comme bien sous tous les rapports. (...) Ce qu'il y a de plus extraordinaire (...) c'est la haine que les juifs ont pour le Maréchal Pétain. Non seulement, il n'a fait qu'exprimer et légitimer un courant antisémite très répandu alors en France, mais en outre il les a protégés. (...) Dans les pays de l'Europe occupés par l'armée allemande où il n'y avait pas de gouvernement semblable à celui du Maréchal (...) 95% des juifs ont disparu en quatre ans. (...) Mais on peut estimer à 20% le nombre de juifs de France disparus. Le bouclier du Maréchal en a donc sauvé 75%. D'ailleurs ce n'est pas parce que Pétain est arrivé au pouvoir que les juifs ont été décimés! C'est parce qu'en 1940, nous avons perdu la guerre¹⁷.

Brigneau critique la tendance juive à utiliser les malheurs passés pour en tirer profit. Il compare l'extermination des juifs aux morts de l'Épuration et aux victimes des bombardements des Alliés. Il y a volonté manifeste de *relativiser* la Shoah, et cette volonté passe par la mise au même niveau d'autres crimes. Brigneau dit respecter la peine des juifs et semble donc concéder qu'ils ont effectivement souffert un supplice particulier pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais cette remarque est immédiatement associée à quelque chose de négatif, puisqu'il met en garde les juifs contre la nouvelle montée d'antisémitisme que leurs comportements pourraient générer:

Mais c'est pourtant vrai qu'ils sont vite en chaleur, en fièvre, frissonnant de vindicte (...) Comme s'ils avaient le monopole du chagrin français, des flingués du petit matin, cassés en deux sous les rafales françaises, et tous les autres morts, les pauvres morts inutiles, les 100.000 morts assassinés de la Libération (...) et les écrabouillés des bombardements libérateurs (...) qui s'en souvient? (...) qui ose dire qu'ils ont été victimes des bombardements anglo-américains? (...) Je m'incline, et qui ne s'inclinerait pas devant les morts juifs de la guerre. Je comprends parfaitement que la peine demeure (...) quoique trente trois ans se soient déjà écoulés. (...) Je trouve qu'il y a dans ce tumulte et ce déferlement un réflexe normal et qui se conçoit très bien, il y en a un autre qui me déplaît. A entendre ces clameurs, à voir ces visages déformés, on a envie de dire: "Quand même ne poussez pas, n'en rajoutez pas, c'est aussi comme ça qu'on fait des antisémites"¹⁸.

Minute développe aussi la thèse selon laquelle l'affaire Darquier aurait surtout servi à renforcer la censure à la télévision française. Le gouvernement français serait aux ordres d'associations

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

juives. L'auteur de l'article estime que l'histoire telle qu'elle est enseignée de nos jours donne une image manichéenne de la réalité:

Une des premières retombées de l'affaire Darquier? Une véritable censure à la télévision. (...) La lettre que Raymond Barre a envoyé la semaine dernière aux dirigeants des chaînes de télévision n'est ni plus, ni moins qu'une invitation à proscrire les émissions qui pourraient attirer les foudres de la L.I.C.A. (...) Etrange conception de l'Histoire! Mais alors qu'on aille jusqu'au bout. Que l'on interdise d'écran tout ce qui s'est passé entre 1940 et 1944 (...) Dans le même temps, on ne recule pas devant une diffamation à répétition et à sens unique –c'est à dire toujours dirigée vers la droite¹⁹.

Dans l'article "Tout, tout, tout sur le nazi!", cette affaire est à nouveau présentée comme un prétexte pour faire croire à un retour du nazisme. C'est une machination visant à effrayer l'opinion publique. *Minute* affirme que les média et les communistes sont à l'origine de cette manipulation. Le journal accuse les communistes d'être les vrais antisémites (à l'image de la politique antisémite de Moscou) et leur reproche de faire passer les intérêts de l'U.R.S.S. avant ceux de la France:

On nous avait tout caché, sans doute par timidité de ce qu'on appelle les média (...) La peste brune est parmi nous (...) Heureusement que certains esprits lucides veillent sur notre santé morale et s'emploient à déjouer les pièges infernaux du national-socialisme (...) Décidément, le nazisme a la vie dure et on ne sait pas où s'arrêteront ses affligeants exploits: en France, leur parti le mieux structuré, généralement aligné sur un pays où la persécution anti-juive est érigée en dogme et dont la capitale est Moscou, ne multiplie-t-il pas les attaques abjectes contre un grand patriote accusé de faire le jeu du judéo-capitalisme?²⁰

Dans "Les invraisemblances de l'interview Darquier", *Minute* revient, à nouveau, sur les conditions de l'interview. Rien n'est laissé au hasard et l'auteur de l'article cherche à montrer que l'ancien commissaire aux Questions Juives n'a pas tenu ses propos. Pour le journal cet entretien était un piège, une machination. Elle ne s'est pas faite dans des conditions normales et la rédaction finale a été arrangée avec la fille de Darquier de Pellepoix qui déteste son père. Le journal d'extrême droite doute donc fortement de l'authenticité de ce texte et s'étonne qu'on puisse l'exploiter de la sorte:

Il soutient en effet que Darquier "avait toute sa tête", alors que des témoins proches affirment eux, que le vieillard était entré en état de semi-gatisme à la suite d'une crise survenue le 22 mai dernier très précisément. (...) Ganier-Raymond reconnaît qu'il y a eu

¹⁹ Article non signé, "Et maintenant on coupe la télé", *Minute*, n.865, 8 au 14 novembre 1978, p. 7.

²⁰ A. D. G., "Tout, tout, tout sur le nazi!", *Minute*, n.865, 8 au 14 novembre 1978, p. 8.

tentative de "piégeage" de l'ancien commissaire aux Affaires Juives (...) Alors, de deux choses l'une: ou l'ancien commissaire aux Affaires Juives était assez lucide pour s'exprimer "pendant deux heures" (...) Ou bien, il était hors d'état de s'en apercevoir et, à ce moment, que peut-on penser des propos qui lui ont été prêtés? (...) Ce journal [*Le Monde*] a en effet publié en février 1972 une interview de Darquier (...) Or chose pour le moins curieuse, l'ancien commissaire aux Affaires Juives y tient des propos forts modérés (...) Certains continuent d'exploiter "l'affaire" avec une ardeur suspecte (...) Puisqu'une enquête est ouverte à la suite des plaintes portées contre Darquier de Pellepoix, elle doit d'abord établir le degré d'authenticité du texte²¹.

Pour argumenter cette thèse de la machination, *Minute* remarque que cette affaire Darquier va permettre de faire la promotion d'un livre sur les juifs: "Encore une coïncidence! Au moment où éclate l'affaire Darquier de Pellepoix paraît une superbe édition du *Juif Süß*"²². Gilles Lhote se félicite des conclusions obtenues par le journaliste de *Minute* parti en Espagne vérifier les conditions de l'entretien. Son rapport confirme que Darquier de Pellepoix n'a pas pu donner d'interview: "Le médecin de Darquier est donc formel: son malade n'a pas pu tenir les propos qui lui sont prêtés de façon lucide. Ce sont donc les divagations d'un vieillard très gravement malade et ayant perdu ses facultés intellectuelles que *L'Express* a recueillies comme un 'entretien'"²³. Pour Lhote, "il est tout de même troublant que certains aient cherché à déchaîner une chasse aux sorcières, du seul fait de la publication des propos d'un malade mental, enregistrés de façon invérifiable et 'mis au point' par la suite"²⁴. Une fois de plus, l'idée d'une machination est privilégiée.

²¹ Article non signé, "Les invraisemblances de l'interview de Darquier", *Minute*, n.866, 15 au 21 novembre 1978, pp. 4-6.

²² Article non signé, "Une réédition qui tombe à pic", *Minute*, n.866, 15 au 21 novembre 1978, p. 6.

²³ Gilles Lhote, "Au moment de l'interview, il était en état de démence sénile!", *Minute*, n.868, 29 novembre au 5 décembre 1978, pp. 8-9.

²⁴ Ibid.

II. L'affaire Faurisson (décembre 1978-janvier 1979)

Rivarol

Même si *Rivarol* affirme qu'il est du droit de chacun de s'opposer aux thèses de Robert Faurisson, le journal prend la défense de ce dernier dans l'article intitulé "'L'affaire' continue". Le journal présente la description des camps de concentration allemands comme le "travail" de l'intelligentsia issue des pays alliés et communistes. Il émet ainsi un doute sur sa véracité. Le journal opère aussi un renversement des rôles, puisqu'il suggère, ironiquement, que ce sont les historiens officiels qui contestent l'interprétation historique de Faurisson (alors qu'en réalité, c'est l'inverse qui se passe). Le ton général de l'article témoigne d'une approche *relativiste*:

On peut, certes, critiquer ou condamner telle ou telle prise de position de Robert Faurisson sur les camps de concentration allemands et sur la description qui en a été faite par les journalistes, les historiens ou les politiciens après la victoire des démocraties de l'Ouest unies au totalitarisme de l'Est. Les considérations du jeune professeur ne datent pas d'aujourd'hui et leur auteur ne demande qu'à en discuter avec des "contestataires" de bonne foi²⁵.

Rivarol constate que, jusqu'à présent, Robert Faurisson n'avait jamais eu de problèmes avec son "révisionnisme", tant sur le plan privé que sur le plan professionnel. Cette polémique n'est donc qu'une tentative pour faire planer l'ombre du nazisme sur ses travaux. Et toute cette machination, cette "campagne systématique", ne sert qu'une cause, l'antiracisme et ceux qui le défendent.

Aspects de la France

Quelques mois plus tard, un groupe d'une trentaine d'historiens fait, suite à l'affaire Faurisson, une déclaration qui réaffirme l'existence de la Shoah. Commentant cette initiative, *Aspects de la France* soulève certaines questions. L'auteur opère un parallèle avec les pyramides, dont les

²⁵ Article non signé, "'L'affaire' continue", *Rivarol*, n.1450, 23 novembre 1978, p. 2.

historiens avancent au sujet de leur construction des explications techniques irréalistes, alors qu'elles sont pourtant une réalité. Il émet ainsi l'idée que les détails techniques des chambres à gaz restent ignorés par les historiens officiels. Pourtant, il ne tire pas les mêmes conclusions que Faurisson et met simplement en doute le sérieux et l'approche des historiens. Il n'y a pas de jugement de fond ou de défense des thèses "révisionnistes":

Une bonne trentaine d'historiens a signé un texte sur la réalité des chambres au Zyklon-B sous le régime nazi. Avec cette affirmation péremptoire: "Il ne faut pas se demander comment un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu". Les historiens ont raison de ne pas se mêler de technique, comme le prouvent par exemple, leurs explications farfelues sur l'érection des pyramides. Et qui pourtant existent²⁶.

Minute

François Brigneau estime que le débat qui va suivre la diffusion d'*Holocauste* doit permettre de donner la parole aux "révisionnistes". Ironiquement, il avance qu'un tel débat permettra de montrer aux "révisionnistes" leurs erreurs. Brigneau est du côté des "révisionnistes" et croit en leurs thèses. L'expression "vérité officielle" le montre clairement. Brigneau pense que la Shoah est à la fois un mythe (il parle de "démythification") et un sujet tabou. Il sait aussi qu'un débat permettrait aux "révisionnistes" d'avoir accès au grand public et instillerait le doute dans l'esprit de beaucoup de gens, même s'il ne parvenait pas à les convaincre. Il semble décrire les débats de manière neutre, mais le ton général paraît favorable aux thèses "révisionnistes":

On va pouvoir examiner les faits et les chiffres, comparer les témoignages, les soumettre à l'examen critique, règle d'or des historiens sortis de l'Université française, entendre les avis différents, assister à la démonstration du vrai et du faux, bref, obtenir les preuves de ce que fut la réalité, donc la vérité. (...) Comme ces gens [les "révisionnistes"] contestent la vérité officielle, la nuancent ou la rectifient, ce sera le moment de leur apporter, publiquement, la preuve irréfutable de leurs erreurs²⁷.

Brigneau revient aussi plus précisément sur le travail de Robert Faurisson. Il ne soutient pas ouvertement ses idées. Pourtant, il fait tout pour les présenter de la manière la plus positive

²⁶ Le veilleur de jour, "De ma fenêtre", *Aspects de la France*, n.1589, 8 mars 1979, p. 3.

²⁷ F. Brigneau, "Lettre ouverte au président d'Antenne 2. Je suis pour *Holocauste* aux 'Dossiers de l'Ecran'", *Minute*, n.869, 6 au 12 décembre 1978, pp. 12-13.

possible, soulignant le sérieux et la durée de ses recherches. C'est une façon de mettre en avant la crédibilité des thèses "révisionnistes". Son discours est clairement *négationniste*. Brigneau tend à dépolitiser le phénomène "révisionniste", et à lui donner une allure de démonstration historique neutre. Il accuse le gouvernement d'avoir suspendu Faurisson. Il fait ainsi passer l'idée d'une persécution des autorités envers un seul homme, détenant la vérité, et attaqué pour cette raison:

Simplement, M. Faurisson après dix-huit années d'études, d'enquêtes, de recoupements et de recherches prétend avoir acquis la conviction que les thèses établies à Nuremberg sur les chambres à gaz, la Solution finale etc... ne sont pas exactes. Il le dit non pas devant sa classe mais dans le privé. (...) Mais pour le gouvernement, il suffisait que M. Faurisson le crut et ne s'en cacha point. Il l'a illico suspendu. Le plus curieux, dans cette affaire, c'est que M. Faurisson n'a rien d'un affreux fachos. Ce n'est pas un nazi nostalgique (...) Il serait plutôt du style "Droits de l'Homme" et *Libération* (...) si l'on veut établir à tout jamais une vérité à laquelle tous les Français puissent croire, il importe qu'aux tenants des thèses officielles sur la déportation et l'extermination soient opposés, et en nombre égal, pas un contre dix, bien sûr, votre loyauté ne le permettrait pas, les tenants de thèses différentes, considérées aujourd'hui comme sacrilèges²⁸.

Finalement, Brigneau propose d'inviter un certain nombre de "révisionnistes" à ce débat. Son choix se compose notamment de Robert Faurisson et de Maurice Bardèche. Une sélection qui dénote une connaissance et un soutien des principaux auteurs "révisionnistes" et de leurs thèses. Il en résume d'ailleurs les principaux points.

III. La diffusion du feuilleton *Holocauste* (janvier-mars 1979)

Rivarol

Renée Versais dénonce l'action des juifs et le rôle des communistes dans cette opération. Elle dénonce l'action du gouvernement dans le cadre de l'achat de ce film et la forte présence des juifs dans la mise en place de toute cette œuvre. Surtout, elle utilise la vieille idée antisémite de l'appât du gain des juifs pour expliquer cette initiative. Elle précise ainsi que le tournage

d'*Holocauste* eut lieu "sans qu'il fut un instant envisagé de se référer à des documents ou des archives, l'équipe, presque entièrement juive, réalisait 150 kilomètres de pellicule pour une dépense de six millions de dollars, soient 25 millions de francs lourds... qui allait rapporter des milliards"²⁹. Le tout semble organisé comme un complot d'assez grande envergure. Versais y voit une initiative sioniste, affirmant, qu'avec ce film, "on ferait ainsi d'une pierre deux coups: on renforcerait la haine rétrospective envers les nazis et l'on servirait la cause sioniste". Ouvertement, elle ne nie rien mais le ton général de l'article est *relativiste*. Même si c'est avant tout la propagande communiste qu'elle dénonce:

Les jeunes surtout voulaient en savoir plus, si les Allemands contemporains de Hitler étaient au courant. S'ils avaient été réellement complices (...) "Je n'en ai rien su bien que je sois demeuré trois ans à l'Est." (...) dans la région où était situé le camp d'Auschwitz. Notons à ce propos que, la même semaine, a été commémorée la libération de ce camp par l'Armée rouge... dont les sentiments humanitaires sont bien connus. Le premier soin du commandement soviétique avait été alors de constituer une commission de propagande, qui proclama sans plus attendre que le nombre des morts avait été supérieur à quatre millions³⁰.

Pour Versais, *Holocauste* cache une opération montée scrupuleusement et visant à empêcher la réconciliation de tous les Français. Les véritables gagnants de toute cette polémique sont les communistes dont les crimes, toujours actuels, restent impunis et sont passés sous silence. La Shoah est dès lors perçue par le public comme le seul véritable crime contre l'humanité:

Le but que d'aucuns avaient fixé en priorité se trouve atteint: trente-quatre ans après, l'année même où les crimes de guerre nazis devaient être prescrits, les anciennes blessures sont ainsi ravivées, (...) pour le plus grand bénéfice du communisme (malgré tous ses crimes non seulement passés mais présents), et de l'idéologie marxiste à laquelle on s'efforce de donner, par comparaison, un "visage humain". Ainsi se trouvent gommés, ou pour le moins "mis entre parenthèses", tous les crimes de guerre, tous les crimes contre l'humanité perpétrés aujourd'hui³¹.

Dans un autre article, Argus estime qu'il faut laisser les "révisionnistes" s'exprimer et opposer leurs arguments aux "historiens officiels". Surtout, il suggère que les "révisionnistes" détiennent certaines vérités. Cependant, Argus ne nie pas ouvertement la Shoah. Mais l'utilisation des expressions "histoire officielle" et "contrevérités et exagérations", au sujet de

²⁸ Ibid.

²⁹ Renée Versais, "Opérations-*Holocauste*", *Rivarol*, n.1460, 1er février 1979, p. 5.

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid.

l'histoire enseignée aujourd'hui et du compte-rendu de la Seconde Guerre mondiale, tend clairement à *relativiser* le génocide des juifs par les nazis:

On ne compte parmi les invités que des tenants de l'histoire officielle.(...) Aucun représentant des organisations maudites mises en cause (...) n'est là pour tenter d'expliquer (...), et surtout de réfuter, les contrevérités, exagérations et jugements manichéistes répandus à loisir par les vainqueurs. (...) On a pu constater une fois de plus ce flagrant "défaut de procédure", lorsque s'agissant du génocide en question, Mme Veil –toujours elle– a défendu la thèse de la spécificité absolue³².

Le *relativisme* d'Argus naît d'une dénonciation de la spécificité de la Shoah. Il ajoute aussi des sous-entendus sur la responsabilité des juifs dans le déclenchement et la poursuite de la guerre avec les nazis. C'est un argument utilisé par beaucoup de "révisionnistes". Plus encore que la spécificité, c'est l'idée, *relativiste*, que la Shoah n'a pas la portée qu'on lui donne, les juifs ayant cherché et mérité leurs problèmes. Il affirme ainsi que "des génocides et des 'holocaustes', il y en a eut à la pelle durant ces dernières décennies, en Afrique comme en Asie, et cela continue. Mais seuls les juifs, qui ne furent jamais opposants à Hitler et dont aucun ne poussa jamais à la guerre, sont tous dans l'absolu et par définition, 'd'innocentes victimes'"³³. Charles Filippi s'interroge sur le statut particulier des victimes juives en les comparant aux victimes allemandes de la guerre tuées par les manœuvres alliées. Il y a mise sur un pied d'égalité de toutes les atrocités de la guerre. Cette démonstration est destinée à *relativiser* la dimension génocidaire de la Shoah. C'est un moyen de suggérer l'inexactitude des récits sur la Seconde Guerre mondiale et de donner une impression de neutralité vis-à-vis des horreurs de la guerre:

Nul ne peut ignorer que les Israélites ne furent pas les seuls à pâtir des horreurs de la guerre et ne sont pas les seules "victimes innocentes" d'un conflit qui a entraîné le déclin de l'Occident. (...) Récemment le *Figaro-magazine* écrivait qu'en février 1945, 135.000 civils allemands "*presque uniquement des femmes, des enfants et des vieillards*" avaient été brûlés vifs à Dresde –ville-hôpital– par des bombes au phosphore made in England³⁴.

³² Argus, "Holocauste", *Rivarol*, n.1466, 15 mars 1979, p. 4.

³³ Ibid.

³⁴ Charles Filippi, "Un gigantesque crématoire pour vivants", *Rivarol*, n.1467, 22 mars 1979, p. 9.

Dans "*Holocauste à sens unique*", l'auteur de l'article accepte le principe d'un tel film, "à condition de ne pas s'arrêter à cette dénonciation univoque du crime institutionnalisé."³⁵ Il estime que les crimes communistes sont, dans leur ensemble, pires que les crimes nazis affirmant que "le crime politique, raciste, idéologique ne sévit plus sous sa ténébreuse défroque nazi, il n'en continue pas moins sa besogne apocalyptique d'ange exterminateur, niché bien au chaud sous les masques sacrés du marxisme-léninisme. 60 millions de morts rien qu'en U.R.S.S."³⁶. Néanmoins son discours n'est pas *relativiste*. Edmond Petit affirme que les scènes les plus fortes du film lui rappellent surtout le massacre de Katyn. C'est un moyen de dénoncer les mensonges et la propagande communistes. Pour Petit, l'antisémitisme qui sévit encore de nos jours en Russie prouve d'ailleurs que ce mensonge perdure: "La construction du mur autour du ghetto de Varsovie rappelle au spectateur le plus distrait un autre mur, beaucoup plus haut et beaucoup plus long, qui entoure Berlin, et que personne n'ose plus critiquer. Les déportations font toujours florès en Russie, ainsi que l'antisémitisme, et il n'est pas jusqu'aux scènes affreuses de la chambre à gaz et de la synagogue brûlée qui ne fassent penser au sinistre charnier de Katyn"³⁷. Mais une des principales critiques concerne le statut injustifié dont jouirait la Shoah. Selon Le veilleur de jour, on ne tient compte que "des holocaustes appliqués au peuple juif"³⁸. Petit se demande d'ailleurs si l'on a bien dit "toute la vérité" dans ce film et regrette le parti pris du réalisateur qui décrit "tous les Allemands comme étant ignobles"³⁹. Il doute donc que le film soit juste et objectif. Il rappelle aussi que toutes ces atrocités n'étaient connues de personne en France et que l'action de Vichy fut la plus efficace. Il y a un renversement des rôles et des responsabilités qui s'apparente à une contestation de l'histoire telle qu'elle est enseignée. Les complices des horreurs nazies ne sont plus le régime de Vichy mais les Alliés. Petit se demande pourquoi rien n'a été fait "pour empêcher ces horreurs? La réponse est tragiquement simple: on en a à peu près rien su (...) Et si même on avait su que les déportés étaient voués à la mort, que pouvait on faire d'autre que d'en cacher le plus possible, alors que tous les Alliés, ignorants ou non, ne faisaient rien du tout?"⁴⁰ Eric Muraise compare

³⁵ J. C., "*Holocauste à sens unique*", *Aspects de la France*, n.1586, 15 février 1979, p. 12.

³⁶ Ibid.

³⁷ Edmond Petit, "La paille... et la poutre", *Aspects de la France*, n.1587, 22 février 1979, p. 10.

³⁸ Le veilleur de jour, "De ma fenêtre", *Aspects de la France*, n.1588, 1^{er} mars 1979, p. 2.

³⁹ E. Petit, "Toute la vérité?", *Aspects de la France*, n.1589, 8 mars 1979, p. 10.

⁴⁰ E. Petit, "Le génocide ignoré", *Aspects de la France*, n.1590, 15 mars 1979, p. 6.

la Shoah et les massacres vendéens de la Révolution. Il stigmatise la différence de traitements de deux événements mais reconnaît, avec l'expression "toutes proportions gardées", leurs différences. Muraise ne dénonce pas la Shoah en tant que génocide mais tente de mettre en lumière le sort des contre-révolutionnaires vendéens. Ce qu'il attaque, c'est l'appât du gain des juifs dont le film *Holocauste* et les demandes de réparations d'Israël à l'Allemagne sont à nouveau la preuve:

"Un tiers du peuple juif a été détruit et un mal immense a été fait à des millions d'êtres innocents" écrivait le gouvernement israélien à l'Allemagne pour réclamer des réparations. Toutes proportions gardées, c'est le cas de la Vendée blanche qui n'a jamais réclamé quoi que ce soit au gouvernement français, même royal. (...) La Vendée attend toujours son monument expiatoire et son film *Holocauste*⁴¹.

Minute

Minute fait un lien entre la polémique de l'affaire Darquier, la campagne pour la diffusion d'*Holocauste* et la publication du livre dont est tiré ce feuillet. Le rôle des médias dans cette action planifiée est directement mis en cause. Le journal critique les personnes qui profitent des douleurs nées des périodes de la "déportation et de la collaboration". Il est à noter qu'*Holocauste* traite de l'extermination des juifs, et non de la Collaboration. Le journal la rajoute et témoigne ainsi d'une volonté d'élargir le débat ouvert par *Holocauste*:

La campagne de publicité orchestrée autour du film américain *Holocauste* que la télévision française s'était jusqu'ici refusée à acheter pour des raisons de prix fort compréhensibles. Campagne qui soit dit en passant réjouit bien l'éditeur Robert Laffont, lequel sortit en novembre juste après l'interview –ô coïncidence– le livre d'Harold Green dont on avait tiré le film. (...) Au même moment, l'interview de Darquier paraît dans *L'Express*, amorçant à grands renforts de médias, une campagne comme nous n'en avons pas connue depuis longtemps. Cela en profitant de l'émotion que suscite (...) la déportation et de la collaboration⁴².

Pierre Bruneau revient, dans deux articles, sur les débats prévus après la projection du film lors de l'émission "Les Dossiers de l'Ecran". A propos de celui consacré à la Solution finale, il constate que les idées "révisionnistes" n'ont pas été prises en compte et que les téléspectateurs

⁴¹ Eric Muraise, "Colonnes infernales", *Aspects de la France*, n.1590, 15 mars 1979, p. 6.

ne pourront pas poser de questions. Il estime que la télévision a ainsi raté la chance d'organiser un débat historique et juste. Surtout, il accrédite la thèse d'une sorte de coup monté afin que la vérité officielle ne soit pas questionnée:

Le second (...) intitulé "La Solution finale" promet d'être plus discutable. Tout d'abord parce qu'il n'y aura dans la quinzaine d'invités présents dans le studio, aucun de ceux que François Brigneau nomme les "tenants des thèses différentes" (...) les téléspectateurs n'ont pas le droit à la parole. (...) Pas question de faire un débat critique. Ce "Dossier de l'écran" doit être exclusivement un témoignage... Ben, voyons. Tout le monde sait que le "témoignage" (...) est un procédé courant et sûr pour faire dire aux gens ce que l'on veut, et rien de plus. (...) Ce qui pouvait être (...) une confrontation de haut niveau sur un sujet encore brûlant tourne, une fois de plus, au débat escamoté⁴³.

François Brigneau estime que le compte-rendu et l'enseignement donnés aujourd'hui des événements de la Seconde Guerre mondiale sont une vision fautive et manichéenne de la réalité. Il pense que ce truquage est volontaire et prend pour preuve les sanctions touchant les "révisionnistes":

Le drame des peuples européens durant la Seconde Guerre mondiale constitue un grand, un terrible sujet. Comme nous nous appliquons depuis trente ans à le truquer (...) il serait grand temps en effet qu'il fut enseigné aux enfants des écoles dans sa complexité sans laquelle il n'est pas de vérité et avec le sérieux que l'on doit à l'Histoire. Cela implique donc qu'on se défende de le réduire au seul drame des juifs⁴⁴.

Brigneau donne des exemples d'implication de juifs dans des mouvements belliqueux ou contestataires. Surtout, il affirme que les organisations juives et certains juifs importants sont à l'origine de la guerre, et donc responsables de leurs propres malheurs; qu'ils ont déclaré la guerre à Hitler et que sa politique anti-juive n'était qu'une politique de réaction à l'ennemi. Brigneau admet que des juifs périrent dans les camps de concentration mais il ne précise pas comment et n'évoque pas les chambres à gaz. Par contre, il considère les tueries de Dresde par les bombardements alliés comme un génocide. Il y a une double stratégie ici: ne pas parler ouvertement de la Shoah; affirmer qu'il y eut un génocide, mais pas celui que l'on croit. Pour Brigneau, les morts de la Shoah sont des victimes comme les autres. Son discours est *relativiste*:

⁴² Article non signé, "Pas d'accord pour *Holocauste* à la télé", *Minute*, n.866, 15 au 21 novembre 1978, pp. 4-5.

⁴³ Pierre Brigneau, "Des barbelés pour le débat d'*Holocauste*", *Minute*, n.875, 17 au 23 janvier 1979, pp. 30-31.

⁴⁴ F. Brigneau, "Les silences d'*Holocauste*", *Minute*, n.880, 21 au 27 février 1979, p. 9.

Et si l'on aborde les persécutions, une précaution essentielle: toujours les effets. Jamais les causes. (...) L'important, c'est de montrer l'Extermination (...) Ce n'est pas d'en rechercher le genèse. (...) Il serait mal venu de dire: "En 1939, Hitler se considéra en guerre avec Israël (le peuple, pas l'Etat, qui n'existait pas encore). D'autant plus que des Israélites très importants la lui avaient solennellement et légèrement déclarée. (...) Hitler traita donc les juifs comme les ressortissants d'un pays ennemi. Dans les territoires occupés, il commença par les contrôler; puis par les arrêter; par s'en servir comme main-d'œuvre, puis par les interner dans des camps de concentration où beaucoup moururent." Cette froideur serait médiocrement appréciée. Elle passerait pour blasphématoire. Il y aurait avantage (...) à la réserver à l'holocauste des populations civiles de Dresde, brûlées au phosphore par les bombes des forteresses volantes des Anglo-Américains⁴⁵.

Brigneau s'interroge sur la façon dont sont morts les juifs détenus dans les camps de concentration et sur leur nombre. Il passe en revue toutes les possibilités et cite les chambres à gaz en dernier. Une telle présentation lui permet de simuler une approche objective et dépassionnée du problème. Il adopte néanmoins une approche ouvertement *relativiste* en affirmant que la Shoah n'est pas ce que l'on croit:

De même, il serait peu délicat d'enquêter sur le nombre exact de juifs morts en déportation. Sur la façon dont ils moururent: maladies, famines, désespoir, mauvais traitement de la part des gardiens de la part des détenus kapos, auxiliaires de ces gardiens, exécutions, chambres à gaz? Sur la fameuse "Solution finale", fameuse mais controversée, puisque nulle trace écrite n'en a été trouvée dans les archives du IIIème Reich, pourtant paperassier. *Holocauste* sur ce point aurait pu être utile en suscitant un débat entre les thèses opposées. On ne l'a pas voulu. Ç'aurait été faire injure aux morts⁴⁶.

De manière générale, Brigneau critique le fait que l'on ne puisse dire du mal des juifs et questionner leur place dans la société. Il estime que les juifs sont responsables de leurs malheurs et que la vérité à ce sujet est dissimulée par un complot. La réalité sur la Shoah est dépendante de facteurs économiques:

Nous n'avons pas le droit de poser des questions –et d'essayer d'y répondre– sur la responsabilité des juifs dans la guerre; sur les causes de l'antisémitisme; sur ce que Rassinier appelait: "le mensonge d'Ulysse"; sur le mystère juif; sur la fantastique puissance juive et même sur ce qu'est un juif (...) Tout de suite, c'est le brouillard, la dissimulation, (...) Nous n'avons même pas le droit de savoir pourquoi *Holocauste* et la phénoménale opération montée autour de lui? Est-ce pour redonner une nouvelle force à ce rôle de victime expiatoire qui a déjà tant rapporté à Israël et à la communauté

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid.

juive? (...) Est-ce pour maintenir l'Allemagne dans un état de culpabilité permanente et non amnistiable?⁴⁷

La semaine suivante, Brigneau juge les réactions à son précédent article excessives et estime qu'elles confirment le bien-fondé de ses critiques. Il revient aussi sur les compensations financières versées par l'Allemagne de L'Ouest à Israël. Brigneau remarque qu'elles sont proportionnelles au nombre de victimes de la Shoah. Les juifs ont donc tout intérêt à gonfler ce chiffre. En outre, Brigneau constate que l'Allemagne de l'Est, pays communiste, ne paye pas de dédommagements financiers à Israël. Selon lui, il existe une raison cachée à cela. Brigneau reprend ainsi à son compte deux arguments "révisionnistes" classiques:

A propos des silences d'*Holocauste* et des mystères de la question juive, je ne me trompais pas en me permettant d'écrire que ce sujet, apparemment fort répandu, était en réalité un sujet tabou. (...) Je citais M. Goldman qui racontait tout ce que l'Etat d'Israël avait tiré de l'Allemagne fédérale. M. Pierre-Bloch junior ignore le propos. Ni le fait que la rançon s'est grossie à mesure que grossissait le nombre de victimes juives de la déportation. (...) comment se fait-il qu'Israël demande tout à l'Allemagne de l'Ouest et rien à l'Allemagne de l'Est? Les Prussiens qui s'y trouvent auraient-ils moins persécuté les juifs que les Bavarois?⁴⁸

Dans "Le grand débat d'*Holocauste*", l'auteur de l'article estime qu'une telle polémique risque de provoquer une montée de l'antisémitisme et du racisme. Il critique l'aspect financier d'une telle opération et l'avance comme une des preuves du complot qu'il dénonce. Le journal attaque aussi le fait que l'on puisse utiliser comme base historique un tel film. Le débat a réaffirmé les tabous liés à l'histoire de cette période. Il ne spécifie pas s'il parle de la Shoah ou de la Seconde Guerre mondiale en général. On ne peut conclure s'il remet en question la véracité de la Shoah. Il revendique plutôt une version moins manichéenne de cette période toute entière:

De démonstration du péril (...) à travers ce que nous sommes bien forcés d'appeler "l'opération *Holocauste*", orchestrée de façon bruyante et gigantesque, des passions et des ressentiments, ces vieux démons, qui ne peuvent causer aucun bien, tant s'en faut, à notre communauté nationale de 1979. C'est parfois en prétendant combattre le racisme qu'on le ressuscite. (...) C'est cela et cela surtout, en passant même sur l'aspect commercial choquant de l'affaire, que nous avons voulu souligner depuis le début. (...) Si d'autre part, nous apportons ces pièces au débat, c'est parce que celui-ci a été littéralement escamoté sur le petit écran. (...) L'Histoire –la vraie– est peut-être une substance explosive, surtout lorsqu'elle est contemporaine, (...) on a escamoté la

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ F. Brigneau, "Je suis devenu le plouc-émissaire", *Minute*, n.878, 7 au 13 mars 1979, pp. 5-6.

discussion, bafouillé dans les tabous, et l'on s'est réfugié dans le maquis impénétrable d'une rhétorique éplorée⁴⁹.

Jacques Isorni⁵⁰ défend l'action et le bilan du Maréchal Pétain. Pétain a fait ce qu'il devait faire et a sauvé le plus grand nombre possible de juifs. Isorni compare le pourcentage de juifs français qui ne sont pas morts dans les camps de concentration allemands avec les chiffres des autres pays d'Europe:

La projection du film *Holocauste* est l'occasion de renouveler les pires accusations contre Philippe Pétain et de travestir une fois de plus l'histoire de France. (...) En réalité, devant la pression la plus inhumaine qu'une nation toute puissante ait pu infliger à un pays vaincu, désarmé, occupé, Pétain a fait tout ce qu'il était humainement et politiquement possible de faire pour protéger les juifs. Il a sauvé le plus de vies possibles. (...) Mais les statistiques (...) parlent haut. Le pourcentage des pertes en France, réfugiés compris est de 30%. (...) En Pologne, le pourcentage est de 84,5%⁵¹.

Isorni s'interroge aussi sur la responsabilité des Alliés dans la poursuite de la Solution finale, au moment même où les Américains gagnent de l'argent en vendant ce film. Il avance ainsi une grille de compréhension qui fait des Alliés les complices de cette extermination car ils en connaissaient l'existence. Les Alliés auraient pu limiter le nombre de victimes de cette tragédie. Les principaux responsables de la Shoah en profitent aujourd'hui. Isorni oppose dès lors la complicité alliée à l'action et au dévouement de Pétain. De cette façon, il retourne les rôles. Les personnes les plus impliquées deviennent les sauveurs, et vice versa:

Et pendant ce temps que faisaient les Alliés? Que faisaient les Américains qui vendent le film *Holocauste* avec leur formidable puissance et leurs grandes vertus? (...) En août 1942, les deux capitales alliées (Londres et Washington) sont averties, dans le plus grand secret, de la création des camps d'extermination (...) L'Amérique et l'Angleterre s'empressent de "mettre l'embargo" sur les informations (...) Elles ont peur que les juifs cherchent refuge auprès d'elles. (...) Les nazis préféraient se débarrasser des juifs, au besoin les vendre, plutôt que de les nourrir ou de les brûler. (...) Ils refusent de lancer des tracts sur l'Allemagne pour avertir le peuple allemand. (...) Ils refusent de bombarder les chambres à gaz d'Auschwitz. (...) L'Holocauste eut été limité, s'ils avaient voulu. Quelle complicité! Décidément j'aime mieux ce "traître" de Pétain, déporté en Allemagne pour résistance⁵².

⁴⁹ Article non signé, "Le grand débat d'*Holocauste*", *Minute*, n.879, 14 au 20 mars 1979, p. 27.

⁵⁰ Jacques Isorni était l'avocat de Philippe Pétain, lors de son procès pour trahison au sortir de la guerre.

⁵¹ J. Isorni, "L'Holocauste, Pétain et les Alliés", *Minute*, n.879, 14 au 20 mars 1979, pp. 29-30.

⁵² Ibid.

IV. L'affaire Faurisson-Chomsky (décembre 1980-janvier 1981)

Rivarol

P. d'A. signe quatre articles pour défendre Chomsky. Ce soutien est un moyen de revendiquer un espace d'expression pour *Rivarol*, et pour les "révisionnistes". Son discours est *négationniste* dans la mesure où il met en avant les thèses "révisionnistes" à travers son argumentation et sa défense de Chomsky:

Mais si Noam Chomsky concède "ne pas savoir grand chose des travaux et des sujets traités par Robert Faurisson", il connaît son argumentation et, surtout ce qui lui tient à cœur, dans cette affaire, c'est de défendre inconditionnellement la liberté d'expression. Telle qu'elle existe aux Etats-Unis...(…) Sur la manière –comparée– dont les choses se passent de l'un et de l'autre côtés de l'Océan, nos censeurs restent obstinément muets. Ils ne commentent pas davantage le jugement de Noam Chomsky sur "certains secteurs de l'intelligentsia française qui ont montré qu'ils n'éprouvaient aucun respect pour les faits ou pour la raison"⁵³.

P. d'A. estime aussi que toute l'agitation provoquée par l'affaire Chomsky-Faurisson, et les propos confus tenus par Chomsky à ce sujet, ont surtout eu pour conséquence de faire la promotion du livre de Faurisson, *Mémoire en défense*: "Si l'on voulait éviter de faire de la 'pub' à l'odieux factum du sinistre Faurisson' –*Mémoire en Défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire*– c'est râpé. (...) il rebondit aujourd'hui avec les déclarations pour le moins embrouillées, du même Chomsky"⁵⁴. P. d'A. rappelle que Chomsky n'a pas "autorisé la publication de ce texte" mais que "cela ne lui déplait pas"⁵⁵. A l'occasion d'une nouvelle interview de Chomsky, P. d'A. constate que celui-ci s'attire les foudres des "censeurs". A nouveau, le traitement dont fait l'objet Chomsky est comparé à celui subi par les "révisionnistes". P. d'A. estime que les convictions des intellectuels "au pouvoir" ne sont pas un gage de vérité. Surtout, il présente les "révisionnistes" comme les seules personnes ouvertes à la discussion et détentrices de la vérité:

Contrairement à ce qu'avaient souhaité et annoncé, un peu hâtivement, les censeurs de la saison, le professeur Noam Chomsky, préface de Robert Faurisson, n'est nullement

⁵³ P. d'A., "Affaire Chomsky-Faurisson", *Rivarol*, n.1554, 18 décembre 1980, p. 5.

⁵⁴ P. d'A., "Chomsky a écrit quoi?", *Rivarol*, n.1555, 25 décembre 1980, p. 4.

⁵⁵ Ibid.

revenu sur ses positions et, à l'occasion (...) il a réitéré sans ambage ses observations qui ont fait scandale parce qu'elles ont le tort insupportable de troubler le confort intellectuel des ennemis de la libre expression, lesquels, tiennent, dans notre intelligentsia, le haut du pavé⁵⁶.

Dans "Affaire Faurisson: nouveaux aveux de Vidal-Naquet", P. d'A. tient un discours *négationniste*. Selon lui, Robert Faurisson a démontré la non-existence des chambres à gaz à Dachau et Buchenwald. Or les arguments concernant Dachau et Buchenwald sont justement les mêmes que ceux concernant Auschwitz. Faurisson a donc raison quand il affirme que les chambres à gaz n'ont pas existé. D'après P. d'A., les spécialistes de la question des chambres à gaz n'ont pas lu les arguments de Faurisson et refusent ses thèses simplement par principe. Les recherches et la documentation des "historiens officiels" ne sont ni suffisantes, ni exactes:

Il [Pierre Vidal-Naquet] y reconnaît, cette fois, au passage que Faurisson n'est guère attaqué quand il montre que (...) les "chambres à gaz" d'extermination de Dachau et Buchenwald n'existaient pas. Or précisément, l'un des principaux arguments de Robert Faurisson dans son récent livre est que les preuves de l'existence des "chambres à gaz" d'Auschwitz et autres camps hors d'Allemagne sont rigoureusement celles-là mêmes qui étaient avancées pour Buchenwald ou Dachau et du jour au lendemain ont été reconnues pure fabrication. Mais a-t-on lu Robert Faurisson?⁵⁷

Pour Jacques Langlois, l'intelligentsia en place va diaboliser Chomsky. "De semaine en semaine, le linguiste américain aggrave son cas (...) loin de faire amende honorable, Chomsky persévère dans l'erreur diabolique"⁵⁸. Langlois dénonce une atmosphère visant à faire de la Shoah le centre de tous les débats. Le principal grief fait à Chomsky est son désintéret affiché pour le génocide nazi. C'est une manière de critiquer le statut particulier dont jouirait la Shoah dans notre société. Langlois met aussi en lumière le risque pris par Chomsky à tenir de tels propos. On retrouve la même logique que pour les reproches faits aux "révisionnistes": pourquoi les "révisionnistes" prennent de tels risques avec leurs carrières et leurs réputations? Parce qu'ils détiennent la vérité et les "risques qu'ils prennent en sont la preuve". Le discours est *négationniste*. Langlois salue d'ailleurs le courage de Chomsky. Cette remarque renforce l'idée que Chomsky a raison puisque son soutien est indépendant des clivages politiques:

Mais il y a plus grave encore. Car l'Holocauste justement, Noam Chomsky s'en tamponne. Et ce qui est plus rare, il n'hésite pas à la dire, et même à le répéter (...)

⁵⁶ P. d'A., "Chomsky persiste et signe", *Rivarol*, n.1559, 22 janvier 1981, p. 10

⁵⁷ P. d'A. "Affaire Faurisson: nouveaux aveux de M. Vidal-Naquet", *Rivarol*, n.1562, 12 février 1981, p. 4.

⁵⁸ Jacques Langlois, "Chomsky a dit quoi?", *Rivarol*, n.1556, 1er janvier 1981, p. 9.

Voilà les propos, sans doute, qui aliéneront à Noam Chomsky, la presque totalité de ses coreligionnaires et s'il espérait qu'un Prix Nobel viendrait un jour couronner ses travaux, il peut, dès aujourd'hui, faire son deuil du travail à Stockholm. Un tel sacrifice et une telle liberté de langage méritent bien un coup de chapeau, même si, sur d'autres sujets (...) Noam Chomsky reste un ennemi politique⁵⁹.

Dans l'article "Ce traître de Chomsky", *Rivarol* confirme l'idée que Noam Chomsky est désormais diabolisé en raison de son soutien à Faurisson et à la liberté d'expression. Chomsky restera longtemps un "paria" aux yeux de l'intelligentsia bien pensante. L'auteur de l'article met aussi en lumière les erreurs que commettent les personnes qui admettent la véracité de la Shoah. Surtout, il affirme que les tenants de l'histoire officielle sont en grande partie responsables, en raison de leurs erreurs, des doutes concernant la véracité de la Shoah. Il *relativise* implicitement la portée de cette dernière:

L'affaire Faurisson continue à faire des vagues et, plus précisément, l'affaire de la préférence de Noam Chomsky contre lequel se déchaînent toujours les plus brillants échantillons de notre intelligentsia (...) Les gardiens du dogme, soyons en sûr, ne sont pas près de lui pardonner ce crime de non-conformisme.(...) "Il y a aussi les aveux de Rudolf Hess qui fut commandant du camp d'Auschwitz." Erreur. Il veut en fait parler de Rudolf Höss. (...) Quand on se réclame de la vérité historique, mieux vaut ne pas brouiller soi-même les cartes⁶⁰.

Aspects de la France ne commente pas cette affaire.

Minute

Robert Faurisson a été invité à une émission radiophonique par Ivan Levi, sur Europe 1, suite à la sortie de son ouvrage *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire*. François Brigneau commente cet entretien et rappelle le statut d'universitaire de Faurisson. Il valorise ainsi la qualité et le sérieux de ses recherches et découvertes. Brigneau réaffirme ses convictions *négationnistes* (le ton ironique de l'expression "bonne nouvelle" le montre bien). Le mensonge de la Shoah existe pour des raisons financières. Brigneau

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Article non signé, "Ce traître de Chomsky", *Rivarol*, n.1557, 8 janvier 1981, p. 6.

s'implique aussi de façon active, puisqu'il indique à ses lecteurs comment se procurer l'ouvrage de Faurisson:

Vous [Ivan Levaï] pouvez être fier de vous. C'est du joli travail de sape. A une heure de très grande écoute, vous avez permis que cet abject individu, paré de quelques titres universitaires même pas obtenus rue Lauriston, vienne informer vos millions d'auditeurs de la bonne nouvelle: les chambres à gaz n'ont jamais existé dans les camps allemands. Il ne s'agit que d'un énorme mensonge. La supercherie du siècle. Et un piège de sous de surcroît. C'est M. Faurisson, maître de conférence, qui le dit au micro. Et qui prétend en apporter la démonstration dans son livre qui paraît cette semaine: *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire* –précédé d'un avis de Noam Chomsky– En vente chez tous les bons libraires. Et chez l'éditeur: "La Vieille Taupe", BP 9805, 75 224 Paris CEDEX 05, 65 F⁶¹.

Brigneau ne cache pas son aversion pour le "juif" Levaï, voyant dans son invitation un piège et dénonçant le pouvoir des juifs dans les média: "Mais il faut bien trouver une explication, si l'on veut comprendre comment et pourquoi un homme comme vous, M. Ivan Levaï, étoile scintillante au firmament de la radiodiffusion ashkénaze, a réussi à faire de la publicité pour l'infâme Faurisson"⁶². Toujours sur le mode ironique, Brigneau remarque que Levaï a accordé très peu de temps à Faurisson. Il accuse les intellectuels et les politiques de vouloir réduire au silence les "révisionnistes". Il se prononce pour leur liberté d'expression. Il amalgame national-socialisme, communisme et démocratie afin de suggérer que, devant la liberté d'expression, ces trois régimes réagissent par la censure. La méthode vise à ternir le communisme et la démocratie et à montrer que les idéologies d'extrême droite (et notamment le national-socialisme) sont en réalité respectables:

Vous n'avez accordé que deux minutes. (...) Deux sur dix, direz-vous c'est une proportion tolérable dans le pâté de l'information objective. (...) Eh bien non! Pas de mollesse en l'occurrence. Pas de demi-mesures. Deux minutes en quatre ans, c'est beaucoup trop. (...) La seule arme efficace, c'est celle du silence. Dans la civilisation du bruit, taire c'est tuer. On écrase. Rien de nouveau sous le soleil. Les nazis brûlent des livres. Les communistes ne les éditent pas. Les démocrates conscients et organisés non plus. Cela avait commencé dès la Libération⁶³.

Brigneau dénonce aussi la responsabilité de Levaï dans une prochaine montée de l'antisémitisme. Il l'associe, avec le frère de Daniel Cohn-Bendit, au "révisionnisme". Les juifs essaient donc de faire du "révisionnisme" un sujet polémique. Pour en tirer ensuite avantage

⁶¹ F. Brigneau, "Lettre ouverte (et attristée) à M. Ivan Levaï", *Minute*, n.976, 24 au 30 décembre 1980, p. 14.

⁶² Ibid.

quand celui-ci est décrié? C'est une idée qui doit effectivement effleurer l'esprit de Brigneau, tant la théorie du complot semble être une des clés de son explication de l'Histoire:

Vous seriez un antisémite sournois que vous n'auriez pas agi autrement. A votre décharge, on pourrait noter que vous n'êtes pas le seul juif compromis dans cette étrange conjuration. En effet, "La Vieille Taupe" est une curieuse officine. Elle s'ancre à l'extrême gauche (...) les intellectuels juifs [la] fréquentent (...) Si l'on écoutait M. Chomsky, Faurisson aurait été invité au débat qui suivit *Holocauste* (...) Mais vous avez préféré ajouter votre complaisance à celle des Cohn-Bendit et Chomsky en l'aggravant du poids considérable d'Europe 1 et de son audience. Avez-vous mesuré la gravité de votre geste, M. Levaï? (...) Il risque de provoquer l'augmentation de l'antisémitisme. Donc des juifs. Puisque M. Sartre, dont la science ne peut être suspecte, affirmait que c'étaient les antisémites qui inventaient les juifs. Leurs croissances ne peuvent donc qu'être parallèles. Ce qui peut être catastrophique pour l'harmonie de la Communauté française. Pensez-y et réparez de votre mieux. A bon entendeur, shalom⁶⁴.

Patrick Buisson revient sur la suspension, par le M.R.A.P. (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), de Maître Yvon Chotard, défenseur de Faurisson. Pour Buisson, c'est le propre de "l'obscurantisme", de pratiques venues d'un autre âge. Il oriente son commentaire autour de deux axes. Comme la majorité des "révisionnistes", il compare la Shoah à une vérité obscure et venue du ciel, ce qui s'apparente, dans le contexte de l'article, à un discours *négationniste*. Il critique l'absence de débat sur cette question et milite pour l'ouverture d'une discussion entre les tenants de la thèse exterminationniste et les "révisionnistes":

Un défenseur? Et puis quoi encore? En eut-il un, de défenseur, Galilée, à qui la Sainte Inquisition ne laissa d'autres ressources qu'une abjuration solennelle? Le propre de l'obscurantisme d'après les bons auteurs, c'est-à-dire de gauche, est de ne point souffrir que ne soit remises en cause les vérités révélées (en l'occurrence, l'existence des chambres à gaz) et d'opposer ainsi, selon un scénario imperturbable, les tabous du libre débat⁶⁵.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ Patrick Buisson, "Effet Copernic", *Minute*, n.980, 21 au 27 janvier 1981, p. 12.

CHAPITRE 4. DE L'AFFAIRE ROQUES A LA POLEMIQUE SUSCITEE PAR LA LOI GAYSSOT (1986-1990)

Ce chapitre est consacré à l'étude des affaires "révisionnistes" de la seconde moitié des années 80. Sur cette période, le "révisionnisme" est devenu un phénomène connu et sur lequel tout le monde possède désormais une opinion. L'effet de surprise est passé. Par rapport au chapitre précédent, les commentaires de la presse d'extrême droite se sont affirmés. L'apparition de *Présent* et de *National Hebdo* favorise en outre une comparaison plus pointue et élargit le champ d'analyse.

I. L'affaire Roques (mai-juillet 1986)

Rivarol

Dans "A qui profite le 'scandale' Roques?", *Rivarol* s'interroge sur les raisons de la tardive découverte de ce "texte décisif". Le journal considère les confessions de Kurt Gerstein comme la seule preuve de la Shoah et les remet en question. Son discours est clairement *négationniste*. Selon le journal, la tardive polémique née de cette thèse vise à contrecarrer les projets des "révisionnistes". *Rivarol* soutient clairement ces derniers et les considère comme des historiens à part entière. Cette polémique est aussi une basse machination politique pour éliminer le Front National. Pour le journal, cette agitation vise à assimiler Henri Roques, le "révisionnisme", le nazisme et le Front National:

Pourquoi ce remous, ce déchaînement si bien orchestré, ici et maintenant? (...) Il y a donc volonté de nuire, mais de nuire à qui? Aux historiens "révisionnistes" et à Henri Roques, en particulier, qui a eu le "cynisme", "l'indécence" de "s'attaquer à la poutre

maîtresse de l'édifice" (l'holocauste) en procédant à une édition critique des "confessions" de l'Obersturmführer S.S. Gerstein. (...) Sans aucun doute (...) Mais il est possible aussi que la manœuvre soit plus "politicienne". (...) Tout simplement en vertu de la vieille et imparable technique de l'amalgame. M. Roques n'accorde pas une foi totale aux "confessions" de Gerstein? Donc il nie les chambres à gaz, donc il est nazi. Mais il n'est pas au Front National. Certes, mais il pourrait y être. Donc les élus du Front National nient le génocide, ergo ils sont nazis¹.

Rivarol estime que le nombre de victimes de la Shoah n'est peut-être pas celui que nous connaissons et rappelle l'exemple de Tchernobyl. Dans les deux cas, les communistes sont à l'origine des chiffres. Il y a eu mensonge dans le cas de Tchernobyl. *Rivarol* suggère un mensonge du même ordre pour la Shoah: "Une comparaison très pertinente, au contraire. Deux mille morts allégués après le désastre par les agences américaines, se fondant sur les affirmations de certains Ukrainiens, ou les dix-neuf morts reconnus par les autorités soviétiques, quel chiffre retiendra l'Histoire?"² Jacques Langlois parle de véritable "chasse aux sorcières" dont les partis de gauche seraient à l'origine puisqu'il affirme qu'elle est ouverte "par ceux-là mêmes, communistes et socialistes, qui se plaignent d'en être les victimes dans les rédactions de radio ou de télévision..."³ Langlois critique le quotidien *Libération* qui accuse Henri Roques d'antisémitisme. Langlois estime que le thème de la thèse de Roques ne concerne pas les juifs mais que son travail remet en cause la théorie des chambres à gaz homicides. Son discours est visiblement *négationniste*:

A la suite d'Europe 1, *Libération* se déchaîne (...) accusant d'antisémitisme un texte qui ne traite nullement de la question juive mais démontre que le principal témoignage invoqué sur les chambres à gaz homicides provient des aveux sollicités et incohérents de l'Obersturmführer Gerstein, (...) Robert Faurisson l'a écrit très justement (...): "L'inexistence des chambres à gaz est une bonne nouvelle pour la pauvre humanité. Une bonne nouvelle qu'on aurait tort de tenir plus longtemps cachée"⁴.

L'affaire Roques pose la question de la légitimité des lobbies juifs. Pour Langlois, cette dernière est fondée sur la Shoah. Les lobbies en question ont donc tout intérêt à ce que cette croyance en cette dernière perdure. C'est la thèse "révisionniste" du complot juif: "Les lobbies juifs ne peuvent donc pas accepter que l'on remette en cause l'un des fondements de leur légitimité, les 'chambres à gaz', clef de voûte sans laquelle les 'six millions' seraient à leur tour

¹ Editorial, "A qui profite le 'scandale' Roques?", *Rivarol*, n.1824, 30 mai 1986, pp. 1,6.

² Ibid.

³ J. Langlois, "La longue marche vers la vérité historique de l'affaire Roques...", *Rivarol*, n.1824, 30 mai 1986, p. 6-7.

⁴ Ibid.

contestés, puis la décision d'extermination, etc."⁵. Début août, le journal reparle de l'affaire Roques. Langlois signe un nouvel article dont la conclusion laisse peu de doute sur ses convictions *négalionnistes*: "Et si, horresco referens, "ce M. Roques" disait vrai? C'en serait fini du mensonge d'Ulysse... et de quelques autres"⁶. Le 6 juin 1986, *Rivarol* ouvre ses pages à Robert Faurisson. Celui-ci y fait une mise au point sur les thèses "révisionnistes" et en particulier la critique du témoignage de Kurt Gerstein ("Une mise au point du Pr. Faurisson", "Anatomie d'un faux", "Le désarroi des historiens officiels"). Le journal passe ainsi à une stratégie, plus explicite et plus active, de soutien au "révisionnisme". Robert Poulet s'étonne de l'émoi causé par cette thèse dans les milieux juifs et affirme qu'un tel travail ne salit en aucun cas la mémoire des victimes. Il nie ("cette thèse ne porte pas"), et admet ("document dont, à vrai dire, on fait souvent état à son sujet"), dans la même phrase, que la thèse de Roques porte sur l'existence des "chambres à gaz homicides". Son discours semble volontairement ambigu et naïf. Il s'offusque qu'on puisse formuler de tels desseins au sujet de cette thèse, mais il semble pourtant les confirmer avec ses propos:

Une telle rectification devrait être, dans une certaine mesure, apaisante et consolante. C'est pourquoi je ne comprends pas la colère qu'inspire à la communauté juive la thèse étudiée par M. Roques. (...) Cette thèse (...) ne porte d'ailleurs pas sur l'existence ou la non-existence des "chambres à gaz homicides", au cours de la dernière guerre, mais seulement sur les déclarations d'un militaire allemand, document dont, à vrai dire, on fait souvent état à ce sujet. (...) Elles [les conclusions de la thèse] n'offensent en rien, quoi qu'on en ait dit, la mémoire des morts, victimes de ce qui reste un traitement odieux et stupide⁷.

Poulet confesse ensuite son "révisionnisme" *négalionniste*. Il affirme ne pas croire en l'existence de chambres à gaz pour mettre en application la stratégie anti-juive nazie. Il dit s'appuyer sur les recherches faites, soulignant ainsi le sérieux et la crédibilité des thèses "révisionnistes". Selon lui, "l'examen des faits et des textes conduit –comme je le crois personnellement– à conclure que le régime hitlérien, persécutant les juifs, qu'il traita durant la guerre en 'sujets ennemis' ne s'est pas, pour les exterminer, servi de 'chambres à gaz'"⁸. Dans "Encore l'affaire Roques", Poulet rappelle, à nouveau, que la thèse d'Henri Roques est simplement une réponse négative et "indépendante" à la validité des "confessions" de Gerstein, et rien de plus. Il reconnaît que les conséquences sont très graves, dans la mesure où cette

⁵ Ibid.

⁶ J. Langlois, "Lus et commentés", *Rivarol*, n.1833, 1er août 1986, p. 10.

⁷ Robert Poulet, "Un mot au sujet de l'affaire Roques", *Rivarol*, n.1825, 6 juin 1986, p. 11.

thèse "risque de jeter à bas tout un pan de la vérité historique généralement admise (ou imposée), concernant la dernière guerre mondiale". L'expression "les mythes et les tabous auxquels maints événements du milieu du siècle ont donné naissance" confirme les convictions "révisionnistes" de Poulet. Son discours est *négationniste*. Il affirme que cette honnête remise en cause est le total fruit du hasard. Le "révisionnisme" serait donc un mouvement politiquement neutre, ce que tous les plus célèbres "révisionnistes" soutiennent. Les "révisionnistes" se battent contre l'obscurantisme des historiens actuels:

Le chercheur indépendant, pensant éclairer un point et un seul, analyser un document parmi tant d'autres, a ébranlé –peut-être sans le vouloir– la base d'une énorme construction idéologique et politique qui (selon moi) fera l'étonnement des prochaines générations. (...) Surtout en une matière qui, considérée honnêtement, n'offense personne, ni ne s'accompagne de mauvais sentiments à l'égard de personne⁹.

Rivarol discute aussi des conséquences de l'appartenance d'Henri Roques à la Phalange Française dans les années 50. Feignant de ne pas voir le lien potentiel entre cette activité et les conclusions de la thèse de Roques, il suggère pourtant que toute thèse soutenue par un communiste soit invalidée. L'auteur de cet article estime que le traitement dont font l'objet les gens de l'extrême droite est plus sévère que celui subi par les communistes:

Comme si celle-ci, et la mention "très bien" qui l'a couronnée, pouvaient être disqualifiées par les activités et les sympathies politiques de son auteur! A ce compte-là, faut-il déclarer nulles et non-avenues toutes les thèses d'université, traitassent-elles des variations de climat au Quaternaire ou de la sexualité chez les protozoaires, soutenues par les communistes en carte?¹⁰

Aspects de la France

Edmond Petit critique l'exclusivité dont les juifs jouiraient et abuseraient en ce qui concerne les crimes nazis. Il estime que, les camps nazis ayant fait d'autres victimes, il n'est pas logique que l'on mentionne systématiquement les juifs lorsque l'on aborde ce sujet. Les juifs sont responsables car ils détiennent et exercent un pouvoir de pression pour tirer profit de leurs

⁸ Ibid.

⁹ R. Poulet, "Encore l'affaire Roques", *Rivarol*, n.1830, 11 juillet 1986, p. 11.

souffrances: "Comme on sait, la question des camps hitlériens est du ressort exclusif et patenté des fils de Jacob, seuls propriétaires de la vérité et censeurs impitoyables de ce qui s'en écarte. (...) Les juifs ont absolument besoin de se faire plaindre"¹¹. Parlant des thèses de Roques et de Faurisson, Petit admet son ignorance en la matière mais soutient explicitement la thèse exterminationniste et refuse de nier l'existence de la Shoah:

Franchement, faute de connaître les arguments du diplômé de Nantes et avant lui du professeur Faurisson qui soutient la même thèse, il est bien difficile d'admettre qu'aucun camp n'ait adopté la "Solution finale" pour user de l'euphémisme (...). Je n'invoquerai pas le proverbe idiot "il n'y a pas de fumée sans feu" car il faut savoir qui a allumé le feu: mais il y a trop de témoignages concordants, trop de gens qui, partis dans les trains plombés, ne sont jamais revenus, pour qu'on puisse dire "il n'y a rien eu"¹².

Petit milite pour l'ouverture d'un débat libre et dépassionné entre les exterminationnistes et les "révisionnistes". Il voit les juifs derrière le refus d'un tel débat. Il admet que les chambres à gaz ont existé. Cependant, il affirme qu'on n'en connaissait pas l'existence et que la propagande a exagéré leur nombre réel. Selon lui, le travail de Faurisson sert à éviter de telles exagérations. Cherche-t-il à dissimuler la véritable signification des thèses de Faurisson ou n'en connaît-il pas le sens exact? Il est difficile de le dire dans ce cas précis:

Cependant au lieu des injures (...) les critiques devraient bien exposer posément la thèse de Faurisson et la discuter (...) Est-ce trop demander aux gens qui s'indignent au nom du judaïsme. Il est assez vraisemblable qu'il y a bien eu des chambres à gaz, mais on ignorait tout pendant la guerre, même en Allemagne, et la propagande anti-nazie les a multipliées à plaisir et Faurisson n'aurait pas tort de souligner ces exagérations¹³.

Finalement, Petit défend les agissements de la police française de l'époque en invoquant leur ignorance sur le sort des juifs et affirme que tous leurs efforts étaient tournés vers le sauvetage de juifs français: "Eux non plus ne savaient rien des camps. Alors pourquoi reprocher aux policiers français d'avoir contribué à la rafle vers Drancy ou le Vélodrome d'hiver? (...) ils avaient déjà bien du mal à protéger les juifs français et ceux de la zone libre"¹⁴. *Aspects de la France* s'interroge aussi sur les risques potentiels que court Henri Roques. Il rappelle le sort de François Duprat et suggère que Roques s'expose aux mêmes risques. Il n'y a cependant aucun

¹⁰ Article non signé, "Le 'lourd passé' d'Henri Roques et les troublants oubliés de *Libé*", *Rivarol*, n.1827, 20 juin 1986, p. 9.

¹¹ E. Petit, "Mentez toujours", *Aspects de la France*, n.1951, jeudi 5 juin 1986, p. 10.

¹² Ibid.

¹³ Ibid.

¹⁴ Ibid.

réel jugement sur le fond: "A propos de la thèse de M. Henri Roques sur les chambres à gaz, la presse rappelle utilement que M. François Duprat, qui avait soutenu la même contestation de leur existence, a été assassiné en 1978. Avertissement sans frais?"¹⁵

En 1987, en pleine affaire du détail, *Aspects de la France* revient sur les confessions de Kurt Gerstein. Le journal critique l'attitude de l'historien Jean-Pierre Rioux à ce sujet. Surtout, en affirmant que ces confessions sont le fondement de la Shoah et qu'elles sont vraisemblablement fausses, il *relativise* l'extermination des juifs par les nazis: "L'existence des chambres à gaz s'appuie sur les confessions du S.S. Gerstein. L'historien Jean-Pierre Rioux estime que les erreurs et invraisemblances contenues dans ces rapports n'entament en rien la créance qu'on doit leur accorder. De toute façon, Gerstein n'a jamais été 'révisionniste': il a été retrouvé pendu dans sa cellule"¹⁶.

Minute ne commente pas cette affaire.

Présent

Mathilde Cruz (pseudonyme de François Brigneau) décrit les deux camps en présence en faisant mine de les présenter d'une manière objective. Elle affirme cependant que les personnes qui croient en la Shoah sont des juifs tentant de défendre des juifs. Une manière de suggérer le complot juif derrière le mensonge de la Shoah:

De très nombreux intellectuels, écrivains, journalistes, hommes politiques et "historiens", ou se prétendant tels, souvent d'origine juive, affirment leur existence et confirment qu'elles sont responsables de plusieurs millions de victimes, pour la plupart d'origine juive, elle aussi. A l'opposé, quelques intellectuels, écrivains, journalistes, hommes politiques, "historiens" ou se prétendant tels, dans leur quasi-totalité non juifs, démentent l'existence de ces chambres à gaz, nient la politique d'extermination des juifs par Hitler et contestent le chiffre de six millions de victimes (juives) couramment répandu¹⁷.

¹⁵ Le veilleur de jour, "De ma fenêtre", *Aspects de la France*, n.1959, 19 juin 1986, p. 2.

¹⁶ Le veilleur de jour, "De ma fenêtre", *Aspects de la France*, n.2014, 1er octobre 1987, p. 2.

¹⁷ Mathilde Cruz, "Lanzmann péremptoire: 'face de rat!'", *Présent*, n.1088, 26-27 mai 1986, p. 1-4.

Cruz met en doute le plan d'extermination nazi. Selon elle, rien ne prouve que la "solution finale" ait réellement été l'extermination. Elle cite les autres hypothèses qu'elle juge plus probables. Elle cite l'étude des textes et se réfère aux habitudes allemandes qui ne "colleraient" pas avec une telle stratégie. Pour Cruz, c'est "l'intime conviction" de chacun qui doit être la clef d'une telle énigme. Autrement dit, elle montre que tous les éléments sont contraires à l'existence des chambres à gaz et laisse au lecteur le choix de décider. Le discours est visiblement *négationniste*:

Il n'est pas du tout prouvé que la fameuse "Solution finale" ait été l'extermination. L'étude des textes semble au contraire prouver qu'il s'agissait d'une déportation massive des juifs existant dans l'Europe allemande, soit à Madagascar (avant 1942), soit à l'Est (après 1942). En tout cas, on n'a jamais retrouvé une instruction, ni un ordre écrit, officiel, ordonnant le "génocide". Pour un peuple aussi paperassier, bureaucratique et formaliste que le peuple allemand, c'est curieux¹⁸.

Cruz regrette enfin que les "exterminationnistes" n'aient jamais convié les "révisionnistes" à un débat, puisque les premiers devraient, en théorie, n'avoir aucune difficulté à démontrer leur thèse. Selon elle, le fait qu'on tente de bâillonner les seconds prouve qu'il existe une manipulation organisée et que le pouvoir cache quelque chose:

Dans tous les débats, les "exterminationnistes" n'invitent jamais les "révisionnistes". (...) à entendre Vidal-Naquet lui-même, l'argumentation de Faurisson (...) ne tient pas. (...) Il devrait donc être facile de balayer ces immondices et rétablir la vérité pour permettre au public, constitué en grand jury, de juger, après un débat contradictoire, loyalement arbitré. Pourtant, les exterminationnistes n'y ont jamais consenti. Tout fut même mis en œuvre pour empêcher les "révisionnistes" de s'exprimer¹⁹.

Parallèlement, François Brigneau propose neuf ouvrages, dont pas un ne vient de ce qu'il appelle l'école "exterminationniste", alors qu'il milite pour une prise de position objective. Ce sont tous des ouvrages "révisionnistes" majeurs comme *Le Mensonge d'Ulysse* de Paul Rassinier, *Le Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire* de Robert Faurisson, *Le Mythe d'Auschwitz* de Wilhelm Stäglich ou même la thèse de Roques. Cet encadré confirme la position *négationniste* de l'auteur et le prosélytisme "révisionniste" exercé par *Présent*, à travers sa plume. Brigneau a ajouté, à la liste des livres, ses commentaires

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Ibid.

personnels. Il affirme que "tout le monde se jette des chiffres à la tête. Six millions? Quatre millions? Trois millions? Huit cent mille?"²⁰

National Hebdo

Dans "Le Pen: ma philosophie", Jean-Marie Le Pen s'étonne qu'une telle affaire éclate un an après la soutenance de cette thèse. C'est une machination visant à coller une image extrême à son mouvement politique: "Pourquoi, la thèse de M. Roques ayant été soutenue en 1985, a-t-on attendu cette année pour lui faire tout ce battage? Pourquoi pose-t-on la question que vous venez de me poser aux seuls élus du Front National? Il y a là une manœuvre politique évidente qui vise à nous assimiler une fois de plus à je ne sais quel complot d'extrême droite."²¹ Le Pen plaide ensuite pour une totale liberté de recherche scientifique qui est, lui semble-t-il, bafouée par la gauche. Il estime que si la thèse de M. Roques, qu'il qualifie "d'historien amateur", est fautive, elle sera facilement démentie. Il ne soutient donc pas Roques, mais demande que l'on discute de son travail:

Les âmes vertueuses disent que certaines thèses sont insoutenables. Fort bien, mais lesquelles? Quelle juridiction supérieure sera-t-elle habilitée à dresser la liste des mémoires, doctorats et autres travaux savants à mettre à l'index? La gauche parle toujours de liberté: qu'elle commence par respecter celle des chercheurs! (...) Cette affaire ne relève ni de l'administration, ni de la justice, mais de la seule recherche historique. Si l'historien amateur qu'est M. Roques s'est rendu coupable dans son travail de légèretés et d'erreurs grossières, il ne manquera pas de spécialistes chevronnés pour les mettre en évidence²².

Le Pen affirme que les "révisionnistes" sont des "historiens" et compare la Shoah au génocide vendéen. Le choix n'est pas innocent et il s'adresse directement à ses partisans. Il observe que, là aussi, les observations sur le nombre de victimes ont varié. Il comprend donc que les "historiens des deux bords" prennent du temps pour établir leur chiffres. Il semble douter du chiffre des six millions. En ce qui concerne l'existence des chambres à gaz, il s'en tient aux

²⁰ F. Brigneau, "Neuf livres pour vous faire une opinion", *Présent*, n.1088, 26-27 mai 1986, p. 4.

²¹ J.-M. Le Pen, "Le Pen: ma philosophie", *National Hebdo*, n.98, 5 au 11 juin 1986, p. 6.

²² *Ibid.*

positions de ceux qu'il appelle les "historiens officiels" et admet leur existence. Il ne *nie* ou ne *relativise* rien:

Tous les gens raisonnables admettent, je crois, la mort en masse des juifs dans les camps nazis. Les historiens dits "révisionnistes" mettent, eux, en doute le moyen de cette extermination –les chambres à gaz– et son étendue –les six millions. (...) Pour prendre le cas d'un autre génocide –le génocide vendéen– j'observe que les estimations ont variées de 50.000 à 500.000 morts pendant deux cents ans (...) Tout cela est de la technique des spécialistes, et en ce qui regarde le génocide juif, il ne me semble pas incompréhensible que les historiens des deux bords, en toute bonne foi, prennent du temps à établir leur chiffrage. Quant aux chambres à gaz, je m'en tiens aux historiens officiels qui pensent aujourd'hui qu'elles n'ont fonctionné qu'en Pologne²³.

II. L'affaire du "détail" (septembre-octobre 1987)

Rivarol

Dans l'article "Contre Le Pen, l'abjection à grands pas", *Rivarol* remarque que les journalistes posent toujours les mêmes questions à Jean-Marie Le Pen. Le journal affirme que ses propos n'ont rien de choquant et rappelle les victimes de Dresde ou d'Hiroshima dont on ne connaît pas la mort exacte. Selon *Rivarol*, personne ne cherche à déterminer le nombre de tués du côté des vaincus, ce qui démontre une évidente subjectivité. Surtout, le journal associe, sous le sigle de crimes contre l'humanité, l'ensemble des exactions commises pendant la guerre. C'est un moyen *relativiste* de banaliser la Shoah:

Mais ceux-ci ne s'intéressent qu'à une chose: dans quel camp le (très jeune) Le Pen aurait-il été en 1939-1945, et qu'attend-il pour (...) consacrer toute son énergie à condamner non seulement l'Holocauste, mais encore les historiens qui osent s'interroger (...) Lorsque, d'aventure, il est question de 200.000 morts de Dresde, qui se soucie de déterminer combien d'entre eux furent victimes des bombes au phosphore, et combien d'autres furent frappés par les bombes à fragmentation? (...) Demeure l'horreur globale, imprescriptible de ces crimes contre l'humanité, tout le reste n'étant que comptabilité historicienne²⁴.

²³ Ibid.

Rivarol qualifie les chambres à gaz de "dogme intangible de la nouvelle religion révélée". C'est une expression utilisée par les "révisionnistes", en particulier Maître Eric Delcroix²⁵. Ensuite, le journal s'interroge sur la gravité des crimes de Le Pen, et des "révisionnistes", et sur la malhonnêteté des opposants au premier. *Rivarol* questionne les raisons d'une telle "persécution", fruit d'un véritable "terrorisme intellectuel" à l'encontre du responsable frontiste. C'est une véritable stratégie pensée et organisée de déstabilisation psychologique:

Est-ce donc un crime que de se déclarer "partisan de la liberté d'esprit" et "hostile à toutes les formes de réglementation de la pensée"? Est-ce un crime de n'avoir "jamais pu voir une chambre à gaz"? Est-ce un crime, lorsqu'on déplore l'extermination de millions de personnes, de rappeler que, parmi elles, toutes n'étaient pas juives? (...) Le Pen aurait-il proclamé son dégoût pour les "révisionnistes" et son admiration émue pour *Shoah* (...) que tant d'hypocrisie et un aussi répugnant double langage eussent déclenché l'ire vengeresse de ses persécuteurs.(...) C'est bien de persécution qu'il s'agit²⁶.

Rivarol fait également un parallèle entre les victimes des camps nazis et celles des camps de concentration communistes. Les médias passent volontairement sous silence ces derniers et le journal dénonce là encore une machination: "Précision de Jean-Marie Le Chevallier [député européen du F.N.]: 'En observant la minute de silence (...) les députés du groupe des droites européennes ont associé dans leurs prières les victimes des camps de concentration nazis et celles de tous les camps de concentration communistes qui continuent d'exister.' Le goulag? Un point de détail... pour *Libération!*"²⁷ *Rivarol* commente aussi la condamnation en référé de Jean-Marie Le Pen et s'étonne de la vitesse avec laquelle la justice française s'est occupée de cette affaire, affirmant "qu'on notera, du reste, que c'est la première fois qu'une condamnation intervient aussi rapidement pour des propos tenus à la radio"²⁸. Le journal suggère ainsi que Le Pen fait l'objet, au même titre que les "révisionnistes", d'un traitement spécial et plus sévère. Robert Poulet rappelle les persécutions dont font l'objet les "révisionnistes". Il tente de résumer les questions ouvertes par leurs thèses. Il regrette ensuite qu'on n'ait pas demandé leurs

²⁴ *Rivarol*, "Contre Le Pen, l'abjection à grands pas", *Rivarol*, n.1884, 18 septembre 1987, p. 1-2.

²⁵ Eric Delcroix est l'avocat attitré des "révisionnistes", notamment Robert Faurisson. Il est lui-même un "révisionniste" convaincu, auteur de l'ouvrage *La Police de la pensée contre le révisionnisme. Du jugement de Nuremberg à la loi Gayssot*, Paris, E. Delcroix, 1994. Il est aussi candidat Front National aux municipales de Courbevoie en 1989 et aux législatives de 1997 pour la deuxième circonscription de l'Oise.

²⁶ *Rivarol*, "Contre Le Pen, l'abjection à grands pas", *Rivarol*, n.1884, 18 septembre 1987, p. 1-2.

²⁷ Article non signé, "Un point de détail", *Rivarol*, n.1886, 2 octobre 1987, p. 3.

²⁸ Article non signé, "Bloch contre Bloch", *Rivarol*, n.1886, 2 octobre 1987, p. 3.

arguments aux "chercheurs révisionnistes". Il milite pour qu'on les laisse, librement et ouvertement, affirmer leurs vues en la matière:

Nous vivons une époque où, sous l'exergue de la liberté de pensée et d'expression, celui qui se hasarde à contester la version officielle des événements s'expose aux pires persécutions. Il existe des lois qui permettent de mettre en prison (...) les savants dits "révisionnistes", c'est-à-dire ceux dont les travaux contredisent cette "vérité obligatoire" qui, en ce moment, porte particulièrement sur deux questions:

- 1) Le traitement infligé aux juifs par les Allemands, durant la Seconde Guerre mondiale, fut-il *décidé* et *déterminé*, en vue d'un massacre général, par les dirigeants hitlériens?
- 2) Dans l'affirmative, l'abominable tentative d'extermination dont ces dirigeants se seraient rendus coupables fut-elle perpétrée par le moyen de "chambres à gaz" homicides? Ces deux points, que conteste un petit nombre d'hommes de science, furent en France les sujets d'un certain nombre de réunions et de colloques (...) Malheureusement aucun "révisionniste" ne fut admis parmi les participants²⁹.

Poulet stigmatise ensuite le fait qu'il n'existe aucune preuve écrite de la Shoah. Il émet l'idée que la véracité de cette dernière est moins probable que sa non-existence et réaffirme ainsi son discours *négaționniste*. Il estime que l'ostracisme dont font l'objet les "révisionnistes" vise à les assimiler à des fascistes:

On entendit pourtant (...) reconnaître que la thèse de l'extermination systématique et préméditée ne s'appuie sur aucune preuve écrite. Elle ne peut être formulée que par induction, d'après des jugements psychologiques et des raisonnements (...) C'est ce qu'ont fait observer les chercheurs révisionnistes. Et la seule réplique que, jusqu'à présent, on leur ait faite, consiste à les couvrir d'injures, à les soupçonner des pires intentions secrètes, à les accuser de fascisme, de racisme, d'antisémitisme et à les marquer d'infamie³⁰.

Poulet propose alors un débat intégrant les "révisionnistes" et affirme que ces derniers sont quasiment tous de gauche. C'est un moyen de montrer que le soutien du journal au "révisionnisme" est indépendant de toute orientation politique:

Si ces hommes (presque tous "de gauche") ont tort, leur erreur ne peut manquer d'éclater au cours d'un débat mené selon les courtoises règles universitaires et académiques. S'ils ont raison, comment jugera-t-on plus tard le mutisme auquel, pratiquement, on les condamne. (...) C'est là que se place tout naturellement ma proposition: "Ecartez cet obstacle. Soumettez-vous tous à cette épreuve. Discutez ensemble et librement. Ne fut-ce qu'une fois"³¹.

²⁹ R. Poulet, "Sans haine et sans crainte", *Rivarol*, n.1886, 2 octobre 1987, p. 11.

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid.

Poulet estime que les recherches de Faurisson ne lui ont rien apporté de positif (ce qui est contestable puisqu'il en a tout de même tiré une certaine célébrité). Il est donc juste d'écouter et d'étudier ses arguments: "Je sais cependant que le plus notoire d'entre eux, Robert Faurisson, n'a retiré aucun bénéfice de ses prises de position, bien au contraire!...(...) J'estime qu'on a le devoir de le laisser parler, d'écouter ses arguments, de les examiner avec lui"³².

Parallèlement, Jacques Langlois revient sur le texte des trente-quatre historiens de 1981 réaffirmant l'existence des chambres à gaz (ce que Langlois appelle une "pétition interdisant toute enquête sur les chambres à gaz"). Il remarque que ce texte ne comporte que très peu de spécialistes de la Seconde Guerre mondiale et dénonce l'influence communiste. Cette pétition "ridiculise définitivement les trente-quatre personnes qui l'ont signée (...) parmi lesquelles figuraient plus de staliniens et d'historiens de l'Antiquité que de spécialistes de la Seconde Guerre mondiale"³³. Selon Langlois, la thèse de Roques a forcé les historiens à abandonner la légende de Gerstein comme preuve (ce qui est inexact) et à trouver de nouveaux témoins. La crédibilité de ces derniers lui paraît douteuse. Il y a une critique et une mise en doute explicite des témoignages tendant à vérifier la véracité de la Shoah. Réaffirmant son *négationnisme*, Langlois fait l'apologie des "vrais historiens" qui mettent leur situation en péril pour aboutir à la vérité:

M. Rioux daube sur la thèse Roques, mais il lui faut bien convenir qu'elle a définitivement démoli la légende du S.S. Gerstein puisqu'il a désormais recours à d'autres témoins (...) On attend des précisions sur ces nouveaux mannequins pour Musée Grévin des horreurs.(...) Voilà les vrais historiens: un Michel de Bouïard [historien français antifasciste déporté à Mathausen qui a critiqué les amalgames et les exagérations liées à l'histoire de la déportation] qui a toujours mis sa peau au bout de ses convictions, (...) un Robert Faurisson, qui préfère briser sa carrière universitaire plutôt que de taire les résultats de ses minutieuses enquêtes³⁴.

A la fin de l'article, le soutien devient ouvertement actif et militant: "Signalons donc que les ouvrages du Professeur Faurisson sont disponibles auprès de l'éditeur gauchiste La Vieille Taupe, B.P. 9805, 75224 Paris Cedex 05"³⁵.

³² Ibid.

³³ J. Langlois, "Où sont les historiens?", *Rivarol*, n.1887, 9 octobre 1987, p. 10.

³⁴ Ibid.

³⁵ Ibid.

Pour Laurent Gouablin, cette polémique est une affaire de politique intérieure visant à nuire au Front National et à son président: "La récente affaire Le Pen est riche d'enseignement. Quel était le problème posé aux journalistes? Coincer un homme politique en lui posant des questions gênantes, afin qu'il apparût opposé aux valeurs les plus sacrées de notre société"³⁶. A partir de là, il développe l'idée que la Shoah est la vérité suprême de notre société. Quiconque va à l'encontre de cette vérité est rejeté et critiqué. Une telle approche pourrait passer pour une remise en cause de la spécificité de la Shoah. Mais le ton général, les termes "chambre à gaz" et "croyance" et la référence à Israël traduisent clairement un discours *négalionniste*:

Mais alors quelle est la valeur sacrée, la croyance suprême à laquelle il ne faut pas toucher? C'est l'extermination des juifs par les nazis au moyen des "chambres à gaz". Le Pen a dit là-dessus des mots qui n'ont pas plu; (...) "Il a blasphémé!" (...) Il est impossible de ne pas remarquer les connotations religieuses de cette affaire –d'une religion qui n'implique aucun dieu, mais seulement des croyances qu'il est suprêmement dangereux de heurter (ça s'appelle un tabou). Nous sommes dans la sphère du sacré. (...) Il y a une Inquisition, elle est médiatique (...) Il y a un Etat pontifical: Israël, soutenu à bouts de bras par les Etats-Unis³⁷.

Aspects de la France

Le journal revient sur ce qu'il appelle une "semaine d'hystérie collective et d'états d'âmes moralisateurs". Le veilleur de jour donne son avis sur la question en commentant la définition du "révisionnisme" donnée par *Le Monde*. Pour l'auteur, c'est le soutien aux goulags communistes qui génère les reproches faits au "révisionnisme": "Les thèses révisionnistes, écrit *Le Monde*, 'tentent de minimiser le bilan du nazisme en dénonçant de manière d'autant plus virulente les goulags communistes'. Que leur reproche-t-on donc plutôt ? De minimiser l'un ou de dénoncer les autres? M. Lajoinie [premier secrétaire du P.C.F.] doit avoir son avis sur la question"³⁸. Eric Letty note que Jean-Marie Le Pen a été harcelé et pressé sur ce sujet par les journalistes. Il estime que ses propos ont été déformés puisque Le Pen ne parlait pas de l'existence de la Shoah mais de la façon dont les juifs furent tués:

³⁶ Laurent Gouablin, "Chambres à gaz et pouvoir médiatique", *Rivarol*, n.1890, 30 octobre 1987, p. 7.

³⁷ Ibid.

³⁸ Le veilleur de jour, "De ma fenêtre", *Aspects de la France*, n.2013, 24 septembre 1987, p. 2.

Ces phrases, le chef de file du Front National les a prononcées après que les "journalistes" présents, l'eurent obligé pendant un bon quart d'heure à revenir sur la question des chambres à gaz. De ses propos, c'est tout ce qu'on retiendra (...) On affectera un peu partout de croire que le "détail" concerne la mort des déportés alors qu'il apparaissait très clairement, dans les propos de Le Pen, qu'il qualifiait ainsi la façon utilisée pour les tuer³⁹.

Letty critique l'amalgame qui consiste à mettre Le Pen, les nazis et le "révisionnisme" dans la même catégorie. Il précise d'ailleurs que les "révisionnistes" ne sont pas tous des nazis et cite Rassinier et Faurisson. C'est une réponse à la thèse affirmant que les "révisionnistes" viennent de l'extrême droite et cherchent à réhabiliter l'idéologie national-socialiste:

Le "révisionnisme" doit être un délit, puisque les "révisionnistes" sont des nazis. Et Le Pen est un nazi, puisqu'il est révisionniste. (...) La relation Le Pen=révisionniste=nazi est fautive pour une seconde raison: les "révisionnistes" ne sont pas tous, loin s'en faut, des nazis. Leur chef d'école, Rassinier, était un socialiste, ancien déporté. Leur chef de file, Faurisson, vient de l'extrême gauche⁴⁰.

Pour Letty, Le Pen a simplement plaidé pour une approche purement historique de la Shoah. Le journal critique ainsi la mauvaise foi des autorités politiques et intellectuelles de ce pays et écrit que "Le Pen n'a rien dit qui appuie les thèses 'révisionnistes'. Il a seulement dit qu'il abandonnait la question aux historiens. Si on l'accuse de 'révisionnisme', c'est qu'il a simplement envisagé la possibilité de traiter de cela comme les autres questions que nous présente l'histoire"⁴¹. L'auteur défend l'idée que les historiens sauront tordre le coup des idées "révisionnistes", si celles-ci sont fausses. En tant que catholique, il semble comprendre que la Shoah soit devenue un élément central de la religion juive. Mais il refuse son accession à un statut de valeur suprême:

Je crois qu'il existe suffisamment de spécialistes de la Seconde Guerre mondiale pour faire justice des thèses "révisionnistes". Par ailleurs, quoique parfois choqué dans ma foi catholique comme je conçois que des juifs le soit dans la leur, puisque le génocide est devenu dans leur religion un acte de foi, il m'est toujours apparu assez naturel que ces questions fussent néanmoins débattues. Le Pen, comme moi, avait entendu parlé d'une République laïque. Il ignorait sans doute qu'il y existât une religion d'Etat: on ne touche pas aux dogmes⁴².

³⁹ Eric Letty, "Le Pen: le mot le plus long", *Aspects de la France*, n.2013, 24 septembre 1987, p. 10.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Ibid.

⁴² Ibid.

Edmond Petit remarque que les juifs ne furent pas les seules victimes du génocide nazi. Veut-il parler des tziganes, cette remarque étant dès lors tout à fait juste? Ou des autres victimes des camps de concentration? Il affirme que la façon dont les victimes sont mortes n'a que très peu d'importance. L'auteur banalise le caractère exceptionnel que confère à la Shoah le moyen des chambres à gaz homicides, et questionne donc sa spécificité. Surtout, il compare la Shoah aux crimes de la Révolution, et non plus simplement au génocide vendéen. Il semble donc *relativiser* le caractère génocidaire de la Shoah:

Le génocide hitlérien, dont les juifs ne furent d'ailleurs pas les seules victimes, est absolument horrible, mais si au lieu de la chambre à gaz les bourreaux avaient imité les noyades de Carrier à Nantes, la mitraille de Fouché et de Collot d'Herbois à Lyon, le massacre de villages entiers en Vendée, qu'est ce que cela changerait au fond? Autant que je sache, saint Maximilien Kolbe et ses compagnons ne sont pas morts dans une chambre à gaz, mais étouffés. Est-ce une excuse pour Hitler? Ce qui est odieux, c'est le massacre, non pas spécialement le mode choisi par les bourreaux⁴³.

Petit remarque que le président du Front National n'a pas remis en cause le chiffre des six millions. Il avance différents arguments montrant que ce chiffre est sans doute surévalué. A nouveau, il compare la Shoah aux massacres vendéens. Parallèlement, il est prêt à faire confiance aux rabbins pour connaître le nombre de juifs. Il ne croit donc pas à un complot juif comme explication de cette surévaluation:

Il n'a pas contesté le chiffre de six millions de juifs (...) Y avait-il six millions de juifs dans tout l'empire hitlérien, même Ukraine comprise? Y en a-t-il des statistiques pour 1939? Aux rabbins de nous le dire. Ce serait plus sérieux que les vantardises d'Eichmann. En tout cas, chambres à gaz ou non, il y eut certainement plusieurs millions de victimes. C'est cela qui est important, n'en déplaise aux Fouquier-Tinville du résistentialisme. Car, justement, si Fouquier ne connaissait pas les chambres à gaz, les Français de 1793 à 1794 n'y ont rien gagné et le génocide vendéen, chéri de nos maîtres, ne fut pas une bergerie⁴⁴.

⁴³ E. Petit, "Savez-vous lire?", *Aspects de la France*, n.2013, 24 septembre 1987, p. 10.

Minute

Jean-Claude Goudeau reconnaît qu'une telle question était volontairement posée pour piéger le leader du Front National. Cependant, il ne voit pas comment justifier de tels propos. Il affirme qu'il existe une différence de fond ("une différence de nature et non de degré") entre la volonté de tuer quelqu'un en raison de sa race et les victimes des combats d'une telle guerre. Il s'oppose donc explicitement aux thèses "révisionnistes":

Il est évident qu'un piège était tendu à Le Pen, mais non moins évident qu'il a sauté dessus à pieds joints. On ne peut parler de "détail" à propos du génocide des juifs, (...) Entre les civils ou les militaires, tués dans les bombardements des villes ou sur les champs de bataille ou les déportés israélites ou tziganes des camps, il y a une différence de nature et non de degré. Les uns sont des victimes de la guerre. Les autres ont été supprimés froidement pour la seule raison qu'ils appartenaient à une race que les théoriciens nazis voulaient éliminer⁴⁵.

Goudeau critique la stratégie frontiste qui a consisté à tenter de (re)définir le mot "détail" car elle est inadaptée et ne convainc que ceux qui soutiennent Le Pen. Il juge les réactions contre les propos de Le Pen excessives. Il pense que l'antisémitisme est, de nos jours, l'apanage des communistes et des intégristes musulmans. Ce sont eux qui constituent le réel danger pour les juifs et la démocratie française. Il dédouane ainsi l'extrême droite française de toute visée antisémite:

S'il y a hélas, en France, des antisémites irréductibles, ils ne constituent pas un groupe de pression susceptible de menacer la communauté juive. Les grands périls de notre époque, ceux que celle-ci devrait singulièrement redouter, sont l'hégémonie communiste et l'intégrisme musulman. C'est en Union Soviétique que l'on continue à persécuter les juifs; c'est d'Iran et de Libye que viennent les terroristes qui dirigent souvent leurs coups sur des cibles juives. (...) Si notre démocratie est fragile, ce n'est pas par Le Pen qu'elle est menacée, mais par le totalitarisme soviétique et la folie missionnaire des ayatollahs⁴⁶.

Le Duc de Saint-Simon, auteur d'une chronique politique pastichant la Vème République comme une monarchie dont Mitterrand serait la majesté royale, estime que le national-socialisme est une idéologie barbare et admet implicitement la Shoah. Selon lui, les conséquences de cette affaire sont surtout politiques:

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Jean-Claude Goudeau, "Les vrais périls", *Minute*, n.1329, 23-29 septembre 1987, p. 2.

⁴⁶ Ibid.

Je ne me m'attarderai pas ici sur un certain mot, "détail", tombé des lèvres de M. le comte de la Sainte-Trinité (sur Mer) à propos d'ignominies qui, à mon gré, sont consubstantielles à la barbarie nazie. Je retiens seulement, en politiste, les conséquences possibles de ce "détail"-là (...) Même si ces féaux serrent les rangs autour de lui, le chef de la ligue tricolore risque de voir s'éloigner de lui une frange de l'opinion qu'il sembloit avoir arrachée au Herpéaire⁴⁷.

Gabriel Domenech affirme que Le Pen ne sera pas affaibli par cette campagne de diffamation. Les juifs seront les vraies victimes de cette machination contre le président frontiste car elle risque de générer un retour de l'antisémitisme. Domenech affirme cependant sa croyance en les "camps de la mort" et son soutien à Israël:

Ce n'est pas lui en effet qui sera perdant à l'issue des monumentales calomnies répandues à propos de son prétendu antisémitisme (...) Ayant vu comment certains excès commis en Autriche contre Kurt Waldheim, puis contre le Pape lui-même à Rome, se sont retournés contre leurs initiateurs, ils commencent d'ailleurs à craindre, à juste raison hélas! que renaisse un antisémitisme que l'horreur des camps de la mort et le courage du peuple d'Israël avaient pratiquement réduit à néant. Ce sera le crime de la gauche française, et d'une partie de la fausse droite U.D.F.-R.P.R., d'avoir ressuscité ce mal latent par pure démagogie électorale⁴⁸.

Présent

Jean Madiran publie trois articles au sujet de cette affaire. Les explications portent sur les raisons de la polémique, pas sur le fond des propos de Jean-Marie Le Pen. Pour Madiran, cette agitation vise à diaboliser le président frontiste dans une optique électorale et à amalgamer le nationalisme français et le nazisme:

L'hystérie qui se déchaîne à leur sujet est feinte chez ceux qui la déchaînent. (...) Le fond de l'affaire, son but véritable, c'est d'arriver à frapper Le Pen de 'discrimination', et à tenir les nationalistes français en situation d'"apartheid" par l'assimilation du "nationalisme" –et même du catholicisme traditionnel– au "racisme" nazi. (...) Nier le danger Le Pen doit donc être aussi rigoureusement interdit, moralement et judiciairement, que nier l'existence des chambres à gaz⁴⁹.

⁴⁷ Duc de Saint-Simon, "Chronique du Margouillis, Et paf!", *Minute*, n.1329, 23-29 septembre 1987, p. 3.

⁴⁸ Gabriel Domenech, "Le filon de l'antisémitisme", *Minute*, n.1331, 7-13 octobre 1987, p. 3.

⁴⁹ J. Madiran, "Discrimination hystérique contre Jean-Marie Le Pen", *Présent*, n.1407, 16 septembre 1987, p.2.

Madiran s'insurge aussi "qu'on n'ait pas le droit de douter" et qu'il faille tout de suite "poursuivre" et "condamner". Il cite le chiffre de six millions de victimes juives par les nazis mais s'interroge sur les raisons pour lesquelles les morts chrétiens du communisme (dont il surévalue le nombre) sont passés sous silence. C'est un complot des forces au pouvoir. Cependant, la dénonciation de l'importance de la Shoah n'est qu'un outil de ce complot, pas un de ses fondements:

Il y a donc une anomalie profonde dans le comportement d'une classe politico-médiatique qui, constamment, et encore ces jours-ci, se déclare unanime avec les communistes pour flétrir en permanence le massacre de six millions de juifs par le nazisme et pour ne pas en faire au moins autant contre le massacre de 200 millions de chrétiens par le communisme; (...) Cette anomalie n'est jamais décrite par les grands média. (...) Elle met d'ailleurs en cause tout le système mental de la politique occidentale depuis plus de quarante ans⁵⁰.

Madiran constate également que les Droits de l'Homme ne s'appliquent pas aux victimes du communisme. Les média s'acharnent donc contre le président du Front National. Il fait le lien entre l'antiracisme et le communisme international. Derrière le premier se cache une manipulation et un complot du second. Les communistes exploitent la tragédie de la Shoah pour détourner les juifs de tout anticommunisme. C'est pourquoi le combat contre un nazisme, pourtant disparu, continue de primer:

Les Droits de l'Homme ne sont pas pour tous les hommes. Ils ne sont pas pour les chrétiens du Liban. (...) Ils ne sont pas pour les victimes du communisme. (...) c'est pour refouler cette pensée-là qu'une panique à la fois hystérique et meurtrière est actuellement organisée par les média contre Le Pen et ses amis. Le monde officiel continue de combattre le nazisme, et avec quel acharnement, et il tolère le communisme. (...) Il faut que quelqu'un y ait intérêt, il faut que quelque part, on ait fabriqué cette imposture et veillé à son incroyable domination: l'appareil communiste international (...) réussit trop souvent à influencer ou manipuler la sensibilité juive: le souvenir de la Shoah, il l'exploite pour ranimer sans cesse l'obsession d'un nazisme pourtant mort, afin que, par cette obsession, la communauté juive soit détournée de tout anticommunisme militant⁵¹.

Pour Guy Rouvrais, les vrais "révisionnistes" sont les opposants au Front National. Il cite Paul Rassinier (à juste titre, même s'il n'est pas le seul "révisionniste" loin de là) ou le journal

⁵⁰ J. Madiran, "Le Pen agit comme un révélateur. La classe politique-médiatique française est 'unanime' à ignorer ou à nier le plus grand massacre du siècle. 200 millions de victimes et ça continue", *Présent*, n.1408, 17 septembre 1987, p. 1.

⁵¹ J. Madiran, "Le révélateur: on a voulu fabriquer une affaire Le Pen", *Présent*, n.1409, 18 septembre 1987, p.1.

Libération (ce qui est objectivement inexact). Le Pen est constamment questionné sur cette question des chambres à gaz en raison d'un complot du lobby de l'anti-France qui tente de le décrédibiliser:

Pourtant la première négation des chambres à gaz, c'est à un député de la S.F.I.O. qu'on la doit: Paul Rassinier. (...) Pourtant le seul homme politique français à être inculpé de crime contre l'humanité, (...) c'est un ancien ministre gaulliste, Maurice Papon. (...) Pourtant, le journal de grande diffusion qui a consacré une page à l'apologie des thèses révisionnistes (...) c'est le quotidien *Libération*. (...) Et pourtant, c'est Jean-Marie Le Pen que l'on met à la question. Oui, "cet homme est dangereux" pour le lobby de l'anti-France⁵².

Jean Cochet et Gabriel Domenech essayent, eux aussi, de disculper Le Pen. Le premier affirme que "Jean-Marie Le Pen n'a jamais nié l'existence des chambres à gaz. Il a même très clairement affirmé le contraire"⁵³. Il dénie donc toute dimension "révisionniste" aux propos du chef frontiste. Le second se penche sur le sens profond du mot "détail". Tout en critiquant le nazisme et la guerre, l'auteur juge que les "camps de la mort" ne sont finalement qu'un "élément" de cet événement historique: "... il a fini par répondre qu'il s'agissait là d'un détail de la dernière guerre (...) tout simplement que le problème juif et les camps de la mort constituent un élément de cet ensemble monstrueux que furent le nazisme et la guerre qui s'ensuivit"⁵⁴. Dans son "Entretien avec Alain Sanders", Bernard Antony affirme ne pas être "révisionniste". Il se justifie en affirmant que les théoriciens du "révisionnisme" sont idéologiquement éloignés de ses convictions. De cette façon, le "révisionnisme" n'apparaît pas comme un phénomène d'extrême droite. Antony déclare cependant croire en l'existence des chambres à gaz:

Pour ma part, je ne participe nullement de l'école "révisionniste" dont je n'ai pas eu, effectivement le temps d'étudier les ouvrages qui me paraissent lourds et touffus (...) je n'étais guère tenté par cette école dont les théoriciens sont athées et d'extrême gauche. (...) Les lectures sérieuses que j'ai faites, les témoignages que j'ai recueillis me conduisent à penser –non parce que cela est officiel et obligatoire– que les chambres à gaz existèrent sur des territoires qui correspondraient à l'Allemagne de l'Est et à la Pologne d'aujourd'hui⁵⁵.

Antony refuse que l'utilisation du mot génocide soit réservée à la seule tragédie de la Shoah car il considère que les communistes tuaient aussi des hommes en raison de ce qu'ils étaient. C'est

⁵² Guy Rouvrais, "Un échec pour la meute", *Présent*, n.1411, 21-22 septembre 1987, p. 1.

⁵³ Jean Cochet, "La campagne contre Le Pen a échoué", *Présent*, n.1416, 28-29 septembre 1987, p. 1.

⁵⁴ G. Domenech, "Le vol noir de frelons", *Présent*, n.1411, 21-22 septembre 1987, pp. 1-2.

⁵⁵ "Entretien avec Bernard Antony", *Présent*, n.1417, 30 septembre 1987, pp. 1-2.

un refus de la spécificité de la Shoah et une demande de mise sur un pied d'égalité de tous les régimes totalitaires:

Certains invoquent le fait que le génocide nazi mériterait seul ce terme parce qu'il s'agissait de tuer des juifs parce qu'ils étaient des juifs. (...) Quant aux communistes, ils accomplirent eux-mêmes le tour de force de tuer des paysans parce qu'ils étaient des paysans, des bourgeois parce qu'ils étaient des bourgeois. (...) il se trouve que moi, je ne fais aucun distinguo dans l'horreur que j'éprouve à l'égard de toutes les barbaries⁵⁶.

National Hebdo

Michel Collinot critique le droit de réponse accordé à Le Pen, par le journaliste juif Paul Amar. De manière générale, c'est le sort réservé à Le Pen par les grands média qui est visé. *National Hebdo* ne se prononce pas ici sur le fond des propos du président frontiste. Il suggère un complot des média contre Le Pen et analyse les conséquences politiques:

Vingt-cinq secondes de droit de réponse pour une semaine de charivari, de mensonge ignoble, de tohu-bohu haineux. (...) Mais cet Amar là a mieux à faire que de donner la parole à Le Pen. (...) Amar conclut que, pour Le Pen, c'est le début du reflux. Le lendemain et le surlendemain, deux cents mille Français lui infligent un démenti en forme de raz de marée. Le reflux emporte le clown sinistre du cirque Amar. Deux cent mille, c'est un tiers de plus que l'an passé. (...) Si l'on veut abattre un homme politique, il faut l'abattre du premier coup. Si on le rate, on le rend plus fort⁵⁷.

Pour François Brigneau, cette affaire est une machination savamment orchestrée. Il y a un complot en deux temps. Le premier consiste à analyser le discours de Le Pen de manière malhonnête. Le second consiste à organiser le tumulte: "L'extraordinaire montage du pseudo-scandale de RTL forgé de toutes pièces à partir d'un mot extrait de son contexte, et l'orchestration d'un tumulte artificiel avec demande de condamnation et d'excommunication politiques, auxquels nous assistons depuis dix jours, exigent la réflexion que voici"⁵⁸. Brigneau s'interroge sur les craintes des juifs contre Le Pen et dédouane donc le président frontiste de toute idée négative: "L'hostilité de principe et de réflexe de certains milieux politiques juifs à

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Michel Collinot, "Le cirque 'Amar'", *National Hebdo*, n.166, 24 au 30 septembre 1987, p. 2.

⁵⁸ F. Brigneau, "Vous avez dit: antisémite?", *National Hebdo*, n.166, 24 au 30 septembre 1987, p. 4.

Jean-Marie Le Pen constitue un de ces phénomènes irrationnels qui, à certains moments, électrisent la société française et réussissent à produire des effets réels à partir de causes imaginaires⁵⁹. Brigneau anticipe un possible retour de l'antisémitisme, suite à la campagne de diffamation des milieux au pouvoir et des juifs ("la clique cosmopolite"):

Or, il faut le dire et le répéter parce que c'est la vérité, l'homme politique Le Pen n'est pas du tout l'antisémite d'extrême droite que la clique cosmopolite de Paris essaie de présenter à la communauté juive. (...) Jean-Marie Le Pen a eu beaucoup d'amis juifs et d'amies juives. (...) Jean-Marie Le Pen fut sensible à la grande aventure sioniste. Il fut pro-israélien. (...) Dans tous les mouvements politiques que Le Pen a créés (...) les juifs français étaient admis comme les autres Français. La question juive n'était jamais évoquée⁶⁰.

Brigneau affirme que Le Pen défend les juifs français qui soutiennent l'intérêt français. Mais le fait d'être juif ne leur donne aucun passe-droit. Lorsqu'ils défendent en priorité d'autres intérêts, des mesures peuvent s'imposer. Brigneau exprime la vieille idée antisémite selon laquelle un juif français n'est jamais tout à fait français. Il dénonce, sans les nommer, les communistes et les financiers. Brigneau se défend de toute subjectivité anti-juive mais rejette une trop grande clémence à leur égard:

Pour Le Pen, les Français de tradition juive qui privilégient l'intérêt français ne posent aucun problème. Ils font partie à part entière (...) de la communauté nationale. En revanche, l'affaire change quand les juifs français, se sentant plus juifs que Français, ont tendance à défendre davantage les intérêts juifs que les intérêts français, parfois même à défendre les intérêts juifs contre les intérêts français. Leur cas rejoint alors celui des Français non-juifs qui, pour des raisons financières, économiques, passionnelles, idéologiques ou religieuses, servent des camps, des partis, des nations dont les intérêts peuvent être opposés aux intérêts français. Leur origine ne doit pas déclencher contre eux les mesures qui s'imposent. Elles ne doivent pas non plus les en protéger⁶¹.

Brigneau estime que les attaques de Le Pen contre les juifs n'ont rien à voir avec l'antisémitisme. Il ne détecte aucune arrière-pensée dans les propos de Le Pen. Mais il dénonce la dimension superficielle des actions visant le président frontiste, ce qui confirme l'idée d'un complot:

Cette position politique (...) on doit s'accorder à constater qu'elle ne procède en rien de l'antisémitisme. (...) Jean-Marie Le Pen s'est souvent expliqué sur ce point. Il a

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Ibid.

souvent expliqué (mais sans être entendu) que quand on s'en prend à un journaliste juif, ou à un homme politique juif, ce n'est pas parce qu'ils sont juifs mais parce que la politique qu'ils expriment ou qu'ils incarnent, semble devoir être dénoncée. A contrario, il estime que le fait qu'ils soient juifs ne doit pas retenir la critique, ni empêcher la condamnation de ce que l'on trouve néfaste⁶².

Dans "Le journal d'un homme libre", Brigneau se penche sur le problème du "révisionnisme". Il critique violemment "le syllogisme dangereux" qui consiste à faire de tout homme de droite un "révisionniste". Il y voit une stratégie et une manipulation du pouvoir en place ayant pour but la déstabilisation et la mise au pilori du président du Front National :

Moins la France a de musiques militaires, plus on la pousse à raisonner comme un tambour. C'est au moins ce que l'on peut déduire du nouveau syllogisme à la mode: "L'antisémite est un homme de droite. Or le 'révisionniste' est antisémite. Donc le 'révisionniste' est un homme de droite. Et comme Le Pen est un homme de droite, Le Pen est antisémite et révisionniste." CQFD⁶³.

Brigneau estime qu'un tel syllogisme ne résiste pas l'épreuve de la critique. Il montre à l'aide d'exemples (il cite Voltaire, Proudhon ou Toussenel) que l'antisémitisme est aussi un phénomène de gauche. Et que le "révisionnisme" est influencé par des hommes de gauche et des juifs. Il renverse la logique habituelle en accusant la gauche et les juifs, de ce dont on accuse généralement l'extrême droite: "Il est aisé, en effet, de montrer que l'antisémitisme est aussi de gauche (...) Il est facile de démontrer que le 'révisionnisme' actuel a été essentiellement l'œuvre d'hommes de gauche, et souvent de juifs, lesquels sont rarement antisémites. Les prémices s'effondrant, la conclusion s'écroule. Voici donc Le Pen échappant encore un coup au piège tendu et blanchi des péchés dont on prétendait l'accabler"⁶⁴. Brigneau donne une définition du mot "révisionnisme" et parle des différents sens qu'il a pu prendre. Il renvoie une image positive et progressiste. Selon Brigneau, certains juifs soutiennent La Vieille Taupe. A nouveau, le "révisionnisme" est décrit comme un mouvement d'influence juive. Mais il ne précise pas si des personnalités juives soutiennent encore ce mouvement⁶⁵ ou s'ils sont vraiment "révisionnistes". L'exemple de Gabriel Cohn-Bendit confirme le biais que prend Brigneau, puisque le frère du leader étudiant de Mai 68 n'a jamais été "révisionniste", même s'il a défendu leur liberté d'expression:

⁶² Ibid.

⁶³ F. Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, n.168, 8 au 14 octobre 1987, p. 4-5.

⁶⁴ Ibid.

Confondre l'antisémitisme et la droite, c'est donc se tromper ou vouloir se tromper. Prétendre que les "révisionnistes" sont des hommes de droite, c'est être ignorant ou menteur. (...) Révisionnisme. Le mot vient de Michelet qu'on ne présente jamais comme le prototype de l'historien de droite. (...) Une histoire qui ne serait pas révisionniste (...) serait une histoire figée. (...) Après la Seconde Guerre mondiale, le mot revient. Encore à gauche. Qui est Rassinier? Un ancien communiste passé à la S.F.I.O. (...) Faurisson est-il de gauche? Ce n'est pas certain. Pourtant, il a été secrétaire de section du S.N.E.S.S.U.P. qui est un syndicat gauchiste et il adhère à l'Union nationaliste où la sensibilité de droite est faiblement représentée. Surtout Faurisson publie dans une maison d'édition d'extrême gauche, La Vieille Taupe, fondée par Pierre Guillaume, personnalité de l'intransigeance ultra-gauchiste. (...) Parmi les intellectuels qui soutiennent les éditions de la Vieille Taupe et son action, se trouve un nombre non négligeable de juifs (...) Les juifs sont rarement antisémites, je l'ai déjà remarqué⁶⁶.

Pour Brigneau, le discours de Le Pen est un soutien à la libre expression. Il pense que la question est de savoir comment ont été tués les juifs et les non-juifs, en prenant en compte tous les camps de concentration. Brigneau essaye clairement d'élargir le débat aux non-juifs et aux camps communistes. Il tente de banaliser l'importance et la spécificité du sort des juifs. "J'ai trouvé que Le Pen s'exprimait comme un des maîtres à penser et conscience-conseil de l'extrême gauche américaine, M. Noam Chomsky. Le Pen a demandé que les historiens soient libres de débattre sur la manière dont les déportés, juifs et non-juifs étaient morts dans les camps de concentration de la Seconde Guerre mondiale"⁶⁷. Finalement, Brigneau estime que le seul crime de Jean-Marie Le Pen est de parler des "révisionnistes" comme d'historiens à part entière. Il soutient l'idée que l'école "révisionniste" doit être légitimée. Son discours est *négationniste*:

Alors, où est le scandale? (...) Le scandale est que Le Pen a osé appeler historiens les tenants de l'école révisionniste. Les tenants de l'école exterminationnistes ne peuvent l'accepter. Pour eux, les "révisionnistes", quels que puissent être leurs grades universitaires ou leurs titres de chercheurs au C.N.R.S., ne peuvent être que des "pseudo-historiens". C'est ce qui explique la férocité de l'affrontement. En France, rien n'est plus terrifiant que les querelles de docteurs⁶⁸.

Pour Bernard Antony, la Shoah ne peut pas être considérée comme le seul génocide. Il dit ne pas faire de différence entre les victimes (pourtant, les victimes auxquelles il fait référence sont

⁶⁵ Le groupuscule d'ultra-gauche La Vieille Taupe est un mouvement assez ancien qui n'était pas "révisionniste" à son origine. Voir V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, pp. 182, 183.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ Ibid.

d'habitude toutes chrétiennes). Il donne des exemples d'hommes tués pour ce qu'ils étaient et dénonce le statut particulier du génocide juif. Surtout, il nie vouloir banaliser le nazisme en montrant que le communisme est pire:

Je ne suis pas de ceux qui professent le racisme du souvenir ou de la sélectivité du génocide (...) Il faut, nous dit-on, distinguer les génocides. Le génocide juif serait inégalable parce que l'on a tué des hommes au motif qu'ils étaient juifs? Mais les Ottomans n'ont-ils pas massacré des hommes parce qu'ils étaient Arméniens? Et les Soviétiques n'ont-ils pas tué des millions d'hommes parce qu'ils étaient chrétiens? Ou paysans? Je n'établis aucune hiérarchie dans la barbarie⁶⁹.

Antony admet ensuite avoir vu une chambre à gaz à Auschwitz (dont il revient). Mais il précise aussitôt qu'il a vu d'autres moyens de tuer. De cette façon, il banalise le caractère spécifique et unique de la chambre à gaz homicide. Selon lui, les techniques soviétiques étaient beaucoup plus efficaces et économiques. Dans l'horreur, les communistes sont donc supérieurs aux nazis. Son discours est clairement *relativiste*:

J'ai vu en effet une chambre à gaz. J'ai vu aussi le mur des fusillés où l'on a abattu des milliers de malheureux, j'ai vu les gibets, où l'on en a pendu des centaines. Mais ce que j'ai vu, notamment la chambre à gaz, m'a confirmé que les nazis n'étaient pas seulement des monstres mais aussi des imbéciles. Recourir à une technique aussi compliquée pour tuer des gens le démontre. Les Soviétiques, eux, avaient mis en œuvre des moyens beaucoup plus économiques: dans ce pays où, en hiver, la température descend à moins quarante degrés, ils se contentaient de faire aligner les prisonniers en plein vent. C'était suffisant⁷⁰.

III. L'affaire "Durafour-crématoire"(septembre 1988)

Rivarol

Rivarol se distingue de plus en plus par la multiplication d'articles ouvertement *négationnistes*, généralement suivis d'une publicité pour obtenir les principaux ouvrages "révisionnistes":

⁶⁸ Ibid.

⁶⁹ "Entretien avec Bernard Antony", *National Hebdo*, n.169, 15 au 21 octobre 1987, p. 16.

⁷⁰ Ibid.

"Nouvelles du 'révisionnisme': l'affaire Beaufret" (22 janvier 1988), "Chronique du 'révisionnisme': à quand la mort aux rats ?" (5 février 1988), "Le mythe d'Auschwitz passe par Moscou" (4 mars 1988), "Exclusif: Robert Faurisson témoigne sur l'explosif procès Zündel" (27 mai 1988), "'Révisionnisme': la bataille continue" (30 septembre 1988). Parallèlement, *Rivarol* réagit peu à cette nouvelle polémique. Il apparaît certes du côté de Jean-Marie Le Pen mais le journal ne juge pas ce jeu de mots. Claude Lorne prédit quelques ennuis à Georges Marchais, premier secrétaire du parti communiste français, qui a répliqué violemment aux propos de Jean-Marie Le Pen. Lorne constate surtout que Le Pen n'est pas le seul à se laisser aller à quelques dérapages verbaux, bien au contraire:

Il [Le Pen] m'étonnerait fort qu'il laisse passer sans réagir la diatribe du secrétaire général du PC sur le fleuve de sang séparant son parti de l'extrême droite, "le sang des dizaines de milliers de résistants communistes torturés, déportés et assassinés par les prédécesseurs nazis de Le Pen". Voilà qui montre surabondamment que le président du Front National n'a pas le monopole des "excès"⁷¹.

Lorne revient sur la dernière Fête de l'*Humanité* et s'interroge sur la différence de traitement accordé aux fours crématoires, simple moyen d'incinérer les cadavres, et à la guillotine qui fit, elle, nombre de victimes pendant la Révolution. Il estime que la guillotine et la Révolution n'ont fait qu'annoncer les massacres communistes. Surtout, Lorne compare et assimile contre-révolution et anticommunisme:

Il semble en tout cas plus bénin de "banaliser les crématoires" qui ne servaient qu'à brûler les cadavres, que d'exalter la guillotine (...) J'ignore si Le Pen est l'héritier des nazis, mais une chose est sûre: les Grands Ancêtres furent bien les prédécesseurs des génocideurs staliniens des Koulaks et des fusilleurs des maquis rouges. Il est donc "dans la nature des choses" que la "Fête de l'Huma" les honore. Mais il est pour le moins surprenant que, ce faisant, nos modernes tricoteurs de la Courneuve, loin de s'attirer cette "*condamnation universelle*" qu'appelait le Congrès juif mondial à l'encontre de Le Pen, ne reçoivent que louanges, appuis et concours gracieux⁷².

⁷¹ Claude Lorne, "Une semaine dans le camp des saints. A bas les crématoires, vive la guillotine!", *Rivarol*, n.1933, 16 septembre 1988, p. 3.

⁷² Ibid.

Aspects de la France

Aspects de la France juge les réactions à cette affaire excessives. Il les décrit, ironiquement, "vertueuses". Il y voit surtout une manœuvre organisée pour camoufler les vrais problèmes, notamment économiques, de la France: "Gros chahut médiatique autour des propos de M. Le Pen sur M. Durafour. Cette vertueuse indignation a eu au moins l'avantage de faire passer au trente-sixième dessous des problèmes sans importance, comme le déficit du commerce extérieur, l'accroissement du chômage ou le trou de la Sécu"⁷³.

Minute

Le journal consacre sa première page à cette affaire dans le numéro du 7 au 13 septembre 1988. Le titre résume assez bien l'ambiguïté de la position de *Minute*: "L'affaire du calembour explosif. Que cherche Le Pen? Cette fois, il avait calculé son coup"⁷⁴. Jean-Claude Goudeau s'intéresse uniquement aux conséquences politiques de cette affaire. Selon Goudeau, Jean-Marie Le Pen ne doit pas aborder certains sujets car la classe politique cherche à le faire passer pour un nouveau représentant du national-socialisme. Goudeau adopte la même stratégie que lors de l'affaire du "détail". Il est simplement un peu plus critique, sans doute parce qu'il y a récidive:

Mais Le Pen devrait savoir qu'il y a pour lui des sujets "tabous". (...) Toute la classe politique ayant décidé, pour combattre la montée de la droite nationale, de l'assimiler sans aucune justification au nazisme et de présenter Le Pen comme un nouveau Hitler, il vaudrait sans doute mieux ne pas lui fournir des munitions. La malencontreuse affaire du "détail", il y a moins d'un an, aurait dû servir de leçon. alors pourquoi en rajouter?⁷⁵

Goudeau estime que le président du Front National est traité trop sévèrement par le Garde des Sceaux. Il estime "qu'il est tout à fait ridicule de voir un garde des Sceaux parler d'engager des poursuites en justice et de levée d'immunité parlementaire à propos d'un mauvais jeu de mots,

⁷³ Le veilleur de nuit, "De ma fenêtre", *Aspects de la France*, n.2061, 15 septembre 1988, p. 2.

⁷⁴ *Minute*, n.1379, 7 au 13 septembre 1988, p. 1.

⁷⁵ J.-C. Goudeau, "Un sujet tabou", *Minute*, n.1379, 7 au 13 septembre 1988, p. 2.

tout au plus maladroit. La majorité des Français ressent certainement cette disproportion"⁷⁶. Goudeau s'interroge sur les motivations qui l'ont poussé à effectuer un tel jeu de mots. Il y voit une manœuvre électorale qui lui semble assez risquée et potentiellement très inefficace: "Pourquoi le président du Front National a choisi délibérément de créer le malaise dans une partie de son électorat acquis ou potentiel, et qui, parmi ses conseillers, le pousse dans cette voie périlleuse. (...) Reste à savoir si Le Pen aura raison (...) de radicaliser son discours, au risque d'effrayer des électeurs qui approuvent, pourtant, la plupart de ses idées"⁷⁷. Gabriel Domenech prend la défense de Le Pen. Il affirme que l'usage de l'expression "four crématoire" sert en réalité à évoquer les menaces de M. Durafour et que cette expression symbolise bien la force et la bassesse des manœuvres contre le Front National. Il retourne la logique de l'extermination en l'appliquant à la stratégie anti-Front National et précise même que le parti frontiste représente quatre millions de personnes, chiffre qui semble faire écho aux six millions de victimes juives du génocide nazi:

En traitant de "Durafour-crématoire", la girouette (...) qui porte ce nom, Le Pen faisait allusion à la volonté d'élimination du F.N., proclamée par celle-ci. Et comment éliminer un mouvement soutenu par quatre millions de citoyens, sinon par des procédés indignes. De là à stigmatiser l'auteur d'un tel aveu (...), c'est ce que faisaient tous les pamphlétaires de droite et de gauche lorsque la liberté d'expression existait encore en France⁷⁸.

Finalement, Domenech constate qu'il est devenu impossible, de nos jours, d'évoquer, même de manière anodine, la Shoah, sans être accusé d'antisémitisme ou de nazisme. Il dénonce une telle assimilation et regrette qu'on ne puisse désormais "faire la moindre allusion à un mot, à un fait, à une idée touchant à l'holocauste juif sans se frapper la poitrine, pour aussitôt être taxé d'antisémitisme (...) mais, de plus, de nazisme et de volonté manifeste de vouloir rouvrir les camps de la mort lente"⁷⁹.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ G. Domenech, "Eloge du génocide", *Minute*, n.1379, 7 au 13 septembre 1988, p. 3.

⁷⁹ Ibid.

Présent

Présent soutient la stratégie du Front National qui renverse la logique des critiques qu'on lui adresse en affirmant que les fours crématoires sont les instruments du génocide contre les bébés français (c'est-à-dire l'avortement). Alain Sanders s'étonne de l'ampleur de la réaction pour une remarque qu'il juge anodine. Michel Durafour est lunatique idéologiquement et prône l'alliance avec les communistes, ce qui justifie l'usage de tels propos par le président frontiste. Cette affaire montre surtout que les autorités intellectuelles et morales de ce pays sont sensibles de manière disproportionnée à tout ce qui touche à la Shoah:

L'incroyable déchaînement déclenché par une attaque polémique (...) contre un ministre tourne-veste qui prône l'élimination du Front National et l'alliance avec le parti communiste, laisse pantois la grande majorité du peuple français. (...) Et Yann Piat n'a pas tort qui remarque: "il ne faut pas fantasmer sur les mots. Les crématoires existent aussi par exemple dans les hôpitaux." Oui, incroyable déchaînement qui rassemble en un conglomérat suspect tous ceux qui n'avaient guère attendu cette plaisanterie (...) pour crier leur haine⁸⁰.

Finalement, Sanders estime que toute cette affaire n'est que le résultat d'une stratégie planifiée, d'une manipulation organisée de la classe politique française, pour diaboliser Le Pen: "Contre Le Pen –qu'il faut diaboliser parce qu'il défend la France française et qu'un nombre croissant de Français en prend conscience– la classe politique rejoue sans relâche *L'exorciste*"⁸¹. Rémi Fontaine signe deux articles au sujet de cette affaire. Dans un premier temps, il affirme que la réaction de Le Pen est normale. On l'assimile sans cesse au nazisme ou à l'antisémitisme. Son jeu de mots se comprend et se justifie comme une réponse à ce genre d'assimilation. Derrière toute cette ébullition se cache en fait toute une machination des média. Ce jeu de mots n'est qu'un prétexte pour la mettre en branle:

L'homme le plus insulté de la politique française n'aurait pas le droit à la riposte? L'insulte quasi quotidienne (...) –*Le Pen=Hitler, Barbie, fasciste, nazi, antisémite, raciste*, etc.–, lui, n'aurait pas le droit de la renvoyer à ses adversaires, simplement par métaphore –si tant est que son jeu de mots visait la période incriminée. (...) Une nouvelle "affaire Le Pen" est née avec les relais médiatiques habituels. Passé inaperçu sur la plupart des chaînes le soir même du "délit", le fameux "calembour" sera ressorti (...) comme le flagrant délit que tout le monde attendait. (...) cette campagne d'*intox*

⁸⁰ Alain Sanders, "Totems et tabous", *Présent*, n.1649, 5-6 septembre 1988, p. 1.

⁸¹ Ibid.

reprend mot pour mot les mêmes calomnies, les mêmes vociférations, que lors de la foireuse affaire du "détail"⁸².

Fontaine estime que cette assimilation Le Pen-nazisme sert un double objectif. Les responsables de cette polémique veulent empêcher toute frange de l'opposition parlementaire de droite de faire alliance avec la formation frontiste. Il analyse donc cette affaire comme une obscure manœuvre politique et ne s'intéresse pas au "révisionnisme": "Une nouvelle fois, Le Pen est débusqué comme un gibier de potence, gibier nazi! Faute de la peine capitale pour cette engeance, il devrait normalement en mourir, sinon de honte, du moins politiquement. Une nouvelle fois! (...) Le piège de cette mobilisation est évident: mettre en demeure l'opposition complexée de ne s'allier en aucun cas au Front National qu'on voudrait bien interdire"⁸³. Fontaine soutient la stratégie consistant à banaliser les fours crématoires et à les dissocier des seuls camps de la mort nazis. Ce calembour n'était qu'une réaction de défense contre Michel Durafour: "Le Pen a rappelé que son fameux jeu de mots n'avait pas de rapport avec les juifs mais constituait une contre-attaque aux propos de Durafour (...) appelant à une extermination du Front National"⁸⁴. Finalement, Fontaine justifie les attaques de Le Pen en rappelant que Durafour a voté la loi Pelletier du 29 novembre 1979 ("Durafour a justement voté (...) la loi Pelletier (...) homologuant la loi Veil sur l'infanticide prénatal"⁸⁵). Le ministre socialiste est donc complice, avec Simone Veil, de ce "génocide français". Un tel engagement justifie donc qu'on emploie à son intention un jeu de mots du même niveau, et de même nature. *Présent* défend et couvre le dérapage de Le Pen. Dans les articles "Sensibilité juive... et chrétienne" et "La communauté juive et sa politique française", Jean Madiran affirme qu'une réaction d'outrage de la communauté juive n'est pas justifiée car elle dissimule l'action conjuguée des organismes parlant au nom des juifs, et non de la communauté juive:

J'ai déjà eu l'occasion de dire que je comprends parfaitement l'extrême sensibilité de la communauté juive à tout ce qui peut lui sembler une inconvenance ou un outrage à l'égard de son "holocauste": cette extrême sensibilité peut même réagir à tort, comme dans le cas présent où (...) elle va jusqu'à imaginer que "le calembour indécent tourne en dérision l'extermination de millions d'êtres humains (...)": et puis quoi encore?⁸⁶

⁸² Rémi Fontaine, "Le consensus de l'anti-France", *Présent*, n.1649, 5-6 septembre 1988, p. 1.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ R. Fontaine, "Le R.P.R. fulmine", *Présent*, n.1653, 10 septembre 1988, p. 2.

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ J. Madiran, "Sensibilité juive... et chrétienne", *Présent*, n.1651, 8 septembre 1988, p. 1.

Madiran estime que de telles réactions de la part des média comme de la classe politique ne sont pas honnêtes. Si elles avaient concerné des outrages à la communauté chrétienne, une telle mobilisation n'aurait jamais eu lieu. Il estime ainsi que le pouvoir médiatique et politique s'intéresse seulement aux problèmes des juifs:

Il est fort douteux que la mobilisation "unanime" de la classe politico-médiatique (...) soit partout et toujours sincère et spontanée. Cette unanime sensibilité à l'outrage subi par une communauté disparaît d'un seul coup, elle disparaît notamment des antennes de radio et de télévision, dès qu'il s'agit d'outrages aux communautés chrétiennes. (...) Ce pouvoir prend en considération ardente les outrages réels ou supposés qui peuvent blesser la communauté juive; il est beaucoup moins sensible aux outrages que subissent les communautés chrétiennes⁸⁷.

Madiran met l'engagement des juifs dans l'antiracisme sur le compte d'une machination communiste. Il prend pour preuve la tolérance des juifs face aux crimes communistes, et leur engagement contre ceux perpétrés par le régime nazi. Conformément à la théorie du complot, il associe communistes et juifs:

Jean-Marie Le Pen a (...) abordé de front ce que nous avons plusieurs fois nommé *le point sensible de la politique française*, à savoir l'engagement de la communauté juive dans le soi-disant antiracisme. (...) C'est une manipulation communiste au profit du communisme, qui ainsi cesse d'être le plus grand danger (...) J'ai plusieurs fois attiré l'attention publique sur la *catastrophe nationale* que serait l'engagement de la communauté juive dans une telle politique. (...) le spectacle d'une vigilance à éclipses contre *l'apologie du crime*: toujours déchaîné contre l'apologie (même imaginaire) du crime nazi, il est toujours tolérant pour l'apologie du crime communiste⁸⁸.

Le 11 septembre, le R.P.R. (Rassemblement Pour la République) annonce la décision de son Bureau politique de ne pas faire d'alliance avec le Front National. Yves Daoudal y voit une machination des communistes afin de protéger le communisme de toute critique. La méthode consiste à montrer du doigt les soi-disant émules d'Hitler et du nazisme. La première phase de cette machination consiste à mettre en avant le rôle des communistes pendant la Résistance. La seconde phase s'appuie sur le développement de "l'antiracisme":

Ce qui est essentiel pour le parti communiste, c'est (...) que l'on reconnaisse qu'il y a pire que lui. Que le nazisme est pire que le communisme. Le nazisme ayant disparu depuis plus de 40 ans, il est nécessaire (...) de lui trouver des émules: Botha, Pinochet et Le Pen.(...) Si le parti communiste réussit à convaincre que Le Pen est xénophobe,

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ J. Madiran, "La communauté juive et sa politique française", *Présent*, n.1660, 21 septembre 1988, p. 1.

raciste et antisémite, donc nazi, il marque un point décisif. (...) Et les gaullistes se "retrouvent" avec lui pour construire la légende dorée du résistentialisme. C'est pourquoi le parti communiste est le propriétaire des boutiques de "l'antiracisme". (...) L'imposture est massive, énorme. Le Pen responsable des crimes de Hitler, et les communistes n'existant qu'en tant que victimes du nazisme et apôtres de la liberté...⁸⁹

Quelques jours plus tard, Daoudal accuse le pouvoir médiatique de se comporter, à l'égard du Front National, comme les nazis avec les juifs. C'est un moyen de donner une image encore plus forte de la persécution dont il juge Le Pen et le Front National victimes. Les expressions de "mafia cosmopolite" et de "mafia politico-médiatique" désignent les juifs. Ces derniers sont donc à l'origine de la censure dont Le Pen fait l'objet: "Les chefs de la mafia politico-médiatique osent souligner qu'ils censurent le discours de Jean-Marie Le Pen (...) en reprenant la raison même avancée par Jean-Marie Le Pen. Comme s'ils reprenaient à leur compte, comme s'ils avouaient au grand jour, qu'en effet leur attitude s'apparente à celle du parti nazi à l'égard des juifs"⁹⁰.

National Hebdo

Michel Collinot défend Le Pen et ne voit pas en quoi le jeu de mots "Durafour-crématoire" a un rapport avec les camps de concentration nazis. Il pense que les opposants de Le Pen ne le jugent pas sur ce qu'il dit, mais sur ce qu'il est censé penser. Le Pen mène un combat juste et il faut faire front avec le président frontiste contre les ennemis communs:

Le Pen est un tribun populaire. Il use de calembours (...) "Durafour crématoire", sincèrement, je ne le trouve pas bon. Bien entendu (...) je ne fais pas de procès d'intention. Je ne suspecte pas Jean-Marie Le Pen d'avoir pensé aux camps de concentration. Les fours crématoires sont faits pour incinérer les morts, pas les vivants. Il en existe dans tous les grands cimetières. (...) On ne trahit pas un ami pour un mauvais calembour (...) mais le Pen n'est pas concerné, les salauds sont ses ennemis. Ils lui ont tous déclaré la guerre. C'est le moment de faire front⁹¹.

Serge de Beketch défend lui aussi le jeu de mots du président du Front National et dénonce la "chasse à courre" et le "terrorisme verbal" dont il fait l'objet. Il fustige les personnes qui font

⁸⁹ Y. Daoudal, "Editorial", *Présent*, n.1654, 12-13 septembre 1988, p. 1.

⁹⁰ Y. Daoudal, "L'aveu cynique des média", *Présent*, n.1659, 19-20 septembre 1988, p. 1.

mine de voir une référence au nazisme. Il dénonce le lobby de l'anti-France dont les juifs sont une des pièces essentielles dans l'imagerie antisémite. Serge de Beketch défend ainsi l'identité catholique de la France:

C'est que le lobby n'avait pas encore lâché la meute (...) Négligeant le fait pourtant clairement exprimé que le "Durafour-crématoire" n'avait strictement rien à voir avec une quelconque référence au nazisme, mais entendait simplement évoquer la volonté affirmée par Durafour de liquider, d'extirper, de faire disparaître le Front National (...) Imbéciles ceux qui n'ayant pas compris le sens du propos, hurlent par habitude ou par lâcheté avec les loups; salauds ceux qui, l'ayant parfaitement compris, le déguisent et le détournent (...) De même, alors que des centaines de milliers de catholiques français sont atteints au plus profond de leur sensibilité religieuse par le blasphème (...) "La Dernière tentation du Christ", pas un seul homme politique ne s'est manifesté (...) La vérité, c'est que le blasphème, aujourd'hui, n'existe plus. Ce n'est plus un délit, c'est même le contraire: un signe d'appartenance à la grande coalition. Au lobby de l'anti-France⁹².

De Beketch estime que cette "interprétation biaisée d'un propos tronqué" a deux objectifs politiques: "accentuer la pression sur les états-majors de la droite modérée pour interdire toute alliance électorale avec le Front. (...) faire passer au second plan les véritables questions de l'actualité politique"⁹³. Un autre article suggère que Michel Durafour est au service des communistes, "puissance étrangère dictatoriale cultivant les plus vastes camps de concentration du monde, ayant exterminé plus de juifs que feu Adolf Hitler en son temps"⁹⁴. Il ne met pas simplement sur un pied d'égalité les nazis et les communistes. Il défend l'idée que les camps communistes sont les plus vastes et que le communisme a tué plus de juifs que le nazisme. François Brigneau fait front derrière Le Pen. Il affirme qu'il faut se battre pour la vérité historique. Surtout, il ramène cette affaire sur le terrain du "révisionnisme". Il estime que la censure dont fait l'objet le livre de Faurisson est le symbole du mensonge historique dont les juifs sont les principaux responsables. Brigneau réaffirme implicitement ses convictions *négationnistes*. Son soutien à Le Pen et à Faurisson se comprend dans une perspective plus large de lutte contre l'histoire enseignée aujourd'hui:

Il n'y a plus une minute à perdre (...) On essaye de donner mauvaise conscience aux Français avec ces histoires d'Occupation et de Collaboration. Mais si la politique du parti radical-socialiste et du Grand Orient n'avait pas été ce qu'elle fut de 1918 à 1937,

⁹¹ M. Collinot, "Le temps des salauds", *National Hebdo*, n.216, 8 au 14 septembre 1988, p. 4.

⁹² Serge de Beketch, "Le Pen seul face à la meute", *National Hebdo*, n.216, 8 au 14 septembre 1988, p. 5.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ Article non signé, "Un crétin dans ses œuvres", *National Hebdo*, n.216, 8 au 14 septembre 1988, p. 16.

il n'y aurait jamais eu d'Occupation et de Collaboration. Qui a démobilisé matériellement et spirituellement la France et le Français? La gauche (...) Rétablissons les faits et la vérité historique. Si puissants qu'ils soient, les lobbies cosmopolites peuvent être contredits⁹⁵.

National Hebdo publie ensuite le témoignage du Marquis Jean de Mailly-Nesle, ancien déporté à Dachau et résistant (ce qui est précisé à la fin de l'article, en plus de ses décorations d'Officier de la Légion d'honneur et de sa Croix du Combattant Volontaire de la Résistance). Le journal d'extrême droite montre ainsi que les anciens déportés soutiennent aussi Le Pen, malgré les accusations de "révisionnisme". Pour le marquis, patriotisme et soutien à Le Pen vont de pair. Surtout, il affirme que les fours crématoires étaient destinés à tous les déportés. Il estime que les juifs doivent faire valoir leurs droits de victimes, normalement, comme les autres déportés:

Je suis pour Le Pen. (...) C'est même cette conviction qui m'a conduit, voilà un demi-siècle à Dachau. Et je n'ai de leçons à recevoir de personne. Surtout pas de ces agents de l'anti-France qui dénaturent le sens (...) Les juifs qui étaient avec nous là-bas doivent pourtant bien se souvenir que les fours crématoires ne faisaient pas de distinction (...) Je rejette toutes les récupérations et toutes les ségrégations. Je conserve la mémoire de ceux qui ne sont pas revenus. De tous ceux qui ne sont pas revenus⁹⁶.

Jean-Pierre Stirbois, Secrétaire général du Front National, soutient l'emploi du jeu de mots de Jean-Marie Le Pen. Il le réexplique en faisant un parallèle implicite entre la Solution finale contre les six millions de juifs et celle contre les quatre millions et demi d'électeurs du Front National. L'image permet de *relativiser* la Shoah. Stirbois critique aussi l'influence des communistes. Il rappelle que le P.C.F. continue de soutenir les crimes communistes et que personne ne leur en tient grief :

Si l'image de "Durafour-crématoire" fut peut-être mal choisie, puisque volontairement mal interprétée par nos adversaires, elle n'avait, bien sûr, d'autre signification que de dénoncer la solution finale, proposée par les Durafour et autres Stoléru: éliminer les aspirations de 4 400 000 Français qui avaient voté Le Pen (...) Qui parle encore du Goulag, du Viêt-nam, du Cambodge et du soutien qu'apporte le parti communiste français à ces ignominies de l'Histoire?⁹⁷

⁹⁵ F. Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, n.217, 15 au 21 septembre 1988, p. 5.

⁹⁶ Marquis Jean de Mailly-Nesle, "La mémoire de tous ceux qui ne sont pas revenus", *National Hebdo*, n.219, 29 septembre au 5 octobre 1988, p. 18.

IV. L'affaire du carmel d'Auschwitz (juin-septembre 1989)

Rivarol

Beaucoup d'articles ouvertement "révisionnistes", mais qui ne se réfèrent pas à l'affaire du carmel, sont publiés pendant cette période comme "Entre l'histoire et le mythe" par Jacques Langlois ou "Recherche sous haute surveillance" par Louis Seiffert (tous les deux datés du 17 février 1989). Concernant le carmel d'Auschwitz, *Rivarol* estime que l'affaire est une campagne volontairement mise en place pour attaquer l'Eglise. L'auteur de l'article estime que celle-ci a pourtant tout fait pour se faire pardonner "l'antisémitisme" dont elle se serait rendue coupable pendant tant de siècles. L'action de l'Eglise pendant la guerre a permis de sauver énormément de juifs. Elle a aussi tendu la main à d'anciens collaborateurs: "Ce n'est plus désormais la seule famille intégriste, mais toute la Catholicité (...) qui est rejetée au banc d'infamie comme 'collabos'. (...) Oublié ce passé, qui a permis à tant de pourchassés de survivre et de connaître ensuite richesse et réussite, du moment qu'il s'est trouvé des prêtres pour donner aussi asile à des Touvier [ancien milicien poursuivi pour crimes contre l'humanité et finalement assassiné par un désaxé mental]"⁹⁸. *Rivarol* voit également dans cette affaire une manœuvre politique dirigée par le sionisme international pour faire triompher le communisme. Les déclarations agressives des responsables juifs mettent en place les conditions idéales d'une reprise en main armée de la Pologne. Le journal rappelle les liens historiques entre le communisme et les juifs et dénonce leur complot:

Avions-nous tort de dénoncer le montage politique et d'en désigner les instigateurs, soit "l'Internationnale au service de l'internationalisme rouge" (...) Reste à établir (...) pourquoi le Premier ministre israélien, comme certains ténors de la Diaspora, ont multiplié les "dérapages" –volontaires– dont le seul résultat pourrait être de faire capoter l'expérience polonaise, et donc de donner au Kremlin un argument décisif pour étouffer (...) les aspirations des peuples asservis. (...) Ajoutons, du reste, que la communauté juive d'U.R.S.S. (...) chouchoutée par Gorbatchev (...) n'aurait rien à gagner d'un "empire éclaté" où des nationalistes (...) parvenus au pouvoir feraient durement sentir sa "différence" au peuple élu, dont le rôle dans le triomphe de l'idéologie et du système communistes fut primordial, dès 1917⁹⁹.

⁹⁷ Jean-Pierre Stirbois, "La tempête", *National Hebdo*, n.219, 29 septembre au 5 octobre 1988, p. 19.

⁹⁸ *Rivarol*, "Editorial", *Rivarol*, n.1967, 2 juin 1989, p. 2.

Dans "L'étoile, la croix et le sage", Louis Seiffert estime que les juifs n'acceptent pas qu'il y ait eu d'autres martyrs et génocides que le leur. Seiffert rappelle d'ailleurs le rôle des juifs dans la mort du Christ et reprend donc l'accusation de déicide. Surtout, il fait le lien entre cette responsabilité et la Shoah:

Mais il ne faut pas négliger (...) la grande croix que les Chrétiens polonais ont érigé à l'entrée du camp. Voilà l'horreur suprême, le symbole qui rappelle trop aux juifs, un autre martyr, celui de Jésus-Christ et la trop célèbre réponse du peuple élu à Pilate qui se lavait les mains du sang du Messie: "Que son sang soit sur nous; Et sur nos enfants" (Mathieu, XXVII). Il y eut des martyrs, il y eut des génocides, des déicides par le passé, il y en aura encore; Les juifs n'y tiendront pas forcément un rôle et cela ils ne le tolèrent pas...¹⁰⁰

Edith Delamare juge que toutes ces réactions sont "une campagne insultante contre les carmélites". Elle qualifie les conclusions de la commission chargée de statuer sur cette affaire de "diktat". Cette interrogation semble aussi être celle des Polonais et Delamare soutient leur protestation: "Reste donc la question posée par les Polonais: qu'est-ce qui a habilité des évêques français à intervenir dans les affaires du diocèse polonais de Cracovie"¹⁰¹. Pour Delamare, les juifs ne furent pas les principales victimes des camps d'Auschwitz et les carmélites doivent par conséquent imposer leur présence: "Quant à affirmer que Dieu était absent d'Auschwitz, le Pape a déclaré le contraire dans son homélie de canonisation du Père Maximilien Kolbe. La convention de Genève qui admet la thèse juive du 'ciel vide' est blasphématoire. Le ciel n'était pas vide et il ne doit pas le rester"¹⁰². Dans l'article "Crescendo, de Jean XXIII à Jean-Paul II", Delamare commente le communiqué de la Commission pontificale pour les relations avec le judaïsme et constate avec regret que les autorités catholiques ont cédé devant les exigences des juifs. Elle craint qu'un tel recul augure d'un déclin du catholicisme face au judaïsme: "Le Saint Siège admet donc qu'il est un lieu au monde où la prière est interdite et d'où la Croix est bannie. Et cela en terre catholique, la terre même qui a vu naître le Pape 'glorieusement régnant' selon une formule qu'on n'utilise plus guère. Cette capitulation laissera des traces et pas seulement en Pologne"¹⁰³. Claude Robert-Elliott estime que les reculades des autorités catholiques "placent l'Eglise en état de subordination vis-

⁹⁹ Rivarol, "Le carmel dans le jeu de Gorbatchev", *Rivarol*, n.1979, 22 septembre 1989, p. 7.

¹⁰⁰ Louis Seiffert, "L'étoile, la croix et le sage", *Rivarol*, n.1975, 28 juillet 1989, p. 2.

¹⁰¹ Edith Delamare, "'L'affaire' du carmel d'Auschwitz: du montage au conflit", *Rivarol*, n.1977, 8 septembre 1989, p.12.

¹⁰² Ibid.

¹⁰³ E. Delamare, "Crescendo, de Jean XXIII à Jean-Paul II", n.1980, *Rivarol*, 29 septembre 1989, p. 13.

à-vis du judaïsme". Mais il pense aussi que cette attaque contre la foi catholique n'est pas surprenante. C'est une stratégie pensée et organisée depuis de nombreuses années par "le judaïsme militant et ses acolytes". Robert-Elliott dénonce ainsi un complot juif contre l'Eglise catholique:

Par rapport au démantèlement de la foi catholique, l'affaire du carmel d'Auschwitz n'est qu'un jalon sur la voie d'une entreprise qui se poursuit depuis longtemps (...) les discussions au sujet du déplacement du carmel n'ont été qu'une façon de rester à la surface des choses pour mieux occulter les opérations de dénaturation de l'Eglise catholique par le judaïsme militant et ses acolytes. Il faut savoir par qui, et comment, ces actions ont été, et sont encore, menées¹⁰⁴.

Robert-Elliott estime que, suite aux pressions de juifs, l'Eglise a progressivement passé sous silence la responsabilité des juifs dans la mort de Jésus. C'est une entreprise de dénaturation des dogmes originels de l'Eglise catholique. Cette dénaturation va plus loin car elle rend les catholiques en partie responsable du génocide des juifs par les nazis. Mais Robert-Elliott constate que l'extermination des juifs par les nazis n'était pas basée sur des raisons religieuses, ce qui est exact dans la mesure où l'antisémitisme nazi était un antisémitisme racial. L'action des juifs vise à "défendre un dogme qui s'effrite de plus en plus"¹⁰⁵ et à faire passer la Shoah pour l'équivalent de la crucifixion de Jésus:

La pierre d'achoppement de cette destruction de la doctrine catholique est la culpabilisation généralisée des chrétiens par rapport à ce qu'Israël a fini par dénommer Shoah après génocide et holocauste, pour en faire le pendant judaïque (...) de la Crucifixion chrétienne. (...) Dès Vatican II, L'Eglise se mit à multiplier les mea culpa officiels, se découvrant, sur commande, une part de responsabilité dans le déclenchement des persécutions contre les juifs pendant la deuxième guerre mondiale, bien que ces dernières n'aient eu aucun caractère religieux¹⁰⁶.

Aspects de la France

Michel Fromentoux rappelle que des victimes de toutes religions furent brûlées à Auschwitz et donne le chiffre de moins de 50 pour cent de victimes juives. Ce qui le scandalise, c'est

¹⁰⁴ Claude Robert-Elliott, "Le judaïsme est-il en train d'annexer l'Eglise conciliaire?", *Rivarol*, n.1991, 15 décembre 1989, p. 8-9.

¹⁰⁵ Ibid.

l'amalgame faite entre la Solution finale et le carmel alors que le juif Lanzmann en appelle à la "Solution finale" pour les carmélites, sans réveiller aucune protestation. Il critique cette différence de traitement:

Aujourd'hui, le centre n'est toujours pas construit (...) et les carmélites continuent de prier (...) là où tant d'hommes furent immolés, toutes religions confondues (...) moins de deux millions de juifs selon les historiens actuels. (...) Jacques Lanzmann a osé écrire: "Si les carmélites d'Auschwitz veulent vraiment honorer les millions de morts de la Shoah, hé bien qu'elles s'immolent par le feu et par le gaz." Aucune grande conscience n'a relevé cet appel à la solution finale¹⁰⁷.

Fromentoux préconise une attitude de fermeté face aux juifs. A l'instar de Mgr. Glemp, il soutient l'idée que les juifs contrôlent les médias et qu'ils ont une attitude "hautaine" vis-à-vis de la Pologne. Il refuse les accusations incessantes dont fait l'objet l'Eglise à propos des juifs:

Le cardinal Glemp, primat de Pologne, déplora publiquement le comportement "hautain" à l'égard de la Pologne de certains juifs qui ont la haute main sur les médias (...) On assiste aujourd'hui à une vaste entreprise de culpabilisation de l'Eglise et des nations catholiques qui, chaque fois qu'elles relèvent la tête, se voient accuser de responsabilités dans les malheurs des juifs. (...) Oser utiliser les victimes d'Auschwitz et autres "camps de la mort" pour accomplir une telle action est réellement honteux¹⁰⁸.

Dans "Le catholicisme, voilà l'ennemi!", Fromentoux constate qu'on accuse le Pape de faire du "révisionnisme" au sujet d'Auschwitz" et que l'affaire du carmel sert de trame pour insinuer que l'Eglise est en partie responsable de la Shoah. Il dénonce ce "terrorisme intellectuel" en affirmant que "l'on veut 'culpabiliser' l'Eglise en présentant le carmel établi près du lieu de la Shoah comme une insulte aux juifs persécutés en ce lieu par Hitler; de là, on en vient sans vergogne à soupçonner l'Eglise de complicité avec ce génocide en reprenant de vieilles calomnies contre Pie XII"¹⁰⁹. "On a incontestablement voulu piéger l'Eglise en la personne de négociateurs trop confiants", écrit aussi Fromentoux. De ce fait, il présente cette négociation comme un complot et critique la décision de déplacer les carmélites. Les juifs ne furent pas les seuls victimes et "la Pologne, elle aussi, a subi un génocide". Il met donc sur un pied d'égalité, la tentative d'extermination des juifs et la tentative d'extermination des Polonais non-juifs. Il remet en cause la spécificité prétendue de la Shoah. Cependant, il n'en *relativise* pas le

¹⁰⁶ Ibid.

¹⁰⁷ Michel Fromentoux, "L'Eglise catholique agressée", *Aspects de la France*, n.2107, 31 août 1989, p. 7.

¹⁰⁸ Ibid.

¹⁰⁹ M. Fromentoux, "Le catholicisme, voilà l'ennemi!", *Aspects de la France*, n.2109, 14 septembre 1989, p. 7.

caractère génocidaire. Fromentoux ne rejette pas la faute sur les juifs en général: "Rien ne saurait justifier cette campagne bruyante contre la Croix, montée par une minorité influente d'intellectuels juifs qui, interprétant à leur façon la notion de 'peuple élu', se permettent d'attenter à la réputation du Pape et à l'indépendance d'une nation catholique"¹¹⁰. Dans un autre article, Fromentoux dénonce une tentative des média pour dresser le Pape Jean-Paul II contre le prélat de Pologne, Mgr. Glemp. Il estime que les critiques dont Mgr. Glemp fait l'objet sont le fait d'un "lobby juif international" soutenu par les média et les intellectuels. On retrouve les habituels acteurs de la théorie du complot: "Son seul tort, répétons-le: parler fermement au nom de sa foi catholique et de sa nation polonaise! Cela, un certain lobby juif international ne peut le tolérer et la presse, la radio, l'intelligentsia s'empressent d'ajouter de l'huile sur le feu"¹¹¹.

Minute

Jean-Claude Goudeau estime que l'on peut facilement faire un parallèle entre cette affaire du carmel et d'autres polémiques comme les affaires *Holocauste* ou Darquier de Pellepoix. Tout "semble calqué sur le même scénario (...) on trouve, dans la presse, les mêmes signatures que naguère, ou leurs analogues, pour dénoncer l'antisémitisme des Polonais d'abord, puis de Jean-Paul II"¹¹². C'est l'idée d'un complot à long terme, dont cette affaire ne serait qu'une étape. Pour Goudeau les soupçons que font peser les juifs sur les catholiques et Jean-Paul II expliquent tous les problèmes actuels, puisqu'ils ont affaibli les responsables catholiques français lors des négociations sur le carmel. Ainsi, "les cardinaux français, horrifiés de tels soupçons, cédèrent sur tous les points dans l'affaire du carmel d'Auschwitz devant les exigences du rabbinat et, finalement, avec les intentions les plus charitables, en arrivèrent à la situation inextricable où nous nous trouvons actuellement"¹¹³. Goudeau prône un règlement raisonné et amiable de cette affaire. Cependant, il critique, à nouveau, l'attitude des

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ M. Fromentoux, "Le cardinal Glemp est-il désavoué?", *Aspects de la France*, n.2111, 28 septembre 1989, p. 11.

¹¹² J.-C. Goudeau, "Horreur, le pape est catholique!", *Minute*, n.1432, 13 au 19 septembre 1989, p. 3.

¹¹³ Ibid.

organisations juives, qu'il distingue de la communauté juive. Le niveau de leurs exigences et leurs accusations d'antisémitisme ne sont pas pour rien dans le mauvais climat actuel:

Les carmélites (...) auraient pu trouver dans la charité chrétienne la force de se retirer du lieu de prière qu'elles occupaient légitimement. Mais l'acharnement avec lequel certains juifs professionnels (...) transforment cette délicate affaire touchant au cristal des consciences en une machine infernale pour dresser les deux communautés, juive et catholique, l'une contre l'autre; l'arrogance avec laquelle ils étalent leurs exigences, la mauvaise foi avec laquelle ils accusent d'antisémitisme tous ceux qui ne les approuvent pas inconditionnellement sont singulièrement exaspérants¹¹⁴.

Minute estime aussi que la levée de bouclier dont Mgr. Glemp fait l'objet est "injuste". Le journal se demande pourquoi on "s'acharne" tant sur le primat de Pologne et défend ses décisions. Dans un encadré intitulé "Restaurant", il remarque que les organisations juives ne font pas tant de cohue à propos des activités commerciales du musée du camp¹¹⁵. Dans "Hystérie pour un carmel", *Minute* dénonce la bassesse et l'inexactitude des accusations et suggère l'idée d'un complot: "Mensonges, accusations abjectes, désinformation, calomnies, Jean-Paul II, Mgr. Glemp et les huit religieuses d'Auschwitz ont dû subir une campagne indigne"¹¹⁶.

Présent

Yves Daoudal publie trois articles au sujet de cette affaire. Il dénonce une erreur de lieux qui consisterait à considérer le camp d'Auschwitz-I comme "le lieu de la Shoah". Le carmel ne se trouve pas sur un "cimetière juif" mais "près de la baraque où mourut saint Maximilien Kolbe"¹¹⁷. A partir de là, Daoudal critique la tendance qu'ont les juifs à vouloir faire d'Auschwitz le symbole de leurs seules souffrances. Il reconnaît le sort réservé aux juifs et affirme que le nombre de victimes a peu d'importance: "Auschwitz ne peut être le symbole exclusif des juifs. Et il est pour le moins odieux de chercher à confisquer une part de l'horreur. (...) A force, on se demande de quel côté est le 'révisionnisme'. Quels que soient les chiffres

¹¹⁴ Ibid.

¹¹⁵ Voir article non signé, "L'affaire du carmel d'Auschwitz, Restaurant", *Minute*, n.1433, 20 au 26 septembre 1989, p. 8.

¹¹⁶ Article non signé, "Hystérie pour un carmel", *Minute*, n.1434, 27 septembre au 3 octobre 1989, p. 7.

réels (...) l'horreur indicible reste ce qu'elle est"¹¹⁸. Il ne remet donc pas en cause les chiffres pour essayer de *relativiser* la Shoah. Finalement, Daoudal estime que cette affaire est avant tout un "prétexte à un violent rassemblement des organisations juives contre l'Eglise"¹¹⁹. Une fois de plus, ce ne sont pas les juifs qui sont montrés du doigt, mais les organisations qui sont censées les représenter. Daoudal dénonce aussi un complot juif contre l'Eglise et les catholiques. Cette affaire en est la "première étape". Selon lui, les gens "se trompent lourdement. L'affaire du carmel n'est qu'une étape. Elle a permis aux organisations juives de mesurer avec quelle efficacité elles pouvaient faire reculer les catholiques"¹²⁰. Daoudal attaque les mensonges dont useraient les juifs censés être les porte-paroles de leur communauté. Il met en lumière leur volonté de tirer bénéfice de la Shoah en exagérant les souffrances et les atrocités. Cependant, il ne semble pas *relativiser* la Shoah mais seulement critiquer les excès à son sujet :

C'est à Birkenau, et non à Auschwitz, que l'ami de Jean Kahn [rédacteur en chef de *L'Evénement du Jeudi*] a pu éventuellement "marcher sur les ossements humains". Quant au "bruit de fermentation" (...) mieux vaut ne pas s'y étendre. (...) Les historiens évaluent à 1,15 ou 1,35 millions, le nombre de victimes juives d'Auschwitz-Birkenau. Ce chiffre est assez atroce par lui-même. Pourquoi le multiplier par trois? Il semble que dans l'outrance, on ne puisse plus s'arrêter. Et l'on ne sait si le plus horrible est cette incroyable exploitation des victimes de la Shoah ou l'in vraisemblable utilisation anti-catholique qui en est faite¹²¹.

Pour Guy Rouvrais, les carmélites veulent rester à Auschwitz pour prier pour les victimes juives de la Shoah. Selon lui, ce geste est un acte de charité. Faisant allusion à l'agression dont vient d'être victime Faurisson, il critique l'attitude générale des organisations juives parlant au nom des juifs:

Robert Faurisson nie qu'il y eut des chambres à gaz à Auschwitz et ailleurs. Les carmélites le nient si peu qu'elles prient pour les victimes de ces chambres à gaz (...) les carmélites prient pour les juifs, elles veulent donc les convertir, c'est-à-dire les nier. Elles seraient donc "antisémites", "révisionnistes" et probablement "nazies", sans le savoir (...) Le "révisionnisme" historique professé par Faurisson est sans rapport avec l'installation d'un carmel à Auschwitz. (...) Si le désaveu des responsables juifs est

¹¹⁷ Y. Daoudal, "La vérité sur le carmel d'Auschwitz (III)", *Présent*, n.1888, 23 août 1989, p. 5.

¹¹⁸ Y. Daoudal, "La vérité sur le carmel d'Auschwitz (II)", *Présent*, n.1887, 21 et 22 août 1989, p. 5.

¹¹⁹ Ibid.

¹²⁰ Y. Daoudal, "La vérité sur le carmel d'Auschwitz (III)", *Présent*, n.1888, 23 août 1989, p. 5.

¹²¹ Y. Daoudal, "Jean Kahn a donc le droit de mentir?", *Présent*, n.1900, 9 septembre 1989, p. 3.

sincère, qu'ils commencent par cesser leur campagne contre les carmélites, l'épiscopat polonais et le Pape¹²².

National Hebdo

Dans "Le prix de la 'curiosité bienveillante'", Serge de Beketch constate un "invraisemblable retournement de situation". Il ne comprend pas que les juifs, les responsables de la mise en croix de Jésus-Christ, refusent aujourd'hui que cette dernière siège au-dessus d'Auschwitz. De coupables, les juifs se sont transformés en victimes:

Car les mêmes qui, hier, exigeaient d'être absouts du crime, exigent à présent que soit oubliée la victime. Et ils le disent en termes clairs: "l'ombre de la croix ne saurait s'étendre sur ce qui est (...) le symbole même du cimetière juif." On en est là: l'ombre même du supplicié est devenue une insulte à ceux qui (...) furent tenus pour les artisans de son supplice¹²³.

Mais pour De Beketch, l'enjeu est ailleurs. Il s'agit de faire un choix essentiel pour l'existence et le statut de l'Eglise. La perspective est la lutte entre la religion juive et la religion catholique. L'Eglise catholique doit donc tenir une position de fermeté dans l'affaire du carmel si elle veut demeurer la religion dominante:

L'alternative est claire: ou l'Eglise reste catholique, triomphante et prosélyte et, dès lors, elle aura à subir de la part du judaïsme des attaques dont l'affaire du carmel n'est que la préfiguration. Ou elle accepte d'être transformée (...) privée de ses rites traditionnels (...) ramenée à ses "sources juives", et alors, elle pourra se prévaloir de la curiosité bienveillante (quel mot! quel formidable aveu!) de ses vainqueurs¹²⁴.

Michel Miot constate que "madame Veil n'est pas contente de ce qui passe en Pologne. Et depuis samedi tous les juifs avec elle". Pour Miot, les réactions de la communauté juive sont avant tout générées par l'action de leurs porte-paroles. L'agitation apparaît donc plus provoquée qu'authentique. Miot dénonce une attitude trop laxiste vis-à-vis des crimes communistes, dont on ignore toujours le nombre, en comparaison des crimes nazis: "Hitler et

¹²² G. Rouvrais, "Les humanistes qui accélèrent le retour à la barbarie", *Présent*, n.1906, 18 et 19 septembre 1989, p. 1.

¹²³ S. de Beketch, "Le prix de la 'curiosité bienveillante'", *National Hebdo*, n.263, 3 au 9 août 1989, p. 5.

¹²⁴ Ibid.

Staline ont décidé de rayer la Pologne de la carte (...) Si l'on croit connaître le nombre de victimes imputées aux Allemands, on ignore tout de celles des Soviétiques (...) Aussi, lorsque l'on évoque les quatre millions de Polonais disparus, il serait bon d'attribuer à chacun des deux Moloch sa part d'ignominie"¹²⁵. Miot remarque que Roosevelt et certains juifs américains étaient au courant du plan d'extermination d'Hitler. De cette façon, il retourne les rôles et les responsabilités. Beaucoup d'observateurs accusent le Pape de complicité tacite dans l'extermination des juifs alors que les vrais complices sont Roosevelt et les juifs américains: "Si le Pape était au courant du massacre des juifs par les Allemands et n'est pas intervenu, M. Roosevelt était parfaitement informé et n'a pas cru devoir émettre la moindre protestation, pas plus que les juifs américains qui ne voulaient rien entendre au sujet de leur frères 'Polaks'"¹²⁶. Pour Miot, le communisme "tire les ficelles" et Auschwitz ne peut en aucun cas être le symbole de la Shoah puisque des Polonais de toutes religions y sont morts. "La présence d'un carmel à Auschwitz n'est pas une insulte à la mémoire des morts juifs. Car Auschwitz n'est la propriété d'aucune communauté. Auschwitz n'appartient ni aux chrétiens, ni aux juifs"¹²⁷. François Brigneau défend aussi l'attitude des carmélites et de Mgr. Glemp. Il affirme sur un ton ironique que "si attentif qu'on soit à la frémissante sensibilité juive, tout de même, prier près d'Auschwitz pour le repos des juifs peut difficilement passer pour une manifestation d'antisémitisme"¹²⁸. Brigneau explique qu'il est du devoir des chrétiens de prier pour la conversion des juifs, en raison du déicide et de leur refus de la Bonne Nouvelle. Les juifs continuent de nier leur responsabilité historique et les carmélites font simplement acte de charité:

Pour un catholique n'est-ce pas le peuple juif (...) qui a le plus besoin de ses prières? Il y a deux mille ans, non seulement les juifs refusèrent de considérer Jésus comme le Messie (...) mais ils le firent crucifier (...) C'est cela l'histoire. Deux mille ans plus tard, les juifs la [Bonne Nouvelle] refusent toujours. Ils nient toujours qu'ils ont condamné à mort le Messie, fils de Dieu. Pour un catholique, il ne fait aucun doute que le jour du jugement dernier, il va leur arriver des bricoles. C'est pourquoi pendant des siècles, l'Eglise a fait prier pour leur conversion¹²⁹.

Brigneau fait deux comparaisons qui ont pour effet de *relativiser* la Shoah. D'abord, il remarque que des gens de toutes religions sont morts brûlés dans les crématoires. C'est une

¹²⁵ Michel Miot, "Les sources du conflit", *National Hebdo*, n.263, 3 au 9 août 1989, pp. 6-7.

¹²⁶ Ibid.

¹²⁷ Ibid.

¹²⁸ F. Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, n.268, 7 au 13 septembre 1989, p. 5.

juste remarque. C'est un moyen de semer le doute dans les esprits puisque, pour beaucoup de personnes, la différence entre les crématoires et les chambres à gaz n'est pas très claire. Ensuite, il met sur la même ligne les victimes des camps de concentration et les victimes des bombardements alliés. Et, alors qu'il parle de toutes les victimes de tous les camps de concentration, il ne parle en revanche que des victimes des bombardements alliés. L'image est habilement tronquée. "Victimes de la guerre, de la haine, de la folie meurtrière des hommes, des milliers et des milliers de catholiques, protestants, d'agnostiques, d'antichrétiens, de juifs ont disparu, dans la fumée des crématoires, comme d'autres dans le phosphore de Dresde ou le champignon d'Hiroshima. Jour et nuit, les carmélites prient pour eux; et peut-être un petit peu plus pour les juifs, car ils risquent d'avantage"¹³⁰. Mathilde Cruz conseille pour sa part de lire tous les principaux ouvrages "révisionnistes". Elle estime que la lecture de tels ouvrages remet en question la réalité de la Shoah. Son discours est clairement *négalionniste*. En outre, elle estime que le camp politique n'influence en rien le doute que l'on peut avoir. Le "révisionnisme" serait donc une entreprise politiquement neutre et, par conséquent, légitime:

Qu'y a-t-il de vrai (...) sur ces "*camps de la mort*" (...) Quand on a lu Paul Rassinier (*Le Mensonge d'Ulysse*), Robert Faurisson (*Mémoire en défense*), Serge Thion (*Vérité historique ou vérité politique*), Wilhelm Stäglich (*Le Mythe d'Auschwitz*), Pierre Guillaume (*Droit et histoire*), le doute ne peut ne pas habiter n'importe quel Français, à quelque génération, famille d'esprit et mouvance politique qu'il appartienne¹³¹.

Cruz plaide pour l'ouverture d'un débat entre les "révisionnistes" et les historiens qui défendent la thèse de l'extermination. Elle n'a aucune crainte sur l'issue d'un tel débat, d'autant plus qu'il semble évident que le doute aura pénétré quelques esprits: "Jamais, en France, un débat sérieux n'a été organisé, à la télévision, devant le grand jury des téléspectateurs français, entre les historiens qui nient l'existence des chambres à gaz et ceux qui l'affirment"¹³². Cruz cite Robert Faurisson, Pierre Guillaume et Maître Eric Delcroix et donne même l'adresse de La Vieille Taupe. Il y a donc un engagement direct dans le combat "révisionniste". Mathilde Cruz précise que la télévision est aux mains du "lobby" et affirme que les thèses officielles s'opposent souvent aux preuves et aux faits. Deux moyens de suggérer que les thèses "révisionnistes" sont la vérité et qu'un complot tente de nous cacher cette réalité: "Cette querelle sur le carmel, entre la communauté juive internationale et l'Eglise catholique polonaise était l'occasion d'ouvrir un

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ M. Cruz, "Auschwitz: la télé escamote!", *National Hebdo*, n.268, 7 au 13 septembre 1989, p. 18.

dossier où la télévision, aux ordres du lobby, feint de prendre pour des certitudes ce qui relève souvent d'affirmations discutables (...) 'On' a une fois encore négligé l'occasion. Pourquoi?"¹³³ Dans l'article "Des cauchons contre un carmel", les pressions de certaines organisations juives sont vues comme "un plan subtil qui mène à une capitulation de l'Eglise catholique devant le judaïsme". Nous sommes au milieu d'un combat entre deux religions et céder signifie accepter de perdre ce combat. L'auteur de l'article estime "que l'on assiste actuellement à une pression forcenée des média et de la Diaspora pour amener l'Eglise au 'révisionnisme' de son histoire, à l'édulcoration de son message; bref à la capitulation"¹³⁴. Cette affaire est donc beaucoup plus grave qu'elle en a l'air. Mais son enjeu ne touche pas seulement l'Eglise et son statut de religion dominante. L'auteur dénonce un processus visant à faire de la Shoah la base d'une vénération et d'une religion, un dogme inattaquable:

Qu'il s'agisse d'un "révisionnisme" absolu, d'une volonté délibérée de faire plier l'Eglise, de lui faire rentrer dans la gorge ses deux mille ans d'histoire, de faire bouffer, comme d'autres leurs képis aux généraux, leurs calottes aux Papes, aux cardinaux et aux évêques (...) C'est que la Shoah a tout changé, elle doit être l'objet d'un culte. (...) le carmel n'est qu'une étape dans un processus de plus longue haleine, qui vise un double objectif: faire capituler l'Eglise, la contraindre à l'abdication; et parallèlement sacraliser la Shoah!¹³⁵

Finalement, l'article se félicite de l'attitude de Mgr. Glemp dans cette affaire, et en profite au passage pour critiquer les communistes, bien que ces derniers ne soient pas directement impliqués dans cette histoire: "Il est hautement encourageant qu'il refuse de capituler et qu'il n'oublie pas dans sa dernière intervention de dénoncer l'idéologie communiste"¹³⁶.

¹³² Ibid.

¹³³ Ibid.

¹³⁴ Article non signé, "Des cauchons contre un carmel", *National Hebdo*, n.269, 14 au 20 septembre 1989, pp.9-10.

¹³⁵ Ibid.

V. L'affaire Autant-Lara (août-septembre 1989)

Rivarol

Camille-Marie Galic estime que le scandale porte sur la façon dont un tel entretien a été couvert par le pouvoir en place. C'est une machination organisée par les hommes politiques et les média. L'accent est mis sur l'origine juive des responsables de *Globe*:

Et si au lieu de la non-affaire Autant-Lara, nous parlions plutôt du vrai scandale *Globe*? Car il est proprement scandaleux (...) qu'avant même sa mise en place dans les kiosques, une publication ait bénéficié de la part de la Nomenklatura politique d'abord, du pouvoir médiatique ensuite, d'un tel coup de main que mesurée en "espaces publicitaires" dans la presse écrite ou l'audiovisuel, une campagne d'une telle ampleur aurait été inaccessible aux multinationales les plus opulentes¹³⁷.

Galic montre alors que les conditions mêmes de l'entretien sont irrégulières (elle le qualifie de "degré zéro du journalisme"). Selon elle, le piège a été soigneusement préparé et certains des propos attribués à Claude Autant-Lara ont été modifiés par le journaliste: "La proie idéale, sur laquelle fut chargé de se jeter Henri Elkaïm, qui téléphona donc à l'ancien metteur en scène pour une 'conversation privée' mais soigneusement dirigée, et dont le texte, habilement 'revu' et corrigé, fut inséré en catastrophe, et bien sûr sans l'autorisation de l'intéressé dans le numéro à paraître"¹³⁸. Mais Galic défend aussi le cinéaste. Elle estime que "le propos n'a rien d'original" et ironise sur "les monstruosité" qu'aurait affirmées le cinéaste. Surtout, elle remarque que Claude Autant-Lara n'est pas le premier à professer de telles paroles anti-juives. Elle cite André Gide, Jean-Marie Domenach ou Roger Garaudy. Galic constate que ces personnes, respectées, n'ont été, ni critiquées, ni surtout poursuivies. Il y a donc bien "un piège destiné au seul Front National" et dirigé par des juifs. Dans des cas similaires, les publications d'extrême droite seraient systématiquement poursuivies. C'est la thèse de la machination:

Annonçant que le Parquet avait ouvert une information judiciaire contre Claude Autant-Lara pour "complicité d'injures raciales, complicité de diffamation raciale, complicité de provocation à la discrimination, la violence et la haine raciale" (...) l'A.F.P. (...) précisait: "Le directeur de publication de *Globe* et le journaliste qui a

¹³⁶ Ibid.

¹³⁷ C.-M. Galic, "Pièges pour un parti seul", *Rivarol*, n.1978, 15 septembre 1989, pp. 2-3.

¹³⁸ Ibid.

recueilli les propos du cinéaste ne sont pas visés par cette information" C'est au magistrat instructeur qu'il appartiendra de déterminer s'il y a également lieu de poursuivre ces derniers. S'il y a lieu? Mais il suffit de relire la loi de 1881 sur la presse. A moins, évidemment que *Globe* ne soit au-dessus de la loi¹³⁹.

Pour Claude Lorne, la suspension d'Autant-Lara de l'Académie des beaux-arts rappelle les méthodes de la France d'après-guerre: "Quand on vous disait que la saison était à l'épuration! Sous sa forme la plus détestable, l'épuration rampante. La liberté d'expression a décidément fait des pas de géants (à reculons), depuis la IIIème République!"¹⁴⁰ Lorne estime que le journal *Globe*, le principal coupable, devrait être poursuivi car il s'agit d'un coup monté:

Si le parquet poursuit le metteur en scène (...) pour "complicité de provocation au racisme", etc., on ignore toujours de qui donc Autant-Lara pourrait être le "complice" puisque l'acteur principal du délit (...) le directeur de *Globe*, n'est, pour une raison connue de la seule Chancellerie, toujours pas désigné (...) Tout indique donc que l'instruction prendra un certain temps... si elle aboutit un jour¹⁴¹.

L'auteur de "Justice pour Autant-Lara", Michel Sergent, est Président de l'Association pour la défense de la Libre Recherche Historique. Mais Sergent ne revient pas sur la remarque du "prétendu génocide". Il soutient Claude Autant-Lara qui a eu le mérite de dire tout haut ce qu'il pense du peuple juif, de sa puissance et de son influence. Sergent semble partager la vision antisémite du cinéaste: "Je ne vois pas en quoi il incite à la haine raciale. Il exprime avec une tonifiante ingénuité, en ce temps où règne la plus lâche autocensure, ce qu'exprimait déjà De Gaulle en 1967 lorsqu'il parla d'un 'peuple sûr de lui et dominateur'"¹⁴². Sergent plaide explicitement pour que les Français puissent exprimer leurs opinions, aussi extrêmes soient-elles. Selon lui, "la loi Pleven n'était pas nécessaire pour réprimer les excès coupables; le droit commun y suffisait. Elle n'a fait qu'hébéter, inhiber les Français. Cependant, ils gardent encore assez de lucidité pour s'étonner et s'indigner des cris féroces que poussent les grandes consciences antiracistes et des brutalités répressives qui leur font écho"¹⁴³.

¹³⁹ Ibid.

¹⁴⁰ C. Lorne, "La 'non-affaire' Autant-Lara: de la lâcheté comme un des beaux-arts", *Rivarol*, n.1981, 6 octobre 1989, p.10.

¹⁴¹ Ibid.

¹⁴² Michel Sergent, "Justice pour Autant-Lara", *Rivarol*, n.1983, 20 octobre 1989, p. 2.

¹⁴³ Ibid.

Aspects de la France

Pierre Pujo estime qu'il est "indécent" de souhaiter la mort de Simone Veil (même si elle est à l'origine de la loi légalisant l'avortement). Il critique donc ouvertement la prise de position du cinéaste et s'oppose à ses propos antisémites et "révisionnistes". Il fustige l'antisémitisme national-socialiste et réaffirme son soutien à l'antisémitisme maurrassien et à ses principes: existence d'un "problème juif"; influence trop importante des juifs dans les domaines de la politique (à l'exemple de Léon Blum) ou de la finance (à l'exemple des Rothschild):

A l'Action française, nous n'avons aucune peine à réprover les propos inacceptables du cinéaste car nous avons toujours condamné l'antisémitisme de peau (...) L'Action française a combattu les influences cosmopolites qui s'exercent sur le politique, la finance et les média, mais elle a dénoncé (...) la barbarie nazie et sa façon de traiter le problème juif. (...) Claude Autant-Lara a (...) apporté un argument à ceux qui voudraient faire croire que les juifs sont persécutés et menacés d'extermination (...) Au moment où certains juifs s'en prennent à l'Eglise catholique (...) il n'était pas malin de leur donner prétexte à se poser en victimes d'antisémites impénitents¹⁴⁴.

Pujo estime aussi que le journal *Globe* attaque la vraie France, celle défendue par *Aspects de la France*, en publiant cet entretien: "Puisque le Garde des Sceaux est si attentif aux injures raciales, il devrait aussi poursuivre *Globe* pour le racisme anti-français". Mais il suggère que le lobby juif est trop puissant pour cela et qu'une telle éventualité ne se produira jamais. Jean Houssaye se demande comment une telle interview a pu être possible. Il affirme qu'aucun journal d'extrême droite n'aurait publié de tels propos. Il ne voit dans les propos du cinéaste qu'un délit d'opinion et ne critique en aucun cas leur fond, même s'il les trouve regrettables:

Comment peut-on accepter (...) que soit procédé à des interviews par téléphone (...) Un journaliste digne de ce nom devrait avoir le courage d'affronter de visu son interlocuteur (...) Est-ce le réalisateur qui a été trouver un journal pour qu'on lui passe un tel texte? Aucune publication d'extrême droite n'aurait été assez suicidaire pour le publier. (...) le seul délit que l'on puisse reprocher à l'interviewé, c'est un délit d'opinion. Mais l'interviewer, celui qui a sollicité, publié, diffusé ces propos?¹⁴⁵

¹⁴⁴ P. Pujo, "Autant en emporte Lara", *Aspects de la France*, n.2109, 14 septembre 1989, p. 3.

¹⁴⁵ Jean Houssaye, "Globalement surprenant !", *Aspects de la France*, n.2110, 21 septembre 1989, p. 10.

Minute

Jean-Claude Goudeau estime que la multiplication d'affaires touchant les juifs est une manœuvre planifiée pour assimiler l'extrême droite à ces scandales et aux propos d'Autant-Lara. Mais Goudeau ne remet pas en cause les conditions de l'interview. Il se concentre sur le fait qu'Autant-Lara n'est pas membre du Front National et tente d'éviter toute amalgame entre le F.N. et le cinéaste:

Un reporter de *Globe*, le journal de Georges-Marc Benamou, téléphone à plusieurs reprises à Claude Autant-Lara et le titille jusqu'à pouvoir enregistrer (...) quelques propos débiles à fort relent d'antisémitisme. La classe politique s'indigne avec d'autant plus d'enthousiasme que le vieux metteur en scène dont toute la carrière (...) fut une provocation, est député européen élu sur la liste de Jean-Marie Le Pen; même s'il n'est pas membre du Front National (...) Qu'à cela ne tienne, quelle aubaine de pouvoir une fois de plus accuser "l'extrême droite", ou ce que l'on range sous cette étiquette vaguement infamante du péché absolu, celui de l'antisémitisme¹⁴⁶.

Goudeau comprend néanmoins l'indignation et les protestations des juifs. Il réaffirme sans aucune réserve la réalité du génocide des juifs par les nazis: "Je peux comprendre que l'âme juive demeure à vif, près d'un demi-siècle après l'abominable tentative nazie de destruction, le massacre de millions d'hommes, de femmes et d'enfants pour la seule raison qu'ils étaient juifs"¹⁴⁷. Dans "La justice dévoyée", Gabriel Domenech s'étonne qu'on traite de la sorte Claude Autant-Lara alors que Jacques Lanzmann n'est ni inquiété, ni poursuivi. Selon Domenech, le Garde des Sceaux a largement usurpé les limites de sa fonction. Dans cette optique, la France est pire qu'une dictature:

Je ne sais ce qu'il adviendra de l'injonction (...) d'ouvrir une information judiciaire contre Autant-Lara pour une conversation téléphonique illégalement enregistrée et portée abusivement sur la place publique, mais le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'est pas d'exemple –même dans les pires régimes dictatoriaux– d'un tel mépris de la légalité. Pas plus sous Hitler que sous Staline, Castro ou autre maître tout puissant d'un peuple, sans doute, on ne se souciait de respecter la justice. Du moins fait-on de façon telle qu'il soit malaisé de le montrer¹⁴⁸.

¹⁴⁶ J.-C. Goudeau, "Horreur, le Pape est catholique!", *Minute*, n.1432, 13 au 19 septembre 1989, p. 3.

¹⁴⁷ Ibid.

¹⁴⁸ G. Domenech, "La justice dévoyée", *Minute*, n.1433, 20 au 26 septembre 1989, p. 8.

Présent

Jean Madiran prend la défense du cinéaste. Il pense que l'accumulation d'affaires d'antisémitisme ne relève pas du hasard. Les média sont tenus par les juifs qui émettent des opinions favorables aux juifs dans ce type d'affaires. C'est là que réside l'enjeu de cette affaire:

Chaque jour, sur toutes les antennes (...) toutes sortes de gens qui soutiennent les thèses juives contre les carmélites, contre Jean-Paul II, contre Le Pen; et qui assurent en même temps qu'une influence juive privilégiée sur ces antennes est une odieuse supposition. (...) C'est une bataille qui veut prendre d'assaut et soumettre nos cœurs, nos esprits (...) Son enjeu direct: l'opinion va-t-elle définitivement subir ou décidément rejeter le règne de ce système, celui de l'accusation arbitraire d'antisémitisme¹⁴⁹.

Pour Madiran, il s'agit de "propos privés que *Globe* n'avait pas, et n'a pas, l'autorisation de publier". Il les considère ainsi comme une "piraterie". Selon lui, le discours d'Autant-Lara ne porte aucune marque d'antisémitisme car la définition de l'antisémitisme donnée de nos jours par les média est fautive et exagérée. Ce sont les média aux mains des juifs qui portent les accusations d'antisémitisme. Le complot juif est ainsi mis à jour:

Ici encore, ce qui est en question, c'est le caractère artificiel, abusif (...) spécialement au sens que le terme "d'antisémite" a pris dans l'univers médiatique actuel: il signifie que l'on est un responsable ou un partisan du génocide des juifs; ou un peu plus subtilement quelquefois: que l'on énonce des idées "qui pourraient conduire" au génocide. (...) La "sensibilité juive" (...) trouve désagréable et (...) "ignoble" que l'on parle (...) "d'implantation" juive dans les sphères dirigeantes ou médiatiques ou qu'on discute du caractère éventuellement "dominateur" (...) Qu'il y ait un fondement à une telle aversion ne justifie tout de même pas la fabuleuse amplification à laquelle elle donne lieu¹⁵⁰.

Henri Hervé trouve honteux que l'on ait pu publier des "propos privés", "frauduleusement enregistrés" et "découpés". Selon Hervé, "*Globe* et Benamou sont les seuls responsables de la publication de propos qui n'étaient pas destinés à la publication et qu'ils n'avaient même pas eu l'autorisation d'enregistrer. C'est *Globe* et c'est Benamou qui doivent être poursuivis, et eux

¹⁴⁹ J. Madiran, "Les pseudo-déclarations d'Autant-Lara", *Présent*, n.1900, 9 septembre 1989, pp. 1-2.

¹⁵⁰ Ibid.

seuls, car cette publication tombe vraiment sous le coup de la loi"¹⁵¹. La seule et unique erreur commise par Claude Autant-Lara fut de parler à *Globe*, journal habitué à tendre des pièges:

Le pouvoir socialiste poursuit Autant-Lara pour "complicité" (!?) d'un forfait dont il ne poursuit pas l'auteur principal: c'est une preuve supplémentaire que toute l'affaire est vicieuse et viciée dès le départ.(...) C'est donc bien un complot, c'était donc bien un coup monté par le pouvoir socialiste: les paroles d'Autant-Lara ont été cambriolées afin d'être utilisées contre le Front National¹⁵².

A la même période, *Le Monde* suggère que *Présent* est le fer de lance d'une offensive antisémite. En réponse, le journal national-catholique affirme être au contraire "le fer de lance d'une résistance aux campagnes de haine, soutenues par *Le Monde*, qui veulent rendre la France et l'Eglise responsables du génocide nazi"¹⁵³.

National Hebdo

Dans son éditorial, Roland Gaucher adopte une position mitigée à l'encontre du cinéaste. Il le défend et affirme qu'il aurait simplement dû refuser de parler à *Globe*, journal de gauche tenu par des juifs. En même temps, il se dit choqué par les propos sur Simone Veil. Il décrit Auschwitz comme un "enfer" mais ne revient pas sur l'expression "prétendu génocide":

A Autant-Lara, pour ma part, je reprocherai deux choses: 1. On ne répond pas au téléphone (...) à un voyou de *Globe*. Ces procédés répugnants justifieraient un retrait immédiat de la carte de presse (...) 2. Les propos sur Madame Veil me choquent. Mais à 17 ans elle a été expédiée à Auschwitz, lieu (...) proche de l'enfer (...) Quiconque a vécu cela, s'il a eu la chance de s'en tirer, en restera marqué à vie. Les propos d'Autant-Lara peuvent susciter l'indignation, mais cela ne justifie pas une inculpation¹⁵⁴.

François Brigneau qualifie le cas Autant-Lara de "curieux scandale". Selon lui, toute cette affaire est une machination montée par les partisans des Droits de l'Homme visant à donner à l'article, et au journal, un retentissement, et des chiffres de vente inespérés: "Cette méthode où

¹⁵¹ Henri Hervé, "Le montage des 'déclarations' d'Autant-Lara. Un seul coupable: c'est *Globe* qu'il faut poursuivre", *Présent*, n.1901, 11 et 12 septembre 1989, p. 1.

¹⁵² Ibid.

¹⁵³ J. Madiran, "L'aveu silencieux du journal *Le Monde*", *Présent*, n.1901, 11 et 12 septembre 1989, p. 1.

excelle la mafia des potes présente un double avantage. Elle permet d'orchestrer le scandale avant qu'il n'éclate, ce qui le met tout de suite sur ses rampes de lancement. Tout en le condamnant avec la dernière vigueur, elle assure à l'article répugnant la plus grande diffusion, ce qui comble les directeurs"¹⁵⁵. Mais contrairement aux autres observateurs, Brigneau défend ouvertement les propos mêmes d'Autant-Lara. Il estime que la thèse exterminatrice reste à prouver et que la qualité des recherches "révisionnistes" explique le refus de débattre des historiens officiels. Son discours est *négationniste*: "Mais sur le fond, Autant-Lara a raison. S'il y a eu extermination –ce qui est contesté par toute une école d'historiens sérieux, si sérieux qu'on leur refuse tout débat– Mme Veil y a heureusement échappé. Qu'y a-t-il d'injurieux et de condamnable à le constater?"¹⁵⁶

VI. L'agression de Robert Faurisson (septembre 1989)

Rivarol

Robert Poulet critique cet "exploit admirable de trois héros qui n'ont pas hésité à guetter, dans des lieux écartés, un homme seul, sans arme, sans défense, et à se ruer sur lui pour lui briser les os". Il rappelle l'isolement de Faurisson. Mais il concentre surtout son discours sur la liberté d'opinion en expliquant que Faurisson "professe une opinion qui ne leur plaît pas. Il se l'est faite patiemment, doctement, dans toutes les règles de la science dans laquelle il est versé (...) La sienne n'est pas celle du plus grand nombre, ni surtout du parti le plus puissant. A telles enseignes que ces pensées (...) peuvent être (...) radicalement interdites, par exception, au mépris de tous les principes et de toutes les déclarations"¹⁵⁷. Après avoir vanté la démarche et le sérieux des travaux de Faurisson, Poulet admet à nouveau être "révisionniste". Il préconise un débat entre les tenants de l'extermination et les "révisionnistes". Faurisson serait un modèle de sérieux, d'objectivité et de neutralité. Il n'agit aucunement par intérêt et n'a aucun lien avec

¹⁵⁴ Roland Gaucher, "Edito: Autant-Lara et les 'globuleux'", *National Hebdo*, n.269, 14 au 20 septembre 1989, p. 2.

¹⁵⁵ F. Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, n.269, 14 au 20 septembre 1989, p. 4.

¹⁵⁶ Ibid.

l'extrême droite. Faurisson ne peut donc être accusé de mauvaise foi ou de biais politique, ce qui légitime la validité de ses travaux:

M. Faurisson, après de longues enquêtes et de patientes études, est arrivé à des conclusions dans lesquelles il persiste, parce qu'il estime qu'elles sont conformes à la vérité. A-t-il raison sur ce point? Personnellement, je le crois, et je l'ai dit ici plus d'une fois (...) C'est aux spécialistes de la "recherche", de la technique, de l'histoire contemporaine, de débattre entre eux la question. A savoir: si les dirigeants allemands de la dernière guerre ont vraiment décidé et donné l'ordre "d'exterminer" les juifs européens. Et dans l'affirmative, de quelle façon, ils l'auraient fait. (...) C'est un personnage tranquille et studieux (...) qui seulement n'apprécie pas du tout les tabous, les légendes, les conventions, les mythes. Le succès de ses thèses ne lui rapporterait pas un centime. Et quant à "l'extrême-droite", il la déteste et elle le vomit¹⁵⁸.

Aspects de la France

Etienne Lombard condamne l'attaque contre Robert Faurisson. Il s'oppose violemment à la thèse de la provocation de l'extrême droite. Il fait au contraire un parallèle entre cette agression et celle d'un participant dans une manifestation impliquant *Aspects de la France*. Il se demande si l'utilisation de la violence à la place du débat historique cache quelque chose. Mais, il n'en dit pas plus:

Rien ne nous permet aujourd'hui d'imaginer une provocation, et les méthodes employées ressemblent fort à celles qui ont valu un coma profond à un participant au défilé de Jeanne d'Arc en 1988 (...) des hommes (...) et des organisations ont sciemment déplacé sur le terrain politique, ce qui aurait dû rester un débat d'historiens et exacerbé ainsi les passions. Certains cherchent à faire l'économie du travail historique, plutôt que celle d'une violence aveugle et d'un climat pourri... Dans quel but?¹⁵⁹

Dans le même numéro, Eric Letty critique aussi l'utilisation de la violence dans un débat qui aurait dû rester historique. Il ne porte cependant aucun jugement de valeur sur Faurisson ou ses thèses: "Son crime: avoir douté de l'existence des chambres à gaz. L'argument 'historique' utilisé pour lui clore le bec est sans doute des plus efficaces"¹⁶⁰.

¹⁵⁷ R. Poulet, "L'attentat contre Faurisson vu par Robert Poulet", *Rivarol*, n.1979, 22 septembre 1989, p. 12.

¹⁵⁸ Ibid.

¹⁵⁹ Etienne Lombard, "Les 'Rambo' de la Shoah", *Aspects de la France*, n.2110, 21 septembre 1989, p. 2.

¹⁶⁰ E. Letty, "On ne parle que d'eux", *Aspects de la France*, n.2110, 21 septembre 1989, p. 4.

Minute

Minute stigmatise "l'agression particulièrement ignoble et lâche" dont Faurisson a fait l'objet. "Les thèses 'révisionnistes' (...) sont nées il y a près de quarante ans dans les milieux de l'ultra-gauche. Elles ont pour inventeur Paul Rassinier. Le mot 'révisionnisme' naquit de cette 'révision' par Rassinier de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, tendant à réhabiliter Hitler et à nier la 'Solution finale' et le génocide des juifs"¹⁶¹. Le journal fait passer l'idée que le "révisionnisme" est un phénomène né à gauche. En se référant à l'ultra-gauche et non la gauche (alors que Paul Rassinier était un socialiste), *Minute* semble moins essayer de blanchir le "révisionnisme" que d'éviter l'amalgame "révisionnisme"/extrême droite. Il critique d'ailleurs ouvertement les thèses de Faurisson mais blanchit le "révisionnisme" de l'accusation d'antisémitisme. Une telle démarche répond surtout à une volonté de balayer toute idée d'un renouveau de l'antisémitisme. On constate malgré tout une tendance à présenter le "révisionnisme" comme un phénomène assez neutre, politiquement et idéologiquement:

Ce n'est que vingt ans plus tard (...) que Robert Faurisson, un professeur de français, enseignant à Vichy, reprit les "travaux" de Rassinier. Faurisson n'a rien d'un dangereux fasciste (...) c'est un homme de gauche qui se définit comme un scientifique ne cherchant qu'à établir la vérité historique. En fait, sa démarche intellectuelle est très critiquable dans la mesure où, partant du principe que Rassinier a raison, il cherche tous les arguments qui peuvent conforter sa thèse. Selon lui, les innombrables rescapés des camps de la mort qui ont décrit les chambres à gaz ne peuvent qu'avoir été abusés et il veut démontrer qu'il était impossible de les faire fonctionner (...) Faurisson ne poursuit pas obstinément son idée fixe par antisémitisme¹⁶².

¹⁶¹ Article non signé, "Après l'attentat contre le professeur Faurisson...", *Minute*, n.1434, 27 septembre au 3 octobre 1989, p. 6.

¹⁶² Ibid.

Présent

Alain Sanders précise que Robert Faurisson a été "massacré" par ses agresseurs. C'est une description véridique, bien que volontairement effrayante. Selon Sanders, un tel geste prouve le manque de courage des agresseurs qui "n'ont exprimé par ce geste méprisable que celui de leur propre stupidité et de leur propre bassesse"¹⁶³. Il tente de montrer que l'amalgame "révisionnisme"/extrême droite est injustifiée et que le "révisionnisme" est majoritairement un phénomène de gauche ("90% des tenants des thèses 'révisionnistes' sont de gauche"¹⁶⁴). C'est une façon de présenter le "révisionnisme" comme une entreprise idéologiquement neutre et de défendre les "révisionnistes" des accusations de subjectivité politique. Surtout, Sanders affirme que l'enquête judiciaire risque de traîner en longueur. Il suggère ainsi que les agressions contre l'extrême droite ou les "révisionnistes" ont droit à un traitement moins sérieux que dans les autres cas.

National Hebdo

La première page du numéro du 21 au 27 septembre 1989 de *National Hebdo* est une photo pleine page de Faurisson en sang, avec en titre "Signé 'B'nai Zicroun'", et en sous titre, "Le Professeur Faurisson massacré par les 'Fils de la mémoire juive'". *National Hebdo* accorde donc une place importante à cet événement. Dans l'article "Les milices juives sont soutenues par Joxe [ministre de l'intérieur]", le journal condamne cette attaque. Il qualifie le traitement dont a fait l'objet Robert Faurisson "d'agression d'une sauvagerie inouïe". C'est l'acte d'une milice juive professionnelle. L'auteur de l'article développe l'idée d'une opération couverte par le pouvoir socialiste en place, un complot juif couvert et soutenu par les défenseurs des Droits de l'Homme et de l'antiracisme:

Elle est la signature d'un commando de véritables professionnels entendant donner à leur action une forte valeur symbolique. Combien de fois n'a-t-on pas entendu les juifs

¹⁶³ A. Sanders, "Il est 'normal' d'agresser Faurisson", *Présent*, n.1906, 18 et 19 septembre 1989, p. 2.

¹⁶⁴ Ibid.

exiger que "*Faurisson se taise*"? (...) Ces milices bénéficient de telles protections que rien ne peut être entrepris (...) Leur protecteur officiel n'est autre que Pierre Joxe¹⁶⁵.

Cette idée de complot se confirme dans la suite de l'article. Selon *National Hebdo*, il s'agit d'une stratégie globale et planifiée des juifs consistant à agresser les Français afin que ceux-ci réagissent. L'attaque contre Faurisson n'est qu'une nouvelle étape de cette provocation:

Ces actions constituent une stratégie de la tension visant à faire entrer les nationaux dans la spirale provocation-réaction. La provocation, on la connaît (...): exigences scandaleuses à propos du carmel d'Auschwitz, titres insultants ou mensongers ("*L'Antisémitisme en France*" de *L'Express*), articles de dénonciation calomnieuse, dessins révoltants, poèmes injurieux (...) émissions (...) où les nationaux sont agonis d'injures, persécutions juridiques, appels répétés à des représailles physiques (...) On est donc passé au second stade de la provocation: l'agression physique¹⁶⁶.

François Brigneau dénonce l'utilisation de telles méthodes pour faire taire un historien "révisionniste". Surtout, il soutient explicitement le travail et les thèses de Faurisson en soulignant leur sérieux. Il précise aussi que Faurisson n'est pas antisémite. Ses thèses sont donc objectives et valables puisqu'il n'agit pas par idéologie. C'est une adhésion implicite au *négationnisme*:

Robert Faurisson n'est pas antisémite. Il n'en a pas aux juifs. Il n'en a qu'aux mensonges historiques (...) Après des années d'enquêtes, de critiques, de témoignages, d'analyses techniques, d'examen des témoignages, il a acquis la conviction que les chambres à gaz d'extermination n'avaient jamais existé, (...) Il l'a dit, il l'a écrit. Aussitôt, il a été poursuivi (...) chassé de l'Université, couvert de procès. Samedi (...) trois jeunes hommes (...) l'ont jeté à terre (...) frappé à coups de pied (...) écrasé la mâchoire. On ne voulait pas qu'il fut entendu¹⁶⁷.

Brigneau affirme que Faurisson ne gagne rien à tenir un tel discours: "A la recherche de la vérité, le professeur Faurisson entra dans le malheur comme on entre en religion. L'Université lui fut interdite à vie. On le traqua jusque dans sa famille qui n'y résista pas"¹⁶⁸. Pour montrer que le révisionnisme est un phénomène de gauche, il associe Faurisson à Paul Rassinier. Mais il ne cite pas Maurice Bardèche, dont il demandait pourtant la présence en tant qu'historien "révisionniste" au débat d'*Holocauste* en 1979. De ce fait, les thèses "révisionnistes" sont

¹⁶⁵ Article non signé, "Les milices juives sont soutenues par Joxe", *National Hebdo*, n.270, 21 au 27 septembre 1989, pp. 1, 8-9.

¹⁶⁶ Ibid.

¹⁶⁷ F. Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, n.270, 21 au 27 septembre 1989, p. 5.

¹⁶⁸ Ibid.

disculpées de toute récupération politique. Les "révisionnistes" détiennent donc la vérité et se battent contre l'obscurantisme des thèses politiquement correctes. C'est un complot du pouvoir en place, des média, de la justice. Brigneau estime pourtant que les gens doutent de plus en plus (comme pour convaincre son lecteur qu'il doit lui aussi douter):

Ainsi, malgré le refus d'un débat contradictoire, la censure des journaux, le matraquage des radios et des télévisions, les thèses "révisionnistes" trouvaient peu à peu un public (...) Aussi (...) ont-ils déposé un projet de loi tendant essentiellement à "combattre les thèses révisionnistes" (...) Le dernier combat du professeur Faurisson consisterait à (...) empêcher que cette *Lex Faurissonia* (...) soit votée à la sauvette (...) "Les Fils de la mémoire juive" ne lui auront pas permis de le mener jusqu'au bout (...) La mâchoire fracassée, plusieurs côtes enfoncées, il ne sortira pas de l'hôpital, avant plusieurs mois. C'est leur manière, à eux, de fêter le Bicentenaire des Droits de l'Homme, de la tolérance et de la liberté¹⁶⁹.

En fin d'article, Brigneau se désole de l'arrêt des *Annales d'histoires révisionnistes* et écrit qu'il faut se procurer les huit premiers numéros. Il insiste sur le fait que pour "avoir le droit d'exprimer une opinion, il faut au moins avoir lu ces travaux". Selon lui, la lecture de ces ouvrages mène à l'adhésion aux thèses "révisionnistes".

VII. L'affaire Notin (février-mars 1990)

Rivarol

Patrick Rainssant estime que les attaques de Michel Noir contre Bernard Notin sont un moyen de s'assurer le soutien des juifs et des tenants de l'antiracisme dans une perspective électorale. Notin est un des membres du Conseil Scientifique du Front National. Son collègue de Lyon-III, Pierre Vial est candidat du Front National à Villeurbanne. Bruno Gollnisch, l'ancien député frontiste, enseignait aussi à Lyon-III. Les attaques de Noir sont donc vues comme une stratégie pour gagner, à gauche, les voix qu'il perd, à droite, au profit du F.N.. L'analyse est purement politique:

¹⁶⁹ Ibid.

Les propos du maire épurateur ont, en tout cas, suscité ce qu'on appelle pudiquement des remous (...) le président de la "Corpo" des étudiants de Droit de Lyon-III s'est plaint que (...) les étudiants servent d'otages; mais un représentant des étudiants juifs a approuvé Michel Noir. (...) Une percée du F.N. dans la grosse banlieue de Lyon, où la présence des immigrés est pesante, serait une menace directe pour Michel Noir. Sa base de droite (...) s'effritant, il lui faut à tout prix conserver le soutien de la communauté juive et de tout ce qui gravite autour des associations antiracistes qui, normalement, votent socialiste¹⁷⁰.

Rainssant rappelle qu'il règne une persécution contre les délits d'opinion de droite au sein de l'Université, en particulier les délits "révisionnistes", affirmant que "l'Université reste 'autonome' tant qu'elle fait où on lui dit de faire; mais quand elle décerne le titre de docteur à Henri Roques, le ministre (R.P.R.) casse la thèse"¹⁷¹. Pour Rainssant, les Droits de l'Homme et la liberté d'expression sont bafoués. Mais ici encore, il n'y a pas de jugement sur le fond des écrits de Notin. Cosme-Damien estime que "Robert Faurisson a su relancer la question des vraies conditions de la création et du fonctionnement des camps de concentration, question qui fut posée dès la Libération par Bardèche, Rassinier (...) mais aussitôt étouffée". Il défend l'idée que la stratégie d'extermination des prisonniers allemands des Alliés était en tout point comparable à la Shoah. Ce point est volontairement tenu secret par les historiens officiels, ces "normalisateurs de l'histoire", que Cosme-Damien oppose aux "vrais historiens" qui ont le mérite de retrouver des "témoins 'oubliés'"¹⁷². Le ton de cet article est explicitement *relativiste*. *Rivarol* se demande également si le "même complot" est à l'origine de l'affaire Notin et de l'affaire du cimetière de Carpentras. Le journal constate que Notin n'a jamais professé ses opinions "révisionnistes" lors de ses cours ou même dans l'enceinte de l'Université. Il y a donc bien entrave à la liberté d'opinion puisque c'est "dans une brochure du C.N.R.S., en décembre 1989, et non pas durant ses cours (d'économie!) que M. Notin a exposé les 'thèses scandaleuses' dont Lionel Jospin [ministre socialiste de l'Éducation] affirme vouloir interdire le développement tout en se défendant de 'vouloir instituer le délit d'opinion à l'Université'"¹⁷³. Dans "Liberté de tuer, défense de penser", l'auteur de l'article qualifie l'attitude du maire de Lyon "d'ignoble chantage financier". Il critique le traitement dont fait l'objet Notin. Cette polémique est disproportionnée alors que Léon Schwartzberg, qui a aidé un de ses patients à mourir, n'est pas inquiété. C'est un coup monté qui reflète l'ostracisme dont font l'objet les

¹⁷⁰ P. Rainssant, "Les cigarières de Michel Noir", *Rivarol*, n.2011, 11 mai 1990, p. 3.

¹⁷¹ Ibid.

¹⁷² Cosme-Damien, "Les normalisateurs de l'histoire", *Rivarol*, n.2011, 11 mai 1990, p. 3.

¹⁷³ Article non signé, "Carpentras, Lyon III: même complot?", *Rivarol*, n.2013, 25 mai 1990, p. 5.

"révisionnistes". *Rivarol* constate également que les thèses "révisionnistes" commencent à porter leurs fruits puisque l'on vient de revoir à la baisse le nombre de morts d'Auschwitz. Pour le journal, le chiffre de six millions est faux et doit être divisé de moitié. La remarque peut sembler justifiée. Cependant, l'ensemble des propos dénote clairement une approche *relativiste*:

Le professeur Léon Schwartzberg a eu la consolation de voir tous les média et le ministre de la Santé lui-même se croiser véhémentement en sa faveur (...); radié de l'Université pour un an, l'économiste Bernard Notin, père de cinq enfants, doit s'estimer heureux que, bonne fille, l'Alma Mater lui conserve la moitié de son traitement. N'avait-il pas commis le crime irrémédiable de contester (...) "la réalité de la réalité" sur les chambres à gaz. (...) ce même 19 juillet était annoncée une révision déchirante: (...) les morts d'Auschwitz, tous camps confondus, étaient "au nombre de 1,1 millions au moins, dont 960.000 juifs, et de 1,5 millions au plus." (...) Bernard Notin était-il donc si coupable? (...) Une réalité désormais bien gênante (...) le chiffre tabou des six millions ne doit-il pas être révisé à la baisse de trois millions, c'est-à-dire de la moitié –comme le traitement du professeur sanctionné?¹⁷⁴

Aspects de la France

Pierre Pujol ne cite pas directement le professeur Bernard Notin. Il parle néanmoins des problèmes rencontrés par les "révisionnistes" dans les universités. D'un côté, il se montre totalement opposé aux thèses "révisionnistes". Il les voit uniquement comme une tentative de réhabiliter la période nazie et les théories national-socialistes. D'un autre côté, il se montre solidaire et proteste contre les mesures touchant les "révisionnistes". Notamment parce qu'il estime que ces mesures s'appliquent aussi aux chercheurs tendant à défendre le bilan du Maréchal Pétain ou à critiquer la Révolution et ses acquis. Afin de défendre une vision de l'histoire conforme à ses valeurs idéologiques, *Aspects de la France* joint le groupe des défenseurs des "révisionnistes", mais continue de critiquer le fond de leurs thèses:

Dans les universités s'amorce une chasse aux sorcières à l'encontre des professeurs suspects non seulement de "révisionnisme" mais aussi de propager des opinions non conformistes. (...) Il est tout à fait normal et souhaitable de combattre toute tentative de réhabilitation de l'hitlérisme, mais les universités ne sont-elles pas traditionnellement des lieux où s'exerce la libre recherche? Il devrait être possible en leur sein de débattre de la Seconde Guerre mondiale (...) on ne voit pas comment un tel travail pourrait conduire à disculper le nazisme de ses crimes. (...) La chasse au "révisionnisme" ne se

¹⁷⁴ *Rivarol*, "Liberté de tuer, défense de penser", *Rivarol*, n.2022, 27 juillet au 31 août 1990, p. 1.

limite pas au national-socialisme. Elle visera toute tentative de rendre justice au Maréchal Pétain pour son action de résistance aux exigences allemandes sous l'Occupation. Ou encore, on en viendra à interdire toute critique des "Grands ancêtres" de 89 et de 93, tout rappel, par exemple, du génocide vendéen¹⁷⁵.

Dans un autre article, Pujo critique Michel Noir et les pressions imposées par l'idéologie des Droits de l'Homme et de l'antiracisme dans l'Université. Pujo conteste le fait que certaines questions historiques ne puissent être débattues mais il ne soutient pas les propos de Notin:

Bernard Notin (...) avait mis en doute dans un article les thèses officielles sur les camps de concentration nazis. M. Michel Noir, maire de Lyon, menaçait de ne pas attribuer de nouveaux locaux à l'Université s'il n'était pas sanctionné... (...) Ses dévots ne rêvent que d'imposer au peuple leur idéologie. Il est interdit de contester le bien-fondé de certaines thèses historiques qui la sous-tendent¹⁷⁶.

Pujo se déclare contre un quelconque soutien au "révisionnisme" et réaffirme son opposition au nazisme. Selon lui, le "révisionnisme" ne pourra pas réhabiliter une telle idéologie et la stratégie consistant à refuser tout débat pour faire taire les "révisionnistes" sert en réalité beaucoup plus leur cause qu'elle ne l'handicape. Elle fait des "révisionnistes" des martyrs de la liberté d'expression. Pujo plaide pour une approche dépassionnée de cette question:

Ce n'est certes pas nous qui prêterons jamais la main à une entreprise de réhabilitation du nazisme. Rappelons que l'Action française a été la première à en dénoncer les thèses barbares entre les deux guerres (...) Mais il est grave d'entraver toute liberté de recherche (...) Si les idées avancées par M. Notin et par d'autres qualifiés de "révisionnistes" sont fausses, qu'on les réfute en leur opposant des faits indiscutables (...) si des précisions sur tel ou tel point peuvent être apportées, on ne voit pas comment le nazisme pourrait être lavé de ses crimes. En sanctionnant un professeur pour des thèses "révisionnistes" on en fait un martyr de la liberté d'expression¹⁷⁷.

Finalement, Pujo compare lui aussi les mesures prises contre Notin avec la clémence dont a fait l'objet Léon Schwartzberg. Il constate que le "professeur Schwartzberg (...) ne s'est pas contenté d'émettre une opinion sur l'euthanasie (...) il s'est vanté d'avoir 'aidé' une malade à mourir" alors que "Notin, lui, n'a pas participé à la persécution des juifs par les nazis"¹⁷⁸. Mais ici encore, il n'apporte aucun soutien au "révisionnisme" lui-même.

¹⁷⁵ P. Pujo, "Nos libertés en danger", *Aspects de la France*, n.2145, 24 mai 1990, p. 1.

¹⁷⁶ P. Pujo, "Défendons nos libertés!", *Aspects de la France*, n.2154, août 1990, pp. 1-2.

¹⁷⁷ Ibid.

¹⁷⁸ Ibid.

Minute

C'est dans la perspective de la loi Gayssot que l'auteur de l'article "La terreur maccarthyste revient par la gauche" parle de Bernard Notin et des problèmes qu'il connaît à l'Université de Lyon-III. De manière générale, il critique la répression dont font l'objet les professeurs d'université. Mais l'accusation que dénonce le journal est celle de nazisme, pas de "révisionnisme". L'auteur de l'article ne juge pas le fond des thèses "révisionnistes". Ce que *Minute* craint et critique réellement, c'est l'amalgame entre Notin et les professeurs de droite en général:

Le plus incroyable (...) c'est l'amalgame par lequel ces universitaires (...) sont assimilés à cet enseignant lui-même froidement traité de nazi sans l'ombre d'une preuve. Son crime? Avoir publié dans une revue privée confidentielle un article dans lequel il aurait reproché aux média de manipuler l'opinion en soutenant l'historicité des chambres à gaz. Or cet article introuvable (...) Notin ne l'a publié ni dans le cadre de ses activités professorales, ni sur les lieux de ses activités¹⁷⁹.

Minute estime aussi que la suspension d'un enseignant comme Notin montre l'orientation et le militantisme politiques et idéologiques du pouvoir en place. Le journal constate ainsi "qu'il y a des professeurs plus ou moins utiles. Au moment où on en manque, il était de la plus extrême urgence de suspendre Bernard Notin de sa chaire d'économie"¹⁸⁰. Bernard Lugan, professeur d'Université, spécialiste de l'Afrique noire, s'élève contre la montée de l'intolérance dans les universités françaises. Il estime la liberté d'expression bafouée. Selon lui, il devient tabou et "révisionniste" d'affirmer, aux termes de recherches sérieuses, des idées nouvelles, anticonformistes et différentes des interprétations établies par les autorités politiques, intellectuelles et morales de ce pays. Lugan remarque que les tenants de cette dictature ont, dans le passé, utilisé leurs convictions politiques de gauche pour progresser dans leur carrière. Il appelle donc à la résistance:

A Lyon, l'une des universités a été sommée de se prononcer sur les opinions exprimées par l'un des siens (...) Injonctions et pressions ont contraint le président d'université à saisir la commission disciplinaire (...) Ne pas partager les préjugés établis est facilement

¹⁷⁹ Article non signé, "La terreur maccarthyste revient par la gauche. La chasse aux sorcières est ouverte", *Minute*, n.1479, 4 au 10 juillet 1990, pp. 2-3.

¹⁸⁰ A .D. G., "Minute babillons", *Minute*, n.1476, 25 au 31 juillet 1990, p. 8.

stigmatisé comme "révisionnisme"; il est "révisionniste" de (...) démontrer que les Noirs n'ont pas toujours peuplé l'Afrique du Sud. (...) l'orchestration de ces attaques est menée par des politiques, des journalistes, voire certains universitaires qui s'érigent en professeurs des Droits de l'Homme (...) mais dont beaucoup ont eu naguère (...) toutes les complaisances pour les idéologies totalitaires maintenant reconnues et discréditées (...) Nous appelons nos collègues (...) à secouer le joug d'une idéologie dominante insidieusement imposée; à défendre les libertés universitaires contre l'insupportable police de la pensée¹⁸¹.

Présent

Présent fait état de la réaction de Bernard Notin aux attaques dont il fait l'objet. Le ton est assez neutre, même si l'article semble soutenir le communiqué de presse de Notin. Cependant, il n'y a aucun jugement de fond. La polémique sur la loi Gayssot bat son plein, et ce court article apparaît comme un élément de critique:

L'enseignant "révisionniste" de l'Université Lyon-III. (...) revendique hautement le droit à chacun à la liberté d'opinion, à la contestation des pouvoirs, à la critique et au doute. (...) Bernard Notin rappelle "qu'il a exprimé son opinion en dehors de ses cours et dans une revue indépendante". L'universitaire est, notamment, l'auteur d'un texte paru dans la revue *Economies et Sociétés* tendant à nier l'existence des chambres à gaz¹⁸².

Yves Daoudal se place du côté de Notin, soulignant qu'il n'a jamais fait état de ses opinions "révisionnistes" au sein de l'Université. Daoudal ne juge pas le fond des opinions émises par Notin. Il soutient les positions de Bruno Gollnisch, pour qui les thèses "révisionnistes" sont vraisemblablement fausses, mais s'offusque qu'on ne puisse parler librement de la Seconde Guerre mondiale (et donc du régime de Vichy):

Bruno Gollnisch s'en prend au maire de Lyon qui "fait de la déportation de son père un fond de commerce politique" (...) il défend "les libertés universitaires attaquées par le maire de Lyon (...)" remarque que "si les 'révisionnistes' se trompent, ce qui est fort possible, il semble néanmoins que l'on est de moins en moins libre de parler de tout ce qui concerne la Deuxième Guerre mondiale"¹⁸³.

¹⁸¹ Bernard Lugan, "Manifeste pour les libertés universitaires", *Minute*, n.1478, 8 au 14 août 1990, p. 4.

¹⁸² Article non signé, "Bernard Notin répond à Michel Noir", *Présent*, n.2064, 4 mai 1990, p. 2.

¹⁸³ Y. Daoudal, "Le ton est monté d'un cran", *Présent*, n.2065, 5 mai 1990, p. 2.

Daoudal souligne que les "étudiants font savoir quant à eux que jamais Bernard Notin n'a jamais fait état des ses opinions politiques ou 'révisionnistes' dans ses cours d'économie"¹⁸⁴. Il constate que le conseil d'administration de l'Université de Lyon-III a "demandé au ministre de l'éducation nationale de 'prendre des mesures qui s'imposent' pour que Bernard Notin, maître de conférence, dénoncé comme 'révisionniste', 'n'exerce plus ses fonctions à compter de la prochaine rentrée'"¹⁸⁵. A nouveau, il soutient la position de Gollnisch. Le député frontiste s'en prend aux enseignants ayant des opinions communistes et demande qu'on les traite de la même façon que Bernard Notin. Il met sur un pied d'égalité la barbarie communiste et les crimes nazis et se demande si "les milliers d'universitaires trotskistes, staliniens, sectateurs de Mao ou professeurs de Pol Pot qui ont tous été les compagnons de route de barbaries aussi sanglantes que la barbarie nazie" vont devoir "rendre des comptes"¹⁸⁶. Daoudal réaffirme alors la position de *Présent* et de son chef de file Jean Madiran. Daoudal estime, pour sa part, que le communisme est l'idéologie la plus mensongère et critique ouvertement l'antiracisme. Il demande des mesures contre les professeurs marxistes en France et ironise sur la subjectivité des censeurs de l'université. L'idée d'un complot est sous-jacente:

On lui reproche d'avoir écrit un article (...) où il présentait l'existence des chambres à gaz comme étant un postulat médiatique plutôt qu'une vérité historique. (...) Trois lignes discutables, condamnables si l'on y tient (...) les lecteurs de *Présent* connaissent bien la position de Jean Madiran: "J'admets toutes les mesures contre le racisme, à condition qu'on en prenne au moins autant contre le communisme." (...) Si l'on met en place une inquisition universitaire, il faudrait donc frapper au moins autant les innombrables professeurs marxistes. (...) Le plus gros falsificateur de l'histoire, et de loin, est le communisme. Il faudrait donc exclure (...) non seulement ceux qui font état de leurs opinions en cours, mais aussi ceux qui font état dans des publications non liées à l'Université puisque cette inquisition ne fait aucune distinction entre l'enseignement, la recherche universitaire et les activités extérieures à l'Université¹⁸⁷.

Rémi Fontaine critique la condamnation de Notin pour un simple délit d'opinion, "une hypothèse révisionniste". Mais il montre du doigt les responsables. C'est l'action conjuguée, et presque souterraine, des média et des hommes politiques qui est à l'origine d'une telle situation. Une fois encore, l'idée du complot est présente et le communisme est dénoncé :

¹⁸⁴ Ibid.

¹⁸⁵ Y. Daoudal, "Une inquisition universitaire", *Présent*, n.2072, 17 mai 1990, p. 1.

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ Ibid.

L'aveuglement ou la mauvaise foi politico-médiatique sont tels aujourd'hui (...) qu'une hypothèse "révisionniste" devient un délit inadmissible pour ne pas dire un crime. Tout ceci est d'autant plus étonnant que prospèrent toujours à l'université des anciens spectateurs du stalinisme ou d'autres idéologies tout aussi sanglantes que l'hitlérisme dont M. Notin n'avait d'ailleurs quant à lui jamais fait l'apologie. (...) Le parti pris est décidément flagrant¹⁸⁸.

National Hebdo

Dans "La justice des voleurs", article de Roland Gaucher, ce dernier estime que les attaques parallèles contre Bernard Notin ou la revue *Révision* sont le signe d'une manœuvre de grande échelle visant, non pas les seuls "révisionnistes", mais toute la presse d'extrême droite. Il fait ainsi une assimilation consciente entre l'extrême droite et les "révisionnistes", alors que la plupart des journalistes d'extrême droite tentent au contraire d'éviter cette amalgame: "Sous le prétexte d'écrits racistes, une instruction est engagée contre nos confrères (...) et contre le journal *Révision*. Le Professeur Notin fait l'objet d'odieuses tracasseries. N'en doutons pas: une offensive de grande envergure est lancée contre toute la presse de droite"¹⁸⁹. François Brigneau revient lui sur la nouvelle estimation officielle du nombre de victimes d'Auschwitz. Il constate ainsi que les travaux de Faurisson et de Notin finissent par se révéler justes (alors que Faurisson et Notin nient l'existence même de toute extermination, et non son nombre de victimes). Il accuse de "révisionnisme" les historiens "officiels" qui gardent sous silence les nouveaux chiffres de la Shoah. Il estime que la position des juifs et des antiracistes est désormais intenable. Le ton général de l'article est *relativiste*:

Les professeurs Faurisson et Notin feraient-ils école au C.N.R.S.? *Le Monde* deviendrait-il un des véhicules de la pensée "révisionniste"? (...) Une plaque sur le monument aux morts donnait le chiffre de quatre millions. Cette plaque vient d'être enlevée. (...) la commission historique du musée d'Auschwitz, après investigations, aurait réduit ce nombre de trois quarts. (...) ils s'accordaient à chiffrer le nombre des victimes à un million environ (...). Mais ils laissent se répandre le chiffre de 4 millions. Parlant (...) de la L.I.C.R.A. et du M.R.A.P., ils doivent être drôlement embarrassés. Doivent-ils poursuivre? Le peuvent-ils? Mais s'ils ne poursuivent pas, comment iront-ils chercher noise aux historiens "révisionnistes"¹⁹⁰.

¹⁸⁸ R. Fontaine, "Schwartzberg, Notin: deux cas de figure", *Présent*, n.2116, 20 juillet 1990, p. 2.

¹⁸⁹ R. Gaucher, "La justice des voleurs", *National Hebdo*, n.310, 28 juin au 4 juillet 1990, p. 2.

¹⁹⁰ F. Brigneau, "Le révisionnisme au C.N.R.S.... et au *Monde!*", *National Hebdo*, n.314, 26 juillet au 1er août 1990, p. 3.

Dans un autre article, Brigneau constate que les "choses étant devenues ce qu'elles sont, il est devenu impossible de dire ce que l'on croit vrai, ce que l'on sent vrai sur ce sujet n°1, sans être poursuivi et condamné"¹⁹¹. Il dénonce une série d'actions planifiée visant à attaquer toute personne tendant à professer des opinions non-orthodoxes au sujet de la Shoah. Notin n'est qu'une victime parmi d'autres. A nouveau, Brigneau utilise le schéma du complot pour justifier le traitement dont font l'objet les "révisionnistes". Ouvertement, il ne juge pas le "révisionnisme". Mais il donne l'adresse à laquelle se procurer *La Revue d'histoire révisionniste* et laisse implicitement filtrer ses convictions *négationnistes*:

Pierre Guillaume, le directeur de La Vieille Taupe, qui publia les *Annales* et de nombreux ouvrages "révisionnistes", a été condamné à 50.000 F. (...) *La Revue d'histoire révisionniste* a pris la suite. Son numéro 2 vient de sortir. Il est interdit aux mineurs. (...) On n'a pas le droit d'en louer la qualité. Il est recommandé de ne pas signaler qu'on peut toujours s'y abonner (200 F, 4 numéros l'an, BP 12, Colombes Cedex). Pour un article sur la fragilité des témoignages (...) Bernard Notin, professeur à Lyon-III, est suspendu durant un an. Il ne percevra que la moitié de son salaire (M. et Mme Notin ont cinq enfants)¹⁹².

VIII. La polémique suscitée par la loi Gayssot (février-août 1990)

Rivarol

Rivarol affirme que cette loi va à l'encontre de toute liberté élémentaire. Le journal estime que la Shoah est un "dogme" sur lequel on ne peut revenir. Il attaque les communistes qui sont à l'origine de cette loi en soulignant qu'ils essaient de faire passer pour légal le jugement d'un tribunal qu'ils ont eux-mêmes contribué à flouer. Le journal dénonce l'enseignement d'une histoire "officielle" dont la Shoah serait un des piliers:

Si le dogme de l'Holocauste reposait sur d'incontestables données chiffrées (...) aurait-on besoin d'assurer sa défense par toute une batterie de dispositions pénales destinées à dissuader les "révisionnistes" d'enquêter sur les "crimes contre l'humanité tels qu'ils ont

¹⁹¹ F. Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, n.322, 20 au 26 septembre 1990, p. 5.

¹⁹² Ibid.

été définis par le tribunal de guerre" comme le stipulent les législateurs communistes qui n'oublent évidemment pas que, parmi ces crimes, figure toujours Katyn? (...) De la maternelle au doctorat, supprimons l'enseignement de l'histoire, un catéchisme à apprendre par cœur dès le biberon sera amplement suffisant¹⁹³.

Dans un autre article, *Rivarol* critique aussi violemment une loi qu'il juge dictatoriale et contraire à la libre expression ("la liberticide proposition de loi Gayssot visant (...) à interdire toute libre recherche historique"). L'image du retour de l'Inquisition utilisée dans le titre vise à appuyer sur le caractère barbare et obscurantiste d'une telle loi. Les hommes d'extrême droite et les "révisionnistes" apparaissent ainsi comme les détenteurs de la vérité face à un pouvoir menteur et ignorant. L'approche du journal est clairement *négationniste*. Cette loi sert à "bâillonner l'intelligence et la mémoire françaises en interdisant toute remise en question des dogmes historiques et philosophiques du temps"¹⁹⁴. Ce qui laisse à penser que ces derniers sont des vérités ponctuelles et non intemporelles. Dans "Après la loi 'anti-révisionniste': 500.000 Français coupables", l'auteur de l'article remarque que cette loi s'oppose à la Constitution française en matière de liberté d'expression. Il dévoile le nombre estimé réel de "révisionnistes" français en analysant (de façon critiquable) un sondage. Pour le journal, il est forcément injuste et illégal de s'opposer à un si grand nombre de personnes. Un tel nombre détient forcément une part de vérité. La stratégie rappelle celle du Front National qui brandit le nombre de votants qu'il représente lorsque des mesures le visant sont envisagées:

La "loi Gayssot", qui institue des sanctions pénales contre les "révisionnistes", a donc été promulguée. Le fait de dire "il n'y a pas eu de politique d'extermination des juifs par les nazis" (notamment au moyen des "chambres à gaz") est devenu un délit. Cette loi est peut-être anticonstitutionnelle (...) Elle menace en tout cas beaucoup de monde, car selon un récent sondage, 1% des Français considère les "chambres à gaz" comme un "mensonge" (...) cela signifie que 500.000 Français, au moins, ne croient pas aux chambres à gaz¹⁹⁵.

Rivarol estime qu'une mise à jour des mensonges du Tribunal de Nuremberg balayera cette loi alors qu'elle est déjà aujourd'hui largement handicapée. Surtout, le journal compare Katyn et la Shoah et suggère que le mensonge du premier annonce la remise en question du second. Son discours est clairement *relativiste*:

¹⁹³ *Rivarol*, "1945-1990: en France, Staline fait toujours la loi", *Rivarol*, n.2011, 11 mai 1990, p. 12.

¹⁹⁴ *Rivarol*, "Après la loi Gayssot, retour à l'Inquisition", *Rivarol*, n.2019, 6 juillet 1990, pp. 1-2.

¹⁹⁵ Article non signé, "Après la loi 'anti-révisionniste': 500.000 Français coupables", n.2019, *Rivarol*, 6 juillet 1990, p. 2.

Si tous les articles de loi de 1945 étaient chamboulés, que deviendrait la loi Gayssot (...) La loi avait déjà du plomb dans l'aile avec la reconnaissance par les Soviétiques de leur totale responsabilité dans les massacres de Katyn, de Smolensk et autres lieux où fut systématiquement liquidée (...) l'élite militaire de la Pologne. Qu'en serait-il resté si c'était écroulé aussi le pilier holocaustique?¹⁹⁶

Charles Filippi estime pour sa part que cette loi va instituer une vérité historique défendue par la justice. Il dénonce les mensonges communistes du procès de Nuremberg. Selon Filippi, le "révisionnisme" est plus virulent dans les pays de l'Est, communistes, qu'en France. Mais, c'est bien la logique d'une loi basée sur le jugement d'un tribunal des vainqueurs qui est mise en cause:

La loi du 13 juillet 1990 (...) dans son article 9, impose une vérité historique. (...) les citoyens, notamment les historiens, devront se soumettre à une vérité énoncée il y a plus de quarante années par des juges militaires dont un tiers était soviétique, et donc aux ordres de Staline. Toute révision est désormais interdite (...) Bref, un tribunal militaire est devenu infaillible et ses décisions ont (...) valeur de dogme, précise-t-on au moment même où le "révisionnisme" sévit en U.R.S.S. et en Pologne. Du point de vue strictement juridique, la loi du 13 juillet 1990 soulève une question fondamentale, au regard de la liberté d'opinion et d'expression¹⁹⁷.

Aspects de la France

Etienne Lombard publie trois articles au sujet de cette loi. Il dénonce l'existence d'un seul crime contre l'humanité, celui des nazis. Selon lui, cette loi ne va pas simplement punir les "révisionnistes", mais les gens qui donnent une vision plus équilibrée de l'histoire et des responsabilités de chacun. Cette machination d'origine communiste vise justement à camoufler les liens idéologiques et historiques du communisme. Lombard met d'ailleurs en lumière les liens entre ce dernier et le nazisme, ce qui a principalement pour effet de discréditer les deux idéologies:

Les "crimes contre l'humanité"? (...) Il ne s'agit pas des massacres de la Révolution française, ni des goulags de Sibérie, pas plus des rizières mortelles de Mao ou des chars de Tien-an-men, (...) En fait de "crime contre l'humanité", il n'y en a plus qu'un, il

¹⁹⁶ Rivarol, "Liberté de tuer, défense de penser", *Rivarol*, n.2022, 27 juillet au 31 août 1990, p. 2.

¹⁹⁷ C. Filippi, "Faut-il en rire ou en pleurer? L'histoire figée par un tribunal militaire", *Rivarol*, n.2033, 7 septembre 1990, p. 3.

concerne la Seconde Guerre mondiale. Nul besoin d'ailleurs pour le commettre de nier tel ou tel de ses épisodes; il suffit pour cela de vouloir discerner le bon du mauvais. (...) Le Parti communiste, lui aussi se dédouane à peu de frais. Oubliés la question juive de Karl Marx et les charniers soviétiques, oubliés l'antisémitisme biologique de tant de marxistes, le Pacte germano-soviétique et toutes les exactions masquées depuis tant d'années derrière un antisionisme de façade¹⁹⁸.

Dans l'article "L'exclusion, mode d'emploi", Lombard estime que la définition du "révisionnisme" donnée par cette loi est beaucoup trop large car elle englobe en majorité des personnes partisans d'une histoire moins manichéenne. Il ne juge pas les thèses "révisionnistes" mais combat l'amalgame entre leurs travaux et les recherches visant à nuancer une "certaine version" de l'histoire. Il constate "qu'aucune réserve n'est en effet tolérée sous peine de délit de 'révisionnisme'. (...) nous ne parlons pas ici des thèses universitaires remettant en cause certains aspects des persécutions antijuives, mais tout simplement, par exemple, d'un refus de voir une période de l'histoire en 'noir et blanc', sans aucune nuance"¹⁹⁹. Au cours de l'été, Lombard reprend l'argument de Marie-France Stirbois, à l'époque unique député F.N., qui affirme qu'une telle loi va mener au développement du "révisionnisme". Il estime que le phénomène perd sa crédibilité lorsqu'il est librement exprimé par ses théoriciens. Selon Lombard, un débat scientifique sérieux aurait facilement raison de telles thèses. Il dénonce une nouvelle fois les communistes et leurs mensonges:

La grande nouveauté de la loi Gayssot concerne en fait le "révisionnisme" (...) Tout "racisme" comme tout "révisionnisme" n'est pas une opinion, mais un crime. Se trouve donc entériné le principe d'une "histoire officielle" exclusive de toute discussion... (...) On n'emprisonnera pas les consciences qui, devant le tabou, réagiront en adhérant passionnément à des thèses qu'un débat historique traditionnel aurait réduites à néant (...) cette version a fait, depuis, l'objet de plusieurs "révisions" dont la plus récente est celle des massacres de Katyn. Les faits imputés à Hitler le sont aujourd'hui à Staline. L'affaire n'est pas mince, d'autant plus que l'empressement du Parti communiste à interdire toute nouvelle remise en cause a quelque chose de dérangeant. Les quelques nostalgiques du IIIème Reich ont-ils vraiment à gagner dans la liberté "révisionniste"?²⁰⁰

Etienne Letty "s'insurge contre un texte qui interdit tout débat historique et transforme nos tribunaux en chambres d'enregistrement d'une 'histoire officielle' fabriquée par certains groupes de pression au gré de leur intérêt idéologique" et dont "il devient un crime de contester certains

¹⁹⁸ E. Lombard, "La loi totalitaire", *Aspects de la France*, n.2143, 10 mai 1990, p. 1.

¹⁹⁹ E. Lombard, "L'exclusion, mode d'emploi", *Aspects de la France*, n.2145, 24 mai 1990, p. 5.

²⁰⁰ E. Lombard, "Totalitarisme à tous les étages", *Aspects de la France*, n.2152, 12 juillet 1990, p. 5.

aspects"²⁰¹. Il dénonce explicitement l'influence des lobbies derrière une version figée de l'histoire. Quelques mois plus tard, Letty condamne "la très marxisante et cosmopolite loi Gayssot"²⁰². Il stigmatise ainsi son origine communiste et critique l'influence juive que représente le volet sur le "révisionnisme". Il plaide pour une approche totalement personnelle des thèses "révisionnistes". En fait, il craint que le traitement de la Shoah s'applique, dans le futur, à la Révolution et à son épisode vendéen:

La partie du texte de loi concernant le "révisionnisme" offre un autre exemple de cet effort de propagande. (...) On est prié d'apprendre l'histoire dans les ouvrages estampillés par le pouvoir. Sans débat (...) Idéologie oblige. Et religion: mais où a-t-on pris que la France soit devenue une théocratie juive, et que le dogme de la Shoah échappât à la critique historique? Où s'arrêtera l'histoire officielle? (...) devons-nous (...) éviter d'évoquer les charrettes de la Terreur, les fusillades de Lyon, les noyades de Nantes, les colonnes infernales en Vendée? Nous laissera-t-on le droit de réviser l'histoire de la Révolution? Nous autorisera-t-on à parler de "génocide" vendéen sans que nous soyons derechef traînés devant les tribunaux?²⁰³

Pierre Pujo participe lui aussi au débat sur cette loi. De manière générale, il juge qu'elle impose la dictature d'un véritable "terrorisme intellectuel". En ce qui concerne l'aspect anti-"révisionniste" de la loi, il ne cite jamais leurs travaux ou le sens de leurs thèses. Il s'oppose à la mise en place, par le pouvoir politique, d'une histoire que les historiens ne pourraient pas réviser. Mais il ne se démarque pas des "révisionnistes" comme Etienne Lombard. Il craint cependant que les interdits touchant le "révisionnisme" puisse aussi toucher des sujets comme le rôle du Maréchal Pétain pendant la Seconde Guerre mondiale ou les événements vendéens de la Révolution. Il y a un soutien de circonstance mais il n'y a pas de "révisionnisme" de circonstance:

Il y a quelques mois, l'Association pour défendre la mémoire du Maréchal Pétain était condamnée en appel pour avoir publié (...) quelques vérités sur l'action du Maréchal sous l'Occupation. Voici maintenant qu'il est interdit de remettre en question l'histoire des camps de concentration nazis. (...) Sera-t-il donc impossible, désormais, de contester la vérité officielle? (...) Bientôt, il ne sera plus permis de dénoncer les crimes et les turpitudes des "Grands Ancêtres" de la Révolution. (...) C'est le rôle des historiens, particulièrement dans l'enseignement supérieur, que de pratiquer un "révisionnisme" permanent en fonction de résultats de leurs recherches. Ils permettent

²⁰¹ E. Letty, "La loi Gayssot, dite 'antiraciste' une atteinte aux libertés", *Aspects de la France*, n.2144, 17 mai 1990, p. 2.

²⁰² E. Letty, "Bâillonnez Clio", *Aspects de la France*, n.2151, 5 juillet 1990, pp. 1-2.

²⁰³ Ibid.

ainsi d'approcher au plus près la vérité, laquelle, sauf dans les Etats totalitaires, ne saurait être décrétée par le pouvoir politique²⁰⁴.

Pujo estime que la définition du "révisionnisme" véhiculée par cette loi est trop large et tend à laisser au bon vouloir des lobbies, la condamnation de gens qu'ils jugent eux-mêmes racistes ou "révisionnistes". Il y ajoute la complicité de la presse et suggère l'idée d'un complot derrière cette loi. La loi Gayssot renforce seulement les mesures contre la liberté d'expression et de parole qu'avait déjà limitée la loi Pleven:

Des officines comme le M.R.A.P. et la L.I.C.R.A., bénéficiant du soutien du pouvoir, imposeront leurs interprétations aux tribunaux, après les avoir fait orchestrer par les média audiovisuels. Cette loi vient s'ajouter à la loi de 1972 pour brider la plume des journalistes et la parole des hommes politiques. Elle fait peser sur eux la menace des foudres de la "justice" alors même qu'ils n'auront fait que défendre la vérité historique et l'intérêt national²⁰⁵.

Minute

Les critiques de *Minute* sur le volet "révisionniste" de la loi Gayssot sont pour ainsi dire inexistantes. Dans son éditorial du 4 au 10 juillet 1990, Serge Martinez fustige ce qu'il appelle un "pas de plus vers le totalitarisme. Une loi qui contrôle la pensée est en passe d'être votée. Une loi qui crée la 'pensée officielle'"²⁰⁶. L'expression "vérité officielle" est une référence aux dispositions de la loi contre le "révisionnisme". Cependant, Martinez ne précise pas et se contente ensuite de remarques assez générales. Dans l'article "La terreur maccarthyste revient par la gauche", *Minute* défend Bernard Notin, sans défendre le "révisionnisme". Il constate cependant que "nulle loi, pour l'instant, n'interdit les publications 'révisionnistes'. Aucun texte n'interdit d'évoquer ou même de soutenir les recherches visant à établir que les chambres à gaz sont une impossibilité technique"²⁰⁷. C'est une critique de la loi Gayssot et de son volet "révisionniste" mais aucune argumentation ne vient la soutenir. Le ton est celui d'une simple constatation. Par contre, la description des thèses "révisionnistes" est fautive puisque limitée à

²⁰⁴ P. Pujo, "Défendons nos libertés", *Aspects de la France*, n.2154, août 1990, p. 3.

²⁰⁵ Ibid.

²⁰⁶ Serge Martinez, "Editorial", *Minute*, n.1479, 4 au 10 juillet 1990, p. 2.

²⁰⁷ Article non signé, "La terreur maccarthyste revient par la gauche. La chasse aux sorcières est ouverte", *Minute*, n.1479, 4 au 10 juillet 1990, pp. 2-3.

une polémique sur la technique même du gazage. Cette description donne, volontairement ou non, une image respectable et scientifique des idées "révisionnistes". Mais le reste de l'article ne parle pas du "révisionnisme" et ne soutient pas les thèses "révisionnistes".

Présent

Jean Madiran dénonce, à travers la critique d'un article de *La Croix*, la tendance qui vise à limiter la Seconde Guerre mondiale à la Shoah. Il utilise le même système d'explication et de justification que lors de l'affaire du "détail". Madiran conteste que la Shoah soit le plus grand "crime contre l'humanité" et dénonce, par ce biais, le statut dont jouirait le génocide juif. Il réaffirme cependant l'existence et l'ampleur de la Shoah:

Ce que "les nazis avaient fait au cours de la Seconde Guerre mondiale", c'était l'extermination de 6 millions de juifs. Ce fut leur crime; leur plus grand crime; et même le plus grand crime de l'histoire de l'humanité, selon les convictions exprimées d'habitude par *La Croix*, et avec une ardeur particulière au moment de l'affaire médiatique du carmel d'Auschwitz²⁰⁸.

Madiran passe assez vite à un de ses thèmes favoris, c'est-à-dire la comparaison entre crimes nazis et crimes communistes, et la dénonciation de ces derniers. Il montre que le nazisme est une idéologie bien moins meurtrière que le communisme. Il estime que cette obsession pour le nazisme est suspecte et dénonce un complot des communistes pour camoufler leurs méfaits:

On ignore vraiment, à *La Croix*, ces institutions marxistes-léninistes qui, en notre siècle, se sont nommées successivement la Tchéka, le Guépéou, le K.G.B.? Elles ont pratiqué la torture (et le reste) avant le nazisme, pendant le nazisme, après le nazisme. L'obsession du nazisme, quand elle est unilatérale et devient hystérique, n'est donc pas innocente. Elle est entretenue et manipulée par l'appareil communiste à son propre profit. (...) Cette obsession anti-nazie, anachronique et fabriquée, est la gangrène qui infecte la communauté catholique et la communauté juive²⁰⁹.

Quelques mois plus tard, Madiran stigmatise le fait que le tribunal de Nuremberg était composé d'un grand nombre de communistes et remarque que "ce tribunal militaire était un tribunal de

²⁰⁸ J. Madiran, "L'obsession hystérique d'un anti-nazisme anachronique", *Présent*, n.2051, 13 avril 1990, pp. 1-2.

²⁰⁹ Ibid.

vainqueurs jugeant des vaincus"²¹⁰. Il rejoint les arguments de Paul Rassinier ou de Maurice Bardèche, mais sans parvenir aux mêmes conclusions. Il revendique une approche intellectuelle et historique totalement dénuée d'idée reçue:

Ici, ce sont d'abord les universitaires qui subissent la prétention ubuesque de se voir imposer autoritairement une vérité historique fixée pour l'éternité par un tribunal militaire. Le tribunal militaire (...) était en outre composé pour un tiers de militaires soviétiques aux ordres du Maréchal Staline. (...) Cet article 9 interdit de "contester l'existence d'un ou plusieurs crimes". Une telle contestation n'est pas un acte physique, c'est l'exercice d'une intelligence critique²¹¹.

Finalement, Madiran affirme ne pas soutenir les thèses "révisionnistes" mais également mal les connaître. Il estime que le vote d'une telle loi cache une attaque contre les historiens de droite. Il argumente sa position en affirmant que la loi Pleven de 1972 suffisait à combattre les imposteurs:

Il est difficile d'admettre que la nature du tribunal et les circonstances de son jugement puissent, en elles-mêmes, constituer un rempart définitif et absolu contre le doute. (...) comment pourrait-on ne pas l'entendre, l'unanimité des média audio-visuels nous assénant quotidiennement qu'au chapitre des crimes contre l'humanité, les historiens qui se disent "révisionnistes" ne sont ni de vrais révisionnistes, ni de vrais historiens, mais des négateurs et des falsificateurs. Pourtant, si tel est le cas, il y avait déjà la législation de droit commun contre les diffamateurs et les faussaires. On a fait une loi nouvelle, celle du 13 juillet, frappant aussi les vrais historiens qui éventuellement entreprendraient une véritable révision critique du bien fondé de tel ou tel verdict du tribunal militaire de l'époque stalinienne²¹².

Jean-Yves Le Gallou, dirigeant du Front National, publie trois articles au sujet de cette loi. Il définit le "révisionnisme" de manière assez neutre. Il développe l'argument lié à Katyn et au mensonge que son jugement recouvre. Le Gallou prend la défense du "révisionnisme" et des "révisionnistes":

L'un des aspects du projet de loi vise à permettre la poursuite des historiens "révisionnistes" qui ne nient pas les persécutions dont les juifs furent victimes durant la Seconde Guerre mondiale, mais qui contestent les chiffres des victimes et l'existence des chambres à gaz homicides (...) Mme Stirbois soulignera les dangers du texte proposé par le gouvernement, visant à condamner quiconque contesterait des crimes contre l'humanité reconnus par le tribunal militaire international de Nuremberg. En

²¹⁰ J. Madiran, "La vérité historique décrétée à jamais par le tribunal militaire", *Présent*, n.2115, 19 juillet 1990, p.1.

²¹¹ Ibid.

²¹² Ibid.

effet, le tribunal militaire international de Nuremberg a reconnu formellement que le crime de Katyn avait été commis par les Allemands. Or, on sait aujourd'hui de manière certaine, que les 4.253 officiers polonais trouvés dans le charnier de Katyn ont été tués par les Soviétiques²¹³.

Le Gallou rappelle aussi les similitudes entre la loi Gayssot et la loi Pleven. Une telle loi vise principalement deux types de personnes: les "révisionnistes" (qu'il qualifie "d'historiens") et le Front National. Voilà pourquoi il lui semble logique que le front de défense face à cette loi soit constitué des défenseurs de la liberté d'expression et des partisans du Front National ou de ses idées. Sa comparaison avec la loi Pleven lui permet de suggérer que les "révisionnistes" ont raison. Le ton général de ses propos est *relativiste* :

Un texte de loi dont la logique était, d'une part, de mettre les historiens "révisionnistes" en prison, d'autre part, de priver les responsables du Front National de leurs droits civiques. Et si les Français (...) se mettaient à faire du mauvais esprit et à se dire que les persécutés avaient raison, historiquement pour les uns, politiquement pour les autres. (...) Du point de vue des principes, il devrait y avoir concertation entre les libéraux et les nationaux pour obtenir non seulement le retrait de la loi Gayssot mais aussi l'abrogation de la loi Pleven de 1972²¹⁴.

Enfin, Le Gallou exprime la crainte qu'une telle loi n'aboutisse à geler l'interprétation d'autres pans de l'histoire puisqu'il affirme que même "si les historiens 'révisionnistes' sont les premiers visés, il peut y avoir des balles perdues pour tout le monde, si on applique la loi Gayssot"²¹⁵. Dans l'article "Vers un terrorisme d'Etat", Jules Monnerot critique la volonté de ceux qui "pensent pouvoir épurer, par la terreur, les instances scientifiques, les jurys de maîtrise, de thèse et de concours"²¹⁶. Il s'oppose à l'existence de sujets historiques tabous. Il se demande dès lors s'il "est encore permis aux Français d'exercer, dans toute leur étendue, des activités relevant de la fonction publique sans l'aval de certaines sectes"²¹⁷ et dénonce ainsi la puissance de certains lobbies et de certaines organisations souterraines. C'est la dénonciation d'un complot. Monnerot dénonce "l'orthodoxie d'Etat" et les "sens interdits" de la matière historique en France. Il estime que de telles mesures sont le symbole du pire "sectarisme contemporain".

²¹³ Jean-Yves Le Gallou, "La nuit où la liberté a vacillé", *Présent*, n.2066, 7 et 8 mai 1990, p. 3.

²¹⁴ J.-Y. Le Gallou, "Le soi-disant antiracisme ne fait plus l'unanimité", *Présent*, n.2069, 12 mai 1990, p. 3.

²¹⁵ J.-Y. Le Gallou, "Le vote de la loi Marchais-Gayssot-Rocard", *Présent*, n.2108, 9 et 10 juillet 1990, p. 3.

²¹⁶ Jules Monnerot, "Vers un terrorisme d'Etat", *Présent*, n.2104, 4 juillet 1990, p. 1.

²¹⁷ Ibid.

National Hebdo

Philéas Fogg critique la loi et se plaint que l'on ne puisse plus déterminer les origines juives de certains Français. Il critique le traitement dont a fait l'objet Paul Rassinier. Son propos est d'essence *négationniste* puisqu'il soutient les thèses de Rassinier et revendique "l'exacte vérité sur les crimes de guerre" de la Seconde Guerre mondiale. Il stigmatise d'ailleurs l'influence des "mafias" dans la mise en place d'une histoire "officielle et figée":

Pour avoir voulu révéler l'exacte vérité sur les crimes de guerre, les professeurs de morale réussirent dans un passé récent à faire taire et marginaliser un professeur d'histoire qui s'appelait Paul Rassinier (...) Entre 1949 et 1965, dans plusieurs ouvrages, il osa dénoncer les mensonges du résistentialisme qui sont devenus aujourd'hui des vérités officielles. Il y a désormais en France la vérité historique et puis, il y a celle que nous imposent les mafias et qui n'est le plus souvent qu'une injure faite à l'Histoire²¹⁸.

Dans "La télé et moi, Révision", Mathilde Cruz affirme que le "révisionnisme" ne concerne pas seulement l'existence des chambres à gaz homicides, mais aussi les nouvelles interprétations de la Seconde Guerre mondiale. Cruz ne semble pas regretter cette association historiens anticonformistes/"révisionnistes" qui globalise le combat contre la loi Gayssot. Sa référence à un prétendu plan d'extermination du peuple allemand *relativise* implicitement le caractère génocidaire de la Shoah:

Apporter des révélations sur la Deuxième Guerre mondiale doit fatalement aller à l'encontre de l'histoire officielle et conformiste écrite par les vainqueurs. (...) Montrer par l'image et le témoignage que les crimes de guerre n'ont pas été commis seulement par les vaincus –et que la destruction totale de l'Allemagne et de son peuple a été à plusieurs reprises programmée. C'est cela le "révisionnisme". Déchirer les rideaux de la propagande et de l'intoxication...²¹⁹

Selon Brigneau, le "révisionnisme" est un mouvement qui va au-delà des clivages idéologiques traditionnels. Ce mouvement possède des partisans venus de l'extrême droite comme de l'extrême gauche. Sans l'influence du lobby, cette disparité se retrouverait dans tous les partis modérés de droite et de gauche. Brigneau essaye de montrer que le "révisionnisme" est une idéologie raisonnable et crédible, et que des gens de toutes tendances s'y associeraient s'ils le

²¹⁸ Philéas Fogg, "La chasse aux racistes", *National Hebdo*, n.304, 17 au 23 mai 1990, pp. 12-13.

pouvaient: "Aujourd'hui le problème du 'révisionnisme' divise la droite et la gauche. Il y a des 'révisionnistes' dans tous les mouvements de l'extrême gauche à l'extrême droite et s'il n'y a pas plus de retentissantes adhésions publiques, c'est que les gens redoutent la puissance du lobby. Ils n'ont pas tort"²²⁰. Dans un autre article, Brigneau reprend ouvertement certains arguments "révisionnistes". Brigneau estime que les différentes décisions de justice sont une admission de la validité des thèses "révisionnistes". Contrairement à la majorité des autres observateurs, il rappelle leur signification réelle:

Ceux-ci [les "révisionnistes"] ont toujours estimé que M. Le Pen avait tort de considérer l'existence ou la non-existence des chambres à gaz comme "un point de détail". Pour eux ce "détail" est capital, essentiel. Ils affirment (...) que les chambres à gaz homicides n'ont existé que dans l'imagination de ceux qui voulaient faire croire au plan d'extermination des juifs par Hitler, afin d'en tirer un profit moral, politique et financier (...) avant que ne soit votée la loi qui va interdire à jamais de discuter de cette affaire, les "révisionnistes" vont (peut-être) avoir le droit de présenter leurs arguments à la télévision. Le grand débat public (...) qu'ils demandent avec ceux qui les accusent de n'être pas sérieux, ils vont (peut-être) enfin l'obtenir²²¹.

Surtout, Brigneau utilise les variations dans le décompte du nombre de morts d'Auschwitz pour montrer que l'on nous cache certaines vérités. Pour lui, les "révisionnistes" font des recherches sur des questions où règne le mensonge: "D'un autre côté, le grand public qui n'entend que la répétition de la même vérité officielle, serait (sans doute) intéressé par les aperçus curieux, bizarres, intrigants de ce dossier, jusqu'ici connu seulement d'initiés. (...) Il n'est pas douteux que si, à Auschwitz, le nombre de victimes tombait de 8.000.000 à 75.000 (...) ce ne serait pas un 'détail'"²²². Brigneau constate "qu'il existe de nombreux témoignages oculaires sur le fonctionnement des chambres à gaz à Buchenwald, à Dachau, à Bergen-Belsen (...) On sait depuis 1960 qu'il n'y a jamais eu de chambres à gaz homicides à Dachau (...) Aux visiteurs de ce camp, on montre cependant une chambre à gaz"²²³. Brigneau s'étonne qu'on puisse "continuer à faire une confiance automatique à certains témoins qui se prétendent oculaires, alors qu'ils ont imaginé, en partie tout au moins, ce qu'ils jurent leurs grands dieux avoir vu et vécu"²²⁴. Brigneau dénonce les personnes qui ont publié ces récits de déportation et félicite Robert Faurisson qui a permis la mise à jour de telles exagérations. Il précise que c'est

²¹⁹ M. Cruz, "La télé et moi. Révision", *National Hebdo*, n.301, 26 avril au 2 mai 1990, p. 18.

²²⁰ F. Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, n.304, 17 au 23 mai 1990, p. 4.

²²¹ F. Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, n.306, 31 mai au 6 juin 1990, p. 4.

²²² Ibid.

²²³ Ibid.

²²⁴ Ibid.

au péril de sa carrière et de sa vie privée, ce qui donne l'image d'un combat juste et valeureux. Brigneau admet les horreurs de la déportation mais pas le génocide nazi. Le passer sous silence est un moyen de le nier, et ne parler que de la déportation, en général, permet d'ignorer le cas particulier des juifs:

Nous avons connu de nombreux tarés mentaux, mi-escrocs, mi-fous, exploitant une déportation imaginaire; nous en avons connu d'autres – déportés authentiques – dont l'esprit malade s'est efforcé de dépasser encore les monstruosité qu'ils avaient vues ou dont on leur avait parlé (...) Il y a même des éditeurs pour imprimer certaines de ces élucubrations. (...) Ce sera l'honneur des "révisionnistes" (...) de l'avoir dénoncé (...) La déportation fut un épisode monstrueux de la Seconde Guerre mondiale. Son exploitation systématique, depuis quarante cinq ans, n'est pas moins horrible. J'espère que l'histoire un jour reconnaîtra les mérites exceptionnels de cette poignée d'hommes²²⁵.

Brigneau salue la "clairvoyance", la "sagacité" et "l'obstination" des "révisionnistes". Selon lui, ils ne nient aucunement les horreurs des camps de concentration. Brigneau prétend que l'originalité des affirmations de Faurisson les rend crédibles (ce qui est une approche assez peu scientifique). Il compare explicitement la Shoah à un mythe et rentre dans une véritable argumentation *négationniste*:

Ils n'ont jamais nié (...) les persécutions raciales, la misère des camps, les sévices (...) les épidémies de typhus et les morts par milliers. Mais ils ont réclamé le droit à l'esprit critique afin de ne pas être abusés par la réclame et la fabrication historique (...) Malgré les poursuites, les procès, les injures, les coups (...) ils n'ont cessé d'exiger le droit de ne pas confondre la légende et la réalité, le mythe et la vérité. (...) ils continuent leurs travaux avec rigueur et méthode. Voyez le professeur Faurisson (...) Celles [les recherches] qu'il a faites et qu'il continue de faire (...) paraissent originales dans leur démarche et pertinentes dans leur esprit²²⁶.

Brigneau revient sur les conditions techniques des gazages. Selon lui, si les Allemands avaient réalisé des gazages, ils auraient forcément pris plus de précautions. Après avoir cité les vérifications de Faurisson aux Etats-Unis comme preuve de sa bonne foi, il affirme que les chambres à gaz sont en fait des constructions américaines. Il accrédite l'idée d'un complot juif aidé des Alliés pour inventer de toutes pièces la Shoah et en profiter politiquement, moralement et financièrement. C'est un argument "révisionniste" classique. En outre, il précise

²²⁵ Ibid.

²²⁶ Ibid.

que le Zyklon-B est un insecticide, une affirmation qui rappelle les propos de Paul Rassinier ou de Darquier de Pellepoix:

M. Faurisson fut d'abord frappé par les descriptions différentes, et même contradictoires, des chambres à gaz. Il semblait y en avoir eu en tous genres, fonctionnant de manière particulière, et si fantaisistes qu'on arrivait à douter que ce fut là une technique adaptée à une politique d'extermination. Si celle-ci avait été décidée, pratiques et réalistes comme ils le sont, les Allemands se seraient donné les moyens matériels de la mener à terme. En admettant que le choix de l'extermination se soit arrêté sur le gazage, il y aurait eu un ou plusieurs types de chambres à gaz. D'où les questions que se posa le professeur Faurisson et qu'il posa à des techniciens du monde entier, en particulier aux Américains puisque des chambres à gaz sont utilisées aux U.S.A. (...) Les modèles de chambres à gaz que l'on faisait visiter aux touristes, dans les camps, avaient été construits après la défaite allemande. Ils étaient inopérants. Le gaz qu'ils auraient employé était un insecticide: le Zyklon-B. (...) Bientôt ses doutes devinrent des certitudes: les chambres à gaz n'avaient jamais existé²²⁷.

Finalement, Brigneau mentionne le rapport Leuchter²²⁸ et estime que "l'existence de ce double rapport est naturellement passé sous silence par la 'grande' presse et même par la plupart de la petite. Nul ne peut néanmoins contester son importance"²²⁹. Il renforce l'idée de complot en décrivant les média comme les complices de ce mensonge. La nouvelle du mensonge de la Shoah va faire l'effet d'une véritable bombe, alors que les tribunaux eux-mêmes affirment et défendent son authenticité. Israël devra dès lors rembourser à l'Allemagne des dédommagements. Il reprend ici encore un argument "révisionniste". Celui qui consiste à expliquer le mensonge de la Shoah à la lumière des compensations financières obtenues par Israël. Brigneau dévoile son analyse de la réunification allemande et des événements en rapport avec les juifs et l'antisémitisme en France. Son explication tourne autour de l'idée de complot. Le mensonge de la Shoah permet l'exploitation de la manne financière avec la complicité des média, du pouvoir et des juifs, qui ne sont pas explicitement nommés mais clairement mis en cause:

Puisque les magistrats sont appelés à juger les historiens, leurs arguments (...) donc à établir quelle est la vérité historique (...) il est évident que si, un jour, un tribunal déclare que les chambres à gaz n'ont pas existé, on ne va pas faire de détail! (...) Vous réalisez ce qu'Israël devrait rembourser? (...) Si on a fait la réunification (...) c'est

²²⁷ Ibid.

²²⁸ Du nom d'un des ingénieur-concepteurs des chambres à gaz américaine. Ce rapport, qui date de 1988, vise à montrer l'impossibilité technique du fonctionnement des chambres à gaz nazies et affirme qu'il n'y a jamais eu de chambres à gaz dans les camps d'Auschwitz, Birkenau et Madjanek en Pologne; de Dachau en Allemagne; de Mathausen et du château de Hartheim en Autriche.

²²⁹ F. Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, n.306, 31 mai au 6 juin 1990, p. 4.

parce que l'Allemagne communiste, et par conséquent fauchée ne pouvait pas passer la monnaie. Maintenant Kohl va payer pour elle. Ensuite viendra notre tour. J'ai le sentiment que toute cette recrudescence de l'anti-antisémitisme, (...) cette réactualisation des affaires Touvier, Bousquet, Papon n'ont qu'un but: montrer la responsabilité légale de la France dans l'Holocauste, ce qui devrait nous amener à notre tour à cracher au bassinet quand la source allemande sera tarie. (...) Cinquante ans après, on ne payerait pas à Israël pour un "point de détail"²³⁰.

²³⁰ Ibid.

TROISIEME PARTIE: QUEL "REVISIONNISME" POUR QUELLE PRESSE D'EXTRÊME DROITE?

Cette troisième partie sera consacrée à l'analyse des informations tirées des articles étudiés dans la deuxième partie. Dans un premier temps, il s'agira de montrer quel est le niveau de "révisionnisme" des journaux d'extrême droite et d'en dégager les principales tendances grâce à différents classements et à des calculs simples. A partir de là, une analyse détaillée de chaque affaire "révisionniste" permettra de mettre en lumière le parcours et l'évolution du courant "révisionniste" dans la presse d'extrême droite. L'élaboration du profil de chaque journal et la mise en lumière des évolutions de leur approche en matière de "révisionnisme" au cours des douze années étudiées mettront un point final à cette partie. Des tableaux récapitulatifs permettront de synthétiser toutes les informations. Dès lors, cette partie sera une source d'informations pour toute personne qui s'intéresserait plus particulièrement à une affaire donnée ou à un des cinq journaux étudiés.

CHAPITRE 5. LE POIDS DU COURANT "REVISIONNISTE" DANS LA PRESSE D'EXTRÊME DROITE

Ce chapitre sera consacré à la mise en place de quatre groupes d'articles: les articles *négationnistes*, les articles *relativistes*, les articles opposés aux thèses "révisionnistes" et les articles qui défendent les "révisionnistes". Le nombre d'auteurs que ces articles représentent sera également étudié. Grâce à des calculs simples, différents ratios permettront de mettre en lumière l'importance du courant "révisionniste" au sein de la presse d'extrême droite. Ainsi, il sera possible de connaître précisément la position et le degré d'enthousiasme de chaque journal pour le "révisionnisme", et de déterminer l'influence et le poids des "révisionnistes" pour chaque publication étudiée.

Il est à noter qu'un article qui traite de deux affaires "révisionnistes" sera comptabilisé deux fois (puisque'il exprime deux prises de position distinctes). En ce qui concerne la taille des articles, il est clair que celle-ci varie considérablement en fonction de l'affaire, de l'auteur et du journal. La deuxième partie a montré que cette taille augmente avec l'intérêt et le soutien que l'auteur porte au "révisionnisme". Les articles les plus fournis sont l'œuvre de *Rivarol* ou François Brigneau. Les classements et les profils mis en place dans cette partie reflètent cette tendance. La taille des articles n'est par conséquent aucunement un problème pour classer et analyser nos informations. La périodicité des journaux ne pose pas non plus de difficultés. Certes, *Présent* est un quotidien quand les autres sont des hebdomadaires. Ils réagissent néanmoins tous à l'actualité d'un sujet aussi sensible que le "révisionnisme" avec la même intensité et sur une durée de temps sensiblement équivalente. Plus de cinq articles pour une affaire fortement polémique ou qui les intéresse particulièrement; deux ou trois pour une affaire de moyenne importance; un ou zéro pour les autres.

I. La presse d'extrême droite est-elle "révisionniste"?

Au total, cent soixante et onze articles écrits par soixante-deux auteurs différents ont été étudiés au cours de cette recherche. Il s'agit maintenant de déterminer la proportion d'articles et d'auteurs qui adhèrent aux thèses "révisionnistes" et les soutiennent. Pour ce faire, nous avons mis en place deux groupes. Dans le premier, on trouve l'ensemble des articles qui expriment des idées ou des convictions *négationnistes*. Le second regroupe l'ensemble des articles tenant des positions *relativistes*. Et ce, de manière à faire la différence, conformément à la classification mise en place, entre les articles et les auteurs qui nient la Shoah en tant qu'événement historique, et ceux qui nient sa dimension génocidaire et sa portée.

1. Les articles et les auteurs *négationnistes*

Ce thème regroupe deux catégories d'articles. D'une part, les articles qui nient ouvertement et explicitement l'existence de l'extermination des juifs par les nazis au moyen des chambres à gaz homicides. D'autre part, les articles qui suggèrent explicitement que la Shoah n'a pas existé, que c'est un mensonge. Dans le premier cas, les auteurs affirment simplement cette négation du génocide ou reprennent les mêmes arguments et les mêmes conclusions que les "révisionnistes". On trouve dix articles dans cette catégorie. Dans le second cas, les auteurs de ces articles ne nient pas ouvertement l'existence de la Shoah mais défendent, par toutes sortes de procédés (un soutien et une mise en lumière du sérieux et de la validité des travaux des "révisionnistes", une demande de débat dans la perspective d'une mise à jour de la vérité "révisionniste",...), l'idée que les "révisionnistes" ont raison et que leurs thèses sont la vérité scientifique face à l'obscurantisme des versions officielles. On trouve dix-neuf articles dans cette catégorie. Ce qui donne un total de vingt-neuf articles pour l'ensemble du thème *négationniste*:

1. Jacques Langlois, "La longue marche vers la vérité", *Rivarol*, 30 mai 1986
2. Robert Poulet, "Un mot au sujet de l'affaire Roques", *Rivarol*, 6 juin 1986
3. Robert Poulet, "Encore l'affaire Roques", *Rivarol*, 11 juin 1986

4. François Brigneau, "Neuf livres pour vous faire une opinion", *Présent*, 26 et 27 mai 1986
5. Laurent Gouablin, "Chambres à gaz et pouvoir médiatique", *Rivarol*, 30 octobre 1987
6. Mathilde Cruz, "Auschwitz: la télé escamote!", *National Hebdo*, 7 au 13 septembre 1989
7. François Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, 14 au 20 septembre 1989
8. François Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, 21 au 27 septembre 1989
9. Robert Poulet, "L'attentat contre Faurisson vu par Robert Poulet", *Rivarol*, 22 septembre 1989
10. François Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, 31 mai au 6 juin 1990

11. François Brigneau, "Lettre ouverte au président d'Antenne 2. Je suis pour *Holocauste* aux 'Dossiers de l'Ecran'", *Minute*, 6 au 12 décembre 1978
12. François Brigneau, "Je suis devenu le plouc-émissaire", *Minute*, 7 au 13 mars 1979
13. P. d'A., "Affaire Chomsky-Faurisson", *Rivarol*, 18 décembre 1980
14. Jacques Langlois, "Chomsky a dit quoi?", *Rivarol*, 1er janvier 1981
15. P. d'A., "Chomsky persiste et signe", *Rivarol*, 22 janvier 1981
16. P. d'A., "Affaire Faurisson: nouveaux aveux de Vidal-Naquet", *Rivarol*, 12 février 1981
17. François Brigneau, "Lettre ouverte (et attristée) à M. Ivan Levaï", *Minute*, 24 au 30 décembre 1980
18. Patrick Buisson, "Effet Copernic", *Minute*, 21 au 27 janvier 1981
19. Article non signé, "A qui profite le scandale Roques?", *Rivarol*, 30 mai 1986
20. Jacques Langlois, "Lus et commentés", *Rivarol*, 11 juillet 1986
21. Mathilde Cruz, "Lanzmann péremptoire: 'face de rat'", *Présent*, 26 au 27 mai 1986
22. Robert Poulet, "Sans haine et sans crainte", *Rivarol*, 2 octobre 1987
23. Jacques Langlois, "Où sont les historiens?", *Rivarol*, 9 octobre 1987
24. François Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, 8 au 14 octobre 1987
25. François Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, 15 au 21 septembre 1988
26. *Rivarol*, "1945-1990: en France, Staline fait toujours la loi", *Rivarol*, 11 mai 1990
27. François Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, 17 au 23 mai 1990
28. Philéas Fogg, "La chasse aux racistes", *National Hebdo*, 17 au 23 mai 1990

29. François Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, 20 au 26 septembre 1990

Dès lors, il s'agit de savoir combien d'auteurs, parmi tous ceux qui commentent les affaires ayant trait au "révisionnisme", sont *négationnistes*. On constate qu'il existe huit auteurs différents d'articles *négationnistes*: Jacques Langlois, Robert Poulet, François Brigneau (ou Mathilde Cruz, son pseudonyme), Laurent Gouablin, P. d'A., les articles non signés de *Rivarol* ou signés *Rivarol*, Patrick Buisson et Philéas Fogg.

Il y a en tout vingt-neuf articles *négationnistes*. Comparé au nombre total d'articles, on obtient un pourcentage de 16,9 pour cent des articles de cette recherche qui sont *négationnistes*. Cela signifie que les journaux d'extrême droite étudiés n'expriment pas, dans leur grande majorité (presque 85 pour cent) d'opinions *négationnistes* lorsqu'une affaire touchant à ce problème leur en donne l'occasion. De même, seulement 12,2 pour cent des auteurs d'articles de notre chronologie tiennent des propos *négationnistes*. Une très faible minorité de journalistes d'extrême droite expriment donc des convictions *négationnistes*. Un second chiffre qui confirme le premier. C'est une première conclusion qui remet largement en question l'idée, largement répandue par certains média, selon laquelle une très large majorité de l'extrême droite est *négationniste*.

2. Les articles et les auteurs *relativistes*

Ce thème regroupe les articles qui nient la dimension génocidaire de la Shoah, c'est-à-dire qui *relativise* la portée de l'extermination des juifs par les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale, sans nier sa réalité propre. Généralement, ils contestent les chiffres du nombre de morts dans l'intention explicite de nier le fait qu'il y ait vraiment eu génocide; ou ils mettent au même niveau l'extermination des juifs et les opérations militaires classiques (comme les bombardements), les victimes de la Shoah et les victimes inhérentes à tout conflit militaire. Vingt et un articles répondent à ces critères:

1. Article non signé, "L'affaire en question", *Rivarol*, 9 novembre 1978
2. *Minute*, "Sans haine et sans complexe", *Minute*, 8 au 14 novembre 1978

3. François Brigneau, "Quand tonton d'Ormesson voulait punir Blum", *Minute*, 8 au 14 novembre 1978
4. Renée Versais, "Opérations-*Holocauste*", *Rivarol*, 1er février 1979
5. Argus, "*Holocauste*", *Rivarol*, 15 mars 1979
6. Article non signé, "L'affaire continue", *Rivarol*, 23 novembre 1978
7. François Brigneau, "Les silences d'*Holocauste*", *Minute*, 22 au 27 février 1979
8. Charles Filippi, "Un gigantesque crématoire pour vivants", *Rivarol*, 22 mars 1979
9. Article non signé, "Ce traître de Chomsky", *Rivarol*, 8 janvier 1981
10. *Rivarol*, "Contre Le Pen, l'abjection à grands pas", *Rivarol*, 18 septembre 1987
11. Le veilleur de jour, "De ma fenêtre", *Aspects de la France*, 1er octobre 1987
12. Edmond Petit, "Savez-vous lire?", *Aspects de la France*, 24 septembre 1987
13. "Entretien avec Bernard Antony", *National Hebdo*, 15 au 21 octobre 1987
14. Jean-Pierre Stirbois, "La tempête", *National Hebdo*, 29 septembre au 5 octobre 1988
15. François Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, 7 au 13 septembre 1989
16. Etienne Lombard, "Les 'Rambo' de la Shoah", *Aspects de la France*, 21 septembre 1989
17. Cosme-Damien, "Les normalisateurs de l'histoire", *Rivarol*, 11 mai 1990
18. *Rivarol*, "Liberté de tuer, défense de penser", *Rivarol*, 27 juillet au 1er août 1990.
19. Jean-Yves Le Gallou, "Le soi-disant antiracisme ne fait plus l'unanimité", *Présent*, 12 mai 1990
20. Mathilde Cruz, "La télé et moi. Révision", *National Hebdo*, 26 avril au 2 mai 1990
21. François Brigneau, "Le 'révisionnisme' au C.N.R.S.... et au *Monde*", *National Hebdo*, 26 juillet au 1er août 1990

A nouveau, il s'agit de déterminer combien d'auteurs, parmi tous ceux qui commentent les affaires ayant trait au "révisionnisme", sont *relativistes*. On s'aperçoit qu'il existe treize auteurs différents d'articles *relativistes*: les articles non signés de *Rivarol* ou les articles signés *Rivarol*, les articles signés *Minute*, François Brigneau (ou Mathilde Cruz, son pseudonyme), Renée Versais, Argus, Charles Filippi, Le veilleur de jour, Edmond Petit, Bernard Antony, Jean-Pierre Stirbois, Etienne Lombard, Jean-Yves Le Gallou et Cosme-Damien. Mais si on ne prend pas en compte *Rivarol* et François Brigneau qui sont aussi des auteurs *négationnistes*, on obtient le chiffre de onze auteurs.

Il y a vingt et un articles dans le thème *relativiste*. Seulement 12,2 pour cent des articles tiennent donc un discours *relativiste*. A nouveau, c'est un chiffre très faible. Les articles de ce thème sont moins nombreux que les articles *négalionnistes*. En ce qui concerne les auteurs *relativistes* (et en ne tenant pas compte de François Brigneau et des articles signés *Rivarol*), ils représentent 17,8 pour cent de l'ensemble des auteurs d'articles de cette recherche. Il y a donc moins d'articles *relativistes* que d'articles *négalionnistes* et moins d'auteurs *négalionnistes* que d'auteurs *relativistes*. C'est un point intéressant qui met en lumière le poids et l'activité des principaux auteurs "révisionnistes" *négalionnistes* de cette étude (P. d'A., Jacques Langlois, Robert Poulet, et surtout François Brigneau).

3. Le poids du courant "révisionniste" dans la presse d'extrême droite

Au total, cinquante articles (vingt-neuf articles *négalionnistes* et vingt et un articles *relativistes*) et dix-neuf auteurs (huit auteurs *négalionnistes* et onze auteurs *relativistes*) sont "révisionnistes". Proportionnellement, 29,2 pour cent des articles de journaux d'extrême droite ayant trait aux affaires "révisionnistes" et 30,6 pour cent de leurs auteurs expriment des convictions "révisionnistes", c'est-à-dire soutiennent les thèses "révisionnistes" et leurs conclusions ou reprennent certains de leurs arguments et idées. C'est un chiffre élevé qui montre que presque un tiers des articles et des auteurs est effectivement sensible, à un degré plus ou moins fort, aux thèses "révisionnistes" (ou reprend la logique de certains de leurs raisonnements). Si peu d'articles et d'auteurs de la presse d'extrême droite tiennent un discours *négalionniste*, et ne prennent donc pas une position ouvertement en accord avec les thèses "révisionnistes", il est clair que le thème du "révisionnisme" et de l'importance de la Shoah ne laisse pas insensible une frange beaucoup plus importante de la presse d'extrême droite. Mais la répartition entre les auteurs et les journaux est très disparate. A ce sujet, il est intéressant de remarquer que la loi Pleven de 1972, régulièrement critiquée par les journaux d'extrême droite au titre de sa dureté en matière de liberté d'expression, semble jouer un rôle de dissuasion mineur pour qui veut absolument affirmer des convictions "révisionnistes".

Tableau récapitulatif 1: le poids des articles et des auteurs "révisionnistes"

	Articles <i>négalionnistes</i>	Articles <i>relativistes</i>	Auteurs <i>négalionnistes</i>	Auteurs <i>relativistes</i>
Combien?	29	21	8	11
Quelle proportion?	16,9%	12,2%	12,9%	17,8%
	Articles "révisionnistes"		Auteurs "révisionnistes"	
Combien?	50		19	
Quelle proportion?	29,2%		30,6%	

(sur un total de 171 articles et 62 auteurs pour 5 journaux)

4. L'importance de *Rivarol* et de François Brigneau

Rivarol est à l'origine de près de la moitié (quatorze des vingt-neuf articles, c'est-à-dire 48,2 pour cent) des écrits *négalionnistes* des journaux d'extrême droite sélectionnés pour étudier les affaires de la chronologie mise en place au cours de cette recherche. Il représente 46 pour cent de l'ensemble des articles "révisionnistes". Sur un total de cinq journaux, c'est un chiffre très élevé qui témoigne des prises de positions tranchées du journal en la matière. Surtout, *Rivarol* représente 62,5 pour cent des auteurs *négalionnistes*. Et 47,3 pour cent des auteurs qui ont écrit pour ce journal au sujet d'affaires ayant trait au "révisionnisme", ont exprimé des convictions ou des opinions "révisionnistes". Ce dernier chiffre est d'autant plus parlant si on le compare aux autres journaux qui possèdent seulement un ou deux auteurs *négalionnistes* ou *relativistes* dans leur rang. *Rivarol* se distingue donc fortement des autres journaux dans ce domaine. Il est clairement un vecteur de communication des idées "révisionnistes" en France. Ce n'est pas une surprise dans la mesure où le journal ouvre régulièrement ses colonnes à des "révisionnistes" célèbres comme Robert Faurisson, et qu'il fait régulièrement état de "l'avancée" de leurs travaux.

Tableau récapitulatif 2: le poids de *Rivarol*

	<i>Négationnistes</i>		"Révisionnistes"	
<i>Rivarol</i>	Articles (14) 48,2%	Auteurs (5) 62,5%	Articles (23) 46%	Auteurs (9) 47,3%

(sur un total de 50 articles et 19 auteurs "révisionnistes" et 25 articles et 8 auteurs *négationnistes*)

L'autre fait marquant de cette analyse tient moins dans l'identité des journaux qui publient des articles *négationnistes* ou *relativistes* que dans l'identité de la personne qui les écrit. En tenant compte du fait que Mathilde Cruz est le pseudonyme de François Brigneau, on se rend compte que ce dernier a signé 44,8 pour cent de l'ensemble des articles *négationnistes*. Surtout, il est l'auteur de 86,6 pour cent des articles *négationnistes* de la période étudiée qui ne sont pas le fait de *Rivarol*. Seul Patrick Buisson et Philéas Fogg ont signé deux articles *négationnistes* en dehors de *Rivarol* et de Brigneau. Autrement dit, sans Brigneau, la contribution des journaux d'extrême droite *Aspects de la France*, *Minute*, *Présent* et *National Hebdo* à la diffusion d'un discours *négationniste* entre 1978 à 1990 serait quasiment nulle. Si Brigneau n'avait pas écrit dans ces journaux, ces derniers n'auraient peut-être jamais publié d'articles *négationnistes*, tant son influence semble forte à *Minute* et à *National Hebdo* quand Patrick Buisson et Philéas Fogg publient leurs articles.

François Brigneau signe aussi un tiers des articles *relativistes* (en considérant que l'article signé *Minute*, du numéro du 8 au 14 novembre 1978, a vraisemblablement été grandement influencé, voir écrit, par Brigneau lui-même). Logiquement, il semble contradictoire de nier à la fois la réalité de la Shoah et son caractère génocidaire. La seconde position sous-entend que l'on accepte l'existence de quelque chose de bien réel, même si on tente d'en *relativiser* le sens. A l'instar de Maurice Bardèche ou de Paul Rassinier, Brigneau utilise souvent des arguments *relativistes* pour promouvoir ses convictions *négationnistes*. Mais il ne mélange pas arguments *relativistes* et arguments *négationnistes* dans le même article. Dans le cas de *Rivarol*, on constate que, mis à part les articles non signés ou signés *Rivarol*, les auteurs qui écrivent des articles *négationnistes* n'écrivent pas d'articles *relativistes*, et inversement. Les stratégies

"révisionnistes" de *Rivarol* et de Brigneau laissent apparaître une rigueur et une méthode qui confirment l'impression qu'elles ne sont pas le résultat de circonstances et qu'elles témoignent d'une adhésion marquée aux thèses "révisionnistes". Il va sans dire que François Brigneau tient un rôle central dans cette recherche. Les caractéristiques de sa pensée et de ses écrits seront étudiées plus loin.

Tableau récapitulatif 3: le poids de François Brigneau

	Articles négationnistes (13) (sans <i>Rivarol</i>)		Articles "révisionnistes" (18) (sans <i>Rivarol</i>)	
François Brigneau	44,8%	86,6%	36%	66,6%

(sur un total de 50 articles "révisionnistes" et 29 articles *négationnistes*)

5. Aspects de la France... et les autres

Si on prend en compte le fait que François Brigneau a écrit des articles *négationnistes* pour *Minute*, *Présent* et *National Hebdo*, *Aspects de la France* est donc la seule publication de notre étude qui n'ait publié aucun article *négationniste*. Néanmoins, la publication par *Aspects de la France* de trois articles *relativistes* montre qu'aucun journal d'extrême droite n'est totalement imperméable à la logique de certains thèmes "révisionnistes". Dans la catégorie des articles et des auteurs *relativistes*, il ne se dégage, en dehors de la prépondérance de *Rivarol* et de François Brigneau, aucune tendance réelle. *Minute* publie un article *relativiste* signé *Minute*, en 1978 ("Sans haine et sans complexe" dans le numéro du 8 au 14 novembre). L'influence de Brigneau derrière cet article est très vraisemblable. *National Hebdo* publie pour sa part deux articles *relativistes*. Le premier est un entretien de Bernard Antony (qui représente la tendance idéologique de *Présent*) sorti en octobre 1987. Le second est un article de Jean-Pierre Stirbois intitulé "La tempête" et publié en octobre 1988. Aucun de ces deux articles n'est donc l'œuvre d'un journaliste régulier du journal. *Présent* publie lui aussi un article *relativiste* en 1990 ("Le soi-disant antiracisme ne fait plus l'unanimité") mais il est écrit par Jean-Yves Le Gallou,

dirigeant du Front National, lors de la polémique concernant la loi Gayssot et là encore, il n'est pas l'œuvre d'un journaliste du quotidien national-catholique. Dans les trois cas, ces initiatives semblent donc isolées. Et mis à part Patrick Buisson et Philéas Fogg, aucun autre journaliste ayant travaillé au sein du même journal que François Brigneau ne le rejoint dans son discours *négationniste* et dans son entreprise de propagation des thèses "révisionnistes". En réalité, *Minute*, *Présent* et *National Hebdo* semblent peu s'intéresser au "révisionnisme". Ils permettent cependant à François Brigneau d'exprimer ses convictions "révisionnistes" et ils semblent lui laisser carte blanche en la matière.

6. D'autres ouvertures vers le "révisionnisme"

Un certain nombre d'articles et d'auteurs défendent les "révisionnistes" et leur droit à la parole et à la recherche, sans pour autant se déclarer favorables à leurs thèses ou à leurs idées, sans pour autant les soutenir ou les suivre dans leur raisonnement. La plupart de ces articles défendent les "révisionnistes" et leurs droits au nom de la liberté de recherche, d'expression ou d'opinion et demandent qu'on les laisse débattre et avancer leurs arguments. Ces articles sont au nombre de dix-neuf:

1. Pierre Bruneau, "Des barbelés pour le débat d'*Holocauste*", *Minute*, 17 au 23 janvier 1979
2. François Brigneau, "Lettre ouverte (et attristée) à M. Ivan Levaï", *Minute*, 24 au 30 décembre 1980
4. "Le Pen: ma philosophie", *National Hebdo*, 5 au 11 juin 1986
5. *Rivarol*, "Contre Le Pen: l'abject", *Rivarol*, 18 septembre 1987
6. François Brigneau, "Le journal d'un homme libre", *National Hebdo*, 15 au 21 septembre 1988
7. Claude Lorne, "La 'non-affaire' Autant-Lara: de la lâcheté comme un des beaux arts", *Rivarol*, 6 octobre 1989
8. Michel Sergent, "Justice pour Autant-Lara", *Rivarol*, 20 octobre 1989
9. Patrick Rainssant, "Les cigarières de Michel Noir", *Rivarol*, 11 mai 1990
10. Article non signé, "Carpentras, Lyon-III: même complot?", *Rivarol*, 25 mai 1990
11. Pierre Pujo, "Nos libertés en danger", *Aspects de la France*, 24 mai 1990
12. Pierre Pujo, "Défendons nos libertés", *Aspects de la France*, août 1990

13. Article non signé, "Bernard Notin répond à Michel Noir", *Présent*, 4 mai 1990
14. Yves Daoudal, "Le ton est monté d'un cran", *Présent*, 5 mai 1990
15. Rémi Fontaine, "Schwartzenberg, Notin: deux cas de figure", *Présent*, 20 juillet 1990
16. *Minute*, "La terreur maccarthyste revient par la gauche. La chasse aux sorcières est ouverte", *Minute*, 4 au 10 juillet 1990
17. Bernard Lugan, "Manifeste pour les libertés universitaires", *Minute*, 8 au 14 août 1990
18. Charles Filippi, "Faut-il en rire ou en pleurer? L'histoire figée par un tribunal militaire", *Rivarol*, 7 septembre 1990
19. Michel Fromentoux, "Bruno Mégret juge la loi communiste antiraciste", *Aspects de la France*, 10 mai 1990

Défendre la liberté de parole des "révisionnistes" et non leurs thèses n'est pas une raison suffisante pour affirmer qu'un journal ou un auteur est "révisionniste". Dans certains cas, il est pourtant un moyen habile de donner une image positive du "révisionnisme", sans cautionner ouvertement les thèses "révisionnistes", comme le prouvent les huit articles de *Rivarol* ou de François Brigneau présents dans cette catégorie. Cependant, dans la majorité des cas, la demande de droit à l'expression ou au débat s'accompagne de l'idée implicite que les "révisionnistes" vont corriger certaines exagérations liées à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (même si cette idée n'est pas toujours affirmée ouvertement). Beaucoup d'auteurs soutiennent les droits des "révisionnistes" parce qu'ils veulent éviter que leur propre vision de l'histoire soit remise en cause ou mise hors la loi. Ils craignent que les droits des historiens soutenant une approche historique favorable aux idéologies d'extrême droite soient, arbitrairement et par amalgame, limités, de la même manière que pour les "révisionnistes". Mais il n'y a pas d'adhésion aux thèses "révisionnistes". La prise en compte de ces dix-neuf articles dans nos classements *négalionniste* ou *relativiste* apparaît donc peu pertinente. Ce thème confirme néanmoins le fort degré d'implication de *Rivarol* et de François Brigneau dans le combat "révisionniste".

Parallèlement, un certain nombre d'articles et d'auteurs remettent en cause la spécificité du génocide juif par les nazis, affirmant qu'on donne à celui-ci trop d'importance. Ils rejettent son statut qu'ils jugent disproportionné en comparaison des autres génocides, passés ou présents, et dénoncent l'action des média, des intellectuels et des historiens derrière cette disproportion. Il existe aussi un nombre non négligeable d'auteurs qui critique la dimension commerciale de

l'exploitation de la Shoah. Cependant, ces attaques contre le statut particulier de la Shoah ne sont pas une étape vers sa négation puisqu'elles sous-entendent son existence. Elles sont bien associées à une approche *relativiste* chez certains auteurs comme Bernard Antony ou Edmond Petit. Chez d'autres auteurs comme Gabriel Domenech ou Michel Fromentoux, elles mènent au contraire à une opposition au "révisionnisme". Leur caractère explicatif est donc douteux.

A ce stade de l'analyse, il est possible d'affirmer que les listes d'articles et d'auteurs *négationnistes* et *relativistes* qui ont été élaborées dans ce chapitre reflètent l'ampleur et le poids du courant "révisionniste" au sein de la presse d'extrême droite française. Dès lors, il faut s'interroger sur les réactions que l'existence de ce courant génère au sein même de cette tendance politique.

II. L'opposition de certains journaux aux thèses "révisionnistes"

Après avoir constaté qu'entre un quart et un tiers des articles et des auteurs soutiennent, plus ou moins directement, les thèses "révisionnistes", il est logique de se demander si les autres articles manifestent une attitude neutre ou témoignent au contraire d'un refus des thèses et des idées "révisionnistes". Pour essayer de répondre à cette question, il faut regrouper les articles qui s'opposent aux "révisionnistes" ou réfutent, explicitement ou non, leurs thèses.

1. Les articles et les auteurs opposés aux thèses "révisionnistes"

Les articles dans lesquels les auteurs affirment leur croyance en la véracité de la Shoah, et admettent donc explicitement son existence et sa réalité, sont également pris en compte. En tout, quinze articles répondent à ces critères:

1. Pierre Juhel, "Le cas Darquier", *Aspects de la France*, 9 novembre 1978
2. Jacques Isorni, "L'Holocauste, Pétain et les Alliés", *Minute*, 14 au 20 mars 1979

3. Edmond Petit, "Mentez toujours", *Aspects de la France*, 5 juin 1986
4. "Le Pen: ma philosophie", *National Hebdo*, 5 au 11 juin 1986
5. Alain Sanders, "Entretien avec Bernard Antony", *Présent*, 30 septembre 1987
6. Jean-Claude Goudeau, "Les vrais périls", *Minute*, 23 au 29 septembre 1987
7. Gabriel Domenech, "Le filon de l'antisémitisme", *Minute*, 7 au 13 octobre 1987
8. Michel Fromentoux, "L'affaire du carmel d'Auschwitz: l'Eglise catholique agressée", *Aspects de la France*, 31 août 1989
9. Yves Daoudal, "La vérité sur Auschwitz (II)", *Présent*, 21 et 22 août 1989
10. Jean-Claude Goudeau, "Horreur, le Pape est catholique!", *Minute*, 13 au 19 septembre 1989
11. Pierre Pujo, "Nos libertés en danger", *Aspects de la France*, août 1990
12. Yves Daoudal, "Le ton est monté d'un cran", *Présent*, 5 mai 1990
13. Pierre Pujo, "Autant en emporte Lara", *Aspects de la France*, 14 septembre 1989
14. Article non signé, "Après l'attentat contre le professeur Faurisson... ", *Minute*, 27 septembre au 30 octobre 1989
15. Jean Madiran, "L'obsession hystérique d'un anti-nazisme anachronique", *Présent*, 13 avril 1990

En tout, douze auteurs différents sont à l'origine de ces quatorze articles: Pierre Juhel, Jacques Isorni, Edmond Petit, Jean-Marie Le Pen, Bernard Antony, Jean Madiran, Jean-Claude Goudeau, Gabriel Domenech, Michel Fromentoux, Yves Daoudal, Pierre Pujo et l'auteur (ou les auteurs) des articles signés *Minute*.

2. L'existence d'un courant opposé aux thèses "révisionnistes"

Le chiffre de quinze articles est un chiffre faible. Le ratio comparé au nombre total d'articles des journaux proprement étudiés montre que seulement 8,7 pour cent des articles affirment leur croyance en la Shoah ou rejettent les thèses "révisionnistes". Il faut cependant tenir compte du fait que l'existence de la Shoah est une vérité évidente aux yeux de beaucoup d'observateurs, même à l'extrême droite. C'est une des raisons pour lesquelles le "révisionnisme" reste un phénomène minoritaire, même si son enjeu idéologique est énorme. Dès lors, il est légitime de penser que la Shoah n'est pas une "vérité" que la majorité des

journalistes d'extrême droite se sent le besoin de réaffirmer. De même, il est clair que le "révisionnisme" apparaît comme un phénomène que certains journalistes d'extrême droite ne se sentent pas le besoin de réfuter. Le chiffre de douze auteurs pour quinze articles dans cette catégorie (c'est-à-dire presque un auteur différent pour chaque article) confirme d'ailleurs cette hypothèse. Une telle constatation tend à relativiser la signification du faible nombre d'articles de ce thème. Par ailleurs, les journalistes qui s'opposent au "révisionnisme" et soutiennent l'existence de la Shoah représentent 19,3 pour cent de l'ensemble des auteurs (c'est-à-dire un chiffre supérieur au nombre d'auteurs *négationnistes*). Finalement, cette recherche montre que la grande majorité des journalistes d'extrême droite ne soutiennent pas les thèses "révisionnistes", et qu'il existe un noyau important de journalistes d'extrême droite qui les rejettent même ouvertement.

Tableau récapitulatif 4: l'opposition aux thèses "révisionnistes"

	Opposition aux thèses "révisionnistes"	
	Articles	Auteurs
Combien?	15	12
Quelle proportion?	8,7%	19,3%

(sur un total de 171 articles et 62 auteurs)

3. Le poids d'*Aspects de la France* et de *Minute*

Au niveau de la répartition entre journaux et auteurs, il n'est pas étonnant de constater que ce thème de l'opposition au "révisionnisme" ne contient aucun article de *Rivarol* ou de François Brigneau. Cinq articles sont le fait d'*Aspects de la France*. Ils représentent 36 pour cent de l'ensemble des articles qui réaffirment l'existence de la Shoah ou s'opposent aux thèses "révisionnistes". *Minute* obtient les mêmes résultats. Il apparaît aussi que 40 pour cent des auteurs d'*Aspects de la France* et 33,3 pour cent des auteurs de *Minute* ne sont pas d'accord avec les thèses "révisionnistes". Quatre articles sont issus de *Présent*. Le journal représente un

peu plus d'un quart des articles affirmant leur opposition aux thèses "révisionnistes" et un quart de ses journalistes ont exprimé cette idée en réaction aux affaires de la chronologie. Ces chiffres révèlent l'opposition de *Présent* au "révisionnisme". Seulement un article est publié par *National Hebdo*. L'hypothèse selon laquelle les journaux les plus proches du Front National seraient les plus ouvertement opposés au "révisionnisme" s'avère donc inexacte. Les résultats de *National Hebdo* le montrent clairement. L'influence de Brigneau au sein de cette publication n'y est pas étrangère.

Les résultats d'*Aspects de la France* confirment, conformément à nos premières analyses, que ce journal est le moins enclin à suivre et à soutenir les "révisionnistes". Cependant, le chiffre de cinq articles montre un enthousiasme modéré pour un combat contre leurs idées. Visiblement, ce n'est pas une priorité pour le journal d'obédience maurrassienne. Les résultats de *Minute* traduisent la position modérée du journal version post-Brigneau; d'un point de vue général, comme en ce qui concerne la question de l'extermination des juifs par les nazis. Les articles de *Minute* opposés au "révisionnisme" ont d'ailleurs tous été écrits après son départ en 1986. Deux l'ont été par la personne en grande partie responsable de son éviction du journal, Jean-Claude Goudeau.

Tableau récapitulatif 5: le poids de chaque journal dans l'opposition aux thèses "révisionnistes"

	<i>Aspects de la France</i>	<i>Minute</i>	<i>Présent</i>	<i>National Hebdo</i>	<i>Rivarol</i>
Quelle proportion?	36%	36%	26,6%	6,6%	0%
Proportion d'auteurs par journal	40%	36%	25%	8,3%	0%

(sur un total de 15 articles et 10, 12, 14, 12 et 18 auteurs pour respectivement *Aspects de la France*, *Minute*, *Présent*, *National Hebdo* et *Rivarol*)

CHAPITRE 6. ANALYSES PAR AFFAIRE

Ce chapitre sera consacré à la mise en place d'un profil pour chaque affaire "révisionniste". Différentes questions seront posées et aideront à comprendre l'importance et le poids de chaque affaire "révisionniste" et les réactions qu'elle a pu générer. Combien d'articles sont consacrés par les journaux à chaque affaire? Quel degré d'intérêt cela témoigne? Quelle est la stratégie générale adoptée par la presse d'extrême droite face à une affaire donnée? Pourquoi? Quelle affaire a fait l'objet d'affirmations "révisionnistes"? Sous quelles formes?

I. L'affaire Darquier de Pellepoix

L'affaire Darquier de Pellepoix a fait l'objet de treize articles (trois de *Rivarol*, deux d'*Aspects de la France*, huit de *Minute*). L'intérêt soulevé par cette affaire et cette polémique a donc été très fort à l'extrême droite. La moyenne est de 4,4 articles par journal pour cette affaire. C'est un résultat largement supérieur au chiffre de 3,3 articles par affaire et par journal sur l'ensemble de notre chronologie. D'un point de vue stratégique, les approches des différents journaux sont très proches. Tous dénoncent et mettent en cause les conditions de l'entretien, l'honnêteté du journaliste et l'état de santé de Louis Darquier de Pellepoix. Cependant, alors que *Rivarol* et *Minute* défendent ce dernier, *Aspects de la France* le critique et ne lui montre aucune bienveillance.

Les trois journaux voient une machination et un complot réunissant principalement les juifs et les communistes, de manière suggérée pour les premiers, de façon explicite pour les seconds, derrière cette interview. Ils dénoncent les méfaits communistes et le fait que les média tournent continuellement leur attention vers les crimes nazis, en particulier ceux contre les juifs. Le thème du complot et la dénonciation des communistes et d'un ennemi intérieur (les média en particulier) sont donc mis en avant pour expliquer cette affaire. *Minute* développe l'idée, sous

la plume de François Brigneau, que l'antisémitisme règne partout en France depuis toujours et qu'il est un phénomène totalement légitime.

Sur le plan du "révisionnisme", l'affaire Darquier donne lieu à trois articles *relativistes*. Seul *Aspects de la France* réaffirme, dans "Le cas Darquier", la véracité de la Shoah, tout en dénonçant une version "mensongère" de l'histoire. *Rivarol* ne remet pas en cause l'existence même de la Shoah. Il en *relativise* cependant la nature, par le biais d'une critique explicite du rôle des communistes dans cette affaire et d'une dénonciation de leurs crimes à travers le monde. *Minute* *relativise* la nature de la Shoah, en décrivant cette extermination comme un crime de guerre "normal". Dans le premier article, la *relativisation* de la Shoah naît de la dénonciation d'un complot généralisé visant à enseigner une histoire trop manichéenne et à camoufler les crimes communistes. Dans le second article, François Brigneau passe par la dénonciation de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale enseignée de nos jours pour aboutir à sa position *relativiste*. Il fait preuve d'un antisémitisme assez virulent qui rappelle le ton de publications comme *Gringoire* ou *Je suis partout*. Surtout, il n'hésite pas à rendre les juifs responsables de la machination contre Darquier de Pellepoix et des malheurs qui les touchèrent lors de la Seconde Guerre mondiale.

II. L'affaire Faurisson

Seulement trois articles (un de *Rivarol*, un d'*Aspects de la France* et un de *Minute*) de la presse d'extrême droite étudiée se réfèrent à cette affaire Faurisson, ce qui représente un chiffre très faible quand on sait que cette affaire consacre l'acte de naissance médiatique des thèses "révisionnistes" en France et qu'elle généra toute une série d'articles polémiques. Ce faible nombre de réactions est surprenant si l'on considère que, pour les affaires Darquier de Pellepoix ou *Holocauste*, les trois journaux n'hésitèrent pas à réagir et à s'engager dans le débat. Certes, Robert Faurisson et son affaire ont un profil moins polémique que l'ancien commissaire aux Questions Juives ou que le téléfilm américain sur l'extermination des juifs. En fait, il n'est pas certain que les journaux croient vraiment en l'importance future de Robert

Faurisson et de ses thèses. Pourtant, à cette époque, *Rivarol* a déjà ouvert ses colonnes à Paul Rassinier ou à François Duprat, et François Brigneau connaît les principaux "révisionnistes" et leurs thèses. Le soutien pour Faurisson est néanmoins timide.

Les trois journaux dénoncent le manque de sérieux des historiens auxquels s'oppose Robert Faurisson. La position des journaux face aux thèses "révisionnistes" est plus disparate. *Aspects de la France* défend simplement une vision de l'histoire moins manichéenne. *Rivarol* est à l'origine d'un article *relativiste*. Ce *relativisme* se justifie par les mensonges qui ont entouré la description des camps allemands par les démocrates de l'Ouest et les communistes de l'Est. Il y a donc complot. Cette idée de complot se retrouve aussi dans l'article de François Brigneau pour *Minute*. Surtout, François Brigneau est le premier auteur d'un article *négationniste* de notre étude ("Lettre ouverte au président d'Antenne 2. Je suis pour *Holocauste* aux 'Dossiers de l'Ecran'"). Il demande un débat entre les historiens "officiels" et les "révisionnistes" en suggérant que ces derniers mettront justement à mal les mensonges que véhicule ce complot. Il est à noter qu'aucun des deux journaux n'utilise d'arguments antisémites pour justifier sa position.

III. La diffusion du feuilleton *Holocauste*

La diffusion d'*Holocauste* génère la publication de seize articles (trois de *Rivarol*, six d'*Aspects de la France* et sept de *Minute*). La moyenne par journal pour cette affaire est de 5,3 articles. L'intérêt de la presse d'extrême droite pour cette affaire est visiblement très prononcé. Cette affaire est l'occasion, pour *Rivarol* et *Minute*, de stigmatiser les crimes des Alliés; pour *Minute* et *Aspects de la France*, de défendre l'action du régime de Vichy et de demander un traitement identique des crimes communistes et des crimes nazis. Mais le film est finalement peu critiqué pour ses travers "hollywoodiens". Seul *Minute* semble réellement s'en soucier et critique sans concession les exagérations du téléfilm.

Aspects de la France, ne publie aucun article *relativiste* ou *négalionniste*. Le journal ne remet pas en question l'existence de l'extermination des juifs par les nazis. *Rivarol* publie à nouveau trois articles *relativistes* dans lesquels il stigmatise le fait que les juifs ne furent pas les seuls à pâtir de telles horreurs. A ce moment de l'étude, *Rivarol* n'a pas encore tenu de propos ouvertement *négalionnistes*. Mais son *relativisme* est de plus en plus argumenté: dénonciation d'un complot, mise en cause de la responsabilité des juifs dans le déclenchement de la guerre, dénonciation de leur appât du gain. Les liens avec l'antisémitisme deviennent de plus en plus visibles. *Minute*, toujours sous la plume de François Brigneau, réaffirme son discours *négalionniste*. Il demande la tenue d'un débat prenant en compte les recherches "révisionnistes", et pas seulement des témoignages. Ceci afin que la vérité sur la Shoah soit établie. *Minute* publie aussi un article qui réaffirme l'existence des chambres à gaz. Il est signé Jacques Isorni, l'avocat de Philippe Pétain lors de son procès. Isorni n'est pas un journaliste de *Minute*. Ce qui explique qu'il puisse facilement s'opposer à ce qu'affirme François Brigneau. Ce qui montre aussi que le reste des journalistes de *Minute* ne partage pas forcément les mêmes convictions que François Brigneau au sujet du "révisionnisme".

IV. L'affaire Chomsky

L'affaire Chomsky est à l'origine de huit articles (six de *Rivarol* et deux de *Minute*). La moyenne d'articles par journal pour cette affaire est de 2,6, ce qui est un chiffre peu élevé. *Aspects de la France* ne commente pas cette affaire, ce qui confirme son faible intérêt pour Robert Faurisson et ses problèmes. *Minute* et *Rivarol* montrent un enthousiasme évident à commenter cette affaire. D'un point de vue général, ces deux journaux félicitent Noam Chomsky et défendent, à son instar, le droit d'opinion et d'expression de Robert Faurisson. Ils en profitent pour critiquer la liberté d'expression telle qu'elle est pratiquée, en France, par les intellectuels.

Mais cette affaire est aussi l'occasion pour *Minute* et *Rivarol* de réaffirmer leur adhésion aux thèses "révisionnistes". Cette fois-ci, c'est le second journal cité qui est le plus prolifique.

Surtout, il passe d'un discours *relativiste* à un discours *négalionniste*, puisque le journal publie seulement un article *relativiste* et quatre articles ouvertement *négalionnistes*. *Rivarol* dénonce l'intérêt excessif donné à la Shoah, suggère un complot derrière cet état de fait. Il critique le sérieux des tenants des thèses affirmant l'existence de la Shoah. Il souligne, à l'instar de *Minute*, le sérieux et la qualité des recherches de Faurisson. *Minute*, sous la plume de François Brigneau, dénonce un complot du pouvoir pour cacher la vérité, et Patrick Buisson qualifie la Shoah de "vérité révélée".

V. L'affaire Roques

L'affaire Roques est l'occasion pour les journaux d'extrême droite de publier douze articles (six de *Rivarol*, trois d'*Aspects de la France*, deux de *Présent* et un de *National Hebdo*). Pour la première fois au cours de cette recherche, les réactions de *National Hebdo* et de *Présent* sont prises en compte. La moyenne pour cette affaire est de 2,4 articles. Elle s'explique par le fait que *Minute*, auparavant très actif à commenter ce type d'affaires, ne consacre aucun article à cette affaire. Le journal est en plein bouleversement interne et François Brigneau le quitte juste avant cette affaire. Le lien de cause à effet entre les deux événements est facile à constater. Cependant, François Brigneau écrit désormais pour *Présent*.

Rivarol, qui ouvre même ses colonnes à Robert Faurisson, et *Présent*, sous la plume de François Brigneau, défendent vigoureusement Henri Roques et sa thèse. *Rivarol* réaffirme ses convictions *négalionnistes*, et *Présent* les embrasse dès sa première affaire. Ils reprennent tous deux plusieurs arguments "révisionnistes" classiques (absence d'ordres écrits, décompte faussé par l'intervention des communistes) et suggèrent ouvertement l'idée d'un complot juif pour expliquer ce mensonge de la Shoah. *Aspects de la France* et *National Hebdo*, par le biais de Jean-Marie Le Pen, ne défendent pas particulièrement Henri Roques et admettent l'existence de l'extermination des juifs par les nazis. Ils militent néanmoins pour le débat et la libre recherche dans le cas de tels sujets et défendent une version de la Révolution et de la Seconde Guerre mondiale plus en accord avec les vues et leurs idéologies d'extrême droite. Mais si *National*

Hebdo reste prudent et n'avance aucun argument antisémite ou anticomuniste, *Aspects de la France* critique le statut particulier dont jouirait la Shoah et dont il juge les juifs responsables. Fait rare, le journal tient à cette occasion un discours *relativiste*.

VI. L'affaire du "détail"

L'affaire du "détail" fait l'objet de vingt-trois articles (six de *Rivarol*, trois d'*Aspects de la France*, sept de *Présent*, trois de *Minute* et quatre de *National Hebdo*). La moyenne par journal est de 4,6 articles. Cette affaire génère donc un très grand nombre de réactions de la part de la presse d'extrême droite, ce qui n'est pas étonnant quand on sait que le Front National et Jean-Marie Le Pen sont, à cette période, en pleine phase d'ascension et de succès. Tous les journaux défendent vigoureusement Jean-Marie Le Pen et stigmatisent un coup monté, un piège visant à nuire à ce dernier et à la formation frontiste. Seul *Minute* se fend d'une critique sur la naïveté de Le Pen dans cette affaire alors que la stratégie des journalistes qui l'interrogeaient était facile à percevoir et à anticiper. *Minute* critique aussi son explication du mot "détail" alors que *Présent* la défend.

Cette affaire donne lieu à cinq articles *négalionnistes* (quatre de *Rivarol* et un de François Brigneau pour *National Hebdo*) et trois articles *relativistes* (un de *National Hebdo*, un de *Rivarol* et un d'*Aspects de la France*). *Rivarol* et *National Hebdo* professent des opinions *négalionnistes* tranchées et reprennent les arguments des théoriciens du "révisionnisme". Le premier compare la Shoah à une croyance sacrée quand le second défend l'antisémitisme de "raison" de Jean-Marie Le Pen. Dans un entretien pour *National Hebdo*, Bernard Antony adopte une position *relativiste* qui s'appuie sur une dénonciation des crimes communistes. A la même période, il affirme pourtant sa croyance dans l'existence des chambres à gaz dans un entretien pour *Présent*, journal qu'il a créé. Il semble tenir un discours différent suivant la publication à laquelle il s'adresse et s'adapter à leurs positions. *Présent*, *Minute* et *Aspects de la France* admettent, explicitement ou pas, l'existence de la Shoah même si *Présent* et *Aspects de la France* en contestent l'importance, en particulier au regard des crimes communistes. *Présent*

met en lumière le rôle des communistes et des juifs dans cette affaire (le lobby de l'anti-France) alors qu'*Aspects de la France* compare, une fois de plus, les crimes nazis à ce qu'il appelle le "génocide" vendéen de la Révolution. *Minute* juge les conséquences politiques de cette affaire et affirme par deux fois, sous les plumes de Jean-Claude Goudeau et Gabriel Domenech, la véracité de la Shoah.

VII. L'affaire "Durafour-crématoire"

Une fois de plus, une affaire touchant directement Le Pen provoque beaucoup plus de réactions qu'une affaire proprement "révisionniste". On dénombre ainsi dix-sept articles traitant de cette affaire (un de *Rivarol*, un d'*Aspects de la France*, sept de *Présent*, deux de *Minute* et six de *National Hebdo*). La moyenne d'articles par journal est de 3,4. C'est un résultat moyen. Comme lors de l'affaire précédente, les plus virulents à réagir quand le président frontiste est en danger sont *Présent* et *National Hebdo*, avec respectivement sept et six articles. En fait, les trois autres journaux s'intéressent très peu à cette affaire et défendent moins Le Pen que lors de l'affaire précédente (qui date seulement d'un an). *Rivarol* ne dit que quelques mots et n'aborde pas le fond du sujet alors qu'il multiplie, par ailleurs, les articles *négalionnistes* à propos d'affaires touchant véritablement au "révisionnisme". *Aspects de la France* voit dans la polémique née de cette affaire un moyen de camoufler les vrais problèmes de la France. *Minute* est ouvertement critique face à la stratégie de Le Pen mais soutient aussi son jeu de mot et met en question le statut de la Shoah en France. *Présent* et *National Hebdo* dénoncent à nouveau une machination des communistes, des média et des juifs, c'est-à-dire des organisations "cosmopolites". *Présent* insiste sur le fait qu'il y a une différence de traitement entre les juifs et les chrétiens en France. Dans cette affaire, seuls Jean-Pierre Stirbois, dirigeant du Front National, et représentant de sa frange la plus dure et la plus extrême, et François Brigneau se laissent aller à une dénonciation de la vérité historique et à un discours *relativiste*. Visiblement, cette affaire "Durafour-crématoire" n'est pas l'occasion de prises de position "révisionnistes", même pour les habitués de ce type d'initiatives.

VIII. L'affaire du carmel d'Auschwitz

L'affaire du carmel d'Auschwitz fait l'objet du nombre très élevé de vingt et un articles (six de *Rivarol*, trois d'*Aspects de la France*, quatre de *Présent*, trois de *Minute*, et cinq de *National Hebdo*). La moyenne obtenue est de 4,2 articles. La défense de l'Eglise dans ses rapports avec le judaïsme semble susciter un fort intérêt de la part de la presse d'extrême droite. L'attitude générale des journaux consiste à critiquer l'attitude des juifs et à dénoncer un complot sioniste ou juif relayé par les médias. L'identité catholique de la France est défendue et l'antijudaïsme est présent dans de nombreux commentaires, en particulier chez *Rivarol* et *National Hebdo*. Ces deux journaux reprennent l'accusation de déicide contre les juifs. Seul *Minute* appelle à un règlement à l'amiable de cette affaire.

La majorité des articles consacrés à cette affaire du carmel d'Auschwitz défend l'attitude de l'Eglise et son action face à la Shoah pendant la Seconde guerre mondiale ou vis-à-vis des "révisionnistes" et de leurs thèses. De façon surprenante, l'intérêt de *Rivarol* pour cette affaire ne réside pas dans le "révisionnisme" puisque le journal ne publie pas un seul article *négalionniste*, ou même *relativiste*. Cette affaire est d'ailleurs l'occasion pour Michel Fromentoux (pour *Aspects de la France*), Yves Daoudal (pour *Présent*) et Jean-Claude Goudeau (pour *Minute*) de réaffirmer la véracité de la Shoah. *National Hebdo* publie un article *relativiste* de François Brigneau et un article *négalionniste* de Mathilde Cruz. Dans le premier, Brigneau met au même niveau la Shoah et les bombardements alliés. Dans le second, Mathilde Cruz reprend implicitement les arguments des "révisionnistes" et conseille la lecture de leurs ouvrages.

IX. L'affaire Autant-Lara

L'affaire Autant-Lara fait l'objet de douze articles de la part des journaux d'extrême droite. Ils se répartissent comme suit: trois de *Rivarol*, deux d'*Aspects de la France*, trois de *Présent*,

deux de *Minute* et deux de *National Hebdo*. La moyenne d'articles par journal pour cette affaire est de 2,4. C'est une moyenne assez faible, un résultat qui dénote une certaine retenue et un certain embarras vis-à-vis de la rudesse et du fond des propos d'une personne qui siège au Parlement européen sous l'étiquette Front National. Tous les journaux s'accordent pour dénoncer les conditions de cette interview et y voient une machination, en grande partie juive, et dans laquelle le parti socialiste est aussi impliqué. Ils pensent que des poursuites judiciaires contre Autant-Lara sont injustifiées et devraient plutôt concerner le journal *Globe*.

Comme pour l'affaire du carmel, *Rivarol* élude complètement la dimension "révisionniste" des remarques de Claude Autant-Lara même s'il défend les positions antisémites du cinéaste. Peu d'articles reviennent d'ailleurs sur l'expression "prétendu génocide". *Présent* s'oppose à l'idée qu'il faille, aujourd'hui, sans arrêt revenir sur la Shoah. Sur le fond des propos, les avis sont partagés à l'image des réactions mitigées que provoque la personnalité du cinéaste. *Aspects de la France* (qui décrit Autant-Lara comme un nazi) et *Minute* les dénoncent. *National Hebdo*, sous la plume de Roland Gaucher, affirme l'atrocité d'Auschwitz, sans toutefois aller plus loin. François Brigneau, également pour *National Hebdo*, réaffirme ses convictions *négalionnistes*. Il soutient ouvertement Autant-Lara et justifie point par point ses propos. A aucun moment, il ne tente de les atténuer ou de les nier.

X. L'agression de Robert Faurisson

L'agression de Robert Faurisson aboutit à la publication d'un nombre total de sept articles à son sujet (un de *Rivarol*, deux d'*Aspects de la France*, un de *Présent*, un de *Minute* et deux de *National Hebdo*). La moyenne d'articles est très faible et s'élève à 1,4. Une nouvelle fois, une affaire directement liée au chef de file des "révisionnistes" n'éveille pas un intérêt aussi grand que pour la plupart des autres affaires. Il est vrai qu'il s'agit ici d'une agression et non d'un débat d'idée ou d'une polémique, et qu'un seul article semble être la règle pour traiter d'un tel cas.

Tous les journaux condamnent vigoureusement cette agression. *Présent*, *Aspects de la France* et *National Hebdo*, en dehors de François Brigneau, ne se prononcent pas sur le fond des thèses "révisionnistes", même si on peut noter une tendance à décrire ce phénomène de manière assez neutre. *Minute* s'oppose pour sa part ouvertement au "révisionnisme". *Aspects de la France* publie un article *relativiste* où il suggère qu'un débat historique sur la question réserverait sans doute des surprises, mais sans rien préciser. Enfin, *Rivarol* et *National Hebdo*, par le biais de François Brigneau, publient deux articles *négationnistes*. Ils défendent Robert Faurisson et ses thèses. Ils soulignent en particulier le sérieux et la neutralité politique de ses travaux.

XI. L'affaire Notin

Pour une affaire qui n'a pas généré une polémique de l'envergure de l'affaire du "détail" ou de l'affaire du carmel d'Auschwitz, le nombre d'articles qui est consacré à l'affaire Notin dans la presse d'extrême droite est relativement élevé (seize articles dont quatre de *Rivarol*, deux d'*Aspects de la France*, quatre de *Présent*, trois de *Minute* et trois de *National Hebdo*), et la moyenne de 3,2 articles par journal est dans la moyenne de l'ensemble de la chronologie. Sans doute le débat sur la loi Gayssot explique en grande partie cela. L'affaire Notin est un argument simple et actuel, à ce moment-là, pour dénoncer la loi Gayssot et ses méfaits.

Tous les journaux utilisent d'ailleurs l'affaire Notin pour critiquer la censure qu'imposerait la loi Gayssot au niveau de la recherche historique et dans les universités. Ils revendiquent la liberté d'opinion et de recherche. Mais les objectifs derrière cette dénonciation ne sont pas les mêmes suivant les journaux. C'est surtout l'amalgame entre les "révisionnistes" et les historiens de leur "bord" politique qu'*Aspects de la France* et *Minute* craignent et dénoncent, alors que *Présent* demande surtout que les professeurs communistes soient traités de la même façon que Notin. *Minute* et *Présent* réaffirment leur opposition aux thèses "révisionnistes". A l'opposé, la défense des droits des "révisionnistes" est l'occasion pour *Rivarol* et *National Hebdo* (bien entendu sous la plume de François Brigneau) de réaffirmer leurs convictions "révisionnistes",

en tenant des discours *relativistes*, et surtout *négationnistes*. La réestimation du nombre de victimes d'Auschwitz est le principal argument avancé par ces deux journaux pour justifier leur prise de position. François Brigneau dénonce ouvertement un complot derrière le mensonge de la Shoah et les problèmes de Bernard Notin.

XII. La polémique suscitée par la loi Gayssot

Environ une soixantaine d'articles a été consacrée à cette loi dans les journaux étudiés. Certes, son vote et la polémique qu'elle a générée ont duré près de six mois. Et cette loi ne concerne pas que le "révisionnisme". Néanmoins, un tel chiffre témoigne d'un intérêt certain et prononcé de la presse d'extrême droite pour ce débat. Les différents journaux se sentent visiblement menacés et attaqués par cette loi. La question "révisionniste" devient ainsi une partie du problème touchant l'extrême droite dans son entier. En ce qui concerne le volet "révisionniste" de la loi sur la période étudiée, les journaux d'extrême droite publient vingt-trois articles (cinq pour *Rivarol*, six d'*Aspects de la France*, six de *Présent*, deux de *Minute*, quatre de *National Hebdo*), ce qui donne la moyenne très élevée de 4,6 articles par journal.

Il semblerait logique qu'à l'occasion de cette polémique, une adhésion plus large aux thèses "révisionnistes" soit constatée. En fait, ce n'est pas le cas. Il n'y a pas de "révisionnisme" de circonstance même si la majorité des journaux d'extrême droite défend les droits des "révisionnistes". Tous les journaux prennent Katyn en exemple pour montrer que cette loi est basée sur des jugements et des condamnations (ceux du tribunal de Nuremberg) contraires à la vérité. Ils dénoncent les crimes communistes, mais aussi les atteintes à la liberté de recherche historique. *Aspects de la France*, *Présent* et *Minute* semblent surtout craindre que ces atteintes ne se propagent à tous les sujets historiques, quels qu'ils soient. *Aspects de la France* se distingue d'ailleurs clairement des "révisionnistes" et ne soutient à aucun moment leurs thèses. Jean Madiran, le principal responsable de *Présent*, affirme sa croyance en l'existence de la Shoah. A l'opposé, *Rivarol* (qui publie un article *négationniste* et un article *relativiste*) et *National Hebdo* (qui publie trois articles *négationnistes*, sous les plumes de François Brigneau

et de Philéas Fogg, et un article *relativiste* signé Mathilde Cruz) saisissent l'occasion pour défendre le "révisionnisme" en tant que tel, et réaffirmer leurs propres opinions. *Rivarol* dénonce le dogme de la Shoah alors que François Brigneau attaque, à l'aide d'arguments antisémites et "révisionnistes", le "gigantesque mensonge" du génocide juif.

Tableau récapitulatif 6: moyenne d'articles par journal pour chaque affaire

Affaires	1. Darquier	2. Faurisson	3. <i>Holocauste</i>	4. Chemsky	5. Roques	6. "Detail"
Moyenne d'articles	4,4	1	5,3	2,6	2,4	4,6

Affaires	7. "Dora-four-crématoire"	8. Carmel d'Auschwitz	9. Autant-Lara	10. Agression Faurisson	11. Notin	12. Loi Gayssot
Moyenne d'articles	3,4	4,2	2,4	1,4	3,2	4,6

(pour un total de 171 articles)

XIII. Des affaires de natures différentes

Il existe deux types d'affaires "révisionnistes". Celles qui concernent les événements traitant, directement ou non, de la négation ou de la mise en doute explicite du génocide juif par les nazis. C'est-à-dire d'événements impliquant des "révisionnistes" ou dans lesquels les personnes au centre de l'affaire en question ont réellement nié, ou mis en doute de manière explicite, l'existence de la Shoah. La composition de cette catégorie est la suivante: l'affaire Darquier de Pellepoix, l'affaire Faurisson, l'affaire Roques, l'affaire Autant-Lara, l'agression de Robert Faurisson, l'affaire Bernard Notin, la polémique suscitée par la loi Gayssot. On trouve donc sept affaires dans cette catégorie. D'autres affaires "révisionnistes" ont avant tout un rapport

avec la Shoah et génèrent alors des réactions et des prises de position vis-à-vis de sa véracité ou de son importance, même si il n'y a pas ouvertement négation de cet événement historique au cours de l'affaire: l'affaire *Holocauste*, l'affaire Chomsky, l'affaire du "détail", l'affaire "Durafour-crématoire", l'affaire du carmel d'Auschwitz. On obtient un total de cinq affaires dans cette catégorie.

Dès lors, il est facile de constater que les affaires qui traitent directement des "révisionnistes" et de leurs thèses sont finalement moins commentées et provoquent moins de réactions de la part des journaux étudiés que les affaires de la seconde catégorie. La moyenne par journal et par affaire est de 2,8 articles pour la première catégorie. Pour la seconde catégorie, la moyenne est de 4 articles par journal et par affaire. De tels chiffres montrent que les journaux d'extrême droite ne manifestent pas un intérêt très prononcé pour le "révisionnisme" à proprement parler. Le faible intérêt que génèrent les affaires impliquant Robert Faurisson en est le symbole parfait. En fait, la presse d'extrême droite s'intéresse, surtout et avant tout, à la Shoah et à l'image qui en est donnée. Visiblement, la question juive reste une question centrale pour les publications d'extrême droite. Il convient de constater que le "révisionnisme" n'a pas atteint ce statut.

Seuls *Rivarol* et François Brigneau échappent partiellement à cette règle. Leur intérêt pour la question de l'existence de l'extermination des juifs par les nazis est très prononcé. L'affirmation d'opinions *négalionnistes* ou *relativistes* se fait dans les deux types d'affaires. Autrement dit, *Rivarol* comme François Brigneau n'hésitent pas à affirmer leurs convictions "révisionnistes", même quand la question du "révisionnisme" semble secondaire. Ils militent clairement pour le développement et le succès de la cause "révisionniste", et leur méthode consiste à faire du bruit autour de ce thème. *Rivarol* et François Brigneau font par conséquent partie du "premier cercle" de la description d'Alain Bihl utilisée dans la première partie de cette recherche. En théorie, celle-ci semblait devoir concerner des articles écrits par des personnes du "troisième cercle" ou du "second cercle".¹ En fait, il s'avère que les journaux d'extrême droite n'adhèrent guère aux idées "révisionnistes" par intérêt ponctuel, qu'ils ne font guère de "révisionnisme" de circonstance. Certes, ils défendent les droits d'expression et d'opinion des "révisionnistes", mais dans des situations où leurs propres intérêts sont, eux aussi, menacés.

¹ Voir *infra*, pp. 20-22.

CHAPITRE 7. ANALYSES PAR JOURNAL

La moyenne d'articles par affaire pour chaque journal permet de déterminer deux groupes. D'un côté, *Présent* (avec une moyenne de 4,2 articles), *Rivarol* (avec une moyenne de 3,8 articles) et *National Hebdo* (avec une moyenne de 3,4 articles) sont au-dessus du chiffre moyen de 3,3 articles par affaire et par journal. De l'autre côté, *Minute* (avec une moyenne de 2,8) et *Aspects de la France* (avec une moyenne de 2,6) obtiennent des résultats très en-dessous de ce chiffre moyen. Ce sont donc les journaux qui s'opposent le plus aux "révisionnistes" et à leurs thèses (*Minute* et *Aspects de la France* représentent presque 70 pour cent de l'ensemble des articles réfutant les thèses "révisionnistes"), qui publient le nombre le plus faible d'articles au moment d'affaires "révisionnistes". La volonté de faire passer le message "révisionniste" génère donc plus d'activité et de prises de parole que celle de s'y opposer.

I. Rivarol

Rivarol consacre une moyenne de 3,8 articles par affaire de la chronologie. Ce chiffre montre clairement l'intérêt que le journal porte aux questions touchant aux juifs, à la Shoah et au "révisionnisme". Pourtant, en tenant compte du fait que *Rivarol* est clairement apparu comme le journal le plus "révisionniste" des publications étudiées, il apparaît que les résultats de ce journal sont moins parlants et impressionnants que prévu. Que l'affaire soit ouvertement "révisionniste" ne change pas grand chose à l'affirmation de leur adhésion ou de leur soutien aux thèses et au mouvement "révisionnistes". Ainsi, *Rivarol* montre autant d'intérêt pour les affaires ouvertement "révisionnistes" que pour les autres. Son enthousiasme et son implication pour le sujet sont continus. Surtout, il s'implique dans la propagation des thèses "révisionnistes" par le biais d'articles indépendants des affaires "révisionnistes" de la

chronologie; et par le biais d'articles écrits par des "révisionnistes" célèbres. Les auteurs de *Rivarol* qui signent des articles "révisionnistes" ne sont pas nombreux et certains noms reviennent régulièrement. Jacques Langlois (cinq articles), Robert Poulet (cinq articles) et P. d'A. (trois articles sur la seule affaire Chomsky) sont les principaux auteurs des articles *négalionnistes* de *Rivarol* étudiés au cours de cette chronologie. Cependant, plusieurs articles "révisionnistes" sont signés *Rivarol*, ce qui tend à souligner le soutien du journal tout entier au "révisionnisme". De même, *Rivarol* est le seul journal à ne pas publier un seul article opposé aux "révisionnistes" ou réaffirmant l'existence de la Shoah.

Il est facile de constater deux changements d'approche dans la stratégie de *Rivarol*. *Rivarol* ne publie son premier article *négalionniste* que lors de l'affaire Chomsky. Pourtant, le journal connaît et supporte les thèses "révisionnistes" dès l'année 1978. Mais celles-ci ne sont pas encore établies. Jusqu'en 1981, le journal accompagne la phase de mise en place du "révisionnisme" par le biais d'articles *relativistes*, mais il ne la devance pas en publiant des articles ouvertement *négalionnistes*. Il y a une certaine prudence qui disparaît au moment de l'affaire Chomsky. Et en 1986, au moment de l'affaire Roques, *Rivarol* a clairement adopté une stratégie générale plus agressive et militante sur le thème du "révisionnisme". Il publie désormais régulièrement des articles de "révisionnistes" connus et actifs (notamment le "révisionniste" français le plus célèbre et le plus actif de tous, Robert Faurisson). Il commente chaque nouvelle avancée ou activité de ce mouvement et, en conséquence, il publie des articles "révisionnistes" tout au long de l'année, que le "révisionnisme" soit au centre d'une polémique ou pas. Il est vrai qu'à partir du début des années 80, le "révisionnisme" devient un phénomène mieux connu et pour lequel il est plus logique de prendre position. A partir de ce moment, les affaires de la chronologie semblent être moins l'occasion, pour *Rivarol*, d'une mise au point "révisionniste". Le journal est désormais clairement impliqué dans le combat "révisionniste". Ce dernier devient un axe important de son message et de sa stratégie. Dès lors, le journal reprend les arguments des principaux "révisionnistes", défend leur droit à l'expression et à la libre opinion et parvient aux mêmes conclusions. Et les affaires de la chronologie sont prises uniquement pour ce qu'elles sont. Le journal n'en rajoute pas. Pour les affaires où le "révisionnisme" n'est pas directement au centre du débat, les articles témoignent moins d'une volonté de réaffirmer les convictions "révisionnistes" du journal qu'auparavant. A partir de 1987, les affaires étudiées font "seulement" l'objet de sept articles "révisionnistes" (trois articles *relativistes* et quatre articles *négalionnistes*, et toutes sont des affaires directement liées aux

thèses "révisionnistes"), alors que l'affaire Chomsky avait généré cinq articles "révisionnistes" à elle seule.

II. *Aspects de la France*

Aspects de la France consacre en moyenne 2,6 articles par affaire. Il est le journal le moins prolifique de cette étude. *Aspects de la France* est le journal d'extrême droite le plus ouvertement opposé aux thèses "révisionnistes" et sa moyenne d'articles en est la confirmation. Il ne publie aucun article *négationniste* et publie seulement trois articles *relativistes*. Surtout, il est à l'origine de cinq articles s'opposant aux thèses "révisionnistes" par quatre auteurs différents (Pierre Juhel, Edmond Petit, Michel Fromentoux et Pierre Pujol). Parallèlement, ce résultat montre aussi que le journal s'intéresse aux affaires "révisionnistes" et réagit aux questions qu'elles peuvent soulever. Malgré son opposition aux thèses "révisionnistes", le journal commente assez systématiquement les affaires étudiées. Certes, il y consacre rarement des articles entiers. Il publie des articles assez courts, voire de petites notes, avec un seul commentaire rapide, parfois difficile à déchiffrer ou à analyser en profondeur, tant leur contenu est limité. Les rubriques "De ma fenêtre" et "Points de repère" témoignent de cette approche.

Aspects de la France publie donc trois articles *relativistes* : "Savez-vous lire?" d'Edmond Petit, "Les 'Rambo' de la Shoah" d'Etienne Lombard et un article signé du "Veilleur de nuit" dans la rubrique "De ma fenêtre". Ces trois auteurs émettent des idées *relativistes*, mais sans les développer. La justesse des thèses "révisionnistes" est suggérée une fois, mais l'auteur ne traite pas le sujet en profondeur. Les auteurs de ces articles écrivent régulièrement dans le journal et, à aucun autre moment, ils ne sont font les chantres, et même simplement les défenseurs, des thèses "révisionnistes". Ils ne font aucune référence au "révisionnisme", en tant que tel, ou à ses théoriciens. Dans "Savez-vous lire?" (24 septembre 1987), Edmond Petit émet un doute sur le nombre de victimes de la Shoah et les compare à l'ensemble des victimes de la Révolution. Mais il le fait clairement pour défendre Jean-Marie Le Pen dans la polémique de l'affaire du "détail". De manière générale, Edmond Petit dénonce régulièrement la place de la Shoah, mais sans jamais arriver aux conclusions des "révisionnistes". Edmond Petit est même l'auteur d'un article s'opposant ouvertement à la négation de la Shoah. Dans "Les 'Rambo' de la Shoah" (21

septembre 1989), Etienne Lombard estime que l'agression de Faurisson (et donc l'usage de la violence) cache vraisemblablement une réalité historique camouflée. Cependant il ne précise rien. La même chose est vraie pour "Le veilleur de nuit" qui met en doute la cohérence des confessions de Gerstein mais n'en tire aucun enseignement au sujet du "révisionnisme". Leur *relativisme* est un "révisionnisme" de circonstance ne possédant aucune base idéologique. En réalité, ces articles expriment la crainte (présente dans la majorité des articles d'*Aspects de la France*) d'une possible confusion entre le "révisionnisme" et leur courant de pensée. La défense d'une histoire plus en accord avec leurs convictions politiques en est la preuve. Dans ce contexte, *Aspects de la France* et ses journalistes sont prêts à défendre les droits d'expression et de recherche des "révisionnistes", tout en s'en dissociant sur le fond.

Clairement, le journal n'est pas "révisionniste" et ne ressent aucune sympathie et aucun lien avec les "révisionnistes". Leur mépris pour le national-socialisme, conformément au rejet des thèses nazies et à l'antigermanisme de l'Action française et de ses responsables, explique largement ce rejet. La plupart des auteurs d'*Aspects de la France* ne voit dans le "révisionnisme" qu'une tentative de réhabilitation des thèses national-socialistes (Pierre Pujo est l'exemple le plus marquant).

III. Présent

Présent publie en moyenne 4,2 articles face aux affaires de la chronologie, ce qui le place en première position. Le journal manifeste un intérêt prononcé et soutenu pour les événements touchant à la Shoah. Même en tenant compte de sa périodicité, il est facile de constater que le journal montre un réel enthousiasme pour les questions touchant à la place des juifs dans la société française. *Présent* est particulièrement intéressé par le pouvoir, l'influence et les avantages dont bénéficieraient les juifs en comparaison des catholiques, alors que la France est un pays de tradition catholique. L'influence des thèses maurrassiennes se fait largement sentir. Mais les attaques s'adressent avant tout aux organisations porte-paroles des juifs que le journal fait en sorte de distinguer de la communauté juive. Cette dernière n'est presque jamais

directement attaquée. Est-ce par visées électoralistes, sachant que *Présent* est très proche du Front National? Il est clair que le journal réagit vigoureusement quand Jean-Marie Le Pen ou le Front National sont les cibles d'une polémique. Dans ces cas-là, *Présent* reste fidèle à la ligne du parti frontiste et cautionne les dérapages de son président. *Présent* est d'ailleurs le journal qui reproduit le plus systématiquement les déclarations du Front National et les discours de Jean-Marie Le Pen.

En matière de "révisionnisme", *Présent* n'est pas un journal enclin à soutenir ou à reprendre les thèses "révisionnistes" même s'il témoigne d'un esprit de solidarité plus poussé qu'*Aspects de la France*. L'athéisme de Faurisson est avancé comme argument par Jean Madiran pour justifier le peu d'intérêt et de soutien du journal pour les thèses "révisionnistes"¹. Sur le fond, *Présent* réaffirme, par quatre fois, l'existence de la Shoah et son opposition aux thèses "révisionnistes". Un des articles est signé Jean Madiran. Certes, *Présent* publie deux articles *négationnistes*. Mais ils sont signés François Brigneau, l'un d'eux étant officiellement l'œuvre de Mathilde Cruz, le pseudonyme de Brigneau, lors de l'affaire Roques. L'article de Cruz conseille la lecture de "neuf livres 'révisionnistes' pour vous faire une opinion". Il débouche sur un arrêt temporaire des activités de Brigneau, qui se transforme en éviction définitive du journal par Madiran². C'est le seul moment de la chronologie où le journal adhère explicitement au "révisionnisme" *négationniste*. *Présent* publie néanmoins un article *relativiste* de Jean-Yves Le Gallou en 1990. De même, Bernard Antony exprime des opinions *relativistes* dans des entretiens pour *Présent* et *National Hebdo*. Néanmoins, Le Gallou et Antony ne sont pas des collaborateurs réguliers du journal sur la période de la chronologie. Le point-clef de ce *relativisme* réside dans la dénonciation des crimes communistes jugés pires que les crimes nazis. Le Gallou et Antony, comme d'ailleurs *Présent*, estiment que les crimes nazis sont surexposés, alors que les crimes communistes, qui perdurent de nos jours, sont passés sous silence. Pourtant, le fait que ce génocide soit précisément juif semble aussi influencer sur la position du journal. Pour *Présent*, les chiffres de la Shoah sont sans doute erronés. Mais, fondamentalement, c'est d'abord le statut particulier dont jouirait la Shoah, et la façon dont son image est exploitée, que le journal combat.

¹ C'est en tout cas la raison qu'avance *Le Monde* du 5 mai 1990.

IV. Minute

Minute publie une moyenne de 2,8 articles par affaire. C'est un chiffre assez faible. De telles statistiques s'expliquent en grande partie par l'activité de François Brigneau, lors des quatre premières affaires de la chronologie. Plus de la moitié des articles du journal est publiée pendant cette époque. Hormis la période François Brigneau, *Minute* est très discret. Certes, le journal dénonce les machinations que cachent beaucoup d'affaires. Mais il montre un intérêt et un enthousiasme mesurés pour les questions ayant trait au "révisionnisme". De manière générale, *Minute* est le journal de cette recherche qui semble le moins s'intéresser aux juifs et à l'antisémitisme (tout au moins sur la période 1978-1990).

Sur le fond, *Minute* se prononce contre les "révisionnistes" et leurs thèses. Certes, au moment du passage de François Brigneau, le journal publie quatre articles *négationnistes* et deux articles *relativistes*. C'est un engagement conséquent. Mais en dehors de cette période, le journal ne publie pas un seul article *négationniste* ou *relativiste*. Et, il publie cinq articles affirmant la véracité de la Shoah ou ouvertement opposés aux thèses "révisionnistes". Statistiquement, *Minute* est le journal le plus ouvertement anti-"révisionniste" avec *Aspects de la France* (à partir de l'affaire Roques, en tout cas). *Minute* ne parle pas de cette affaire Roques, ce qui paraît surprenant au premier abord car elle provoqua une très forte polémique. A cette période, le journal est en pleine crise interne et François Brigneau est ouvertement critiqué pour l'extrémisme de ses écrits. Son départ provoque et explique un profond changement d'approche.

A partir de ce moment, le ton des articles s'adoucit très nettement et le journal craint surtout la défection des électeurs de la droite classique qui s'étaient tournés vers le Front National (la "Chronique du Margouillis" du Duc de St Simon témoigne de cette approche). Professer des opinions extrêmes sur la Shoah aurait peu de chance de rallier des sympathisants de la droite classique aux formations politiques d'extrême droite. Cette approche est symbolisée par Jean-

² Officiellement, on peut lire dans le quotidien que "Pour des raisons de convenances personnelles et de santé, François Brigneau s'est mis, à partir du 1^{er} juin 1986, en congé de toutes ses fonctions à *Présent* et il prend un mois de repos" (*Présent*, 2-3 juin 1986, p.1.)

Claude Goudeau, l'éditorialiste du journal. Il affirme, avec vigueur, la véracité de la Shoah et s'oppose aux "révisionnistes". Il se positionne même contre les carmélites (et du côté des organisations juives) lors de l'affaire du carmel d'Auschwitz. Le journal est aussi le seul à critiquer ouvertement Jean-Marie Le Pen et sa stratégie lors de l'affaire du "détail" ou lors de l'affaire "Durafour-crématoire". Si l'hebdomadaire montre parfois, sur certains thèmes, une sensibilité analogue à celle de *National Hebdo* et de François Brigneau, à travers les écrits de Serge de Beketch et d'Alain Sanders³ (tous deux sont d'ailleurs les auteurs d'articles étudiés au cours de cette recherche pour, respectivement, *National Hebdo* et *Présent*), cette remarque ne vaut pas en matière de "révisionnisme". De façon générale, *Minute* adopte et défend une approche laissant volontairement de côté les sujets idéologiquement trop sensibles, comme le "révisionnisme". Il critique toute initiative qui pourrait gêner le ralliement de gens de droite vers l'extrême droite. *Minute* ne s'oppose pas aussi ouvertement qu'*Aspects de la France* aux "révisionnistes" ou à leurs thèses. Il cultive plutôt une sorte d'indifférence. Surtout, il craint toute amalgame entre son camp politique et les "révisionnistes".

V. *National Hebdo*

National Hebdo a publié 3,4 articles par affaire. C'est un chiffre élevé qui le place en troisième position. Or *National Hebdo* est le journal le plus proche du Front National étudié dans le cadre de cette étude. Il était possible d'imaginer que *National Hebdo* serait extrêmement discret et prudent vis-à-vis du "révisionnisme", tant le sujet semble être une potentielle source de polémique et de marginalisation pour le parti frontiste. Il n'en est rien. Loin de rester en dehors des discussions ayant un rapport avec la Shoah et sa signification, les réactions du journal se font plus nombreuses quand l'affaire se joue sur le terrain du "révisionnisme" même. Fidèle à sa tradition national-populiste, *National Hebdo* n'hésite pas à prendre vigoureusement position contre les juifs et à dénoncer leur influence dans la société française.

³ Christophe Bourseiller, *Extrême droite. L'enquête*, Paris, F. Bourin, 1991, p. 79.

Comme dans le cas de *Présent* ou de *Minute*, l'influence de François Brigneau explique, quasiment à elle seule, les résultats de *National Hebdo*. Le journal est à l'origine de sept articles *négationnistes*. En dehors de l'article de Philéas Fogg, ils sont tous signés François Brigneau (cinq) ou Mathilde Cruz, son pseudonyme (un). François Brigneau signe également trois des cinq articles *relativistes* du journal (deux en son nom, un sous le pseudonyme de Mathilde Cruz). La contribution du journal à l'expansion et au soutien des thèses "révisionnistes" est donc importante. Pourtant, hormis les articles de Brigneau et l'article de Philéas Fogg, le journal ne reprend jamais les thèses "révisionnistes". *National Hebdo* publie même un article réaffirmant l'existence de la Shoah. C'est un entretien donné par Jean-Marie Le Pen au journal lors de l'affaire Roques. Mais l'identité de l'interviewé et la nature de l'article empêchent d'en tirer des conclusions au nom de *National Hebdo*.

Le journal laisse-t-il à François Brigneau le soin de traiter de ces questions? Ou celui-ci est-il le seul à s'y intéresser vraiment et à avoir un avis tranché sur la question? La réponse est sans doute une combinaison des deux. Il est pourtant faux de penser que le journal serait anti-"révisionniste" si François Brigneau n'y écrivait pas. Aucun article n'affirme ouvertement que ceux-ci ont tort. Le journal défend ainsi les droits d'expression et de recherche des "révisionnistes" et ne s'en désolidarise pas. En outre, on constate que le journal abandonne sa référence à Jean-Marie Le Pen et au Front National au moment même où François Brigneau prend de plus en plus d'importance au sein du journal. Comme si la direction de *National Hebdo* (et par association le Front National) offrait à François Brigneau une tribune indépendante du parti frontiste pour exprimer ses opinions les plus extrêmes.

Tableau récapitulatif 7: moyenne d'articles par journal pour une affaire

	<i>Présent</i>	<i>Rivarol</i>	<i>National Hebdo</i>	<i>Minute</i>	<i>Aspects de la France</i>
Moyenne d'articles par affaire	4,2	3,8	3,4	2,8	2,6

(pour une moyenne de 3,3 articles par affaire et par journal)

QUATRIEME PARTIE:
L'HETEROGENEITE DE L'EXTREME DROITE
FRANCAISE
FACE AU "REVISIONNISME"

A cette étape de l'analyse, il convient de cerner et de mieux comprendre, dans un contexte historique plus large, les différentes familles idéologiques que cette recherche sur le "révisionnisme" a révélées. Quelle est l'importance des journaux étudiés au sein de leur famille respective? Quelle est la signification de leur adhésion au "révisionnisme" au sein de leur famille? Est-il logique? Est-il commun à toutes les tendances de chaque famille?

CHAPITRE 8. FONDEMENTS IDEOLOGIQUES DU
"REVISIONNISME" DE LA PRESSE D'EXTREME DROITE

Ce chapitre sera consacré à la compréhension des fondements idéologiques du "révisionnisme" (et de l'opposition au "révisionnisme") des journaux étudiés dans cette recherche. L'analyse des articles a montré que des liens existent entre le soutien ou l'adhésion au "révisionnisme" de ces journaux et leur antisémitisme, leur anticommunisme ou leur dénonciation d'une "certaine

version" de l'histoire. Dès lors, il s'agira de déterminer quel type d'antisémitisme ou d'anticommunisme (par exemple) mène à quelle forme de "révisionnisme". En fin de chapitre, un tableau résumera les différents schémas explicatifs qui vont être mis en place.

I. L'antisémitisme, l'anticommunisme, la théorie du complot et la défense d'une "autre" version de l'histoire

La seconde partie de cette recherche a montré que l'expression d'idées "révisionnistes" dans les articles de la presse d'extrême droite s'accompagne très souvent d'une combinaison de quatre arguments justificatifs: la dénonciation de la place des juifs dans les média ou dans les cercles politiques; la comparaison entre les crimes nazis et les crimes communistes; la dénonciation d'un complot visant les "révisionnistes" et parfois l'extrême droite toute entière; et la défense d'une version de l'histoire conforme aux idéaux de la droite nationale radicale. Parfois, un seul de ces arguments est mis en avant. Pour mieux comprendre la nature et la dimension explicative de ces quatre arguments, les articles étudiés dans la seconde partie ont été classés en quatre groupes. Le premier réunit les articles qui professent des opinions antisémites ou critiquent, de manière anormalement insistante, l'attitude des juifs dans ce type d'affaires. Le deuxième groupe réunit les articles qui se servent d'affaires "révisionnistes" pour critiquer les communistes ou le communisme. Le troisième groupe se compose des articles qui discernent un complot derrière une affaire "révisionniste". Enfin, le quatrième groupe rassemble les articles qui revendiquent une version de l'histoire conforme aux idées et aux valeurs d'extrême droite.

1. Des arguments récurrents

La nature, la position ou l'influence des juifs sont dénoncées dans quarante articles de cette chronologie d'affaires "révisionnistes". Cet antisémitisme est de nature très variée. Il peut se confondre avec un antijudaïsme articulé autour de l'accusation de déicide d'inspiration catholique et de la notion d'identité catholique de la France. Il peut s'agir aussi d'un

antisémitisme inspiré de certaines idées de Charles Maurras et fondé en grande partie sur la dénonciation de l'ennemi intérieur. Parfois, c'est un antisémitisme plus radical et racial, continuateur en cela de l'antisémitisme collaborationniste de la Seconde Guerre mondiale. Ces trois formes d'antisémitisme donnent lieu à des approches différentes du "révisionnisme".

L'anticommunisme est un autre des thèmes majeurs développés par les articles réagissant aux affaires "révisionnistes". En tout, trente-huit articles se réfèrent au communisme et utilisent une des affaires de la chronologie pour le critiquer. La comparaison entre les crimes du communisme et du nazisme permet toujours de dénoncer les premiers, parfois de *relativiser* les seconds.

Vingt-huit articles de cette chronologie "révisionniste" donnent aussi lieu à la défense d'une version et d'une vision de l'histoire plus en conformité avec les valeurs idéologiques et les références, tant en termes de personnes que d'événements, de l'extrême droite française (et étrangère dans certains cas). Ces articles remettent en question la version de l'histoire enseignée dans les écoles françaises et répandue par les médias. La dénonciation du traitement de certaines figures historiques de la droite nationaliste va parfois de pair avec la critique d'une "vérité officielle" dont la Shoah devient alors le symbole idéal.

Enfin, la théorie d'un complot (pris à part de l'antisémitisme, malgré leurs liens) est avancé dans soixante-dix articles. C'est le thème le plus présent et le plus récurrent. Cette théorie se décline de plusieurs façons. Dans certains cas, elle consiste à affirmer que le mensonge de la Shoah résulte d'un complot inventé et mené par les juifs (aidés des Alliés) pour en tirer des avantages moraux et financiers. Elle se confond alors avec le "révisionnisme" lui-même. Le plus souvent, le complot dénoncé concerne les droits des "révisionnistes" ou des personnes mises en cause dans une affaire "révisionniste" donnée, comme Jean-Marie Le Pen lors de l'affaire du "détail", en 1987. La France est victime d'un "terrorisme intellectuel". Cette dictature des esprits s'appuie sur une religion d'Etat dont la Shoah est un des dogmes fondamentaux. Les vérités officielles ne peuvent être remises en cause en raison des atteintes à la liberté d'expression que constituent la loi Pleven et la loi Gayssot. La dénonciation de cette forme de complot peut donner lieu à des discours *relativistes*, parfois *négationnistes*.

2. Le "révisionnisme", élément ponctuel mais fédérateur

Cent trente-six articles possèdent l'une ou l'autre de ces quatre composantes ou un mélange de plusieurs de ces composantes. Autrement dit, presque 80 pour cent des articles consacrés à une affaire "révisionniste" font référence à l'un ou à plusieurs de ces quatre thèmes. Dans un certain sens, une telle constatation peut surprendre. La nature même du phénomène "révisionniste" semblait pouvoir générer des réactions différentes et nouvelles de celles habituellement émises par les journaux d'extrême droite. En fait, il n'en est rien. Le schéma utilisé pour aborder les affaires ayant trait au "révisionnisme" n'est pas nouveau ou original. Ce qui veut aussi dire que, dans leur majorité, les journalistes de la presse d'extrême droite réalisent bien la signification politique et les enjeux idéologiques réels des thèses "révisionnistes", malgré les efforts des "révisionnistes" pour en faire un phénomène neutre et scientifique.

Dès lors, il convient de constater que l'adhésion à un ou plusieurs de ces quatre schémas explicatifs n'engendre pas une adhésion prévisible ou logique aux thèses "révisionnistes". Moins de 30 pour cent des articles sont "révisionnistes" alors que les thèmes que nous venons d'établir sont utilisés dans la très large majorité des cas. L'adhésion aux thèses "révisionnistes" (dans sa forme *négationniste* comme dans sa forme *relativiste*) passe donc par une combinaison particulière de plusieurs de ces quatre thèmes.

II. Aspects de la France

Le journal royaliste a publié trois articles *relativistes*. Le chapitre précédent a montré qu'il est inexact d'en déduire l'existence d'un courant "révisionniste" au sein du journal, ces articles n'ayant été que le fruit d'un *relativisme* de circonstance. *Aspects de la France* fait donc partie des journaux qui ne sont pas "révisionnistes".

1. En accord avec le "nationalisme intégral"

Comment expliquer une telle position? *Aspects de la France* est le principal journal continuateur de la pensée de l'Action française et de Charles Maurras. En matière d'antisémitisme, il défend effectivement ouvertement certaines idées antisémites de Charles Maurras et dénonce l'ennemi intérieur au sein de la société française. Pourtant, *Aspects de la France* professe des jugements sur les juifs bien moins extrêmes que ceux exprimés dans *L'Action française*. Le ton de la majorité des articles rappelle plus la période de la Première Guerre mondiale et des années qui suivirent, marquées par l'Union sacrée¹, que les diatribes des années 30 au moment du Front Populaire de Léon Blum. En outre, les journalistes d'*Aspects de la France* ne font pas référence à l'antisémitisme anti-judéo-chrétien des premières œuvres de Charles Maurras². Certains passages d'articles de Michel Fromentoux transpirent parfois de la virulence de Daudet ou de Maurras lui-même, mais le ton général est beaucoup moins polémique. Les temps ont changé et des discours comme ceux que tenait Maurras à l'encontre des juifs seraient aujourd'hui violemment décriés. De manière générale, l'intérêt d'*Aspects de la France* pour "la question juive" est aussi beaucoup moins prononcé que chez *L'Action française*.

L'anticommunisme est un thème récurrent du discours d'*Aspects de la France* et un nombre conséquent d'articles touchant à la Shoah ou au "révisionnisme" s'y réfère aussi. Les crimes communistes sont régulièrement et vigoureusement dénoncés, mais sans pour autant aboutir à une défense ou à une valorisation des agissements nazis, comme c'est le cas pour d'autres publications. La défense du nationalisme français dans sa version maurrassienne intégrale est privilégiée et les thèses national-socialistes sont ouvertement rejetées.

2. La défense de la Vendée contre-révolutionnaire et du régime de Vichy

Un des points sur lesquels *Aspects de la France* revient le plus, concerne la défense d'une version de l'histoire plus conforme à ses valeurs nationalistes. Les armées vendéennes contre-

¹ Voir à ce sujet Richard Millman, *La Question juive entre les deux guerres*, Paris, Armand Colin, 1992, en particulier pp. 34-100.

² M. Sutton, *Charles Maurras et les catholiques, 1890-1914. Nationalisme et positivisme*, pp. 46-51.

révolutionnaires, le régime de Vichy et le maréchal Pétain sont sans cesse évoqués. Mais cette défense ne s'élargit pas, comme dans les autres journaux, à toutes les doctrines d'extrême droite; et surtout pas au nationalisme d'inspiration fasciste ou nazie. En réalité, l'antigermanisme du journal explique, presque totalement, son rejet des thèses "révisionnistes". Le journal se refuse à cautionner toute entreprise qui pourrait réhabiliter le troisième Reich et Adolf Hitler. Il est utile de rappeler que la ligne politique du régime de Vichy fut très largement inspirée des idées de Maurras³, même si certaines évolutions dans le temps l'en éloignèrent parfois (le remplacement du maurrassien Xavier Vallat par Louis Darquier de Pellepoix à la tête du Commissariat aux Questions juives en est un exemple). Les collaborationnistes parisiens et les Allemands la jugeaient trop molle même s'ils en jouèrent largement parfois. Dès lors, il est logique que le nationalisme intégral d'*Aspects de la France* ne puisse s'accommoder des thèses "révisionnistes" et son approche strictement maurrassienne explique et justifie sa position en la matière. Dans une perspective plus large, il convient de constater que, si le sens politique réel du "révisionnisme" est largement basé sur l'antisémitisme et l'antisionisme, toutes les formes d'antisémitisme ne mènent pas forcément au "révisionnisme".

III. Minute

Le seul article "révisionniste" publié par *Minute*, en dehors des articles de François Brigneau, est signé Patrick Buisson ("Effet Copernic" dans le numéro du 21 au 27 janvier 1981). C'est un article *négationniste*. Il reprend le ton et l'approche des articles qu'écrivait François Brigneau pour *Minute* à l'époque des affaires Darquier de Pellepoix ou *Holocauste*. L'argumentation de Buisson est très limitée même s'il affirme que les chambres à gaz sont une "vérité révélée". Les agissements des autorités politiques et morales paraissent plus motiver ses propos que les avancées "révisionnistes".

³ Le Maréchal Pétain fut un admirateur fervent de Charles Maurras et un lecteur assidu de *L'Action française*,

1. Le départ de François Brigneau

Visiblement, le départ de François Brigneau a marqué une rupture nette pour le journal. En réalité et la période Brigneau mis à part, *Minute* est un journal qui affirme l'existence de la Shoah. Sur la totalité des affaires de la chronologie, *Minute* montre un intérêt faible pour les questions relatives au thème du "révisionnisme". Il n'exprime pas une défiance aussi prononcée qu'*Aspects de la France* pour les "révisionnistes" et leurs thèses. La raison principale réside dans le fait que la véracité de la Shoah semble être une vérité acquise et indiscutable pour le journal.

En matière d'antisémitisme, *Minute* est relativement modéré dans ses propos pour un journal d'extrême droite. L'antisémitisme religieux, même si le journal revendique l'identité catholique de la France, et l'antisémitisme racial sont absents. Certes, la dénonciation du pouvoir et de l'influence économique et sociale des juifs en France est un thème récurrent et la place des juifs dans les milieux des média et de la politique est régulièrement jugée excessive. De ce point de vue, l'antisémitisme de *Minute* se rapproche de la dénonciation maurrassienne de l'ennemi intérieur. *Minute* dénonce aussi de façon continue l'influence communiste dans la politique française et dans les milieux éducatifs et artistiques. Les crimes du communisme sont également montrés du doigt. Mais ces critiques n'aboutissent pas à la défense ou à la relativisation des crimes du national-socialisme. *Minute* défend aussi une version de l'histoire plus en adéquation avec ses idées politiques. Le journal dénonce le rôle de l'intelligentsia française en place dans la mise en place d'une vérité historique inattaquable et rappelle le bien fondé de la résistance vendéenne ou le sacrifice de Pétain et de la France de Vichy. Cependant, il ne va pas plus loin.

2. Un intérêt faible pour le "révisionnisme"

Aspects de la France s'oppose de façon logique aux thèses "révisionnistes". L'orientation idéologique de *Minute* n'est pas aussi structurée et cohérente que l'approche ouvertement maurrassienne du journal royaliste, mais elle s'en rapproche dans certains domaines. Certes, les

bien avant sa prise de fonction à la suite de la débacle de 1939.

polémiques de certains articles rappellent parfois le national-populisme de *National Hebdo*. Mais ce type d'approche demeure isolé au sein du journal. En réalité, la position de *Minute* en matière de "révisionnisme" est la même qu'*Aspects de la France*, même si le ton et les arguments sont parfois différents. Et il semble donc qu'un antisémitisme économique et social profond mais contrôlé, marié à un anticommunisme et à une dénonciation d'une "certaine version de l'histoire" très prononcés, ne mènent pas à une adhésion aux thèses "révisionnistes"; ni même à un soutien de quelque forme que ce soit. Le thème du complot, plus présent dans les articles de *Minute* que chez *Aspects de la France*, ne modifie pas l'équation dans la mesure où il n'est pas appliqué à la Shoah, mais aux affaires ayant un rapport avec la Shoah.

IV. Présent

Présent offre un profil différent dans la mesure où ses liens avec l'intégrisme catholique témoignent d'une forte dimension religieuse. Le journal ne publie, en dehors de la période Brigneau, que deux articles *relativistes* et aucun article *négalionniste*. En outre, un des deux articles *relativistes* est une "Tribune de *Présent*", signée Jean-Yves Le Gallou, à l'époque cadre du Front National de Jean-Marie Le Pen et futur fondateur du M.N.R., le mouvement présidé par Bruno Mégret. L'autre est l'œuvre de Bernard Antony au cours d'un entretien. Surtout aucun n'est signé par Jean Madiran et ses écrits définissent en grande partie les bases idéologiques de l'orientation du journal. Et ce même Madiran affirme, en 1990, l'existence de la Shoah. Antony est, avec Madiran et François Brigneau, l'un des trois créateurs du quotidien *Présent*; et l'auteur, quasiment à lui tout seul, du mensuel aussi appelé *Présent* de la région de Toulouse, qui servit de référence lors du lancement du quotidien. Dans les premières années, il est, au même titre que Brigneau, une influence prépondérante de la ligne éditoriale et des articles de *Présent*. Ainsi, si Madiran symbolise, presque à lui tout seul, l'orientation idéologique du journal sur la période de notre recherche, Antony personnifie également, par ses écrits et son activisme, les idées que *Présent* symbolise.

1. Le discours *relativiste* de Bernard Antony

Bernard Antony a tenu à plusieurs reprises un discours *relativiste*, bien qu'il ait plusieurs fois affirmé ne pas s'intéresser et ne pas connaître les thèses "révisionnistes". C'est un *relativisme* né d'un comparatif entre le communisme et le nazisme, qui aboutit à la relativisation de la Shoah. Antony professe un anticommunisme obsessionnel, qui le conduit à relativiser le nazisme ("au poids des cadavres, la monstruosité communiste enfonce par dix à un, la monstruosité nazie"⁴). Cette relativisation du nazisme mène parfois à une *relativisation* de la Shoah. Le procédé consiste à assimiler le nombre de victimes total du nazisme à celui du nombre de victimes du génocide:

Ce que nous n'acceptons pas, c'est que les communistes se servent aujourd'hui des atrocités nazies pour couvrir, par l'exaltation d'un passé pour lequel nous ne pouvons rien, tout ce qui se passe aujourd'hui dans le monde et qui est de leur fait. (...) Ce que nous disons, c'est que les 6 millions de morts du nazisme sont, bien évidemment de trop, mais que les 150 et quelques millions du communisme représentent un chiffre de plus de 25 fois supérieur et qui est, hélas, bien loin d'être définitif⁵.

Le comité de rédaction du journal dans lequel Antony tient de tels propos défend, dans un article intitulé "Lettre ouverte à Raymond Barre", le principe de recherches "révisionnistes" et cultive à nouveau une confusion implicite entre les victimes de la Shoah et les victimes des camps de concentration nazis dans leur ensemble:

Qu'advient-il en effet de nos institutions, si tel ou tel historien, universitaire ou simple journaliste, pouvait par ses recherches venir montrer la vanité de certaines assertions qui, à force d'être répétées depuis trente-cinq ans par tous les médias du régime ont fini au rang de dogmes intangibles? (...) S'il faut tuer le nazisme, bien qu'il soit déjà mort, c'est parce qu'il a tué: six millions d'êtres humains, d'après les chiffres les plus couramment avancés, morts dans les camps, ce qui est horrible⁶.

Ces deux articles reprennent les mêmes arguments que ceux développés dans l'entretien de la chronologie où Bernard Antony tient un discours *relativiste*. Ouvertement, son *relativisme* ne s'appuie pas sur les arguments clés des "révisionnistes", mais principalement sur sa haine obsessionnelle du communisme et sur sa croyance en un complot juif secret dont les

⁴ Voir *Le Monde*, 27-28 novembre 1983.

⁵ R. Marie, "Justice pour 156 millions de morts", *Présent*, n.35, février 1979, pp. 2,3.

⁶ Comité de rédaction de *Présent*, "Lettre ouverte à Raymond Barre", *Présent*, n.35, février 1979, p. 1.

communistes et les média sont les relais. Antony admet ouvertement son opposition à Israël et à la création d'un Etat juif après la Seconde Guerre mondiale⁷. Son discours *relativiste* est en partie aussi la conséquence d'une telle position. Ce *relativisme* est-il de façade? Camoufle-t-il un discours *négalionniste*? La question peut se poser. Lors d'un entretien pour *Libération*, le 8 septembre 1989, Antony affirme que "beaucoup de juifs sont morts à Auschwitz mais pas quatre millions. Savez-vous combien de juifs sont morts à Auschwitz? Quatre millions? Moi je crois zéro. (...) A Auschwitz, lieu atroce, on pendait beaucoup"⁸. Mais la véracité de tels propos est mise en doute par Antony lui-même. Il dénonce une déformation des journalistes, en 1997, à *National Hebdo*: "J'ai simplement observé deux choses. Il y avait 44 camps à Auschwitz et en particulier deux plus importants, Auschwitz I et Auschwitz II Birkenau. A Auschwitz I passaient toutes sortes de gens. (...) Mais vous n'ignorez pas que les nazis pratiquaient une ségrégation à l'égard des juifs. Ceux-ci étaient aiguillés sur Auschwitz Birkenau et c'est là que beaucoup sont morts. J'ai simplement dit, qu'à ma connaissance, il n'y avait pas eu de juifs morts à Auschwitz I. Ils [les journalistes de *Libération*] ont simplement fait sauter le numéro et le tour est joué"⁹. Pourtant, si le *relativisme* d'Anthony ne fait aucun doute, au regard du nombre d'articles "révisionnistes" de *Présent* et de la nature de ceux-ci, il est logique de classer le journal dans la catégorie des journaux qui ne sont pas "révisionnistes".

2. L'influence de l'antisémitisme maurrassien

En matière d'antisémitisme, il était prévisible que *Présent* accorde une place prépondérante aux griefs attachés à un antisémitisme religieux catholique. Effectivement, le journal suggère, ici ou là, que les juifs sont responsables de la mort du Christ et défend vigoureusement l'identité catholique de la France contre l'influence des juifs. Pourtant, le journal n'attaque jamais ouvertement les juifs au nom de leur religion. C'est plutôt leur fidélité à la France et leur capacité à défendre les intérêts de la France avant les leurs qui sont dénoncées. *Présent* dénonce aussi vigoureusement un complot juif que la place et l'influence des juifs dans les média et le monde économique et politique rendent d'autant plus actuel. La véritable cible, c'est

⁷ Voir R. Marie, "Justice pour 156 millions de morts", pp. 2-3.

⁸ Voir *Libération*, 1er septembre 1989.

⁹ B. Antony, "Bernard Antony diffamé par *France Soir*", *National Hebdo*, n.685, 4 au 10 septembre 1997, p. 2.

"l'ennemi intérieur" et *Présent* adopte en réalité une approche très maurrassienne de la question juive. Le passé de Jean Madiran explique en grande partie cette orientation.

Dans le cas de *Présent*, comme pour *Aspects de la France* ou *Minute*, l'influence des idées de Maurras rend presque impossible une adhésion au "révisionnisme". Mais *Présent* ne défend pas un "nationalisme intégral" aussi systématique et fidèle à l'esprit de Charles Maurras qu'un journal comme *Aspects de la France*. Certes, *Présent* pense, à l'instar du journal royaliste ou *Minute*, le plus grand bien du régime de Vichy et de Pétain. Mais le journal catholique concentre ses attaques sur la dénonciation disproportionnée et systématique des méfaits du nazisme en France. Pour *Présent*, cette dénonciation vise à nuire aux idées de la droite nationale dans son ensemble.

3. Un anticommunisme obsessionnel

Le journal ne défend pas ouvertement le nazisme et admet l'horreur des crimes nazis, mais ajoute invariablement que les crimes communistes sont pires. Il est clair que la dénonciation du communisme ne mène pas forcément au soutien de l'idéologie national-socialiste. Pourtant, *Présent* donne parfois l'impression de dédouaner indirectement le nazisme de la dimension génocidaire de ses crimes. Si cette attitude ne mène pas au "révisionnisme", elle est clairement à l'origine d'un soutien explicite et prononcé à la liberté de recherche et d'expression des "révisionnistes". Madiran invoque l'athéisme de Robert Faurisson pour justifier l'opposition de *Présent* aux thèses "révisionnistes". Il est facile de constater que la position de l'ensemble des personnes proches du courant incarné par le quotidien catholique n'est pas aussi claire. Les comparaisons volontairement orientées entre communisme et nazisme de Bernard Antony en sont l'expression. Jean Madiran lui-même n'hésite pas à affirmer que "le plus grand crime de l'histoire contemporaine n'est pas celui commis il y a trente-cinq ans par l'hitlérisme contre les juifs (et les chrétiens), mais celui commis en permanence depuis soixante ans par le communisme contre les chrétiens (et les juifs)"¹⁰. Dès lors, si la position de la tendance intégriste représentée par *Présent* est totalement claire vis-à-vis du *négationnisme*, il semble

¹⁰ J. Madiran, "Soljénitsyne, quelle famille?", *Itinéraires*, novembre 1979, p. 14

que l'anticommunisme de certains constitue parfois un terrain propice à l'affirmation d'arguments *relativistes*.

V. Rivarol

Rivarol est le journal qui publie le plus grand nombre d'articles "révisionnistes" sur la période de notre recherche. Il soutient la valeur scientifique des thèses "révisionnistes" et reprend ouvertement leurs conclusions. Il dénonce la responsabilité des juifs dans l'entrée en guerre de l'Allemagne nazie (Hitler aurait été poussé à la guerre par les juifs eux-mêmes). Selon *Rivarol*, l'histoire est aujourd'hui une sorte de religion dont la croyance en la Shoah est le dogme central, la vérité intangible et indiscutable. La reprise d'arguments "révisionnistes" par les journalistes de l'hebdomadaire démontre une connaissance certaine des thèses "révisionnistes" et de leurs enjeux. Une telle constatation n'est guère surprenante. Le journal offre régulièrement une tribune aux "révisionnistes" les plus célèbres et fait écho au moindre événement les touchant, et à chacune de leurs "avancées". Le discours de *Rivarol* est ouvertement *négalionniste*. Certes, le journal publie aussi un certain nombre d'articles *relativistes*. Mais ceux-ci ne servent qu'à soutenir l'approche et les convictions *négalionnistes* du journal. Les principales plumes "révisionnistes" de *Rivarol* sont Robert Poulet et Jacques Langlois. Tous deux sont des collaborateurs réguliers du journal sur la période de la chronologie. A ce titre, leurs écrits symbolisent la position de *Rivarol* en matière de "révisionnisme".

I. Robert Poulet

Robert Poulet est né le 4 septembre 1893, en Belgique. En 1940, il prend la tête du *Nouveau Journal*, une publication belge. Il se retrouve en prison en 1944 et est condamné à mort. Au bout de trois ans d'attente, il est gracié puis libéré. Il décide alors de s'exiler en France. Ecrivain de pamphlets comme *Contre l'amour, contre la jeunesse* ou de romans comme *La*

Hutte de Cochenille, Poulet est avant tout un critique littéraire. A *Rivarol*, il tient d'ailleurs une rubrique hebdomadaire intitulée "Les livres et la vie", où il laisse ouvertement filtrer ses accointances fascistes et national-socialistes. Il est aussi l'auteur d'ouvrages politiques¹¹. Il fait partie du comité de soutien de *Présent* lors de la création du quotidien au côté de personnalités comme Maurice Bardèche ou Eric Delcroix. Sur la période de notre chronologie, Poulet publie quatre articles *négationnistes*. Deux sont consacrés à l'affaire Roques ("Encore l'affaire Roques" dans le numéro du 11 juillet 1986, et "Un mot au sujet de l'affaire Roques" dans le numéro du 6 juin 1986). Un autre article est consacré à Robert Faurisson à la suite de son agression ("L'attentat contre Faurisson vu par Robert Poulet" du 22 septembre 1989), et le quatrième a trait à l'affaire du "détail". Dans les quatre cas, Poulet s'intéresse peu aux circonstances et aux détails de l'affaire. Il s'attache au contraire à traiter le fond du problème: le "révisionnisme", les droits des "révisionnistes", leurs méthodes, la validité de leurs thèses. Poulet privilégie une approche non polémique. Son ton est calme. Il fait systématiquement passer les affaires de la chronologie pour de simples polémiques historiques et scientifiques. Il prétend ne pas comprendre en quoi les juifs puissent être offensés par les thèses "révisionnistes". Contrairement à la majorité des journalistes, Poulet donne une description réaliste et objective des thèses "révisionnistes", mais sans en préciser les enjeux réels. Selon lui, l'objectivité de sa réflexion le mène naturellement aux conclusions du camp "révisionniste". Il souligne d'ailleurs le sérieux et la qualité scientifique des travaux d'Henri Roques ou de Robert Faurisson, en mettant en avant leur courage et leur neutralité. Il est évident que Poulet connaît le sens réel des thèses "révisionnistes". Il les présente volontairement de manière détachée comme s'il n'avait aucun intérêt à les soutenir. Dès lors, le lien entre son discours *négationniste* et ses convictions politiques fascistes n'apparaît pas réellement.

2. Jacques Langlois

Jacques Langlois est un personnage peu connu et les informations à son sujet sont quasiment introuvables. C'est en tous cas un collaborateur de *Rivarol* tout au long de la période étudiée. Cependant, à l'instar de Robert Poulet, il adhère et soutient ouvertement les thèses et le mouvement "révisionnistes". Langlois est l'auteur de quatre articles *négationnistes* sur la

¹¹ Voir, en particulier, R. Poulet, *La Révolution est à droite: pamphlet*, Paris, Denoël et Steele, 1934.

période de notre chronologie ("Chomsky a dit quoi?" le 1^{er} janvier 1981, "La longue marche vers la vérité" le 30 mai 1986, "Lus et commentés" le 11 juillet 1986 et "Où sont les historiens?" le 9 octobre 1987). Contrairement à Robert Poulet, Langlois n'aborde pas le thème du "révisionnisme" sous l'angle d'une querelle d'écoles historiques. Ses articles sont consacrés aux juifs ou à la Shoah, pas directement aux thèses "révisionnistes". Langlois signe même des articles *négalionnistes* dans le cadre d'affaires "révisionnistes" moins importantes et moins polémiques que celles de notre chronologie. C'est le cas lors de la diffusion du film *Shoah* à la télévision ou au moment de l'interdiction des *Annales d'histoire révisionniste* en 1987. Mais Langlois, comme Poulet, connaît précisément le fond des thèses "révisionnistes". Son adhésion est explicite et il n'ignore rien de leur véritable signification politique. Plusieurs fois, il cite Robert Faurisson ou des journalistes travaillant pour les *Annales d'histoire révisionniste*. Selon lui, les "révisionnistes" détiennent la vérité historique. Il reprend et défend leurs principaux arguments. Il dénonce ainsi les témoignages des anciens déportés et des survivants de la Shoah. Langlois estime que les risques pris par les "révisionnistes" prouvent la valeur et la validité de leurs affirmations et qu'il existe un complot juif visant à taire la vérité "révisionniste".

3. Une position logique

Comment expliquer la position de *Rivarol*? La présentation des journaux a montré que *Rivarol* est le journal le plus extrême de cette recherche. Sur l'ensemble des thèmes, ses prises de position reflètent cet extrémisme. L'approche générale de *Rivarol* est d'inspiration fasciste et national-socialiste. Le journal défend d'ailleurs ouvertement le bilan et les mesures d'Hitler et du régime nazi. En matière d'antisémitisme, le ton des articles rappelle souvent celui de certaines publications collaborationnistes comme *Gringoire* et *Je suis partout*. Le pouvoir et l'influence économique et sociale des juifs sont vigoureusement dénoncés. Mais le journal privilégie avant tout une approche raciale de la question juive. *Rivarol* fait peu de différence entre les juifs de France, les juifs étrangers, Israël ou le sionisme. Il les attaque et les dénonce tous en bloc et oppose la race juive à une Europe unie et d'inspiration national-socialiste. La position de *Rivarol* est sans équivoque. Le journal revendique haut et fort son adhésion à l'idéologie nazie. Dès lors, sa filiation avec les écrits de Maurice Bardèche devient logique. Le ton et les arguments développés dans les articles, en particulier la mise en lumière du rôle du

sionisme dans le mensonge de la Shoah, font également écho aux écrits de François Duprat. Ce n'est pas un hasard. Bardèche et Duprat défendaient les idéaux nationaux-socialistes, et leurs accointances idéologiques avec *Rivarol* explique la convergence des positions du journal et des deux écrivains d'extrême droite en matière de "révisionnisme".

La position de *Rivarol* en matière de "révisionnisme" ne semble pas s'appuyer sur des arguments religieux. A aucun moment, le journal ne publie d'articles dénonçant la religion juive ou défendant l'identité catholique de la France. Pourtant, lors de l'affaire du carmel d'Auschwitz, le journal reproche implicitement aux juifs la mort de Jésus-Christ et utilise cette accusation de déicide pour justifier le combat contre les juifs et, par là même, celui d'Hitler et des nazis lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais cet argument religieux sert simplement à justifier l'opposition du journal à la race juive. Il n'y a pas de lien direct et explicite entre l'accusation de déicide et la négation de la Shoah. Certes, Louis Seiffert, l'auteur de l'article en question, "L'étoile, la croix et le sage", daté du 28 juillet 1989, justifie la Shoah au regard de la responsabilité du peuple d'Israël dans la mort du Christ. L'argument religieux est donc utilisé une fois. Mais il ne rentre pas dans la légitimation du "révisionnisme". Il apparaît donc comme un phénomène isolé de l'orientation national-socialiste et "révisionniste" du journal.

4. Un "révisionnisme" de disculpation

Le "révisionnisme" de *Rivarol* est un "révisionnisme" de disculpation et de justification dans la mesure où le journal cherche visiblement à réhabiliter les thèses national-socialistes par cette négation de la Shoah. Ce "révisionnisme" possède toutes les caractéristiques idéologiques évoquées dans la partie consacrée à la signification politique de ce phénomène. *Rivarol* ramène le mensonge de la Shoah à un gigantesque complot des juifs et des Alliés. Surtout, il s'en sert pour s'opposer à Israël et au sionisme et remettre en question la légitimité d'un Etat juif. *Rivarol* critique aussi ouvertement le communisme et défend une version de l'histoire plus favorable aux idées d'extrême droite. A l'instar de *Présent*, le journal compare nazisme et communisme. Mais il ne statue pas simplement que l'un est pire que l'autre. Il se place ouvertement du côté du nazisme et utilise cette comparaison pour justifier sa position. L'article "L'affaire en question", publié au cours de l'affaire Darquier de Pellepoix, symbolise cette approche puisque l'auteur de l'article défend les nazis et se dit prêt à mettre en doute la Shoah

parce qu'il s'agit d'un régime fasciste. Dès lors, il est clair que le "révisionnisme" de *Rivarol* se nourrit tout autant d'une volonté de défendre la mémoire du régime symbolisant ses idées politiques que d'un antisémitisme farouche. La remarque vaut aussi pour la défense d'une version de l'histoire révisée. *Rivarol* défend avant tout la mémoire des événements directement en rapport avec la défense de son idéologie. Le régime de Vichy rentre, dans certains cas, dans cette équation. Mais, dans la majorité des cas, ce sont les collaborateurs eux-mêmes (Louis Darquier de Pellepoix est un exemple) ou les mouvements nationaux-socialistes étrangers dont le journal défend la postérité. *Rivarol* consacre d'ailleurs toujours plusieurs pages par numéro aux gens qui défendent, dans le monde, des idéaux et des convictions fascistes.

VI. François Brigneau

La position de *National Hebdo* et de ses journalistes en matière de "révisionnisme" est difficile à analyser en tant que telle, tant l'influence de François Brigneau paraît forte au sein du journal sur la période de notre chronologie et tant elle semble refléter l'approche national-populiste du journal. En dehors des articles de François Brigneau, le journal n'a publié qu'un seul article "révisionniste" ("La chasse aux racistes" de Philéas Fogg en 1990). Au sein de *National Hebdo*, Brigneau semble être la personne responsable des sujets touchant au "révisionnisme". A *Minute* et *Présent*, Brigneau avait symbolisé la ligne directrice du journal en la matière, mais seulement sur une période délimitée et relativement courte. Dans le cas de *National Hebdo*, et sur la période de notre chronologie, le journal et l'écrivain d'extrême droite sont indissociables. Il n'existe donc pas de position de *National Hebdo* en matière de "révisionnisme" qui soit différente de celle de Brigneau. C'est la pensée de Brigneau qui résume la position du journal. L'étude des fondements idéologiques du "révisionnisme" de Brigneau seul sera donc privilégiée.

1. Qui est François Brigneau?

François Brigneau est le journaliste de cette recherche qui a écrit le plus grand nombre d'articles "révisionnistes". Il en écrit pour trois journaux différents et son passage au sein des trois publications est particulièrement remarqué. Cette étude a montré le rôle-pivot occupé par Brigneau dans les rapports entre le "révisionnisme" et l'extrême droite en France. Brigneau, de son vrai nom Emmanuel Allot, est né en 1919. Il possède un statut à part au sein de la presse d'extrême droite française¹². Pendant la Seconde guerre mondiale, après avoir fait partie du R.N.P. (Rassemblement National Populaire) de Déat, il adhère à la Milice Française de Joseph Darnand et écrit dans *Révolution nationale*. Arrêté, torturé et enfermé à Fresnes pendant quinze mois, il subit l'influence de Robert Brasillach et de Maurice Bardèche (auquel il restera ensuite lié) et est finalement acquitté le 17 décembre 1945 par la Cour de justice. A partir de cette date, il ne va cesser de travailler pour la presse écrite. Il fait d'abord carrière dans différents journaux conservateurs, à partir de 1946, et écrit pour *Paroles Françaises* sous le pseudonyme de Julien Guernec. Dès le début des années 50, il écrit pour la grande presse, en particulier *France Dimanche*. Il travaille aussi pour *Semaine du Monde* ou *L'Aurore* (pendant la Guerre d'Algérie). Parallèlement, il collabore à des journaux militants. Il est membre de l'équipe initiale de *Rivarol* mais quitte le journal assez vite. En 1962, il rejoint *Minute*, que Jean-François Devay vient de fonder, et en devient rédacteur en chef. Il quitte le journal en 1986 pour des raisons déjà évoquées et relatives aux thèses "révisionnistes". A cette époque, il écrit déjà pour *Présent*, journal qu'il a contribué à fonder en compagnie de Bernard Antony et Jean Madiran, et dont il est membre du comité de rédaction depuis 1980. Il est à nouveau obligé de partir. Madiran lui reproche notamment ses prises de position répétées en faveur des "révisionnistes" et de leurs thèses. Il arrive alors à *National Hebdo*, où il écrit encore en 1990.

François Brigneau est le polémiste le plus célèbre et le plus écouté de l'extrême droite en France. Son implication dans le fonctionnement des journaux qu'il crée (comme pour *Présent*) ou dans lesquels il écrit est très forte. En terme d'écrits, sa contribution (de longues rubriques régulières dont "Le journal d'un homme libre" pour *National Hebdo* est l'exemple parfait) et sa mise en avant sont essentielles dans tous les journaux où il a officié et ses rubriques sont toujours extrêmement populaires. Mais, Brigneau n'est pas seulement un homme de lettres.

¹² Voir V. Igounet, "'Révisionnisme' et négationnisme au sein de l'extrême droite française", op. cit., pp. 58-59.

Comme son passé de milicien pouvait le laisser prévoir, il s'implique plus ou moins directement dans tous les grands combats de l'extrême droite française d'après guerre. En 1958, il entre, au côté de Le Pen, au comité directeur de Front National pour l'Algérie française. Il fait partie, en 1965, du "brain-trust" du comité Tixier-Vignancour lors des élections présidentielles. Membre d'Ordre Nouveau, il est un élément moteur de la fusion du mouvement au sein du Front National et fait partie du premier bureau politique du parti frontiste lors de sa création en 1972. Tout ce passé explique l'influence et l'aura de François Brigneau, au sein de l'extrême droite en général, et de sa presse en particulier.

2. Un "révisionniste" convaincu

Dans sa période *Minute*, François Brigneau publie trois articles *négalionnistes* ("Lettre ouverte au président d'Antenne 2. Je suis pour *Holocauste* aux 'Dossiers de l'Ecran'" dans le numéro du 6 au 12 décembre 1978, "Je suis devenu la plouc-émissaire" dans le numéro du 7 au 13 mars 1979 et "Lettre ouverte (et attristée) à M. Ivan Levaï" dans le numéro du 24 au 30 décembre 1980). Dans sa période *Présent*, il en écrit deux: "Lanzmann péremptoire: 'face de rat'!" (26 au 27 mai 1986), sous son pseudonyme Mathilde Cruz, et "Neuf livres pour vous faire une opinion" (26 et 27 mai 1986). Enfin, Brigneau écrit huit articles *négalionnistes* lors de son passage à *National Hebdo*. La plupart sont intégrés dans sa rubrique hebdomadaire "Le journal d'un homme libre", à part "Auschwitz: la télé escamote!" (7 au 13 septembre 1989), à nouveau sous le pseudonyme de Mathilde Cruz. Brigneau publie aussi des articles *relativistes*. Mais, à l'instar de *Rivarol*, Brigneau est profondément *négalionniste*. Ses arguments *relativistes* viennent simplement soutenir son message *négalionniste* dans des affaires où les arguments ouvertement *négalionnistes* ne sont pas adaptés. Brigneau connaît parfaitement le mouvement "révisionniste" et ses thèses. Il a lu tous les ouvrages de référence en la matière et les conseille régulièrement à ses lecteurs. Il fait d'ailleurs référence aux travaux de Robert Faurisson avant même la parution de son célèbre article dans le *Monde*. Comme Robert Poulet ou Jacques Langlois, Brigneau soutient le sérieux et la validité des thèses "révisionnistes". Il ne cesse de demander de manière répétée un débat entre les "historiens officiels" et les "révisionnistes". Pour lui, les vrais historiens sont les "révisionnistes". Il reprend leurs arguments et estime que les réparations payées par l'Allemagne à Israël sont la preuve du mensonge de la Shoah.

François Brigneau justifie régulièrement son adhésion aux thèses "révisionnistes" en faisant référence à des concepts ou des schémas explicatifs traditionnels d'extrême droite. Contrairement à beaucoup de journalistes étudiés dans cette recherche, Brigneau ne dissimule aucune de ses convictions et revendique ses positions extrêmes. Il les présente simplement de façon adaptée aux circonstances de la polémique du moment. Mais Brigneau se distingue aussi d'auteurs comme Robert Poulet ou Jacques Langlois parce qu'il avance des arguments que les chefs de file du "révisionnisme" eux-mêmes n'utilisent pas. Tous ses arguments tournent autour de la notion de complot. Dès 1980, Brigneau écrit, dans "Lettre ouverte (et attristée) à M. Ivan Levaï" (24 au 30 décembre 1980) pour *Minute*, que le "révisionnisme" est un phénomène juif, suggérant ainsi que toutes ces polémiques autour de ce phénomène sont le fait d'un complot juif. Il réaffirme par ce biais leur influence et leur domination sur le monde de l'après-guerre. Dans sa rubrique "Le journal d'un homme libre" du numéro du 31 mai au 6 juin 1990 pour *National Hebdo*, il affirme que la vraie raison de l'unification allemande vise à permettre à l'Allemagne de l'Ouest, riche, de financer les réparations financières à Israël de l'Allemagne de l'Est, pauvre. La multiplication des polémiques sur l'antisémitisme et la Shoah au moment du vote de la loi Gayssot, a uniquement pour but de rendre la France responsable de la Shoah au même titre que l'Allemagne. Ce gigantesque complot amènera la France à payer des réparations à Israël quand la manne financière venue de l'Allemagne sera épuisée.

3. Des convictions complexes et extrêmes

Les convictions de François Brigneau reflètent et expliquent son discours *négationniste*. Elles s'inspirent des idéaux du fascisme et du national-socialisme développés par les milieux collaborationnistes parisiens lors de la Seconde Guerre mondiale. De ce point de vue, les convictions "révisionnistes" de Brigneau s'expliquent de la même façon que pour *Rivarol*. Mais contrairement au journal fasciste, elles ne se limitent pas aux idées d'inspiration national-socialiste. Le discours de Brigneau s'adapte aux polémiques et aux circonstances. Il défend aussi bien la Collaboration que le régime de Vichy. Il s'inspire d'une conception catholique de la société autant que d'une vision fasciste. Il se réfère au nationalisme intégral et défend parallèlement une collaboration avec les mouvements d'extrême droite étrangers.

En matière d'antisémitisme, la variété et la complexité des idées développées par François Brigneau est tout aussi évidente. Son *négationnisme* présente ainsi la particularité de s'inspirer de toutes les formes d'antisémitisme. En matière d'antisémitisme religieux, il reprend plusieurs fois l'accusation de déicide contre les juifs pour justifier son opposition à leurs initiatives et défend, de manière répétée, l'identité catholique de la France. Il explique même, lors de l'affaire du Carmel d'Auschwitz, les malheurs des juifs, et en particulier la Shoah, en raison de leur responsabilité dans la mort du Christ. En matière d'antisémitisme économique et social, il dénonce inlassablement le rôle néfaste et la place disproportionnée des juifs dans l'économie de la France et dans les milieux de la politique, des médias et des arts. Dès lors, le mensonge de la Shoah s'explique pour des raisons économiques (il s'agit des réparations allemandes) et l'intelligentsia en place et les médias en sont les relais consentants. Il adopte également une approche raciale de la question juive et défend ouvertement la collaboration avec l'Allemagne nazie et les mesures prises par Hitler et son régime national-socialiste contre les juifs. Dans ce cas précis, l'adhésion aux thèses "révisionnistes" découle de ce soutien. Parallèlement, Brigneau voue une haine féroce au communisme et l'attaque de façon répétée et virulente. Surtout, il se sert de sa dénonciation du communisme pour défendre les crimes nazis. En matière de "révisionnisme", cet anticommunisme mène à l'idée que les communistes soviétiques sont partie prenante du mensonge de la Shoah. Brigneau défend aussi une version revisitée de l'histoire qui soit beaucoup plus favorable aux idées d'extrême droite. Pour Brigneau, le lien entre cette idée et la négation de la Shoah est logique. L'histoire officielle dissimule la vérité à ce sujet et les "révisionnistes" sont les fers de lance de la "véritable histoire" que Brigneau appelle de ses vœux.

4. La théorie du complot, élément central et fédérateur

Comment François Brigneau parvient-il à utiliser autant de concepts et d'idées différentes, et parfois opposées, pour justifier sa position *négationniste*? C'est la théorie du complot qui donne à cet ensemble hétéroclite d'idées et de convictions une certaine cohérence. Cette cohérence apparente est facilement démontable. Par exemple, Brigneau invoque le déicide pour justifier la Shoah, tout en niant l'existence de cette dernière. Mais ici n'est pas le propos. La théorie du complot est un concept très largement répandu parmi les sympathisants des diverses familles de l'extrême droite française. Elle sert de point de liaison entre toutes les influences

dont Brigneau s'inspire. Les juifs, qu'ils soient vus comme membres d'une religion, d'une race ou une entité économique et sociale, sont tous impliqués dans un complot. Ce complot se décline à l'infini. Il est derrière chaque scandale politique, derrière chaque polémique, derrière chaque accusation dont font l'objet les militants d'extrême droite ou les "révisionnistes",... et finalement derrière la Shoah. Et à chaque fois, les communistes et les médias sont les principaux complices des juifs dans ce gigantesque complot. Même quand une affaire "révisionniste" ne se prête pas à l'affirmation d'idées *négalionnistes*, Brigneau la ramène au schéma du complot juif.

François Brigneau est un "révisionniste" de la première génération. Etant donné son aura et son influence au sein de l'extrême droite française, et surtout le nombre de rédactions dans lequel il est passé, il est possible d'imaginer que Brigneau ait réussi à développer une certaine dynamique "révisionniste" au sein des journaux d'extrême droite pour lesquels il a travaillé. Pourtant, et bien qu'il utilise une argumentation faisant référence au mythe du complot, à des arguments antisémites et à une critique virulente du communisme comme le font la plupart des autres commentateurs, il n'en est rien. Les autres journalistes des journaux étudiés ne suivent pas ses conseils et recommandations. Peut-être sont-ils d'accord en privé? Les positions "révisionnistes" de Brigneau sont directement à l'origine de ses départs ou évictions de *Minute* et *Présent*. Dans le cas de ces deux journaux, une telle hypothèse est donc peu crédible. Dans le cas de *National Hebdo*, il est clair que les articles étudiés au cours de cette recherche demeurent imperméables aux idées "révisionnistes" de Brigneau. Si Brigneau avait eu une influence sur les autres journalistes d'extrême droite en matière de "révisionnisme", cette recherche l'aurait déterminé et aucun signe ne permet d'en déduire une telle conclusion.

Tableau récapitulatif 8: Quel "révisionnisme" pour quelle presse d'extrême droite?

Orientation idéologique	<i>Aspects de la France</i>	<i>Minute</i>	<i>Present</i>	<i>Rivarol</i>	François Brigneau
Generale	Nationalisme intégral	National-populiste	National-catholique	Fasciste	D'extrême droite
Antisemitisme	Maurrassien	Economique et social	Religieux, économique et maurrassien	Racial, économique et social	Racial, religieux, économique, maurrassien
Théorie du complot	Forte	Forte	Très forte	Très forte	Systematique
Anticommunisme	Fort	Fort	Virulent, basé sur comparaison avec nazisme	Virulent et à l'avantage du nazisme	Virulent et à l'avantage du nazisme
Histoire	Contre-révolutionnaire et favorable à Vichy	Opposé aux historiens en place	Contre-révolutionnaire et favorable aux catholiques	Favorable aux mouvements fascistes	Favorable à tout mouvement d'extrême droite
"Révisionnisme"	Non	Non	Non/relativiste	Négationniste	Négationniste

CHAPITRE 9. CATHOLIQUES D'EXTREME DROITE ET "REVISIONNISME"

Les catholiques proches de l'extrême droite constituent une faible minorité des catholiques en France. Cependant, ils occupent, à l'extrême droite, une place essentielle tant sur le plan idéologique qu'en terme d'activité et de militantisme. Après avoir rappelé certains repères historiques de l'évolution du catholicisme français, il s'agira de montrer qui sont les catholiques de l'extrême droite française. En quoi se distinguent-ils des autres catholiques? Où se placent *Présent* et *Aspects de la France* parmi les catholiques de l'extrême droite? Quelles sont leurs différences, notamment en matière d'antisémitisme? Que signifient les positions de *Présent* et d'*Aspects de la France* en matière de "révisionnisme" au regard de leur place au sein de ce courant? Reflètent-elles la position des catholiques de l'extrême droite en la matière?

I. Repères historiques

L'évolution du catholicisme en France fut marqué par plusieurs événements qui permettent de mieux comprendre les différentes familles catholiques de l'extrême droite française et les divisions qui les traversent.

1. L'opposition historique entre christianisme et judaïsme

La naissance et la mise en place de l'antisémitisme sont fortement et inextricablement liées au christianisme et à sa diffusion. En premier lieu parce que le grief essentiel des écritures chrétiennes contre les juifs concerne le procès et la condamnation à la crucifixion de Jésus Christ. A l'origine, il s'agit d'une déchirure à l'intérieur même du judaïsme qui s'inscrit rapidement dans la perspective d'une lutte entre le christianisme, qui graduellement s'impose et

tente de convertir le plus possible de juifs, et le judaïsme. De là découle la mise en place d'un antisémitisme chrétien largement basé sur une accusation de déicide et de refus de la Bonne Nouvelle. Il n'est pas systématique¹. Quand il existe, il s'assimile cependant à un antijudaïsme dans la mesure où son fondement idéologique comme sa mise en place se nourrissent désormais d'une opposition marquée à l'égard de la pensée ou de l'action des juifs et de la religion juive. Cependant, si l'aspect religieux devient l'élément clé et fondamental, il semble réducteur et inexact de limiter la signification de l'antisémitisme chrétien à un antijudaïsme tant la dimension culturelle et identitaire joue déjà un rôle à cette époque.

2. L'Action française et sa condamnation par le Vatican (1926)

C'est en avril 1898 que Maurice Pujo et Henri Vaugeois fondent le Comité d'Action française. Fortement soutenu par les catholiques à partir de 1905, son influence littéraire et politique fut très forte et il demeure incontestablement le principal mouvement royaliste et nationaliste français du XX^{ème} siècle². Mais l'influence de cette organisation n'aurait jamais eu une telle importance si Charles Maurras, qui fut le théoricien le plus écouté de l'extrême droite française, n'en avait pas fait partie. Sa philosophie politique est le nationalisme intégral dont la Raison d'Etat et le combat contre la décadence et contre l'individualisme démocratique sont deux des principaux fondements. Il écrit à ce sujet que "la Raison d'Etat est dans la nature des choses. Mais tant vaut un Etat, tant vaut sa raison. La Raison d'un Etat placé au-dessus des partis s'inspire de la nécessité de l'existence de la nation"³. La monarchie en est la forme souhaitée. Maurras estime que la Révolution a détruit les corps intermédiaires de la société et donné naissance à une liberté anarchique et illusoire. Il faut donc lutter contre la désintégration morale et physique en ramenant l'ordre dont l'autorité catholique et Rome sont le symbole ultime. En conséquence, les liens entre les catholiques et l'Action française étaient très étroits.

L'Action française attribue tout ou partie des malheurs du pays et de ses propres malheurs à la présence d'éléments juifs⁴. L'antisémitisme était une pierre de construction centrale de toute l'idéologie du mouvement et n'a vraiment diminué qu'au moment de l'Union Sacrée de la

¹ Tous les écrits ne développent pas cette hostilité. Les écrits de St Paul en sont un exemple.

² Voir E. Weber, *L'Action française*, Introduction.

³ Charles Maurras, *Mes Idées politiques*, Paris, Fayard, 1968, p. 178.

Grande Guerre. Il se voulait "antisémitisme de raison" selon l'expression de Maurras et rejetait l'antisémitisme de peau, c'est-à-dire racial. Il s'appuyait sur l'idée qu'il fallait réduire l'influence des juifs, agents corrompeurs et Etat dans l'Etat, au sein de la société française. Les juifs font partie des "ennemis de l'intérieur". Il faut donc les combattre comme il l'explique dans sa définition du nationalisme:

Nationalisme s'applique en effet (...) aux pères eux-mêmes, à leur sang et à leurs œuvres, à leur héritage moral et spirituel plus encore que matériel. Le nationalisme est la sauvegarde du à tous, ces trésors qui peuvent être menacés sans qu'une armée étrangère ait passé la frontière, sans que le territoire soit physiquement envahi. Il défend la nation contre l'Etranger de l'intérieur⁵.

L'Action française défendait un antisémitisme qu'elle jugeait juste et raisonnable. En pratique, il ne fut pas seulement œuvre de raison⁶. Méprisés pour des raisons religieuses, les juifs étaient soupçonnés pour des motifs nationalistes: n'ayant pas été imprégnés du riche héritage amassé pendant des siècles, il leur était impossible de comprendre et de répondre aux problèmes de la France. Les juifs devinrent aussi la cible d'une violente animosité économique. Selon Maurras, l'Etat a oublié son rôle de protecteur et de régulateur vis-à-vis des juifs, laissant ces derniers, et d'autres protagonistes de la puissance capitaliste irresponsable, libres de profiter de leurs avantages aux dépens des Français sans défense⁷. Distinguant, toujours sous l'influence de Maurras, quatre puissances confédérées (juifs, métèques, franc-maçons et communistes), l'Action française popularisa la croyance en l'existence du "problème juif". En théorie, sa doctrine était modérée mais l'application fut le plus souvent brutale et aveugle comme le montrent nombre de prises de position et d'actions entreprises à l'époque par des membres de la Ligue; et surtout les Camelots du Roi, mouvement de la jeunesse de la Ligue dont l'activisme prononcé fut tapageur, parfois violent et souvent efficace. Après la Première Guerre mondiale et jusqu'aux années trente, seule l'Action française, malgré des démentis occasionnels, continue à faire flamber les feux de l'antisémitisme, maintenant la tradition de Drumont et de l'antidreyfusisme.

⁴ M. Winock, "L'Action française" dans *L'Histoire de l'extrême droite* (sous sa direction), p. 126.

⁵ C. Maurras, op. cit., p. 286.

⁶ Voir Victor Nguyen, *Aux Origines de L'Action française. Intelligence et politique à l'aube du XXème siècle*, Paris, Fayard, 1991, p. 318.

⁷ Voir E. Weber, op. cit., pp. 225-231.

La condamnation de l'Eglise va stopper la progression du mouvement. Cette dernière estime que l'obéissance intégrale prêchée par Maurras et ses partisans s'oppose aux principes catholiques et à l'autorité de Rome. La mise à l'index de *L'Action française* et de plusieurs livres de Maurras intervient le 29 décembre 1926, au moment même où la position et l'influence du mouvement dans les milieux catholiques atteignent un niveau jamais connu. La scission pose un problème pour les nombreux catholiques français proches de l'organisation et lecteurs du journal. Elle provoque "déchirements et désarrois"⁸. L'opposition va durer près de treize années. Finalement, l'Action française finit par envoyer une lettre de soumission à Rome reconnaissant que l'Eglise avait raison, en juin 1939. L'interdit est finalement levé le 1er juillet 1939 par le Saint Office. En quoi cette condamnation est-elle si importante?

Certains catholiques défendirent l'Action française et le nationalisme intégral jusqu'au pardon final et cette période marqua la fin d'un chapitre du développement de l'organisation et de sa période d'influence. *L'Action française* perdit la moitié de ses lecteurs de 1925 à 1928. Pourtant, l'extraordinaire fascination pour l'Action française d'un grand nombre de catholiques⁹, en particulier ceux proches de l'extrême droite, perdura longtemps après cette scission. Surtout, cette rupture est essentielle historiquement parce qu'elle crée déjà deux camps au sein des catholiques de l'extrême droite: ceux restés fidèles et obéissants à Rome; les autres, restés fidèles à l'Action française et aux idées de Maurras.

3. La redécouverte des racines juives du christianisme

Après la Seconde Guerre mondiale, le sujet de l'Holocauste est peu abordé et un minimum de distinctions sont faites entre les déportés juifs et les déportés pour raisons politiques ou au titre du Service du Travail Obligatoire (S.T.O.). Seules des œuvres littéraires comme les *Réflexions sur la question juive* de Jean-Paul Sartre, en 1946, ou le film d'Alain Resnais, *Nuit et brouillard*, sorti en 1955, abordent le sujet. Ce silence autour du génocide juif rend impossible l'expression publique de sentiments antisémites et engendre une sorte d'autocensure de la part

⁸ Jacques Prévotat, *Les Catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation, 1899-1939*, Paris, Fayard, 2001, p. 343.

⁹ Voir Pierre Pierrard, *Juifs et catholiques français*, Paris, Cerf, 1997, p. 176.

des média et des politiques¹⁰. La Shoah demeure un sujet mal connu et peu commenté. C'est avec les procès d'Adolf Eichmann en Israël (1961-1962) et des bourreaux d'Auschwitz à Francfort (1964-1965) que l'opinion publique va prendre conscience de l'atrocité des camps de la mort. En France, le vote, le 18 décembre 1964 par l'Assemblée Nationale, d'une loi établissant l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité tels qu'ils avaient été définis par la résolution de l'O.N.U. du 13 février 1946 en sera la conséquence directe.

Mais qu'en est-il de l'antisémitisme chrétien? Malgré le courage de certains dignitaires des Eglises chrétiennes et l'aide anonyme de beaucoup de catholiques pour cacher les juifs pendant la guerre, il perdure dans certains milieux. Dans la première édition de son livre, *Jésus en son temps*, publié en 1945, Daniel-Rops relance contre les juifs l'accusation de déicide et laisse entendre que l'extermination n'aurait été que l'expiation de ces crimes. Jules Bosc tient des propos similaires dans la revue protestante *Réforme*. C'est alors qu'intervient Jules Isaac. Inspecteur général d'histoire, juif assimilé, dont la famille vient de succomber précisément à Auschwitz, il publie, en 1948, *Jésus et Israël*, œuvre pensée dès le début de la persécution des juifs en Allemagne et en Autriche, dans laquelle il met en évidence les racines juives du christianisme¹¹. Isaac proclame l'innocence du peuple juif face à l'antisémitisme chrétien. Il stigmatise 'l'enseignement du mépris' mis en place par l'Eglise et suscite le dialogue judéo-chrétien. C'est ainsi qu'en 1947, soixante-dix juifs et chrétiens de dix-neuf pays se rencontrent à Seelisberg et élaborent, d'après des propositions d'Isaac, les dix points de Seelisberg. En février 1948, des juifs et des chrétiens se réunissent autour d'Edmond Fleg pour constituer l'Amitié Judéo-Chrétienne (A.J.C.) dont les statuts sont en grande partie l'œuvre d'Isaac, tandis que les dix points de Seelisberg servent de charte à la nouvelle association¹².

4. Le concile de Vatican II (1962-octobre 1965)

Le concile de Vatican II marque une orientation nouvelle pour l'Eglise. Il commence en 1962 et va durer trois ans. De nombreuses réformes y sont mises en place. Le concile adopte le

¹⁰ Voir C. Delacampagne, "L'antisémitisme en France" dans *Histoire de l'antisémitisme, 1945-1993*, pp. 125-126.

¹¹ Voir Danielle Delmaire, Y.-M. Hilaire, "La redécouverte des racines juives du christianisme" dans G. Cholvy, Y.-M. Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, tome 3, pp. 217-221.

¹² Ibid., p. 217.

principe de collégialité épiscopale et la déclaration sur la liberté religieuse, *Dignitatis humanae*. Il reconnaît l'autonomie légitime de la culture et particulièrement celle des sciences. La montée de la déchristianisation hors d'Europe et la décolonisation aboutissent à de nouvelles conceptions missionnaires où le service du pauvre laisse progressivement place au tiers-mondisme. C'est une véritable révolution culturelle à plusieurs titres et certaines mesures passent plus ou moins bien. L'abandon du vêtement ecclésiastique par beaucoup de prêtres et de religieuses, les modifications introduites dans les rites, la suppression des saluts du Saint-Sacrement et de maintes cérémonies religieuses, le discrédit jeté sur les dévotions mariales et le culte des saints, le mépris porté aux chants anciens "entachés de triomphalisme", l'abandon du maigre du vendredi, la disparition de nombreux traits de l'identité catholique déconcertent de nombreux croyants¹³. Le concile a été attendu dans l'espérance et l'application de certaines de ses décisions est souvent vécue dans le déchirement. Les changements désordonnés surprennent et laissent perplexes de nombreux catholiques. Si, dans l'ensemble, le contenu est peu contesté sur le moment, certaines décisions, en particulier la déclaration sur la liberté religieuse, rencontrent rapidement l'hostilité des intégristes, dont Mgr. Marcel Lefèbvre¹⁴ est à l'époque une des principales figures.

En ce qui concerne le judaïsme à proprement parler, plusieurs démarches auprès des papes Jean XXIII et Paul VI ont préparé le concile de Vatican II. Notamment le message de Carême du cardinal Liénart, évêque de Lille, qui souhaite que les chrétiens changent de mentalité à l'égard du judaïsme, et le voyage de Jules Isaac à Rome qui rencontre Jean XXIII pour l'inciter à élever la voix contre 'l'enseignement du mépris'. Au concile, le cardinal Liénart soutient d'ailleurs les efforts du cardinal Bea pour obtenir un texte sur le judaïsme et influence la rédaction de *Nostra Aetate* sur ce sujet :

Le lien qui unit spirituellement le peuple du Nouveau Testament avec la lignée d'Abraham (...) le grand patrimoine spirituel commun aux chrétiens et aux juifs (...) Encore que des autorités juives avec leurs partisans aient poussé à la mort du Christ, cependant ce qui a été commis durant sa Passion ne peut être imputé ni indistinctement à tous les juifs vivant alors, ni aux juifs de notre temps; s'il est vrai que l'Eglise est le nouveau peuple de Dieu, les juifs ne doivent pas, pour autant, être présentés comme réprouvés par Dieu, ni maudits, comme si cela découlait de l'Ecriture (...) la

¹³ Voir Y.-M. Hilaire, "Fin d'une Eglise cléricale ou maladie infantile des catholiques français", dans G. Cholvy, Y.-M. Hilaire, op. cit., p. 287.

¹⁴ Voir J.-Y. Camus, R. Monzat, *Les Droites nationales et radicales en France: répertoire critique*, pp. 85-88.

connaissance et l'estime mutuelle qui naîtront surtout d'études bibliques et théologiques ainsi que d'un dialogue fraternel¹⁵.

La déclaration du concile de Vatican II au sujet des juifs et du judaïsme est donc très claire. L'Eglise discrédite officiellement l'accusation de déicide portée par beaucoup de catholiques pendant plusieurs siècles et reconnaît les origines juives du christianisme. Dans la pratique, elle expurge de la liturgie les adjectifs offensants à l'égard des juifs et ouvre une ère de dialogue et de concertation entre les deux religions.

Le concile de Vatican II marque une rupture essentielle dans l'histoire du catholicisme au XXème siècle. Mis en place dans la douleur, il est finalement accepté par la majorité des catholiques. Son interprétation est parfois contestée mais le concile de Vatican II symbolise surtout la volonté de l'Eglise de s'adapter à un monde en mutation. Il soulève la question de la modernité. Les catholiques les plus intransigeants en la matière vont rapidement se déchirer sur ce thème. En ce sens, le concile de Vatican II marque aussi une rupture dans l'histoire des catholiques proches de l'extrême droite en France dans la mesure où il est à l'origine d'une scission .

II. Les catholiques d'extrême droite

Les catholiques de l'extrême droite sont de deux types: les intégristes et les modérés. Les modérés sont des catholiques dont le combat prioritaire n'est pas la religion. Ils sont moins nombreux et moins influents que les intégristes. Parmi eux, on peut citer par exemple le mouvement royaliste des Silencieux de l'Eglise dirigée par Pierre Debray et Michel de Saint Pierre. *Aspects de la France* et le courant qu'il représente font également partie de cette catégorie. Maurrassiens avant tout, ils sont catholiques mais ne défendent pas les mêmes revendications que les intégristes. Olivier d'Ormesson, l'homme politique nationaliste conservateur, qui démissionna du Front National, suite à l'affaire du "détail", est aussi un

¹⁵ *Nostra Aetate*, déclaration du concile de Vatican II, extrait tiré de D. Delmaire, Y.-M. Hilaire, "La redécouverte des racines juives du christianisme" dans G. Cholvy, Y.-M. Hilaire, op. cit., p. 220.

catholique "modéré". Son départ du parti frontiste sera analysé un peu plus loin dans la suite de la recherche.

1. Extrême droite et intégrisme

Les intégristes forment, à l'extrême droite, la majorité catholique la plus influente et la plus active. Le courant intégriste n'admet pas le libéralisme politique issu de la Révolution. Il rejette l'individualisme, l'égalitarisme politique et la liberté de conscience. Dès lors, il n'est pas étonnant de constater que,

Le terme intégrisme apparaît vers 1910 au sein du catholicisme français. Il s'insère dans le conflit qui oppose, depuis la Révolution, catholiques libéraux et catholiques intransigeants; les premiers admettant une conciliation avec les principes issus de 1789, les autres se tenant sur une ligne de refus. L'étiquette intégriste est lancée dans la bataille et, bien sûr, récusée par ceux qu'elle vise¹⁶.

Si le mouvement intégriste est complexe et s'incarne à travers des tendances divergentes, auxquelles s'ajoutent des rivalités de personnes, l'ensemble des intégristes se reconnaissent comme "traditionalistes" ou "catholiques de tradition". L'intégrisme catholique est intégraliste car il prétend influencer toutes les activités humaines de manière intégrale, et spécialement la vie politique, économique et sociale des nations à majorité catholique; et intransigeant car il refuse de composer avec ce qu'on appelle la modernité. Sa référence est le syllabus de Pie IX, qui condamne la proposition suivante: "le pontife romain peut et doit se réconcilier et composer avec le progrès, avec le libéralisme et la civilisation récente"¹⁷. Surtout, les intégristes reprennent à leur compte le discours anti-juif du catholicisme d'avant Vatican II et s'inspirent de Maurras pour juger de la place des juifs dans la société.

Il existe deux grandes tendances au sein des intégristes: les "lefebvristes", c'est-à-dire ceux qui ont suivi Mgr. Lefèbvre dans son refus de Vatican II après le schisme; et ceux qui sont restés fidèles à Rome et au Pape. La Contre-Réforme catholique de l'abbé Georges de Nantes, séparée de Mgr. Lefèbvre en 1976, est mise de côté dans la mesure où sa position s'apparente à celle des "lefebvristes". Après la rupture, son influence et son poids diminuèrent fortement

¹⁶ Xavier Ternisien, *L'Extrême droite et l'Eglise*, Paris, Editions Brepols, 1997, p. 162.

¹⁷ Ibid., p. 154.

pour devenir presque insignifiants. Cela dit, il s'agit avant tout de savoir si le schisme reflète, au sein même de la famille des catholiques de l'extrême droite française, le clivage issu de Vatican II. La réalité est plus complexe puisqu'au sein des catholiques ralliés, ou plutôt restés fidèles à Rome, des divergences subsistent sur l'interprétation du concile.

2. Le courant "lefebvrisme"

Bien que des tensions soient déjà perceptibles avant 1962, l'opposition de Mgr. Lefèbvre à Vatican II intervient en octobre 1962, lorsqu'il critique ouvertement la déclaration *Dignitatis humanae*, qui porte sur le point litigieux de la liberté religieuse. Pour Mgr. Lefèbvre, la seule vraie foi est catholique et il ne saurait y avoir une quelconque tolérance ou acceptation des autres religions. Selon la déclaration conciliaire, la liberté religieuse ou "immunité de contrainte" trouve son fondement dans la nature même de la personne humaine. Elle découle du devoir qui incombe à chaque homme de chercher la vérité et de s'y tenir:

En vertu de leur dignité, tous les hommes, parce qu'ils sont des personnes, c'est-à-dire doués de raison et de volonté libre, et, par suite, pourvus d'une responsabilité personnelle, sont pressés, par leur nature même, et tenus, par obligation morale, à chercher la vérité, celle tout d'abord qui concerne la religion. Ils sont tenus aussi à adhérer à la vérité dès qu'ils la connaissent et à régler toute leur vie selon les exigences de cette vérité. Or, à cette obligation, les hommes ne peuvent satisfaire, d'une manière conforme à leur propre nature, que s'ils jouissent, outre de la liberté psychologique, de l'immunité à l'égard de toute contrainte extérieure (...) Le droit à cette immunité persiste en ceux là-mêmes qui ne satisfont pas à l'obligation de chercher la vérité et d'y adhérer¹⁸.

A l'opposé, pour Mgr. Lefèbvre, c'est la vérité qui fonde le droit. L'incroyant ou celui qui professe une autre religion n'a aucun droit en matière religieuse dans un Etat catholique. Bien plus, l'Etat peut et doit exercer sur les personnes "de nécessaires et bienfaisantes contraintes"¹⁹. Mgr. Lefèbvre et ses partisans refusent la majorité des changements intervenus suite à la réforme conciliaire de Vatican II. La liberté religieuse est principalement visée mais la collégialité épiscopale et l'œcuménisme sont aussi violemment critiqués et rejetés. Vatican II

¹⁸ *Dignitatis humanae*, 2,2. Déclaration du concile Vatican II sur le liberté religieuse. 1965.

¹⁹ X. Ternisien, op. cit., p. 182.

est stigmatisé comme "l'union adultère de l'Eglise et de la Révolution"²⁰ et est perçu comme un alignement sur les erreurs de la Révolution.

Mgr. Marcel Lefèbvre est né en 1905. Ancien élève du séminaire français de Rome, influencé alors par les idées maurrassiennes, missionnaire des Pères du Saint-Esprit, évêque en 1947, il devient délégué apostolique pour l'Afrique occidentale en 1948 et occupe le poste d'archevêque de Dakar entre 1955 et 1962. Devenu supérieur de la Congrégation des pères du Saint-Esprit (1962-1968) lors du concile, il fait partie de la minorité hostile aux changements, même s'il signe finalement le texte final du concile. Démissionnaire de sa charge de Supérieur général, "pour ne pas avaliser la réforme de sa congrégation entreprise par le Chapitre général dans un sens contraire à celui de la Tradition catholique", il fonde, en 1969, un séminaire, installé dans un premier temps à Fribourg, puis déplacé à Ecône, en 1970, dans le Valais, pour "continuer le sacerdoce catholique", et une Fraternité sacerdotale internationale Saint Pie-X, érigée canoniquement par l'Evêque de Fribourg²¹. Le combat de Mgr. Lefèbvre contre le concile ne débute réellement qu'en 1969, avec la fondation du séminaire. Mais c'est pendant l'été 1976 que la révolte de Mgr. Lefèbvre révèle à l'opinion la gravité de la crise. Avant cela, Mgr. Lefèbvre publie une déclaration contre l'Eglise conciliaire en 1974 et ordonne quinze prêtres de manière illicite. Un suspense *a divinis*, c'est-à-dire une interdiction de célébrer la messe en public et de conférer des sacrements, est prononcé par l'Eglise en 1976. Suit l'occupation de l'église St-Nicolas-du-Chardonnet par Mgr. Ducaud-Bourget, un proche de Mgr. Lefèbvre, en 1977. La discorde se termine finalement par le sacre illicite de quatre évêques et l'excommunication *latae sententiae* de Mgr. Lefèbvre et de ses partisans, en 1988. Mgr. Lefèbvre décède le 25 mars 1991, en Suisse.

Contrairement à ce qui a pu être écrit dans la presse à l'époque, le désaccord est plus profond qu'un simple combat en faveur de la messe de Saint Pie V, c'est-à-dire en latin. Mgr. Lefèbvre se réclame de la "tradition" contre le concile. De fait, son argumentation repose essentiellement sur les encycliques pontificales de Pie VI à Pie XII. Pour Mgr. Lefèbvre, la "tradition" est une doctrine historiquement datée, subjectivement délimitée, définitivement close. La liturgie a été

²⁰ Y.-M. Hilaire, "Fin d'une Eglise cléricale ou maladie infantile des catholiques français" dans G. Cholvy, Y.-M. Hilaire, op. cit., p. 287.

²¹ Voir Y.-M. Hilaire, "1976, Mgr. Lefèbvre et la menace du schisme" dans G. Cholvy, Y.-M. Hilaire, op. cit., pp. 335-336.

fixée au XVIème siècle, la soutane au XVIIIème, la doctrine politique de l'Eglise au XIXème. Il n'est pas question d'y rien changer. L'Ecriture et son interprétation sont verrouillées²².

Les "lefebvristes", c'est-à-dire les personnes restées fidèles à Mgr. Lefèbvre après le schisme, sont regroupés dans la Fraternité sacerdotale Saint Pie X, dirigée par un supérieur général, Mgr. Fellay. Elle s'étend à quarante pays, comprend quatre évêques et trois cent soixante prêtres. Elle est à l'origine de plusieurs publications, en particulier *Fideliter*,²³ fondé en 1978, ou *Anti-89*.

Politiquement, la position de Mgr. Lefèbvre et de ses partisans est claire. Ils soutiennent l'extrême droite, haïssent le communisme, et associent étroitement au projet religieux un projet politique bien déterminé, de type hiérarchique et autoritaire. Mgr. Lefèbvre défendait ainsi ouvertement les dictatures d'extrême droite de l'Argentine et du Chili ce qui "traduit à coup sûr une nostalgie pour un ordre ancien, une chrétienté idéalisée"²⁴. Pour Paul Sérant, le phénomène "lefebvriste" traduit d'ailleurs "essentiellement un acte politique, dans une lutte globale contre les marxistes, les franc-maçons et les juifs"²⁵. Jusqu'en 1988, Mgr. Lefèbvre soutient Jean-Marie Le Pen et le Front National, mais on est loin de l'activisme et de l'implication des intégristes restés fidèles à Rome et à L'Eglise. Mgr. Lefèbvre affirme cependant que "dans la mesure où Jean-Marie Le Pen défend la loi de Dieu, le Décalogue, qui doit en principe conduire les peuples et être à la base de toutes les sociétés, on ne peut que l'encourager et être d'accord avec lui (...) Les idées de Jean-Marie Le Pen –hormis peut-être au sujet de la liberté religieuse (...)– sont conformes à la morale et à la doctrine de l'Eglise"²⁶. Le président frontiste lui rend d'ailleurs la pareille, puisqu'il écrit que Mgr. Lefèbvre "a rendu à l'Eglise un service éminent en maintenant haut et ferme le drapeau de la tradition catholique en face de ceux qui, au nom de 'l'esprit conciliaire', soutenaient les idées et pratiquaient des actions subversives dans lesquelles le Pape Paul VI voyait à juste titre les 'fumées de Satan'"²⁷. C'est ainsi que Mgr. Lefèbvre appellera ses fidèles à voter Le Pen aux élections présidentielles

²² X. Ternisien, op. cit., p. 180.

²³ Voir J.-Y. Camus, R. Monzat, op. cit., pp. 177-178.

²⁴ Ibid., p. 183.

²⁵ Paul Sérant, *Les Grands déchirements des catholiques français*, Paris, Perrin, 1989, p. 231.

²⁶ Mgr. Lefèbvre, "Lettre ouverte aux catholiques perplexes. Mgr. Lefèbvre parle", *Présent*, n.815, 13 avril 1985, p. 3.

²⁷ J.-M. Le Pen, *La France est de retour*, Issy-les-Moulineaux, Carrère-Lafon, 1985, p. 149.

de 1988. Mais au moment des sacres du 30 juin et de l'excommunication, Jean-Marie Le Pen refusera de suivre Mgr. Lefèbvre et ses partisans.

3. Le courant incarné par *Présent*

L'autre branche intégriste est constituée des catholiques intégristes restés fidèles à Rome après l'excommunication de Mgr. Lefèbvre et de ses partisans. Ce sont des catholiques de rite traditionnel acceptant le concile de Vatican II. Ils sont proches du quotidien *Présent* et de la personne de Jean Madiran, son directeur. *Présent* était à l'origine un mensuel fondé par Bernard Antony en 1975. Les parcours personnels de ces deux personnages ont déjà été largement évoqués au cours de cette recherche. Malgré le schisme, il est clair que les idées des catholiques de la tendance de *Présent* restent très proches des idées "lefebvristes". Certes, le refus de Madiran et d'Antony de suivre Mgr. Lefèbvre dans le schisme de 1988, leur a valu de rudes inimitiés chez les "lefebvristes". Mais leur intégrisme est quasiment similaire et ils revendiquent, à l'instar des "lefebvristes", une filiation contre-révolutionnaire et maurrassienne et rejettent la Révolution et la modernité. Sans s'opposer ouvertement à la réforme conciliaire de Vatican II comme Mgr. Lefèbvre et ses fidèles, ils en refusent, en pratique, la majorité des avancées.

Politiquement, le courant incarné par *Présent* est proche des idéologies d'extrême droite et critique violemment le communisme, comme l'analyse des articles de cette recherche l'a clairement montré. Jean Madiran est assez clair à ce sujet. "Il serait affligeant et suicidaire, que des catholiques, par un scrupule diabolique, voient un empêchement imaginaire à cette action politique en commun, et se fassent, par fausse doctrine, les faux docteurs de ce faux scrupule (...) Contre le communisme, ennemi numéro un et plus grave danger, il faut s'allier, même avec le fascisme"²⁸. Madiran et *Présent* soutiennent le Front National et son président contre vents et marées bien qu'ils revendiquent une indépendance à son égard. Bernard Antony est membre du Bureau politique du parti frontiste, longtemps secrétaire à la formation du mouvement et député européen élu sur la liste de Jean-Marie Le Pen.

²⁸ J. Madiran, *La République du Panthéon*, Paris, Dominique Martin Marin, 1967, pp. 18-20.

III. Les catholiques d'extrême droite face au "révisionnisme"

Il s'agit maintenant de savoir ce que signifient les positions de *Présent* et d'*Aspects de la France* en matière de "révisionnisme" au regard de leur place au sein de la famille des catholiques de l'extrême droite? Pourquoi les catholiques qui restèrent fidèles à Rome furent obligés de laisser de côté certaines de leurs opinions antisémites? La position de *Présent* et d'*Aspects de la France* reflète-t-elle la position des catholiques de l'extrême droite en la matière? Est-elle le fruit d'une stratégie?

1. Antijudaïsme et antisémitisme maurrassien

Il existe principalement deux types d'antisémitisme au sein des catholiques de l'extrême droite: l'antisémitisme chrétien, c'est-à-dire l'antijudaïsme, et l'antisémitisme maurrassien. La partie du concile de Vatican II consacrée au judaïsme et à la liberté religieuse rejette clairement le premier. Elle ne parle pas du second. Position logique dans la mesure où, si de nombreux catholiques ont défendu l'antisémitisme de Maurras, celui-ci n'est pas basé sur une approche religieuse des juifs mais sur une approche nationaliste du "problème juif".

Si l'opposition générale des "lefebvristes" au concile de Vatican II est une réaction à la modernité, elle symbolise aussi le refus d'abandonner l'antisémitisme chrétien et le combat contre les juifs et le judaïsme. Monseigneur Lefèbvre et ses fidèles, non contents de refuser la liberté religieuse, tiennent toujours les juifs pour responsables de la mort du Christ. Leur attachement à l'antijudaïsme est profond. Parallèlement, ils fustigent aussi "la grande banque juive qui tient la France en dictature depuis quarante-cinq ans"²⁹. Les "lefebvristes" sont aussi profondément marqués par l'antisémitisme maurrassien, et par la pensée de Maurras en général. Mgr. Lefèbvre n'est pas strictement maurrassien. Il fut cependant l'élève du Père Floch au séminaire français de Rome et proche du Cardinal Billot, tous deux maurrassiens. Le

²⁹ X. Ternisien, op. cit., p. 185.

courant représenté par *Présent* est lui aussi fortement marqué par les idées de Maurras. Que signifie alors son refus du schisme? La volonté de ne pas se voir excommunié par l'Église romaine est évidente. Mais, si en titrant par exemple, le 11 août 1989, "Les grandes internationales comme l'internationale juive, jouent un rôle non négligeable dans la construction de l'esprit antinational", *Présent* reste fidèle à l'antisémitisme maurrassien, ses références à l'antisémitisme chrétien sont rares sur la période de cette recherche. Le refus de désobéir à Rome a contraint les catholiques proches de Madiran à passer sous silence leur antijudaïsme. L'étude des articles de cette recherche montre clairement que les juifs ne sont pas considérés en tant que religion mais en tant que corps étrangers à la nation. Même lors de l'affaire du Carmel, affaire hautement religieuse, le journal insiste peu sur l'antagonisme originel entre les deux religions, ce que n'hésitent pas à faire François Brigneau ou Serge de Beketch pour *National Hebdo. Aspects de la France* et Pierre Pujo insistent sur le rôle nuisibles des juifs dans la société française et sur leur trop forte influence. Mais ils n'utilisent pas non plus d'arguments religieux contre les juifs. Cependant, leur allégeance totale au nationalisme intégral rend cette découverte moins surprenante. Ce lien avec Maurras, commun à toutes les familles catholiques de l'extrême droite, aura-t-il une influence sur leur position en matière de "révisionnisme"? La distinction entre antijudaïsme et antisémitisme maurrassien n'est-elle pas au centre de cette problématique?

2. "Révisionnisme" et catholiques intégristes: une situation contrastée

L'opposition d'*Aspects de la France* au "révisionnisme" a été clairement mise en lumière par cette étude. L'opposition du journal à l'Allemagne et au national-socialisme en est en grande partie responsable. Lorsque l'Allemagne se réunifie le 3 octobre 1990, *Aspects de la France* titre ainsi avec angoisse, le 4 octobre, "Non au quatrième Reich!".

Concernant les intégristes, la situation est plus contrastée. Le rôle joué par Brigneau à *Présent* en matière de "révisionnisme" ou les quelques articles *relativistes* publiés par le quotidien sur la période de cette étude sont la preuve que le journal n'hésite pas à laisser s'exprimer des convictions éloignées du combat catholique intégriste. Malgré ça, le courant représenté par *Présent* n'adhère pas aux thèses "révisionnistes" et ne les soutient pas. Et c'est la critique violente du communisme qui mène aux rares positions *relativistes* prises par *Présent*, pas des

éléments de l'antisémitisme maurrassien. La position des "lefebvristes" en la matière est très proche dans la mesure où leurs liens avec les idées maurrassiennes et l'athéisme de plusieurs "révisionnistes" majeurs semblent devoir laisser peu d'équivoque. Il est facile de constater que le mouvement "lefebvriste" n'a jamais été officiellement mêlé avec les "révisionnistes" et leurs thèses et que ses diverses publications ne s'intéressent guère à ce sujet. Pourtant, Thierry Buron, maître-assistant d'histoire et assistant à la soutenance de thèse d'Henri Roques, est un proche de Mgr. Lefèbvre. Buron a écrit dans *Défense de l'Occident*, la revue de Maurice Bardèche, dans les années soixante-dix (Buron dément cependant avoir assisté à cette soutenance³⁰). L'abbé Laguérie, "lefebvriste" et ancien curé de Saint-Nicolas du Chardonnet, déclarait sur la 5, en septembre 1987, après l'affaire du point de "détail", que "les thèses des professeurs Roques et Faurisson sont parfaitement scientifiques"³¹. Le propos est ici clairement *négationniste*. Est-ce pour défendre Jean-Marie Le Pen que l'abbé Laguérie soutient le sérieux des thèses "révisionnistes" à l'époque? Ou est-ce la mise en avant d'une opinion plus prononcée? Aucun élément ne permet de répondre. Toujours est-il que selon Christophe Bourseiller, Mgr. Williamson, évêque américain nommé par Mgr. Lefèbvre en 1988, lui aurait expliqué devant témoins qu'il était convaincu de la véracité des thèses "révisionnistes" et aurait conseillé la lecture du rapport Leuchter³². Ici encore, le propos est *négationniste*. Mais dans ce cas précis, la nationalité de Mgr. Williamson explique sans doute en partie sa position. Les Etats-Unis possèdent un réseau "révisionniste" puissant et organisé et Mgr. Williamson est bien entendu beaucoup moins influencé par les idées maurrassiennes que les "lefebvristes" français.

³⁰ La signature de Thierry Buron a en fait été imité. D'après Jean-Yves Camus, ce geste doit vraisemblablement être analysé comme un règlement de compte au sein de l'extrême droite suite à la publication d'un ouvrage de Buron aux éditions lefebvristes Fideliter et hostile au paganisme néo-droitier. Voir J.-Y. Camus, "Intégrisme et néo-paganisme: la coalition révisionniste. A propos de 'l'affaire Roques'", op. cit., pp. 21-23.

³¹ X. Ternisien, op. cit., p. 185.

³² C. Bourseiller, op. cit., p. 152.

IV. Le reflet de dissensions plus profondes

1. Une filiation historique déterminante

L'antisémitisme maurrassien ne mène pas au "révisionnisme". L'étude des réactions des diverses tendances catholiques de l'extrême droite le montre clairement. Cette opposition entre "révisionnisme" et antisémitisme maurrassien possède une filiation historique. Elle découle tout droit de l'opposition entre les personnes restées fidèles à Pétain et à Vichy, et les collaborateurs parisiens ralliés aux thèses national-socialistes comme Robert Brasillach, Lucien Rebatet ou Pierre Drieu La Rochelle, lors de la Seconde Guerre mondiale. L'influence de Maurras et de ses idées sur les décisions de Vichy a été maintes fois soulignée. Le Maréchal Pétain était un grand admirateur du créateur du nationalisme intégral. La législation anti-juive mise en place par Vichy est d'ailleurs fortement influencée par la vision maurrassienne de "l'ennemi de l'intérieur". Cette fidélité aux idées de Maurras face à ceux qui les jugent dépassées ou trop molles se retrouve dans l'opposition des descendants de Maurras aux idées "révisionnistes". Et la similarité ne s'arrête pas là puisque, sur la question du "révisionnisme", ce sont les descendants directs de Brasillach et Rebatet (Bardèche et Duprat en sont les meilleurs exemples) qui se retrouvent face aux partisans de Maurras.

Mais la filiation historique n'explique pas à elle seule cette réticence des catholiques de l'extrême droite à s'intéresser aux thèses "révisionnistes". L'antigermanisme des descendants de l'Action française a déjà été mentionné. Le caractère païen du régime national-socialiste explique aussi le peu d'intérêt des catholiques de l'extrême droite pour la défense de la postérité du régime nazi. L'athéisme affirmé de Robert Faurisson ou de Serge Thion a également été mis en avant pour justifier le désintérêt des catholiques de l'extrême droite³³ pour le "révisionnisme", en particulier par Jean Madiran et Bernard Antony. La couleur politique de Rassinier, socialiste, ou de la Vieille Taupe, groupe d'ultra-gauche, n'est pas de nature à favoriser un rapprochement entre les catholiques de l'extrême droite et les "révisionnistes", même si le précédent existe pourtant en matière d'antisémitisme. Ce point précis sera abordé dans la dernière partie de l'analyse. L'amélioration générale des relations

entre les catholiques et les juifs depuis le concile de Vatican II ne va pas non plus dans le sens d'une remise en cause de la Shoah et de la stigmatisation d'un soi-disant mensonge juif à ce sujet.

2. L'affaire Olivier d'Ormesson

Les raisons pour lesquelles les catholiques de l'extrême droite ne soutiennent pas les "révisionnistes" et leurs thèses sont nombreuses. Le départ d'Olivier d'Ormesson, maire de la ville d'Ormesson sur Marne dans le Val de Marne depuis plus de quarante ans, du Front National, suite aux déclarations de Jean-Marie Le Pen sur le "détail", peut-il aider à préciser certaines choses sur ce point? Olivier d'Ormesson a connu Le Pen sur les bancs de l'Assemblée Nationale lorsque ce dernier était député poujadiste. Ex-colistier de Simone Veil aux élections européennes de 1979 et ancien député du Centre National des Indépendants et Paysans (C.N.I.P.), il rejoint le Front National au cours des années 80 lorsque la formation frontiste gomme de son discours et de ses rangs, ses éléments les plus extrémistes. Il est sur la liste du Front National pour les élections européennes de 1984 et devient, après son élection, président des parlementaires frontistes au Parlement de Strasbourg. C'est lui qui aménage la rencontre entre le leader frontiste et le Pape, lors du voyage de l'eurodroite à Rome, son père ayant été ambassadeur de la France auprès du Saint Siège. Il est président du comité de soutien à la candidature de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 1988. D'Ormesson fait partie de la famille nationale conservatrice. Atlantiste et libéral, c'est un catholique traditionaliste modéré. C'est un des principaux représentants de cette tendance catholique au sein du Front National, lorsqu'il quitte le parti frontiste en dénonçant, au moment des faits, la "radicalisation d'une politique qui comporte un risque pour le destin de la France"³⁴. Quatre ans plus tard, il stigmatise une dérive "révisionniste" de son président: "J'ai eu la révélation brutale que, pour lui [Le Pen], les chambres à gaz n'avaient jamais existé et que le pardon à Hitler était nécessaire"³⁵. Est-ce le catholicisme d'Olivier d'Ormesson qui le pousse à s'opposer à Jean-Marie Le Pen et aux thèses "révisionnistes"? Ayant accepté la réforme conciliaire de Vatican

³³ Concernant le refus par des intégristes catholiques de diffuser le livre "athée" de Serge Thion, voir P. Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire. Un Eichmann de papier et autres essais sur le révisionnisme*, p. 221.

³⁴ Propos recueillis par Daniel Carton, "Il était possible de s'entendre avec la majorité" nous déclare M. Olivier d'Ormesson" *Le Monde*, 28 octobre 1987.

³⁵ *Ibid.*, "Un entretien avec M. Olivier d'Ormesson", *Le Monde*, 7 février 1992.

II, il est certainement peu enclin à soutenir des idées implicitement hostiles aux juifs. Mais, en réalité, la dimension religieuse semble minime. Les partisans de la famille national-conservatrice sont en général proches d'Israël au nom de la solidarité occidentale et les remarques hostiles aux juifs en général ont toujours reçu leur désapprobation. Yann Piat, depuis assassinée, ou Jules Monnerot, quitteront tous deux le Front national pour les mêmes raisons. Surtout, d'Ormesson œuvrait depuis de longs mois, avec Pascal Arrighi, membre de l'amicale France-Israël, et François Bachelot pour provoquer un réchauffement des relations entre le Front National et les juifs. Un voyage de Jean-Marie Le Pen en Israël avait même été organisé. "Tout était prévu. Il allait être accueilli, à sa descente d'avion, à Jérusalem, par le Général Sharon"³⁶. Ce voyage était censé avoir lieu quelques mois après les déclarations du "détail". La réaction de d'Ormesson s'explique donc surtout par un sentiment de colère justifié aux vues des efforts consentis pour réconcilier le parti frontiste et la communauté juive. Parallèlement, d'Ormesson essaye aussi de respectabiliser l'image de Le Pen au sein de la droite parlementaire. A l'époque, il a pour projet une réception début octobre 1988, pour le jubilé de son quarantième anniversaire à la tête de la mairie du village d'Ormesson dans le Val de Marne, en présence de Le Pen et de députés et sénateurs de droite. Il sera annulé suite à cette affaire. On constate ainsi que la démission de d'Ormesson n'apporte aucun élément nouveau sur la position des catholiques de l'extrême droite face au "révisionnisme". L'étude des articles a d'ailleurs montré comment *Présent et Aspects de la France* ont soutenu Jean-Marie Le Pen, et n'ont donc pas suivi d'Ormesson, sans toutefois tomber dans un antisémitisme aux accents "révisionnistes".

3. Antijudaïsme, antisémitisme maurrassien et "révisionnisme"

La constatation la plus intéressante concerne en fait le parallélisme inversé entre la fidélité aux idées de Maurras, le rejet ou l'acceptation de la réforme conciliaire de Vatican II, et par conséquence la fidélité à l'antisémitisme chrétien, et le soutien relatif aux idées "révisionnistes". L'intensité du troisième varie en fonction du niveau des deux premiers, qui eux-mêmes baissent et augmentent l'un par rapport à l'autre. L'analyse de la position des trois courants en matière de "révisionnisme" le montre clairement.

³⁶ Gilles Bresson et Christian Lionet, entretiens personnels avec les auteurs, *Le Pen, biographie*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 455. Pour plus de détails, voir le même ouvrage, pp. 454-456.

Le courant incarné par le journal *Aspects de la France* prône un nationalisme intégral fidèle en tous points aux idées de Maurras. Il accepte le concile de Vatican II et tourne le dos à l'antisémitisme chrétien. Son rejet des thèses "révisionnistes" est très clair. Il est justifié par une opposition aux thèses national-socialistes allemandes. Le point de rejet découle directement d'une interprétation très stricte du nationalisme intégral. Le rejet de l'athéisme est présent dans les articles du journal mais il n'est pas mis en avant pour expliquer l'opposition au "révisionnisme".

Le courant incarné par *Présent* professe un antisémitisme maurrassien. Mais s'il s'inspire grandement des idées de Maurras, il ne défend pas un nationalisme "intégral" au sens strict du terme. Le courant incarné par *Présent* a rejeté la scission des "lefebvristes" avec le Pape et l'Eglise de Rome, et a donc officiellement accepté Vatican II. Mais son interprétation du concile garde volontairement sous silence les réformes les plus modernistes. Le journal *Présent* et les principales figures de ce courant ne soutiennent pas le "révisionnisme". Officiellement, c'est l'athéisme de Faurisson qui pose problème. Le point de rejet est donc religieux. Le facteur explicatif n'est pas d'inspiration maurrassienne comme *Aspects de la France*. Concrètement, on constate que l'anticommunisme virulent des journalistes de *Présent* donne lieu à quelques articles *relativistes* et que le ton général du journal est moins hostile aux "révisionnistes" que ne peut l'être *Aspects de la France*. Une référence moindre aux idées maurrassiennes et un certain rejet des réformes de Vatican II mènent donc à une complaisance ponctuelle vis-à-vis du discours *relativiste* de certaines thèses "révisionnistes".

Mgr. Lefèvre et ses fidèles ont une filiation certaine avec les idées de Maurras mais sont encore plus éloignés que *Présent* du nationalisme intégral. Ils rejettent Vatican II et revendiquent l'antijudaïsme catholique d'avant la réforme conciliaire. Officiellement, les thèses "révisionnistes" ne les concernent pas, mais les discours *négationnistes* de l'abbé Laguérie et de Mgr. Williamson montrent que la tendance "lefebvriste" est la plus sensible aux thèses "révisionnistes". A ce sujet, Jean-Yves Camus constate, à la suite de l'affaire Roques que:

L'intégrisme suppose le refus absolu de modifier même par autorité pontificale, les canons de la Foi. D'où le rejet de l'Eglise post-conciliaire alors que le révisionnisme

appelle la remise en cause systématique et subversive d'une vérité objective qui n'est tenue que pour "version officielle", "désinformation" ou "mensonge d'état"³⁷.

Dès lors, il convient de constater que, plus l'antijudaïsme est fort, plus le courant concerné semble enclin à soutenir les thèses "révisionnistes". L'antijudaïsme mènerait-il au "révisionnisme"? Il n'y a pas de lien logique, même si une opposition systématique à la religion juive peut aller de pair avec l'idée que la Shoah est un mensonge des juifs pour leur permettre d'effacer la responsabilité présumée des gens de confession juive dans la mort du Christ. Cette idée est d'ailleurs reprise plusieurs fois par Brigneau ou *Rivarol* pour justifier leur "révisionnisme" au moment, notamment, de l'affaire du Carmel d'Auschwitz. A cette période, Jean-Yves Camus perçoit d'ailleurs une "propension de certains à dépasser l'antijudaïsme ordinaire pour une forme plus radicale de contestation du fait juif"³⁸. En réalité, les fondements de cette adhésion au "révisionnisme" sont sans doute moins religieuses que politiques. Le soutien systématique affiché par les "lefebvristes" et quelqu'un comme Bernard Antony, figure la plus extrême du courant incarné par *Présent*, aux régimes autoritaires étrangers le montre. La question religieuse est souvent secondaire. Or l'Allemagne national-socialiste, si elle n'était pas catholique, était un régime en tous points exemplaire en matière d'autoritarisme. Le lien entre les "lefebvristes" et le courant collaborationniste est aussi plus profond qu'avec les deux autres familles catholiques de l'extrême droite, parce que la fidélité à Maurras y est moins centrale. C'est ce qui explique en grande partie le soutien de l'Abbé Laguérie et de Mgr. Williamson aux thèses "révisionnistes".

De manière générale, la position de la famille intégriste en matière de "révisionnisme" reflète les ambiguïtés de la position des catholiques intégristes face au régime nazi et à son idéologie. Le nazisme est un régime politiquement proche des régimes soutenus et voulus par la majorité des catholiques intégristes de l'extrême droite, en France. Le problème de la question religieuse pose cependant problème. Ces ambiguïtés empêchent en tous cas un soutien trop ouvertement déclaré aux thèses "révisionnistes" alors que certains intégristes "trouvent dans le

³⁷ J.-Y. Camus, "Intégrisme et néo-paganisme: la coalition révisionniste. A propos de 'l'affaire Roques'", op. cit., p. 25.

³⁸ Ibid., pp. 27-28.

révisionnisme, un thème qui marque leur différence radicale, leur refus de se compromettre avec le 'système'³⁹.

³⁹ Ibid., p. 26.

CHAPITRE 10. LA TENDANCE NEO-FASCISTE ET LE "REVISIONNISME"

Quelles sont les places de François Brigneau et de *Rivarol* au sein de la branche fasciste de l'extrême droite radicale? Que signifie le soutien de Brigneau et *Rivarol* au "révisionnisme" au regard de cette place?

I. Repères historiques

Historiquement, le courant néo-fasciste français se réfère aux collaborationnistes parisiens de la Seconde Guerre Mondiale. Cette période marque une rupture avec le mouvement maurrassien. Charles Maurras et les personnes restées fidèles à sa pensée et à ses idées s'installent à Vichy et travaillent sous l'autorité du Maréchal Pétain. D'autres décident rapidement d'aller plus loin dans la collaboration. Ils travaillent directement pour les Allemands et défendent les thèses national-socialistes.

1. L'importance historique de la Collaboration

Avant guerre, les scandales financiers, notamment l'affaire Stavisky, puis l'avènement du gouvernement Blum, avaient ressuscité un antisémitisme populaire alimenté par les diatribes des hebdomadaires *Je suis Partout* de Pierre Gaxotte, Robert Brasillach et Lucien Rebatet, *Candide* (465 000 exemplaires en 1936) et *Gringoire* (650 000 exemplaires en 1937). Henri Béraud et l'orateur catholique Philippe Henriot font de *Gringoire* la feuille la plus influente de

l'extrême droite antisémite¹. Avec la guerre et l'Occupation, des personnages comme Brasillach et Rebatet adoptent des positions antisémites de plus en plus extrêmes et préconisent des méthodes de plus en plus violentes. Le soutien à la politique raciale national-socialiste est total et la surenchère est souvent de mise. Fascistes déclarés, les collaborationnistes français considèrent le Maréchal Pétain et Maurras comme des "mous" tournés vers le passé. La France aura sa place dans la future Europe national-socialiste et il s'agit de contribuer, sans aucune retenue, à la victoire finale de l'Allemagne nazie.

La Libération et l'Épuration laissent le courant fasciste français décimé. Brasillach, pour ne citer que lui, est fusillé à Fresnes en 1945. Toutes leurs publications ont disparu ou ont été dissoutes, comme les partis politiques et les ligues. Surtout, l'idéologie fasciste est frappée d'un complet discrédit, que la mise à jour progressive de la Shoah ne fera qu'accentuer. C'est à ce moment qu'apparaît Maurice Bardèche dont nous avons déjà longuement étudié l'existence et les écrits. Bardèche est le premier personnage qui va ouvertement continuer à défendre le fascisme suite à la défaite des forces de l'Axe. René Monzat constate ainsi que "le terme fascisme n'a été pleinement revendiqué que par Maurice Bardèche et quelques groupuscules"². Bardèche s'efforce de réhabiliter l'idéologie fasciste en séparant théorie et pratique. Dans son ouvrage *Qu'est-ce que le fascisme?*, il entend prouver "qu'aucun lien logique, nécessaire, automatique, ne relie le fascisme au racisme (...) Le fascisme, en tant que système politique, n'est pas plus responsable de la politique d'extermination des juifs que la physique nucléaire, en tant que théorie scientifique, n'est responsable de la destruction d'Hiroshima"³. Il tente de conférer une nouvelle légitimité au fascisme en dissociant la doctrine, des excès commis en son nom. Il opère une relecture de cette période afin de démontrer que, si autoritarisme il y a, ce n'est pas à droite qu'il faut en situer l'origine. Il rejette les symboles liés à cette idéologie mais continue d'en défendre les principes :

Nous nous passons fort bien de bottes, de chemises et de brassards et nous n'y voyons plus l'essentiel de la force. Nous n'allons plus sur des lieux élevés pour fêter la nuit du solstice. Nous ne déchiffrons plus les runes sur les routes parcourues par les cavaliers de Rollon. Nous ne chantons plus guère les beaux chants hitlériens que pour nous souvenir de ceux qui les chantaient en montant au combat. J'ai connu des garçons qui

¹ Voir D. Delmaire, "Les juifs persécutés, les chrétiens et l'antisémitisme" dans G. Cholvy, Y.-M. Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, tome 3, p. 55.

² J.-Y. Camus, R. Monzat, *Les Droites nationales et radicales en France: répertoire critique*, p. 24.

³ M. Bardèche, *Qu'est-ce que le fascisme?*, Paris, Les Sept Couleurs, 1961, p. 53.

répétaient volontiers ces gestes d'autrefois, je les regarde avec amitié accomplir ces pèlerinages. Le temps en est passé⁴.

Sa position est cependant sans ambiguïtés. Pour Bardèche, l'homme idéal est un homme dont "les qualités viriles (...) sont mises au-dessus de toutes les autres". Ce sont des "hommes qui s'efforcent de vivre selon 'la nature des choses', qu'ils ne prétendent corriger qu'en y ajoutant de la politesse et de la générosité"⁵. A l'instar des thèses national-socialistes, le théoricien néo-fasciste revendique "une conception dominante de la race blanche" et défend un "nationalisme élitare et raciste"⁶.

2. Occident et Ordre Nouveau

Pendant de longues années, et malgré l'émergence de groupuscules parfois actifs et l'apparition de journaux comme *Rivarol*, en 1952, ou *Militant*, journal d'obédience nationaliste révolutionnaire, Bardèche représentera presque à lui seul la tendance néo-fasciste française. La création d'Occident à la fin du mois d'avril 1964 va marquer une rupture dans cet isolement. Bien que sous l'influence de Pierre Sidos⁷ au tout début, Occident tient son originalité dans le fait qu'il est formé de jeunes gens et dirigé par eux. François Duprat, Alain Robert, futur secrétaire général du Front National à sa création en 1972 puis dirigeant du Parti des Forces Nouvelles finalement rallié au C.N.I.P., Gérard Longuet, futur ministre des Télécommunications sous le second gouvernement Chirac ou Alain Madelin, futur ministre de l'Industrie lors de la première cohabitation, ministre des Petites et Moyennes Entreprises lors de la seconde et de l'Economie sous le gouvernement Juppé, sont parmi ses membres fondateurs. L'idéologie est extrémiste. La conquête de l'hégémonie au sein de la jeunesse, l'anti-intellectualisme, l'anti-égalitarisme, l'élitisme, le recours systématique à la violence (notamment les attaques et les commandos sur des librairies ou sur des cinémas), quelques publications ronéotées (la principale étant *Occident-Universités*), un travail d'infiltration syndicale sont les priorités et les moyens d'actions utilisés. Suite aux troubles et aux violences

⁴ M. Bardèche, *Défense de l'Occident*, n 8, Nouvelle série, octobre 1960, p. 6.

⁵ M. Bardèche, *L'Elite européenne*, novembre 1969, n 6, p. 12.

⁶ C. Bourseiller, *Extrême droite. L'enquête*, p. 27.

⁷ Pierre Sidos est le fils de François Sidos (1889-1946), inspecteur général adjoint du maintien de l'ordre pendant la Seconde Guerre mondiale et, à ce titre, fusillé à la Libération. Il se réclame du Francisme, le

généralisés par l'Occident, le gouvernement prononce la dissolution du mouvement, le 31 octobre 1968.

À l'Occident va succéder l'Ordre Nouveau. L'idéologie est la même. Mais, alors qu'à l'Occident marquait la prise de parole et d'initiative d'une nouvelle génération, l'Ordre Nouveau va marquer une fusion entre les nouveaux et les anciens. Alain Robert demande ainsi conseil à François Brigneau. Le nouveau mouvement voit le jour le 15 décembre 1969 à la préfecture de Nanterre où sont déposés les statuts du "centre de recherche et de documentation pour l'avènement d'un ordre nouveau dans les domaines sociaux, économiques et culturels"⁸. Brigneau apporte la légitimité historique et le respect du à la tutelle de l'aîné, le feu de la plume et la violence du verbe. Jean-François Galvaire⁹ se consacre aux tribunes des meetings et aux prises de parole publiques. Les responsabilités organisationnelles, la mutation des équipes militantes et les coups tactiques reviennent à Robert. Mais l'influence la plus forte est celle de François Duprat. Sa culture et son vécu politiques lui permettent de donner au mouvement un fondement doctrinal et une vision stratégique. Le mouvement possède un mensuel, apparu à partir du mois de juin 1971, intitulé *Pour un Ordre Nouveau*, complété, à partir d'octobre 1972, par un hebdomadaire intitulé *Ordre Nouveau Hebdo*. À la périphérie du mouvement se met en place un certain nombre de structures satellites, notamment le G.U.D. (Groupement d'Union de Défense), "groupuscule antisémite et négationniste"¹⁰. La première grande apparition politique d'Ordre Nouveau est un meeting organisé à la Mutualité, le 13 mai 1970. On note les interventions de Camille-Marie Galic au nom du journal *Rivarol* et de François Brigneau au nom du journal *Minute*. En ce qui concerne la scène politique, François Duprat est candidat sur Paris, dans le XX^{ème} arrondissement, à des législatives partielles. Le vrai point de départ dans ce domaine a lieu lors des municipales de mars 1971. C'est l'occasion de mener une propagande intense, de manifester une présence politique et d'indiquer par un signe fort la volonté du mouvement de jouer la carte de la légalité. Les résultats sont assez mauvais: 2,6 pour cent des suffrages à Paris; et 2,2 pour cent à Lille. Un grand meeting parisien, le 9 mars 1971, au Palais des Sports de la porte de Versailles, attire cependant plus de quatre mille

mouvement fasciste de Marcel Bucard, ainsi que de La Milice. Voir notamment J.-Y. Camus, R. Monzat, op. cit., pp. 97-98.

⁸ Cité par J.-C. Cambadélis, E. Osmond, *La France blafarde*, p. 78.

⁹ Avocat proche de Tixier-Vignancour, Jean-François Galvaire est tête de liste Front National aux élections régionales de 1992, en Charente-Maritime. Il est l'auteur, pour *National Hebdo* en particulier (il y tient une rubrique hebdomadaire), de plusieurs articles critiquant la loi Gayssot.

¹⁰ J.-Y. Camus, *Le Front National, histoire et analyses*, p. 122.

personnes. Mais suite à l'activité grandissante du mouvement et aux troubles qu'il génère, le Conseil des Ministres prononce la dissolution d'Ordre Nouveau (en même temps que celle de la Ligue Communiste Révolutionnaire), le 28 juin 1973.

3. La Nouvelle Droite

Autour de cette période, d'autres formations d'inspiration néo-fasciste vont voir le jour et prendre de l'importance au sein de l'extrême droite française. La Nouvelle Droite est certainement le plus controversé, le plus important et le plus influent de ces mouvements. La Nouvelle Droite est fondée par d'anciens militants du groupe Europe-Action (1963-1967), "groupe néo-fasciste français le plus typique des années qui suivirent la fin de la guerre d'Algérie" fondé par Dominique Venner, Jean Mabire, ou Alain de Benoist, plus connu alors sous le pseudonyme de Fabrice Laroche, en pleine période d'agitation soixante-huitarde, et où "maints néo-fascistes, intellectuels et activistes de l'ancienne génération et de la génération intermédiaire" trouvent "un refuge idéologique et organisationnel"¹¹. Apparue en France au printemps de l'année 1968, la Nouvelle Droite est à son apogée une décennie plus tard alors que des mouvements de même inspiration touchent d'autres pays¹². Avec le lancement du *Figaro magazine* par Louis Pauwels, la Nouvelle Droite se voit offrir une tribune d'expression. Jean-Claude Valla¹³ est le rédacteur en chef du magazine. Il s'entoure de nombreux grécistes. Conséquence directe, une polémique sur le vrai visage de la Nouvelle Droite éclate à l'été 1979. De nombreux observateurs, le premier étant Thierry Pfister dans *Le Monde*¹⁴, s'interrogent sur la nature réelle du mouvement et sur son influence sur la société française.

Historiquement, l'apparition de la Nouvelle Droite se concrétise par la création du G.R.E.C.E., le Groupement de Recherches et d'Etudes pour la Civilisation Européenne, association constituée en 1969. Elle est dirigée initialement par Alain de Benoist, ancien de l'organisation Jeune Nation, secrétaire de rédaction du journal *Europe-Action* de 1964 à 1966, ancien responsable de la Fédération des Etudiants Nationalistes, la F.E.N., et du Mouvement National

¹¹ Joseph Algazy, *La Tentation néo-fasciste en France, 1944 -1965*, Paris, Fayard, 1984, p. 264. Voir aussi J.-Y. Camus, R. Monzat, op. cit., pp. 45-46, et P.-A. Taguieff, *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes et Compagnie, 1994.

¹² Voir T. Maricourt, *Les Nouvelles passerelles de l'extrême droite*, p. 18.

¹³ Voir J.-Y. Camus, R. Monzat, op. cit., p. 270.

du Progrès, le M.N.P.; par Dominique Venner, ancien de l'O.A.S., emprisonné pour ses activités, ancien responsable de Jeune Nation, fondateur d'Europe Action en 1963, où se retrouveront nombre d'intellectuels les plus radicaux, également membre du M.N.P. et de Cité-Liberté; par Jean-Claude Valla, ancien responsable régional d'Europe Action, de la F.E.N. et du M.N.P. Lyon, par ailleurs rédacteur en chef du *Figaro magazine*, puis rédacteur au *Choc du mois*; par Jean Mabire, ancien de l'Algérie française et militant du régionalisme normand, journaliste, par la suite, à *Minute* et à *National Hebdo*, auteur d'ouvrages de réhabilitation des Waffens S.S. et autres troupes d'élite du nazisme. Véritable centre d'étude doctrinale, le G.R.E.C.E. concentre son travail sur la reconquête du champ culturel, ce qui l'amène à redécouvrir les théoriciens de l'extrême droite, mais aussi à s'appropriier des auteurs venus de la droite classique, et à récupérer les théories de penseurs de gauche¹⁵.

L'objectif de la Nouvelle Droite, inspiré de Gramsci, consiste à contester à la gauche son hégémonie sur le terrain des idées et de la culture, afin de préparer un nouvel avenir politique. Le qualificatif de droite est fièrement revendiqué et défendu. Les idées se veulent raisonnables et présentables. Dans la réalité, elles se confondent avec des thèses extrêmes déjà connues. L'idéologie du G.R.E.C.E. est un syncrétisme d'influences diverses. Ses membres récusent l'idéologie des Droits de l'Homme et critiquent les utopies libérales et leur conception de l'ordre et de la hiérarchie. Anti-américains, ils rejettent l'égalitarisme et prônent l'élitisme. La référence à la culture européenne et à la Grèce antique est constante. Parallèlement, ils défendent un biologisme scientifique et professent un anti-christianisme virulent. Les références à l'indo-européanisme et aux mythes celtiques sont nombreuses et soulignent le paganisme du mouvement. La Nouvelle Droite prétend fournir une approche nouvelle sur de nombreux points. En réalité, son discours se réfère souvent à des idées anciennes.

Le projet métapolitique du G.R.E.C.E. n'est pas sans rappeler le discours néo-fasciste. Il est d'ailleurs facile de constater que "quasiment tous les collaborateurs de *Nouvelle Ecole* ou d'*Eléments*, malgré la respectabilité que leur procure un poste universitaire ou scientifique de haut niveau, sont ainsi liés plus ou moins directement à des officines néo-nazis"¹⁶. Mais sur les sujets les plus sensibles, la Nouvelle Droite n'hésite pas à se distinguer de théories trop

¹⁴ Voir Thierry Pfister, "La nouvelle droite s'installe", *Le Monde*, 22 juin 1979.

¹⁵ C. Bourseiller, op. cit., p. 40.

¹⁶ T. Maricourt, op. cit., p. 18.

marquées historiquement. Ainsi, elle rejette le racisme suprématiste qui affirme l'inégalité des races du point de vue de leur développement. Quand le grand ennemi des néo-nazis européens demeure le métissage, qui est vu comme une attaque contre la communauté aryenne, la Nouvelle Droite défend un racisme beaucoup plus sophistiqué qui s'appuie sur le principe de "l'égalité dans la différence raciale". Les races inférieures ne sont plus combattues et le rapport aux autres races n'est plus vécu dans un contexte de rivalité ou d'antagonisme. La séparation n'est plus justifiée par la supériorité des blancs ou des Aryens mais par une revendication identitaire et culturelle. "Les structures profondes de la mentalité raciste" semblent "s'être adaptées aux conditions de la communication doxique, en se réinvestissant dans le lexique de la diversité, de la différence et de l'identité"¹⁷. Le racisme demeure, mais il est présenté comme une méthode égalitaire et positive pour toutes les races. Parallèlement, le dépassement de soi et le culte du héros viril continue de renvoyer ouvertement à l'idéal S.S..

En dehors du G.R.E.C.E., d'autres ateliers de réflexion contribuent aussi à l'évolution idéologique de la Nouvelle Droite. C'est le cas notamment du Club de l'Horloge. En 1974, un certain nombre d'animateurs du G.R.E.C.E. refusent de suivre Alain de Benoist dans son paganisme et dans son rejet du libéralisme. Se réclamant d'une droite classique, ils entendent synthétiser libéralisme et nationalisme identitaire. Surtout, le Club de l'Horloge sera le principal vivier de personnalités de la Nouvelle Droite qui rejoindront le Front National. Si Pierre Vial est le plus notoire transfuge du G.R.E.C.E., Bruno Mégret, Jean-Yves Le Gallou ou Yvan Blot, fondateurs du M.N.R. au moment de la scission avec le Front National, seront les trois principales personnalités horlogistes à rejoindre la formation frontiste.

4. Les groupuscules néo-nazis

Dans une optique plus ouvertement fasciste, les Faisceaux Nationalistes Européens apparaissent au début des années 80. Héritiers de la Fédération d'Action Nationale et Européenne, présidée par Marc Fredriksen et dissoute en septembre 1980¹⁸, peu après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, les F.N.E. se réclament ouvertement du national-socialisme et d'Hitler. Ecrit en 1979, le Programme de la F.A.N.E. leur tient toujours

¹⁷ P.-A. Taguieff, *La Force du préjugé: essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, Gallimard, 1990, p. 331.

¹⁸ Voir J.-Y. Camus, R. Monzat, op. cit., pp. 46-48.

lieu de plate-forme d'action. Leur priorité est la défense de la race blanche. Ce qui sous-entend une nécessaire unité européenne. La forme politique souhaitée est une sorte d'Etat-parti omniscient et totalitaire qui défendrait une vision raciale et biologique de la société. A la même époque, le Parti Nationaliste Français, ou P.N.F., créé en 1983 et proche du journal *Militant*, puis le Parti Nationaliste Français et Européen, ou P.N.F.E., créé en 1985 et né de la scission du P.N.F., voient le jour et remplissent le rôle joué jusqu'alors par la F.A.N.E.. Contrairement aux Faisceaux Nationalistes Européens, le P.N.F. comme le P.N.F.E. ne se réclament pas ouvertement de l'hitlérisme. Ces organisations fondent cependant tout leur programme sur l'idée de défense de la race.

II. Le soutien et l'adhésion de *Rivarol* et François Brigneau au "révisionnisme", reflets de la position des néo-fascistes français?

Tous les mouvements étudiés précédemment sont, au même titre que Maurice Bardèche, *Rivarol* ou François Brigneau, les descendants des collaborationnistes parisiens des années 40 et de la rupture avec les idées maurrassiennes. Ils représentent eux aussi la tendance fasciste et national-socialiste. La position de *Rivarol* et Brigneau en matière de "révisionnisme" reflète-t-elle pour autant la position de la tendance néo-fasciste en France?

1. Un antisémitisme inspiré des thèses national-socialistes

En matière d'antisémitisme, il est clair que les mouvements néo-fascistes défendent un antisémitisme racial directement hérité des théories national-socialistes. Ils sont largement sensibles à l'antisémitisme économique et dénoncent inlassablement le pouvoir et l'influence des juifs dans les milieux économiques et les milieux des médias. Mais l'extrémisme de leurs vues en la matière découle tout droit des thèses raciales propres au nazisme. Certes, l'approche différentialiste de la Nouvelle Droite en terme de racisme peut laisser imaginer une approche différente de celle des autres mouvements sur la question juive. En réalité, le traitement de

l'antisémitisme n'a pas évolué parallèlement à celui destiné au racisme. L'antisémitisme n'est pas devenu différentieliste: le juif reste un ennemi, un antagoniste, un paria. L'antisionisme et l'opposition systématique à Israël, issus notamment de la Guerre des Six jours, ont remis au goût du jour les vieux démons antisémites néo-nazis. Ce qui explique en grande partie le soutien de l'extrême droite fasciste française à la cause palestinienne ou à l'Irak de Saddam Hussein lors de la Guerre du Koweït. En matière d'antisémitisme, les positions prises par Brigneau et *Rivarol* sur la période de notre recherche reflètent donc bien la position d'ensemble des mouvements néo-fascistes français. La filiation historique explique en grande partie cette situation. Brigneau et *Rivarol* ont toujours été proches de Bardèche et de *Défense de l'Occident*. De même, ils furent impliqués dans la création et la mise en place d'Ordre Nouveau. Les points de concordance idéologique avec le programme de la F.A.N.E ou certains écrits de la Nouvelle Droite sont évidents. De manière directe ou indirecte, Brigneau et *Rivarol* ont été au cœur du renouveau des mouvements néo-fascistes français.

2. "Révisionnisme" et groupuscules néo-nazis: une adhésion sans équivoque

En matière de "révisionnisme", la situation n'est guère différente. La totalité des mouvements d'inspiration fasciste français soutient les thèses "révisionnistes"; peut-être pas avec la même passion que François Brigneau ou Robert Poulet, mais avec une assurance qui ne laisse aucune place au doute. Occident n'hésite pas à dénoncer, au sujet de la Shoah, "l'imposture et l'hypocrisie de nous 'mettre à dos' Auschwitz, Dachau, Buchenwald et d'inventer la fable des six millions de morts"¹⁹. La F.A.N.E., le P.N.F., le P.N.F.E., l'Œuvre française de Pierre Sidos²⁰ ou le journal *Militant* soutiennent eux aussi les thèses "révisionnistes". A l'été 1967, Pierre Sidos assiste, au côté de Maurice Bardèche ou d'Henri Coston, aux obsèques de Paul Rassinier. L'Œuvre française comme la F.A.N.E. utilisent ouvertement les thèses "révisionnistes" dans leurs discours et leurs publications²¹. En 1975, la F.A.N.E. publie le classique "révisionniste", *Le Mensonge d'Auschwitz*. C'est Michel Caignet, un de ses membres qui se charge de la traduction. Dix ans plus tard, il s'occupe, avec Serge Thion et Robert

¹⁹ *Occident Universités*, Paris, n 3.

²⁰ L'Œuvre Française est fondé le 6 février 1968 et subit longtemps l'influence de François Duprat. Le mouvement défend un fascisme très catholique dont les modèles seraient Franco, Salazar et Pétain. Voir notamment J.-Y. Camus, R. Monzat, op. cit., pp. 286-289.

²¹ Voir V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, p. 313.

Faurisson, de la traduction du *Mythe d'Auschwitz*, de Wilhelm Stäglich. Alain Renault, un des plus proches collaborateurs de François Duprat, écrit, pour *Militant*, un article ouvertement *négationniste*, au moment de l'affaire Darquier. Selon lui, "l'histoire officielle" sur la Shoah est une "affabulation". Les juifs sont des "nouveaux inquisiteurs" qui "bâillonnent les Français"²² dans leur propre pays. Vincent Reynouard, professeur de mathématiques-physique dans un lycée d'enseignement professionnel à Geneville-sur-Honfleur, révoqué de l'Education nationale en avril 1997 pour une affaire d'écrits "révisionnistes" retrouvés sur le disque dur de l'établissement²³, a milité au sein du P.N.F.E..

3. "Révisionnisme" et Nouvelle Droite: une adhésion plus discrète

Le soutien de la Nouvelle Droite aux thèses "révisionnistes" est plus subtil. Officiellement, ni le G.R.E.C.E., ni le Club de l'Horloge ne s'intéressent au "révisionnisme" qui apparaît comme un sujet tourné vers le passé, alors que les deux organisations cherchent au contraire à passer pour des mouvements modernes et tournés vers l'avenir. Mais la réalité est plus ambiguë. La filiation historique du G.R.E.C.E. avec Europe Action laisse supposer de forts penchants "révisionnistes". Europe Action publie, en 1963, une brochure intitulée *Qu'est-ce que le nationalisme?* qui conseille la lecture de l'ouvrage de Paul Rassinier, *Le Véritable procès Eichmann*, afin de découvrir "la réalité des camps allemands de la Seconde Guerre mondiale au sujet desquels les passions et les intérêts ont déformé la réalité"²⁴. Alain de Benoist ou Jean Mabire écrivent aussi pour *Défense de l'Occident*, la revue de Bardèche, dans les années 60. Pour autant, les convictions "révisionnistes" de beaucoup de membres du G.R.E.C.E. ne sont pas mises en avant. "Le G.R.E.C.E. représente un des vecteurs du négationnisme sous sa forme larvée"²⁵. Malgré l'opposition déclarée de certains membres²⁶, il est clair que beaucoup de grécistes soutiennent les thèses "révisionnistes". Bernard Notin fait partie du Comité de

²² Alain Renault, "La nouvelle inquisition", *Militant*, janvier-février 1979, pp. 4-5.

²³ Les textes incriminés remettent en question le massacre d'Oradour-sur-Glane et nient l'extermination des juifs. Reynouard est également à la tête de l'Association Normande pour l'Eveil du Citoyen, une association "révisionniste".

²⁴ *Qu'est-ce que le nationalisme?*, n 5, avril 1963, p. 54.

²⁵ V. Igounet, op. cit., p. 418.

²⁶ Georges Charbonneau écrit dans le bulletin de liaison du G.R.E.C.E., *Le Lien*, en été 1990, que "Négationniste, la Nouvelle Droite ne l'a jamais été" et que "le G.R.E.C.E. ne soutiendra pas les négationnistes". Voir *Revue d'histoire révisionniste*, novembre-décembre 1990-janvier 1991, n.3, p. 211-212.

patronage de la *Nouvelle Ecole*; tout comme Jean-Claude Rivière, professeur de grammaire à l'université de Nantes, membre du jury qui attribua la mention très bien à la thèse "révisionniste" d'Henry Roques. Jean-Claude Valla, membre du comité de rédaction de *Nouvelle Ecole*, affirme au début des années quatre-vingt dix, qu'il a "acquis depuis longtemps la certitude que les révisionnistes avaient raison"²⁷. David Irving, l'historien britannique mis en cause pour des écrits "révisionnistes" à la fin des années quatre-vingt dix²⁸, fait lui aussi partie du comité de patronage de la *Nouvelle Ecole*.

Du côté du Club de l'Horloge, cette recherche a montré que Jean-Yves Le Gallou a signé un article *relativiste* pour le quotidien *Présent*. Surtout, Le Gallou est un ami personnel d'Henry Roques et la femme de ce dernier était conseillère municipale de Colombes, élue sur la liste de Le Gallou lorsque celui-ci était encore au Front National²⁹. En privé, il n'hésite pas à reprendre à son compte les arguments matériels de Faurisson sur l'impossibilité de fonctionnement des chambres à gaz. C'est en tous cas ce que prétend Françoise Bernard, secrétaire générale adjointe du groupe Front National au Palais-Bourbon de 1986 à 1988, et qui a partagé le bureau de Le Gallou au cours de cette période. Elle affirme que ce dernier a essayé de lui expliquer "crayon à la main, que les chambres à gaz n'avaient pas existé telles qu'on les avait décrites et que le nombre de juifs gazés, passés au four crématoire, n'avait pu être aussi élevé"³⁰. Bruno Mégret constate, lors de la polémique sur la loi Gayssot, "qu'interdire à certains de douter d'une vérité 'officielle' et les pourchasser sans autre forme de procès revient à établir en France un délit d'opinion"³¹ et que "le 'révisionnisme' concerne les historiens et leurs débats"³². Au même moment, il estime que l'abrogation de la loi Pleven permettrait la remise en cause de "toutes les idées, tous les tabous, tous les mythes résultant de l'après-guerre"³³. Il préface aussi, en février 1993, l'ouvrage du dessinateur ouvertement

²⁷ Jean-Claude Valla, "Droit de réponse", *Revue d'histoire révisionniste*, février-avril 1991, n.4, p. 12

²⁸ David Irving est l'auteur de divers ouvrages controversés sur Hitler et sur Churchill et la responsabilité de ce dernier dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Il a rencontré Robert Faurisson au cours du congrès de l'Institute for Historical Review, en septembre 1983, et a été sensibilisé aux thèses "révisionnistes" avec la lecture du rapport Leuchter.

²⁹ Voir V. Igounet, op. cit., p. 491.

³⁰ Voir "Le Front National. La nébuleuse", reportage cité. V. Igounet, op. cit., p. 601.

³¹ Entretien avec Bruno Mégret, "Le Front National n'est pas prêt à perdre son âme", *Le Choc du mois*, juin 1990, p. 26.

³² Ibid.

³³ B. Mégret, "C'est l'ensemble de l'Etablissement hérité de l'après-guerre qui est malade", *Présent*, n.2083, 2 juin 1990, p. 3.

"révisionniste" Konk³⁴, *Konk fait de la résistance*. Yvan Blot aurait également participé à une réunion "révisionniste" sur le thème "Le complot d'Auschwitz", à Munich, en 1990³⁵. L'adhésion et le soutien de François Brigneau et de *Rivarol* aux thèses "révisionnistes" reflètent donc bien la position de l'ensemble des différentes sensibilités du courant néo-fasciste français.

III. Une situation complexe et en phase de mutation

Au niveau de la presse d'extrême droite, il est clair que le soutien aux thèses "révisionnistes" est générationnel. François Brigneau et les principaux écrivains "révisionnistes" de *Rivarol* (Camille-Marie Galic, Robert Poulet,...) ont tous vécu la Seconde Guerre mondiale et, en ce sens, ils font directement partie du courant collaborationniste parisien, même s'ils n'en furent pas des personnalités marquantes. Le chapitre 8 de cette recherche a montré que leur "révisionnisme" est un "révisionnisme" de disculpation. Leur adhésion et leur soutien sont logiques. Le "révisionnisme" est un combat commencé, par un des leurs, Maurice Bardèche, beau-frère de Robert Brasillach, une des principales figures de la collaboration parisienne. Parmi les écrivains plus jeunes, aucun ne s'implique dans une entreprise de mise en avant ou de défense des thèses "révisionnistes" par le biais des principales publications de la presse traditionnelle d'extrême droite. La nouvelle génération défend les mêmes idées et principes que Brigneau ou Poulet sur les thèmes généraux. Mais elle ne reprend pas, dans les principaux journaux d'extrême droite et sur la période de cette recherche (1978-1990) en tous cas, les arguments "révisionnistes" de ses aînés.

³⁴ Ancien illustrateur du *Monde*, du *Matin de Paris* ou de *L'Événement de Paris*, Konk publie, en 1986, *Aux voleurs*, ouvrage de caricatures diverses, parmi lesquelles plusieurs dessins "révisionnistes". Il devient rapidement l'illustrateur de *National Hebdo*. Il a aussi illustré le quatrième de couverture de *Droit et Histoire*, l'ouvrage de Pierre Guillaume.

³⁵ C'est l'hebdomadaire allemand *Stern* qui publie, au printemps 1992, une photo de Blot, lors de cette réunion, au côté d'Edwald Althans, responsable néo-nazi allemand et organisateur de la réunion. Blot nie l'existence de cette rencontre dans "Correspondance. Une lettre de M. Blot", *Le Monde*, 23 mars 1992. Blot affirme avoir, le

1. La place centrale de François Duprat

L'adhésion de François Brigneau et de *Rivarol* s'inscrit pourtant dans un combat de dimension mondiale. Le phénomène "révisionniste" dépasse les frontières et les soutiens de Brigneau et de *Rivarol* font écho à des évolutions comparables aux Etats-Unis ou en Allemagne. Les initiatives, nombreuses, de l'Institute for Historical Review aux Etats-Unis ou les polémiques, ces dernières années, autour des travaux de David Irving en Grande-Bretagne mettent en lumière ce phénomène. En la matière, François Duprat fut, en France, celui qui travailla le plus à faire tomber les frontières, en traduisant et en publiant des auteurs comme Richard Harwood, l'auteur du livre *Did Six Millions really die?* ou Thies Christophersen, l'ancien sous-officier S.S. qui a écrit *Die Auschwitz Lüge*. A ce titre, il est le personnage central du "révisionnisme" au sein du courant néo-fasciste français. Maurice Bardèche en est l'instigateur mais il ne fut pas un vecteur de transmission des théories "révisionnistes" aussi actif et aussi puissant que Duprat. Brigneau ne fait que continuer l'œuvre de Duprat, avec un verbe et une truculence supérieurs, mais un activisme et une rigueur intellectuelle bien moindres. Il ne s'implique pas directement dans la mise en place des thèses "révisionnistes" même s'il émet parfois quelques idées originales, tournant toutes autour de l'idée de complot. Surtout, ni Bardèche, ni Brigneau ne génèrent la même dynamique et le même enthousiasme autour des thèses "révisionnistes". Duprat est en quelque sorte le descendant direct de Bardèche mais le travail de ce dernier se limite principalement à ses livres et à la publication de *Défense de l'Occident*. Historiquement, *Nuremberg ou la terre promise*, *Qu'est-ce que le fascisme?* ou *Défense de l'Occident* sont des étapes essentielles de l'histoire de l'extrême droite d'après-guerre. Mais, ils ne furent pas à l'origine d'un large soutien. La période, l'après-guerre, s'y prêtait mal et Bardèche, bien que reconnu, demeura esseulé. De la même façon, Brigneau n'obtient jamais, à part dans les colonnes de *Rivarol*, le soutien escompté des autres écrivains de la presse d'extrême droite sur ce thème. Personne ne l'épaule vraiment dans son travail acharné pour augmenter le champ d'influence des thèses "révisionnistes". Les orientations et les références changeantes de Brigneau, phénomène étudié précédemment, sont sans doute en partie responsables de cette situation.

jour des faits incriminés, assisté à une session plénière du conseil général du Pas de Calais dont il est conseiller général. Ce que la feuille d'émargement de la session confirme.

A l'inverse, l'influence de François Duprat et la dynamique qu'il génère en matière de "révisionnisme" au sein du courant néo-fasciste français sont uniques. Il écrit bien sûr des articles pour *Défense de l'Occident* ou *Rivarol*, publie ses propres écrits et des publications d'écrits "révisionnistes" étrangers. Surtout, il va propager les idées "révisionnistes" autour de lui au sein de tous les mouvements dans lesquels il va s'impliquer. Alain Renault, dont nous avons déjà parlé, écrit en septembre 1980, dans *Militant*, après l'explosion d'une bombe dans le quartier juif d'Anvers:

Autre bombe, celle d'Anvers. Plus exactement, une grenade jetée distraitemment par un Palestinien sur un groupe d'adolescents juifs, progénitures en balade de diamantaires d'Anvers. Remarquez tout d'abord qu'on peut s'étonner de l'existence d'une descendance dans cette communauté de modestes tailleurs de verroterie, puisqu'on nous affirme qu'elle fut entièrement exterminée par les vilains S.S. du défunt Führer. On ne saurait, c'est bien connu, discuter la véracité de l'Holocauste: il doit donc s'agir d'une génération spontanée³⁶.

Le ton est plus ironique, mais l'influence de Duprat est évidente. De même, Duprat est directement à l'origine des prises de positions "révisionnistes" d'Occident et d'Ordre Nouveau. A l'époque, des personnes comme François Brigneau ou Alain Robert commencent alors à s'impliquer plus ouvertement en faveur des thèses "révisionnistes". Son passage au Front National lui permet là-encore d'accroître la popularité des idées "révisionnistes". C'est à cette époque que Jean-Marie Le Pen commence à s'intéresser aux thèses "révisionnistes" et à se laisser séduire.

Par rapport à Maurice Bardèche ou François Brigneau, François Duprat possède la caractéristique de faire partie de la génération suivante, celle qui n'a pas connu la Seconde Guerre mondiale de manière directe ou active. Il est plus difficile de voir dans ses prises de positions "révisionnistes" une tentative de disculpation. Son statut d'historien, son implication idéologique et son activité incessante apportent à ses initiatives personnelles, et donc au "révisionnisme", une crédibilité nouvelle. François Duprat représente pour le courant néo-fasciste, ce que Robert Faurisson incarne pour le mouvement "révisionniste" dans son ensemble: un personnage décisif. De toute évidence, la mort de François Duprat marque une rupture dans la propagation des idées "révisionnistes" au sein du courant néo-fasciste français.

³⁶ A. Renault, "Sur mes tablettes", *Militant*, septembre 1980, p. 13.

Quelle serait aujourd'hui la position d'un mouvement comme le Front National en la matière si Duprat était toujours vivant? Dans *Histoire du négationnisme en France*, Valérie Igounet met en avant l'intégration du discours "révisionniste" dans la rhétorique frontiste. Elle montre que le "révisionnisme" est devenu un élément à part entière de l'idéologie du Front National³⁷. Cette recherche a mis en lumière les réactions de soutien et d'adhésion d'une certaine frange de la presse amie du Front National aux thèses "révisionnistes". Les trois journaux les plus proches du parti frontiste, en l'occurrence *National Hebdo*, *Présent* et *Rivarol*, sont aussi les plus enclins à afficher ce soutien. Les "dérapages", volontaires ou non, de Jean-Marie Le Pen, confirment l'existence de liens entre le Front National et le "révisionnisme". Ceux-ci ne s'arrêtent pas là. Eric Delcroix, l'avocat des "révisionnistes" et "révisionniste" lui-même ou Xavier Schleiter, le neveu de Robert Faurisson et membre du G.R.E.C.E., sont candidats officiels du F.N. lors des législatives, au printemps 1997 (le premier pour la deuxième circonscription de l'Oise, le second pour la dix-huitième circonscription de Paris³⁸). Michel Duchochois, secrétaire départemental F.N. de l'Ariège, dénonce "le tintamarre médiatique incroyable autour de ce qu'ils [les juifs] appellent 'l'holocauste', dans le but principal de récupérer, et au-delà, le terrain perdu en argent et en situation"³⁹. Mais si le soutien du Front National au "révisionnisme" est évident, il est également clair qu'il n'est en aucun cas officiel ou explicite. Duprat aurait-il réussi à faire de ce thème un des axes officiels du combat historique frontiste? Se serait-il retiré, volontairement ou contraint, pour laisser libre champ à un discours plus policé des dirigeants du Front National? Son décès laisse cette question en suspend.

2. Une nouvelle génération plus féroce

Depuis la fin des années 80, une nouvelle génération de "révisionnistes" est apparue. Idéologiquement, ce sont des néo-fascistes et ils défendent les thèses national-socialistes. Olivier Mathieu, un de ses principaux membres, qualifie lui-même le phénomène de "post-révisionnisme". Son moyen d'expression est le mensuel *Révision*, fondé en mars 1989 et dirigé par Alain Guionnet. François Brigneau et *Rivarol*, esseulés et vieillissants au sein de la presse

³⁷ Voir V. Igounet, op. cit., pp. 489-546.

³⁸ Voir Renaud Dely, "Des candidats F.N. au passé très chargé", *Libération*, 11 mai 1997.

d'extrême droite, les nouveaux "révisionnistes" de la branche néo-fasciste ne sont pas les descendants de Brigneau ou de Camille-Marie Galic, mais bien ceux de François Duprat. Cette génération suit celle de Duprat mais, comme ce dernier, elle n'a pas directement connu la Seconde Guerre mondiale. Ce nouveau "révisionnisme" ne diffère guère, sur le fond, du "révisionnisme" de Duprat et de Faurisson dans la mesure où il nie lui aussi l'existence des chambres à gaz et du génocide des juifs par les nazis. Mais il existe une différence d'approche notable. Ce "révisionnisme déculpabilisé" ne se cache plus derrière les expressions "sionistes" ou "juifs extrémistes" pour dénoncer ouvertement les juifs⁴⁰. "La référence était *Annales d'Histoire Révisionniste*, revue d'influence faurissonnienne, dont le discours se caractérisait par une certaine prudence. Aujourd'hui, *Révision* (...) pratique un discours visant directement les juifs en tant que tels"⁴¹. Le "post-révisionnisme" conçoit uniquement la négation des chambres à gaz dans la perspective d'une stratégie de totale révision de l'histoire du monde. Cette dernière a été jusqu'à présent complètement déformée par le judaïsme et il faut par conséquent la "réviser" de fond en comble. L'ambition des "post-révisionnistes" est ouvertement plus élevée que celle des faurissonniens, leur stratégie plus large et plus générale. Selon eux, Faurisson et ses amis ont tort de "concentrer leur propos sur les foutues chambres à gaz et leur prétendu génocide des juifs de la dernière guerre"⁴². Il "est grand temps maintenant de poser les vraies questions, portant sur la mystification de l'histoire"⁴³. Le plus notable coup d'éclat de la branche "post-révisionniste" est la publication par *Révision* des *Protocoles des Sages de Sion*, quelques soixante-dix ans après la découverte de ce "faux". *Révision* présente d'ailleurs les *Protocoles* comme un document absolument authentique et réactive ainsi le mythe du complot juif:

Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possible, au royaume d'Israël. D'autant plus qu'il est des gens qui sont aveugles, et qui ne s'aperçoivent pas que la plupart des organes de pouvoir en France sont aux mains d'Israël et de ses sages. A tel point qu'il se pourrait que la "conquête pacifique de l'univers" par les Sages de Sion soit bientôt parachevée⁴⁴.

³⁹ Michel Duchochois, "Racistes de droit divin?", *Le Réveil de l'Ariège*, janvier 1991, n.13, cité par *Le Monde*, 30 juin-1^{er} juillet 1991.

⁴⁰ Voir P.-A. Taguieff, "La nouvelle judéophobie", op. cit., pp. 37-41.

⁴¹ Ibid., p. 38.

⁴² Alain Guionnet, *Révision*, n.1, mars 1989, p. 1.

⁴³ Attila Lepage, pseudonyme d'Alain Guionnet, "Le post-révisionnisme", *Révision*, juillet-août 1989, n.5-6, pp. 21-23.

⁴⁴ A. Lepage, "Editorial", *Révision*, septembre 1989, n.7, p. 2.

Mais le point le plus important est ailleurs, dans la mesure où *Révision*, par cette publication, réactive un antisémitisme extrême. Ainsi comme l'affirme Pierre-André Taguieff, "la republication (...) des *Protocoles* (...) marque le retour d'un discours anti-juif direct: judéophobie radicale et sans fard, telle qu'on ne la trouvait guère, depuis le procès de Nuremberg, que dans la propagande soviétique ou dans celle de certains pays arabes (auxquels l'Iran s'est joint depuis quelques années)"⁴⁵. Les "post-révisionnistes" se révèlent être des enfants turbulents, "sans souci d'une respectabilité autre que celle qu'ils acquièrent au sein de petits groupes néo-nazis"⁴⁶. En cela, ils sont bien les descendants directs de François Duprat.

A ce stade de l'analyse, il est possible de faire un parallèle avec la situation des collaborateurs et des collaborationnistes en France. Les fidèles de Pétain et des idées Maurras furent dépassés à l'époque de la Seconde Guerre mondiale par une génération plus bruyante et plus extrême. Les rôles ont été inversés et aujourd'hui, ce sont les amis de François Brigneau et de *Rivarol* qui sont débordés par une génération plus active et plus ouvertement extrême dans la sphère néo-fasciste. Dans un sens, la mort de Duprat a retardé l'émergence d'un pôle plus jeune, plus extrême. Surtout, le "révisionnisme" des néo-fascistes français a changé de nature. Ce n'est plus un "révisionnisme" de disculpation mais un révisionnisme tourné vers le futur, plus direct, destiné à ouvertement soutenir un renouveau des idées national-socialistes.

⁴⁵ P.-A. Taguieff, op. cit., p. 38.

⁴⁶ T. Maricourt, op. cit., p. 167.

CHAPITRE 11. QUELQUES REFLEXIONS SUR LA DICHOTOMIE DROITE-GAUCHE

"L'extrême droite demeure le meilleur terreau pour fertiliser le négationnisme"¹. Les articles étudiés ont montré les liens entre les idéologies d'extrême droite et le "révisionnisme" et la remarque de Valérie Igounet est donc parfaitement légitime. Pourtant, certaines personnalités et certains mouvements de la gauche et de l'ultra-gauche participent aussi à la propagation du mensonge "révisionniste".

I. Une dichotomie héritée de l'antisémitisme

L'antisémitisme est très souvent perçu, en France, comme un phénomène propre à l'extrême droite ou à la droite. La réalité est différente et beaucoup d'articles traités dans cette recherche ont souligné à juste titre les liens entre certaines idéologies et certains hommes de gauche, et l'antisémitisme. L'antisémitisme a ainsi maintes fois transcendé le clivage traditionnel droite-gauche.

1. Nature de l'antisémitisme de gauche

C'est à travers une critique économique et sociale que les hommes de gauche vont manifester leur antisémitisme. La judéophobie sera essentiellement liée à une position de lutte des classes, un amalgame entre capitalisme et judaïsme. Karl Marx lui-même, alors qu'il est juif, dénoncera le place prise par les juifs au sein de la bourgeoisie capitaliste. Pour nombre de socialistes d'alors, les juifs semblent aptes, "originellement" en quelque sorte, à acquérir des richesses, et

¹ V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, p. 561.

l'exploitation capitaliste de la classe ouvrière aurait été en partie leur faute². Plusieurs événements ont créé les conditions de cet antisémitisme de gauche. Au cours du XIX^{ème} siècle, la nation devient l'élément central et le ciment social de nos sociétés. L'émancipation, qui donne aux juifs les mêmes droits que les autres citoyens, a principalement pour but de faire disparaître le particularisme juif qui menace la cohésion des diverses nations. Parallèlement, l'industrialisation s'accompagne de profondes transformations économiques et sociales. Détestés auparavant en raison de leur religion et de leurs différences, les juifs le seront désormais aussi en fonction de l'argent qu'ils sont censés gagner et de la position sociale qu'ils sont censés tenir:

Dans la France du XIX^{ème} siècle, l'antisémitisme se répand dans les rangs des partisans de la gauche ouvrière, au nom de l'anticapitalisme et de la lutte contre la bourgeoisie. Il s'apparente à un élément de révolte contre l'ordre établi. La haine des juifs devient une force révolutionnaire, une puissance mobilisatrice en direction de l'électorat populaire³.

Les antisémites de gauche expliquent le triomphe des juifs par l'argent. A leurs yeux, les juifs représentent désormais le mensonge de la société libérale ou la corruption⁴ et les financiers juifs sont censés gouverner, dans l'ombre et sans responsabilité, les finances de l'Etat. Pour les antisémites de gauche, la famille Rothschild devient le symbole ultime de la puissance économique, financière et sociale des juifs. Les partisans du "syndicalisme révolutionnaire" et d'un "certain conformisme d'extrême gauche" voient dans l'antisémitisme un "élément fondamental de la révolte contre (...) la démocratie libérale et la société bourgeoise"⁵.

Mais l'affaire Dreyfus modifie les positions et fait de l'antisémitisme un thème rejeté par une grande partie de la gauche française. La Première Guerre mondiale et l'Union Sacrée qui en découle s'accompagnent d'un recul de l'antisémitisme en France et la gauche, comme la majorité de la droite d'ailleurs, s'en détournent. Parallèlement à l'apparition des thèses national-socialistes, une frange de la gauche française se laisse à nouveau séduire par l'antisémitisme. A l'approche de la guerre, certaines personnalités vont même plus loin et rejoignent ou créent des formations politiques d'inspiration fasciste. Quelques historiens se

² Voir T. Maricourt, *Les Nouvelles passerelles de l'extrême droite*, p. 57.

³ V. Igounet, op. cit., p. 67.

⁴ Voir L. Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme. De Voltaire à Wagner*, tome 3, Paris, Le Seuil, 1991, pp. 432, 440, 467.

⁵ Z. Sternhell, *La Droite révolutionnaire 1885-1914*, p. 223.

sont attachés à mettre en lumière cette situation, comme Philippe Burrin (à travers les exemples de Marcel Déat, Jacques Doriot et Gaston Bergery) ou Pascal Ory⁶. Sans aller jusqu'à ces cas extrêmes, il convient de constater qu'un nombre important d'hommes de gauche ont voté les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. A ce titre, ils furent complices du régime de Vichy dans la mise en place des premières mesures anti-juives.

2. Après la Seconde Guerre mondiale

La victoire des Alliés et la découverte progressive de la Shoah mettent visiblement fin à cet antisémitisme de gauche. Pendant les années d'après guerre, il réapparaît en Union soviétique. Le régime stalinien fait pression sur la communauté juive par différents moyens. Les procès politiques et les purges visent parfois directement les juifs. Tous les accusés sont ainsi juifs lors du célèbre procès Slansky. Les communistes français cautionnent les pratiques de Moscou. Cependant, ils ne se livrent pas eux-mêmes à des attaques contre les juifs en France. Mais le conflit israélo-palestinien va nourrir, à gauche comme à droite, des critiques virulentes à l'égard de la politique israélienne. La Guerre des Six jours donne ainsi lieu à l'émergence d'un antisionisme qui vise principalement Israël et sa politique impérialiste. Christian Delacampagne, dans le tome quatre de *L'Histoire de l'antisémitisme* de Léon Poliakov, analyse cette évolution en écrivant que "l'antisionisme ne s'accompagne pas automatiquement d'hostilité envers les juifs" mais "qu'on ne peut nier qu'il ait de plus en plus souvent servi, depuis 1967, d'alibi à la résurgence d'un antisémitisme qui n'a pas été seulement de droite mais également de gauche"⁷.

II. Une spécificité française

A l'image de l'antisémitisme, le "révisionnisme" transcende également le clivage droite-gauche. L'exemple le plus notoire est bien entendu celui de Paul Rassinier qui était socialiste. Son

⁶ Voir Philippe Burrin, *La Dérive fasciste: Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Le Seuil, 1986, et Pascal Ory, *Les Collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Le Seuil, 1980.

⁷ C. Delacampagne, "L'antisémitisme en France", op. cit., p. 140.

orientation politique a été évoquée dans la première partie de ce travail, et de nombreux articles de François Brigneau, de *Rivarol* ou de quelques autres le soulignent. C'est ce qui permit au "révisionnisme" de sortir de l'impasse dans laquelle le seul travail de Bardèche l'aurait vraisemblablement laissé. Néanmoins, le cas de Rassinier, homme de gauche car socialiste, est le témoignage d'une initiative personnelle. Ce n'est pas le cas de La Vieille Taupe.

1. La Vieille Taupe

Le rôle de Pierre Guillaume et de la maison d'édition La Vieille Taupe est tout à fait primordial dans la mise en place et la propagation des thèses "révisionnistes" en France. "Sans Pierre Guillaume et ses amis de la gauche libertaire, cette aventure n'aurait pas eu de suite après la disparition de Rassinier en 1967"⁸ affirme ainsi Robert Faurisson.

Originellement, La Vieille Taupe est une librairie doublée d'un petit groupe de réflexion politique informel qui voit le jour à l'automne 1967 (même si la création de la librairie même date de septembre 1965, rue des Fossés-Saint-Jacques, à Paris), et qui propose des textes fondamentaux du mouvement ouvrier révolutionnaire, de l'ultra-gauche et de l'Internationale situationniste. Fondé par Pierre Guillaume⁹ et Jacques Baynac, le mouvement de La Vieille Taupe change d'orientation quand Pierre Guillaume découvre *Le Mensonge d'Ulysse* de Paul Rassinier et réédite *Auschwitz ou le grand alibi* d'Amadéo Bordiga, ancien dirigeant du parti communiste italien. L'orientation "révisionniste" prise par le mouvement est telle que Baynac et les membres fondateurs quittent le groupuscule en 1970. La librairie ferme ses portes en 1972. Les efforts de Pierre Guillaume et de ses proches amis ne cessent pas pour autant. Ils deviennent néanmoins plus sporadiques et s'interrompent par moment.

L'affaire Darquier de Pellepoix et l'affaire Faurisson vont relancer l'activité de Pierre Guillaume et de La Vieille Taupe. En 1978, Guillaume s'engage à éditer, à compte personnel,

⁸ R. Faurisson, "Les révisionnistes proposent un débat public", *Annales d'histoire révisionnistes*, printemps 1988, n.4, p. 18.

⁹ Pierre Guillaume est né le 22 décembre 1940, à Rambervillers, dans les Vosges. Ancien militant de l'U.N.E.F. (Union Nationale des Etudiants de France), il a participé à "Socialisme ou Barbarie", au début des années soixante. Il appartient au petit groupe Pouvoir ouvrier quand il crée La Vieille Taupe, en 1965.

Le Mensonge d'Ulysse, l'ouvrage de Paul Rassinier. La Vieille Taupe devient alors une petite maison d'édition. Son objectif est limité dans le temps puisqu'il ne concerne que la publication de cet ouvrage. Mais suite aux critiques adressées à Rassinier lors de l'affaire Darquier par Pierre Viansson-Ponté ou Jean-Pierre Pierre-Bloch¹⁰, Guillaume décide de recontacter quelques anciens de La Vieille Taupe. Avec l'aide de quelques nouveaux membres, principalement les militants de *La Guerre sociale*, revue d'ultra-gauche dont le responsable de la publication est Joseph Benhamou¹¹, celle-ci se reconstitue. Parallèlement, Guillaume entend Faurisson à la radio, fin 1978, et décide de le rencontrer. De là naît l'association entre Faurisson et La Vieille Taupe. Celle-ci va se révéler fructueuse et sera à l'origine de plusieurs des affaires étudiées au cours de cette recherche.

La Vieille Taupe est aujourd'hui la branche la plus active du "révisionnisme" français. C'est un mouvement ultra-minoritaire mais très présent sur le terrain. Ses membres haïssent pêle-mêle la démocratie, le stalinisme, le sionisme, Israël et tout ce qu'ils nomment "la pensée officielle". La Vieille Taupe offre la particularité d'être un courant politique d'extrême gauche tout entier impliqué dans la propagation des thèses "révisionnistes". Le fondement de l'adhésion de Guillaume et de La Vieille Taupe est idéologique. Selon eux, l'histoire a un sens et une logique dont la relation patrons-ouvriers constitue l'axe. Elle ne peut se comprendre autrement. Il y a une raison de l'histoire et le génocide n'entre pas dans le cadre de cette raison. Il est impossible, et par conséquent faux, que l'Allemagne nazie ait exterminé les juifs. Dans l'optique marxiste, il n'est pas possible de liquider une force de production, même pour des raisons d'idéologie raciale. L'Allemagne nazie n'a donc pas pu exterminer les juifs parce qu'elle avait un énorme besoin de main d'œuvre pour continuer l'effort de guerre et maintenir un niveau de production lui permettant de gagner ce conflit. C'est le point sur lequel se retrouvent les membres de La Vieille Taupe et les "révisionnistes". Robert Faurisson n'affirme-t-il pas que "la préoccupation essentielle des Allemands, à partir de 1942, était de mettre au travail *tous* ces internés (à l'exception des inaptes et, semble-t-il, des tziganes) pour gagner la guerre. A Auschwitz, il

¹⁰ Voir *Le Monde*, 3-4 octobre 1978, et Jean-Pierre Pierre-Bloch, "La bonne conscience", *Le Matin de Paris*, 22 novembre 1978.

¹¹ Le premier numéro de *La Guerre sociale* sort en avril 1977. Ses auteurs situent leur démarche critique dans la tradition du mouvement révolutionnaire ouvrier et dans la perspective d'une régénération de la classe ouvrière. Ils rappellent notamment que le doute sur l'existence des chambres à gaz n'est pas d'origine d'extrême droite, mais fut le fait de Paul Rassinier. Voir sur cette question V. Igounet, op. cit., pp. 280-292.

existait même des cours de formation professionnelle (...). La main d'œuvre, surtout qualifiée: voilà ce qui préoccupait d'abord les Allemands"¹².

Mais Pierre Guillaume déduit de cet argument un schéma explicatif différent de Faurisson et plus en accord avec les convictions idéologiques de La Vieille Taupe. Selon lui, la lutte entre les puissances alliées et le régime nazi était un combat entre deux puissances capitalistes qu'il n'y a aucun lieu de préférer l'une à l'autre. Les Alliés ont gagné la guerre et imposé leur système capitaliste, système que les travailleurs devraient logiquement combattre. Ce combat révolutionnaire, cet affrontement, n'a pas lieu parce que les régimes au pouvoir ont inventé le "mythe" de la Shoah pour créer une horreur absolue. Cette horreur absolue garde l'esprit des ouvriers détourné du combat révolutionnaire. Et ce mensonge est la clé de voute du système capitaliste et de sa survie puisqu'il crée un consensus antifasciste autour de cette tragédie. "Le thème central est parfaitement clair: il s'agit de briser le consensus antifasciste issu de la Seconde Guerre mondiale et scellé par la révélation de l'extermination des juifs"¹³ car "l'antifascisme brouille l'opposition fondamentale entre le camp des ouvriers et des exploités"¹⁴. L'objectif de La Vieille Taupe est le regroupement de tous les travailleurs afin de réaliser la révolution. Le génocide des juifs ne va pas dans le sens de la logique du capital. Voilà pourquoi les membres de La Vieille Taupe nient sa véracité.

Surtout, jamais les thèses "révisionnistes" n'auraient eu un tel impact sans l'action et le dévouement des responsables de La Vieille Taupe. D'un côté, la force de leur méthode réside dans leur capacité à faire parler d'eux et de leurs idées par toutes sortes de moyens qu'ils maîtrisent parfaitement grâce à leur passé militant. La Vieille Taupe sait utiliser les médias et excelle également dans tout ce qui tourne autour de la distribution de tracts, revues, cassettes ou bandes dessinées. Les éditions La Vieille Taupe proposent à la vente les principaux ouvrages "révisionnistes". *Le Mensonge d'Ulysse* de Paul Rassinier, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire* de Robert Faurisson ou la thèse de doctorat d'Henri Roques sont les exemples les plus marquants. Surtout, le mouvement est impliqué dans différentes affaires "révisionnistes". En 1986, La Vieille Taupe suit de très près la thèse d'Henri

¹² R. Faurisson, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire. La question des chambres à gaz*, p. 19.

¹³ P. Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire. Un Eichmann de papier et autres essais sur le révisionnisme*, p. 125.

¹⁴ Alain Finkielkraut, *L'Avenir d'une négation. Réflexions sur le génocide*, Paris, Le Seuil, 1982, p. 35.

Roques qui obtient la mention Très Bien. Guillaume fait partie, avec Faurisson, de la quarantaine de personnes qui assiste à la soutenance de la thèse le 15 juin 1985. La Vieille Taupe annonce, dès le début de l'année 1986, par le biais d'une circulaire intitulée "La crise finale", l'existence de la thèse de Roques et se charge de la diffusion de l'introduction de la soutenance.

Le 9 mai 1987, deux jours avant l'ouverture du procès de Klaus Barbie à Lyon, sort le premier numéro des *Annales d'Histoire révisionniste*. La revue est vendue en kiosque et à Ogmios¹⁵, librairie qui diffuse la majorité des œuvres "révisionnistes". Elle est dirigée par Pierre Guillaume. L'affaire fait grand bruit. Guillaume utilise les polémiques générées par le procès de Barbie pour faire connaître les thèses "révisionnistes" à travers la publication de sa revue. Il souligne lui-même que celle-ci est "spontanément annoncée sur T.F.1 et sur France Inter"¹⁶. 6.000 exemplaires du premier numéro sont vendus. 4.000 numéros des suivants. Comme le souligne Valérie Igounet, "la diffusion est une réussite"¹⁷. La revue accueille des "révisionnistes" reconnus, parmi lesquels on compte Robert Faurisson, Serge Thion ou Alain Guionnet. Le 14 mai, la justice ordonne la saisie des *Annales d'histoire révisionniste*. Le 25 mai, elle interdit leur diffusion dans les kiosques. Les *Annales* continueront néanmoins de se vendre par abonnement. Jacques Langlois estime, pour *Rivarol*, que "la promptitude et l'énergie de cette réaction sont évidemment à la mesure d'un danger, celui de convaincre"¹⁸.

2. L'affaire Garaudy / l'abbé Pierre

La publication, en décembre 1995, des *Mythes fondateurs de la politique israélienne* de Roger Garaudy est aussi à mettre à l'actif de La Vieille Taupe. La sortie de l'ouvrage relance l'activité de La Vieille Taupe et "apporte à Pierre Guillaume un souffle financier et médiatique inespéré"¹⁹. Né dans le protestantisme, communiste stalinien inconditionnel de Maurice

¹⁵ La librairie Ogmios ouvre ses portes en juin 1986. Elle propose notamment de la vente d'ouvrages "révisionnistes" par correspondance. La sélection proposée par Ogmios s'accompagne du titre, "Enfin la vérité".

¹⁶ Pierre Guillaume, "A ce dont l'esprit se contente, on mesure l'ampleur de sa perte", *Annales d'histoire révisionniste*, été 1987, n.2, p. 152.

¹⁷ V. Igounet, op. cit., p. 464.

¹⁸ J. Langlois, "Qui a peur des *Annales*?", *Rivarol*, n 1874, 12 juin 1987, p. 8.

¹⁹ V. Igounet, op. cit., p. 472.

Thorez, puis trotskiste et syncrétique, autorité morale pour de nombreux chrétiens de gauche, Roger Garaudy se convertit à l'islam en 1983. Il est un autre exemple de connivence entre des hommes de gauche et le "révisionnisme". Dans son ouvrage, Garaudy se demande s'il y a eu, au cours de la guerre, un "génocide" des juifs et s'il était "nécessaire de recourir à d'autres méthodes pour expliquer la terrible mortalité qui frappa les victimes de tels traitements, et d'exagérer démesurément le nombre, au risque d'être obligés de les réviser en baisse"²⁰. L'ouvrage de Garaudy n'a aucune prétention historique et est rempli de confusions et d'inexactitudes. Il vise avant tout le sionisme et dénonce une monopolisation de la souffrance par le peuple juif et l'exagération des chiffres. Fin janvier, l'annonce de la publication du livre par les éditions La Vieille Taupe soulève la polémique. L'intervention de l'abbé Pierre en faveur de son ami trois mois plus tard la transforme en une affaire Garaudy/abbé Pierre et amplifie le battage médiatique. La vente du livre remporte un gros succès et le "révisionnisme" est à nouveau au centre des débats. La loi Gayssot est dénoncée par les défenseurs de Garaudy. Surtout, La Vieille Taupe renaît²¹. Elle fait parler d'elle dans la presse nationale et organise des distributions de tracts. Finalement, et après avoir été défendu par Jacques Vergès, l'avocat de Klaus Barbie, Garaudy est condamné, le 16 décembre 1998, par la 11^{ème} chambre de la cour d'appel de Paris, à un total de 150.000 francs d'amendes, assorties de peines de prison avec sursis, pour contestation de crimes contre l'humanité, diffamation raciale et incitation à la haine raciale. Guillaume se voit infligé la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis et 30.000 francs d'amende²². Comment expliquer la position de Garaudy? Roger Garaudy n'est pas un homme de droite, encore moins d'extrême droite. Il fait cependant montre, à l'instar de Paul Rassinier, d'une certaine instabilité en matière d'orientation idéologique. Son parcours en atteste. En mars 1991, il participe même à un colloque du G.R.E.C.E. et intervient sur le thème "La guerre du Golfe: un exemple de l'impérialisme américain". En décembre 1995, c'est sur le thème "Le monothéisme du marché". Il écrit aussi dans la revue *Nationalisme et République*. A ce titre, Garaudy est un autre exemple de collusion entre l'extrême gauche et l'extrême droite par le biais du "révisionnisme".

²⁰ Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, Paris, La Vieille Taupe, n.2, décembre 1995, p. 143.

²¹ Valérie Igounet estime que l'affaire Garaudy relance en fait "la troisième Vieille Taupe". Voir V. Igounet, op. cit., pp. 472-473.

²² V. Igounet, op. cit., note p. 482.

III. Un débat connu

L'implication de mouvements de gauche dans le combat "révisionniste" est un argument utilisé maintes fois par les auteurs des articles de notre étude pour mettre en lumière la neutralité politique de l'entreprise "révisionniste", en particulier par François Brigneau. Cette neutralité est revendiquée par la majorité des "révisionnistes". Seuls Maurice Bardèche et François Duprat ont ouvertement défendu leur parti-pris politique et leurs convictions "révisionnistes". Les autres ont toujours revendiqué leur neutralité politique, en particulier Faurisson. Dans *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire*, ce dernier affirme qu'il n'est "ni judéo-marxiste ou néo-nazi." mais qu'il éprouve "de l'admiration pour les Français qui ont courageusement lutté contre le nazisme. Ils défendaient la bonne cause. Aujourd'hui, si j'affirme que les 'chambres à gaz' n'ont jamais existé, c'est que le difficile devoir d'être vrai m'oblige à le dire"²³. Pierre Guillaume affirme quant à lui que:

Le révisionnisme historique n'est ni une école particulière, ni une école historique qui développerait sur l'histoire un quelconque point de vue spécifique. Le révisionnisme, c'est le travail normal de l'historien. Sa méthode est la méthode critique. Si donc le révisionnisme existe à l'encontre d'une certaine historiographie dominante, c'est uniquement parce que sur certains sujets et sur certaines périodes de l'histoire, des passions de toutes sortes interdisent que s'accomplisse le travail normal de l'historien²⁴.

1. Le "révisionnisme": un phénomène d'extrême droite?

Mais les liens entre l'extrême droite et l'extrême gauche en matière de "révisionnisme" ramènent surtout au débat sur un modèle français de fascisme. La majorité des historiens français, parmi lesquels René Rémond²⁵, estiment que le fascisme n'est pas un phénomène d'origine française. Les mouvements fascistes et national-socialistes français furent des imitations des organisations fascistes italiennes et allemandes et des phénomènes situés à

²³ R. Faurisson, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire. La question des chambres à gaz*, p. 88.

²⁴ P. Guillaume, *Nationalisme et république*, n.6, 1991, p. 25.

²⁵ Voir en particulier René Rémond, *Les Droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982.

l'extrême droite de l'échiquier politique. A l'opposé, certains historiens, comme Bernard-Henri Lévy, dans *L'Idéologie française*, et surtout Zeev Sternhell, dans ses divers travaux, estiment que le fascisme français est "un phénomène autonome possédant ses propres racines et ne devant rien à l'étranger"²⁶. Ils soulignent la collusion entre l'extrême gauche et l'extrême droite françaises. Ils insistent sur leur convergence et leur complicité. Les deux courants politiques ne professent-ils pas, en cette période de profonds changements sociaux, semblable dédain pour le parlementarisme? Certains "gauchistes de l'époque", comme les qualifie Sternhell, à l'instar de Sorel, Berth, Gustave Hervé, Lagardelle ou Emile Janvion, ne suivront-ils pas un parcours sinueux, se retrouvant quelques années plus tard dans les rangs d'une droite extrême, non pas conservatrice mais révolutionnaire et populiste? Dans les années 30, le fascisme apparaît ainsi comme la réponse aux "efforts de modernisation et d'adaptation"²⁷ d'une certaine frange des communistes et des socialistes.

Tous les historiens spécialistes du "révisionnisme" en France montrent le lien entre l'extrême gauche et le "révisionnisme". La très grande majorité estime cependant que le "révisionnisme" est un phénomène d'extrême droite visant à servir les intérêts de l'extrême droite et à lui permettre de propager ses idées. Pierre Vidal-Naquet et Valérie Igounet défendent cette position. Comme pour le débat sur le fascisme français, une petite minorité d'historiens s'oppose à cette interprétation largement répandue et voit dans le "révisionnisme" un phénomène d'extrême gauche. Pour Laurent Greilsamer, le "révisionnisme" est "né à l'extrême gauche" et "a migré vers l'extrême droite"²⁸. C'est aussi une idée reprise par Florent Brayard dans sa notice sur le "révisionnisme" du *Dictionnaire des intellectuels français*²⁹. Dès lors, il convient de s'interroger sur le niveau de connivence entre l'extrême gauche et l'extrême droite en matière de "révisionnisme". Le "révisionnisme" est-il vraiment un phénomène d'extrême droite, au sens propre du terme? Les arguments et la problématique du débat restent les mêmes que ceux utilisés par Sternhell et ses détracteurs.

D'un côté, il est clair que Paul Rassinier, Serge Thion ou Pierre Guillaume sont de gauche comme l'étaient, avant eux, Marcel Déat ou Gaston Bergery. Rassinier a bien été un

²⁶ Z. Sternhell, op. cit., p. 402.

²⁷ Ibid. p. 409.

²⁸ Laurent Greilsamer, "Du révisionniste Paul Rassinier à Bernard Notin, ou comment nier le génocide", *Le Monde*, 4 mai 1996.

précurseur en matière de "révisionnisme". Il existe des convergences de vue entre Faurisson, Roques, La Vieille Taupe ou Roger Garaudy. Dans un sens, l'attirance des deux extrêmes en la matière n'est guère surprenante puisqu'elle a déjà eu lieu sur le terrain de l'antisémitisme. Cette fois, le "révisionnisme" est le thème autour duquel se fait la connection. Selon Christophe Bourseiller, l'extrême droite a développé une fascination pour mai 68 et les mouvements gauchistes, et "toute la démarche dialectico-théorique du nationalisme se fonde largement sur une 'critique positive' du grand soubresaut de mai et de ses durables conséquences"³⁰. A l'opposé, l'extrême gauche lorgne aussi parfois vers la droite radicale et nationaliste. Rassinier ou La Vieille Taupe ont des liens très forts avec des personnalités ou des organisations d'extrême droite. Pour l'exemple, Henri Roques est un proche de Rassinier qui adhère, dans le même temps, à l'Association des amis de Robert Brasillach, organisation destinée à honorer la mémoire de l'écrivain antisémite. Garaudy participe à des colloques du G.R.E.C.E.. Pierre Guillaume accorde des entretiens à la revue *Nationalisme et République*³¹ et se déplace dans les manifestations d'extrême droite. On l'aperçoit à la sortie de la messe de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, le dimanche matin. Il se rend régulièrement aux fêtes Bleu Blanc Rouge et participe à des émissions sur Radio Courtoisie, radio proche du Front National.

2. Une collusion dénoncée

D'un autre côté, les hommes de gauche qui se sont ralliés aux idéaux fascistes et à l'antisémitisme avant et pendant la Seconde Guerre mondiale furent des dissidents de leurs mouvements politiques. La remarque vaut aussi pour les personnalités de gauche qui se sont jointes au combat "révisionniste". Paul Rassinier est éloigné et en marge des socialistes français quand il dévoile ses premières thèses "révisionnistes". Originellement, La Vieille Taupe est une organisation d'extrême gauche mais la majorité de ses membres fondateurs la quitte justement en raison du tournant "révisionniste" pris par le mouvement. En outre, le reste de l'ultra-gauche désapprouve le combat "révisionniste". En 1996, l'ouvrage collectif *Libertaires et*

²⁹ Voir F. Brayard, "Le négationnisme", dans Jacques Julliard, M. Winock (sous la direction de), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 829.

³⁰ C. Bourseiller, *Extrême droite. L'enquête*, p. 190.

³¹ Voir le numéro 6 de décembre 1991 de *Nationalisme et République*, pp. 25-27.

*ultra-gauche contre le négationnisme*³² cherche d'ailleurs à mettre fin à cette ambiguïté. Il dénonce les collusions entre l'ultra-gauche et la nouvelle droite et montre "comment cette ultra-gauche, qui se targue d'une clairvoyance sans faille, a totalement rejoint, de fait, des combats initiés par l'extrême droite"³³. De fait, la majorité des anciens amis des "révisionnistes" de l'ultra-gauche n'a pas versé dans le "révisionnisme" et reste fidèle à ses convictions politiques.

Finalement, le débat demeure ouvert. Comme dans le cas de la polémique sur le fascisme français, les arguments avancés ne permettent pas de régler cette question de manière tranchée. Il faut cependant noter que la collusion entre la gauche et la droite sur le sujet du "révisionnisme" concerne les deux extrêmes du spectre politique. Le "révisionnisme" n'est pas un phénomène de droite mais d'extrême droite. De même, le "révisionnisme" n'est pas un phénomène de gauche mais d'extrême gauche. Rassinier reste une exception et son profil psychologique d'ancien déporté n'y est pas pour rien³⁴.

³² Voir François-Georges Lavacquerie, Serge Quadruppani, Gilles Dauvé, *Libertaires et "ultra-gauche" contre le négationnisme*, ouvrage collectif préfacé par Gilles Perrault, Paris, Reflex, 1996.

³³ T. Maricourt, op. cit., p. 153.

³⁴ Voir à ce sujet le livre d'Yves Chevalier, *L'Anti-sémitisme: le juif comme bouc-émissaire*, Paris, Cerf, 1988.

CONCLUSIONS

Le mouvement "révisionniste" reste largement décrit comme un phénomène d'extrême droite. C'est ce qui a motivé l'étude de la nature et de l'intensité du "révisionnisme" de cinq journaux représentatifs des divers courants de la droite radicale en France. Dès lors, quels enseignements tirer d'une telle somme d'informations et des questions qu'elle ne manque pas de soulever?

Les journaux d'extrême droite adoptent tous des stratégies assez similaires face à une affaire ayant trait au "révisionnisme": critique des conditions dans lesquelles cette affaire a émergé; mise en accusation des "véritables" responsables de ce coup monté, en particulier les médias, les juifs et les communistes; dénonciation du traitement subi par les "révisionnistes" et leurs amis; critique de l'attitude des juifs (ou dans certains cas, des organisations représentatives des juifs). Cependant, il apparaît que, dans son ensemble et sur le fond, la presse d'extrême droite est peu "révisionniste". Plus des deux tiers des articles et des auteurs des journaux d'extrême droite qui réagissent aux affaires "révisionnistes" sont insensibles aux thèses "révisionnistes". Moins de 20 pour cent tient un discours ouvertement *négationniste* (et jamais plus de deux journaux par affaire) et la très grande majorité des personnes qui collaborent à ces journaux apparaissent imperméables à l'idée d'une négation de la Shoah. Les véritables auteurs *négationnistes* de cette recherche sont au nombre de cinq sur plus d'une soixantaine.

Le courant néo-fasciste français est tout entier impliqué dans le combat "révisionniste". Les positions prises par *Rivarol* et François Brigneau mettent en lumière ce phénomène. *Rivarol* est le seul journal constamment et durablement "révisionniste". En mai 1997, Camille-Marie

Galic, la directrice de *Rivarol*, confirme cette conclusion, dans un entretien pour *Présent*. Le journal néo-fasciste "a fait du révisionnisme bien avant Robert Faurisson ou Arthur Butz" et a "soutenu le professeur Faurisson dès le début, lorsqu'il exerçait son révisionnisme, non pas sur les chambres à gaz mais sur... Lautréamont"¹. Galic se vante d'avoir fait de la diffusion des thèses "révisionnistes" une de ses priorités éditoriales. *Rivarol* constitue effectivement un actif vecteur de communication du message "révisionniste". Le journal vante le sérieux et la qualité des travaux "révisionnistes" et reprend leurs conclusions. Le "révisionnisme" est partie intégrante d'un modèle de société d'inspiration fasciste. *Rivarol* professe un "révisionnisme" de disculpation, basé sur un antisémitisme racial et sur la dénonciation d'un complot sioniste, dont le mensonge de la Shoah serait l'incarnation. S'il est vrai que la signification du "révisionnisme" des théoriciens de ce mouvement se fonde plus sur l'antisionisme et une remise en cause de la légitimité de l'Etat d'Israël que sur la nostalgie du nazisme, cette étude a montré que l'adhésion au "révisionnisme" était indissociable d'un soutien à une idéologie d'inspiration fasciste. A ce titre, la position de *Rivarol* symbolise l'adhésion du courant néo-fasciste français, dans son ensemble, aux thèses "révisionnistes". Maurice Bardèche l'a inauguré. François Duprat en avait, provisoirement, repris le flambeau. Malgré sa disparition, le "révisionnisme" reste un thème de prédilection chez certains théoriciens de la Nouvelle Droite comme au sein des groupuscules néo-nazis. Grâce à l'activité de personnalités comme Robert Faurisson, Pierre Guillaume, Jacques Langlois ou François Brigneau, il s'est développé, devenant, par l'entremise de polémiques et d'affaires, "un épiphénomène qui n'en est pas un. Peu nombreux, ses initiateurs, concepteurs et adeptes sont parvenus à déclencher des scandales médiatiques, des réactions diverses et à imposer leurs idées comme un courant de pensée dans plusieurs pays"². Car le phénomène est mondial et risque de s'accroître avec les possibilités de diffusion et le vide juridique laissés par l'internet. François Brigneau, par ailleurs ancien collaborateur de *Rivarol*, est l'autre grande figure "révisionniste" de cette recherche. C'est le journaliste qui signe le plus grand nombre d'articles *négationnistes* et *relativistes*. Il connaît parfaitement les thèses "révisionnistes" et leurs enjeux dès 1978, et bien avant, en réalité. Il reprend les idées des "révisionnistes" et participe activement à leur diffusion. Toutes ses références à l'antijudaïsme, à un lobby anti-français, à l'antisémitisme racial d'inspiration national-socialiste ou à un complot juif mènent à la négation de la Shoah. En matière de "révisionnisme", son

¹ Propos de Camille-Marie Galic recueillis par Jean Madiran, Pierre Durand, Alain Sanders, Jean Cochet, *Présent*, 6 mai 1987, p. 4.

² V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, p. 607.

influence a été évidente dans les trois journaux de notre étude dans lesquels il est passé. Brigneau va même jusqu'à signer un ouvrage intitulé *Qui est le vrai professeur Faurisson?*, véritable hagiographie du personnage central du "révisionnisme" en France. Pourtant, et malgré le poids de Brigneau dans l'histoire de la presse d'extrême droite française, la période de cette recherche ne révèle pas l'existence d'une relève parmi les journalistes proches de l'ancien milicien.

Les années quatre-vingt dix marquent cependant un changement avec l'arrivée, en septembre 1993, de Martin Peltier à *National Hebdo*, en tant que directeur de la rédaction. Ancien journaliste du *Quotidien de Paris*, candidat Front National aux élections législatives de mars 1993 dans le Lot et Garonne, Peltier est le relais idéal de François Brigneau, son successeur, son héritier. Il "reprend les idées chères à l'ancien milicien avec un vocabulaire plus adéquat"³ et s'implique dans la diffusion des thèses "révisionnistes". Il connaît d'ailleurs personnellement Robert Faurisson. Au moment de l'affaire Garaudy, Peltier écrit qu'on ne "trouve rien dans *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* qu'on ne trouve exposé ailleurs (Faurisson, Stäglich,...) avec plus de talent et de précision"⁴. Comme Brigneau, Peltier prêche la bonne foi et s'étonne que "des familles de victimes, blessées jusqu'au fond de l'âme" aient "pu maudire les négationnistes. Avec le temps, elles les béniront"⁵. Et comme Brigneau, Peltier fait de la négation des chambres à gaz une question centrale. Les juifs et les communistes constituent les fondements d'un complot qui profite aux forces de l'anti-France. Dès lors, la question des chambres à gaz devient "le cœur du dispositif d'exclusion des nationaux"⁶ et constitue la "clé du système":

L'exploitation de l'histoire judéo-centrée permet l'inclusion des communistes dans le jeu politique et l'exclusion des nationaux (...) Mais cela va plus loin, plus profond, cela régit la conscience toute entière, et tout le champ politique. (...) Nous devons tous comprendre, et faire comprendre aux Français, que tant que l'on n'aura pas débloqué l'affaire du "détail", les banlieues continueront à flamber et la France à sombrer⁷.

Minute, hors période Brigneau, apparaît comme un journal très éloigné du mouvement et des personnalités "révisionnistes". Il s'oppose plusieurs fois aux thèses "révisionnistes" et réaffirme

³ Ibid., p. 525.

⁴ M. Peltier, "L'Eglise et le pouvoir", *National Hebdo*, n.645, 6 au 12 décembre 1996, p. 2.

⁵ M. Peltier, "Propos d'un esclave. Suis-je négationniste?", *National Hebdo*, n.525, 11-17 août 1994, p. 8.

⁶ M. Peltier, "Ma semaine", *National Hebdo*, n 700, 18 au 24 décembre 1997, p. 2.

⁷ Ibid., n.704, 15 au 21 janvier 1998, p. 2.

dans de nombreux articles l'existence de la Shoah. La ligne éditoriale volontairement peu provocatrice de *Minute* sur la très grande partie de cette recherche explique la position du journal. Le départ de François Brigneau en 1986 marque une rupture et l'influence prise par le nouvel éditorialiste Jean-Claude Goudeau à partir de cette période témoigne de cette approche. Le journal ne rentre pas dans ce type de débats trop polémiques. En conséquence, il ne s'intéresse pas aux "révisionnistes" et à leurs thèses. Les journalistes de *Minute* ne font preuve d'aucune sympathie et d'aucune solidarité. Clairement, *Minute* ne veut rien avoir à faire avec ces personnes.

La presse catholique d'extrême droite présente une situation plus contrastée. Journal avant tout maurrassien, *Aspects de la France* représente un courant minoritaire au sein des catholiques d'extrême droite. Il s'oppose aux thèses "révisionnistes" et réaffirme plusieurs fois l'existence de la Shoah. La haine du régime national-socialiste allemand, à l'image des positions de l'Action française, explique, dans une large mesure, sa position. *Présent* offre un profil à la fois proche et différent. Officiellement, le quotidien catholique n'est pas "révisionniste" et l'influence des idées de Maurras sur le journal et sur son principal responsable Jean Madiran, un ancien espoir de l'Action française, explique en grande partie cette position. Cependant, c'est l'athéisme de Robert Faurisson qui est mis en avant par Madiran pour justifier le peu d'intérêt du journal. En réalité, le *relativisme* de certaines personnalités du courant incarné par *Présent* reflète une certaine complaisance du courant catholique intégriste français pour les thèses "révisionnistes", qui n'exclue pas le soutien et l'adhésion dans certains cas. Cette dualité fait écho à l'opposition entre antisémitisme maurrassien et antijudaïsme mis en lumière par l'opposition entre les fidèles de *Présent* et le courant "lefebvrisme". Pourtant, si cette recherche a montré que la fidélité au nationalisme intégral éloigne de la tentation "révisionniste", le rôle joué par l'antijudaïsme dans les prises de positions de certains catholiques en la matière demeure difficile à définir.

Le soutien de l'abbé Pierre à Roger Garaudy peut-il aider à mieux cerner cette question? Certes, l'abbé Pierre n'est pas un intégriste. C'est un catholique de gauche. Mais l'affaire éclaire la question des liens entre l'antijudaïsme et le "révisionnisme". En 1996, l'abbé Pierre soutient tout d'abord Garaudy sans même avoir lu son livre. Il finit par revenir sur ses propos après avoir essuyé un barrage de critiques et avoir été exclu du comité d'honneur de la L.I.C.R.A.. Mais il préconise par ailleurs un débat entre historiens, parmi lesquels il classe

Roger Garaudy et les "révisionnistes", et se dit la cible d'un "lobby sioniste international" et de la presse⁸. En 1993, Bernard Kouchner, homme politique français, et l'abbé Pierre préparaient un livre intitulé *Dieu et les hommes*. A l'époque, les écrivains Cécile Romane et Michel-Antoine Burnier enregistrent leurs discussions. Intitulé "L'abbé Pierre, un antijudaïsme qui date", l'entretien qu'ils accordent à *Libération* témoigne des convictions de l'ecclésiastique français: "Pour l'abbé Pierre, le terme de 'génocide', de 'Shoah' s'applique non aux juifs, mais à l'inverse aux victimes de Josué, il y a trente siècles (...) ce sont les juifs qui ont commis le premier génocide". Dès lors, "les juifs ne doivent pas réclamer la terre, (...) ils doivent rester dispersés, c'est leur mission"⁹. L'abbé Pierre retourne la logique de la Shoah et remet en question sa dimension génocidaire. Les juifs sont coupables avant d'être victimes. Ils sont condamnés à cause de leurs attributs originels qui expliquent l'existence de ce complot sioniste. En fait, l'abbé Pierre "part de l'antijudaïsme religieux, s'entend très bien avec Garaudy sur le sujet, et du coup passe de l'antisémitisme religieux à l'antisionisme"¹⁰. Il glisse ensuite vers un discours *relativiste*. La position de l'abbé Pierre met en lumière les liens existant entre l'antijudaïsme et l'antisionisme d'une part, l'antisionisme et le "révisionnisme" d'autre part. La dénonciation du sionisme et d'une culpabilité juive historique sert de point de liaison entre l'antijudaïsme et le "révisionnisme". Dès lors, il n'est guère surprenant de constater qu'il existe, parmi les catholiques de l'extrême droite les plus intransigeants, des personnes proches des "révisionnistes" et de leurs thèses. Valérie Igounet estime même que le "révisionnisme" traduit parfois "l'expression d'un antijudaïsme radical"¹¹. L'adhésion de certains catholiques à un "révisionnisme" *relativiste* s'appuie en réalité autant sur le goût de certains catholiques pour des régimes politiques autoritaires que sur les relents d'antijudaïsme auquel le concile de Vatican II tente de mettre fin.

Mais l'affaire Garaudy est éloquente pour d'autres raisons encore. Elle souligne l'importance primordiale de Pierre Guillaume et de La Vieille Taupe dans la diffusion des thèses "révisionnistes" en France. Phénomène d'ampleur mondiale, le "révisionnisme" donne lieu à une spécificité française: l'alliance de l'ultra-gauche libertaire et de l'extrême droite néofasciste. Le combat pour la vérité historique de Roger Garaudy, l'ancien stalinien, est montré

⁸ Voir *Le Monde*, 2-3 juin 1996.

⁹ Propos de Cécile Romane et Michel-Antoine Burnier tirés de l'entretien "L'abbé Pierre, un antijudaïsme qui date", *Libération*, 7 juin 1996.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ V. Igounet, *op. cit.*, Introduction, p. 34.

en exemple par les publications d'extrême droite. Le "révisionnisme" parvient à supplanter l'anticommunisme obsessionnel des uns et la haine du fascisme des autres et fait le lien entre les deux extrêmes. Surtout, l'affaire Garaudy met "en évidence la perméabilité du monde arabe aux thèses négationnistes"¹². A nouveau, c'est l'antisionisme qui permet ce glissement. Dès lors, la permanence dans le temps du conflit entre Israéliens et Palestiniens pose les bases d'une alliance de circonstance entre les courants néo-fascistes français et les nationalistes arabes les plus hostiles à Israël et aux juifs.

"Doctrines marginales de par le nombre de ses partisans", le "révisionnisme" est pourtant "une théorie qui doit être prise en compte dans l'histoire des idéologies contemporaines"¹³. Les réactions de la presse d'extrême droite témoignent de son importance. Les thèses "révisionnistes" provoquent débats et polémiques. En France, rares sont les personnes qui ignorent aujourd'hui leur existence et leur signification. Le phénomène touche d'ailleurs la totalité des pays qui possèdent une extrême droite forte et active. Le mouvement a su grandir, se structurer et s'organiser. Il reste particulièrement actif en France. Cependant, la dimension qu'il a prise peut surprendre. Le "révisionnisme" a provoqué l'association d'hommes venus des deux extrêmes du spectre politique mais il ne reçoit pas le soutien de l'ensemble de l'extrême droite. Il n'est pas devenu, comme l'espéraient certains, un point d'accord et de liaison qui aurait symbolisé le combat contre "l'histoire officielle". Malgré tous les efforts déployés par ses partisans, le "révisionnisme" n'est pas parvenu à remplacer l'anticommunisme ou le mythe du complot dans l'ordre des priorités des milieux d'extrême droite. Il demeure jusqu'à maintenant un centre d'intérêt ponctuel au milieu des combats qui mobilisent l'ensemble de la droite radicale en France.

Les conclusions de cette recherche apportent un éclairage nouveau et original sur le phénomène "révisionniste" et explorent tout un pan de l'analyse de ce phénomène qui n'avait pas été traité par les ouvrages et les études consacrés aux "révisionnistes" et à leurs thèses. Finalement, les conclusions sont au nombre de cinq. Contrairement à l'image donnée par les spécialistes français du "révisionnisme", cette recherche montre clairement que le "révisionnisme" n'est pas un phénomène majoritairement répandu à l'extrême droite. Certains milieux sont sensibles aux thèses "révisionnistes" quand d'autres s'en désintéressent. Cette

¹² Ibid., p. 479.

image n'est pas celle véhiculée en France dans les milieux universitaires et intellectuels. L'analyse et la compréhension du phénomène sont faussées et déformées par les clivages droite/gauche et le rejet explicite et militant des thèses et des thèmes proches des idées d'extrême droite. Le "révisionnisme" est vu comme un phénomène propre à la droite radicale dans son ensemble et son analyse est tout entière orientée dans le but de le démontrer. Le combat et la dénonciation des thèses "révisionnistes" s'inscrivent dès lors dans une perspective plus large et plus politique d'affrontement avec le Front National et de combat contre ses thèses. La première et principale conclusion de cette recherche démontre qu'une approche plus neutre et plus "indépendante" du mouvement et des thèses "révisionnistes" permet d'obtenir une image plus objective et donc plus juste de ce phénomène. Elle représente donc une avancée majeure dans la compréhension du "révisionnisme".

Cette recherche montre aussi clairement la pertinence de la distinction entre "révisionnisme" *négationniste* et "révisionnisme" *relativiste* mise en place dans la première partie. Cette distinction a permis de mettre en lumière les différences d'approche et d'analyse face aux thèses "révisionnistes". La distinction est subtile et fut parfois difficile à mettre en exergue. La classification de trois ou quatre articles étudiés au cours de la recherche dans l'une des deux catégories est sans doute discutable. Néanmoins, il est clair que cette distinction constitue un argument analytique nouveau. Jamais jusqu'à présent une telle précision dans la définition d'un discours "révisionniste" n'avait été prise en compte par les spécialistes de la question. Les notions de *négationnisme* et de *relativisme* sont désormais des éléments indispensables et incontournables d'une définition précise et exhaustive du phénomène "révisionniste". Elles mettent en lumière des variations de nature et d'intensité dans le soutien et l'adhésion aux thèses "révisionnistes" qui n'avaient pas été examinées auparavant. Mais cette distinction pose aussi à nouveau le problème d'une volonté très française de globaliser la description du "révisionnisme" afin d'en globaliser l'opposition. Dès lors, elle constitue elle aussi une avancée majeure dans la compréhension de ce phénomène.

Les liens entre l'antisémitisme et le "révisionnisme" ont été maintes fois étudiés dans les principaux ouvrages consacrés à ce phénomène. Si des analyses précises ont été mises en place, elles ont toutes souffert d'une même orientation: celle de partir du "révisionnisme" d'un

¹³ Ibid., p. 609.

groupe ou d'un individu pour déterminer ensuite le degré et la nature de son antisémitisme. Cette recherche adopte une optique différente dans la mesure où elle n'étudie pas simplement l'antisémitisme des "révisionnistes". Elle ne part pas du "révisionnisme" pour aller vers l'antisémitisme mais fait le lien entre adhésion et rejet des thèses "révisionnistes" et antisémitisme. Dès lors, elle ouvre d'autres voies et d'autres arguments explicatifs jusqu'alors laissés de côté. La place centrale de l'antisémitisme maurrassien comme facteur explicatif majeur du rejet des thèses "révisionnistes" par une grande partie de l'extrême droite est une avancée extrêmement importante. Elle symbolise l'originalité du modèle français d'autant plus qu'elle traverse absolument toutes les familles de l'extrême droite hexagonale, à part peut-être les néo-fascistes. Mais l'importance de l'antisémitisme maurrassien dans la compréhension du phénomène "révisionniste" a aussi mis en lumière le rôle de l'antijudaïsme dans l'adhésion au "révisionnisme". L'argument est utilisé par certains catholiques intégristes pour justifier leurs liens avec le monde et les thèses "révisionnistes". Surtout, il est aussi mis en avant par certains journalistes de *Rivarol* ou par François Brigneau ou Serge de Beketch. Il transcende ainsi les différents clivages idéologiques de la droite radicale. Il est un des nœuds causals de l'analyse du phénomène "révisionniste". En ce sens, il constitue, au même titre que la mise en lumière de l'antisémitisme maurrassien, un des apports majeurs de cette recherche à la compréhension et à l'analyse du phénomène "révisionniste".

Si cette recherche va contre l'idée communément répandue que toute l'extrême droite est "révisionniste", elle établit cependant que "révisionnisme" et mouvements fascistes et néo-fascistes sont inextricablement et logiquement liés. Tous les écrits, toutes les informations traités au cours de ce travail montrent le soutien et le rôle des fascistes dans la mise en place et dans la diffusion des thèses et du mouvement "révisionnistes" français. Maurice Bardèche, François Duprat, *Rivarol* ou Olivier Mathieu sont les exemples les plus connus et les plus étudiés et commentés. Mais autour d'eux, ou à leur suite, tout un mouvement s'affaire et se met en place pour faire du "révisionnisme" une théorie historique à part entière. Si le propos n'est pas original, il a le mérite de s'appuyer sur des arguments empiriques solides et irréfutables. Contrairement à beaucoup d'ouvrages, il ne part pas d'une hypothèse qu'il tente de démontrer coûte que coûte. En ce sens, il constitue une argumentation exemplaire et totalement neutre.

Enfin, la conclusion la plus inattendue et la plus surprenante concerne sans aucun doute le rôle joué par certains groupes d'extrême gauche dans l'élaboration et la diffusion des thèses "révisionnistes". Comme l'antisémitisme maurrassien, ce point est propre à la France et justifie l'étude de ce phénomène dans une telle perspective. Plus encore, ce sont les liens entre une droite nationaliste, extrême et néo-fasciste et certains groupes de l'ultra-gauche libertaire qui étonnent. Si le phénomène est connu et étudié, il est clair que cette recherche a permis de mieux le comprendre. La mise en lumière d'une filiation historique de telles connivences entre droite fasciste et extrême gauche montre à la fois la logique et les raisons politiques, idéologiques et humaines qui mènent à de telles alliances contre-nature. Une fois encore, cette recherche, en allant plus loin que les ouvrages de référence sur ce thème, donne lieu à des analyses originales et nouvelles. Elle justifie, au même titre que les différentes conclusions évoquées ci-dessus, la tenue d'un tel travail.

Sources et Bibliographie

(les ouvrages sont classés par thème et ne sont cités qu'une fois)

I. Sources

1. Périodiques

Dépouillement systématique: *Aspects de la France, Minute, National Hebdo, Présent, Le National, Rivarol, Annales d'histoire révisionniste, Révision, Revue d'histoire révisionniste, Le Choc du mois, Militant.*

Articles utilisés au cours de la recherche:

Aspects de la France (L'Action française)

Année 1978:

9 novembre, n.1572

- Article non signé, "Points de repères".
- Pierre Pujo, "Le Maréchal interdit d'antenne!".
- Pierre Juhel, "Le cas Darquier".

23 novembre, n.1574

- Le veilleur de jour, "De ma fenêtre".

Année 1979:

15 février, n.1586

- J. C., "*Holocauste* à sens unique".

22 février, n.1587

- Edmond Petit, "La paille... et la poutre".

1er mars, n.1588

- Robert Escarpit, "Toujours a propos d'*Holocauste*".
- Le veilleur de jour, "De ma fenêtre".

8 mars, n.1589

- Le veilleur de jour, "De ma fenêtre".
- Edmond Petit, "Toute la vérité?".

15 mars, n.1590

- Edmond Petit, "Le génocide ignoré".
- Eric Muraise, "Colonnes infernales".

Année 1986:

29 mai, n.1950

- Article non signé, "Points de repère".

5 juin, n.1951

- Edmond Petit, "Mentez toujours".

19 juin, n.1959

- Le veilleur de jour, "De ma fenêtre".

3 juillet, n.1961

- Le veilleur de jour, "De ma fenêtre".

Année 1987:

24 septembre, n.2013

- Le veilleur de jour, "De ma fenêtre".
- Eric Letty, "Le mot le plus long".
- Edmond Petit, "Savez-vous lire".

15 octobre, n.2016

- Le veilleur de jour, "De ma fenêtre".

Année 1988:

21 juillet, n.2061

- Le veilleur de jour, "De ma fenêtre".

22 septembre, n.2065

- Le veilleur de Jour, "De ma fenêtre".

- Yves Chiron, "L'histoire falsifiée".

Année 1989:

31 août, n.2107

- Michel Fromentoux, "L'Eglise catholique agressée".

14 septembre, n.2109

- Pierre Pujo, "Autant en emporte Lara".

- Michel Fromentoux, "Le catholicisme, voilà l'ennemi!".

21 septembre, n.2110

- Etienne Lombard, "Les 'Rambo' de la Shoah".

- Eric Letty, "On ne parle que d'eux".

- Jean Houssaye, "Globalement surprenant".

28 septembre, n.2111

- Michel Fromentoux, "Le cardinal Glemp est-il désavoué?".

Année 1990:

10 mai, n.2143

- Etienne Lombard, "La loi totalitaire".

- Michel Fromentoux, "Bruno Mégret juge la loi communiste anti-raciste".

17 mai, n.2144

- Eric Letty, "La loi Gayssot, dite 'antiraciste', une atteinte aux libertés".

- Pierre Pujo, "La France n'est pas coupable".

24 mai, n.2145

- Pierre Pujo, "Nos libertés en danger".

- Etienne Lombard, "L'exclusion, mode d'emploi".

5 juillet, n.2151

- Eric Letty, "Baillonnez Clio!".

12 juillet, n.2152

- Etienne Lombard, "Totalitarisme à tous les étages".

19 juillet, n.2153

- Etienne Lombard, "La semaine française".

Août, n.2154

- Pierre Pujo, "Défendons nos libertés!".

Minute

Année 1978:

1er au 7 novembre, n.864

- Article non signé, "Sourd, paralysé et presque aveugle... l'antisémite de choc de *l'Express* n'est plus qu'un mort vivant".

8 au 14 novembre, n.865

- Article non signé, "Ganier-Raymond ou 'une certaine transe'".

- *Minute*, "Sans haine et sans complexe".

- François Brigneau, "Quand tonton d'Ormesson voulait punir Blum".

- Article non signé, "Et maintenant on coupe la télé".

- A. D. G., "Tout, tout, tout sur le nazi!".

- Article non signé, "Leur Darsky du Pellepof".

15 au 21 novembre, n.866

- Article non signé, "Les invraisemblances de l'interview de Darquier".

- Article non signé, "Une réédition qui tombe à pic".

- Article non signé, "Pas tous d'accord pour *Holocauste* à la télé".

29 novembre au 5 décembre, n.868

- Gilles Lhote, "Au moment de l'interview, il était en état de démence sénile".

6 au 12 décembre, n.869

- François Brigneau, "Lettre ouverte au président d'Antenne 2. Je suis pour *Holocauste* aux 'Dossiers de l'Écran'".

Année 1979:

17 au 23 janvier, n.875

- Pierre Bruneau, "Des barbelés pour le débat d'*Holocauste*".

7 au 13 février, n.878

- Pierre Bruneau, "*Holocauste* fait déjà des remous".

21 au 27 février, n.880

- François Brigneau, "Les silences d'*Holocauste*".

7 au 13 mars, n.878

- François Brigneau, "Je suis devenu le plouc-émissaire".

14 au 20 mars, n.879

- Article non signé, "Le grand débat d'*Holocauste*".

- Jacques Isorni, "L'*Holocauste*, Pétain et les Alliés".

Année 1980:

24 au 30 décembre, n.976

- François Brigneau, "Lettre ouverte (et attristée) à M. Ivan Levaï".

Année 1981:

21 au 27 janvier, n.980

- Patrick Buisson, "Effet Copernic".

Année 1987:

16 au 22 juillet, n.1319

- Articles non signé, "La gaffe sort Dupuy".

23 au 29 septembre, n.1329

- Jean-Claude Goudeau, "Les vrais périls".

- Duc de St-Simon, "Chronique de Margouillis. Et paf!".

7 au 13 octobre, n.1331

- Gabriel Domenech, "Le filon de l'antisémitisme".

Année 1988:

7 au 13 septembre, n.1379

- Jean-Claude Goudeau, "Un sujet tabou".

- Gabriel Domenech, "Eloge du génocide".

Année 1989:

13 au 19 septembre, n.1432

- Jean-Claude Goudeau, "Horreur, le Pape est catholique!".

20 au 26 septembre, n.1433

- Gabriel Domenech, "La justice dévoyée".

- Article non signé, "L'affaire du carmel d'Auschwitz, Restaurant".

27 septembre au 3 octobre, n.1434

- Article non signé, "Après l'attentat contre le Professeur Faurisson...".

- Article non signé, "Hystérie pour un carmel".

Année 1990:

9 au 15 mai, n.1465

- Article non signé, "La loi stalinienne".
- Serge de Beketch, "La grande manœuvre de Rocard".

4 au 10 juillet, n.1473

- Serge Martinez, "Editorial".
- Article non signé, "Le retour du délit d'opinion. Interdit de penser à droite".
- Article non signé, "La terreur maccarthyste revient par la gauche. La chasse aux sorcières est ouverte".

25 au 31 juillet, n.1476

- A. D. G., "Minutes babillons".

8 au 14 août, n.1478

- Bernard Lugan, "Manifeste pour les libertés universitaires".

Présent

Année 1986:

26 et 27 mai, n.1088

- Mathilde Cruz, "Lanzmann péremptoire: 'face de rat!'".
- François Brigneau, "Neufs livres pour vous faire une opinion".

28 mai, n.1089

- Article non signé, "Affaire Roques".

Année 1987:

16 septembre, n.1407

- Jean Madiran, "Discrimination hystérique contre Jean-Marie Le Pen".

17 septembre, n.1408

- Jean Madiran, "Le Pen agit comme un révélateur. La classe politico-médiatique est 'unanime' à ignorer ou à nier le plus grand massacre du siècle. 200 millions de victimes et ça continue".

18 septembre, n.1409

- Jean Madiran, "Le révélateur: on a voulu fabriquer une affaire Le Pen".

19 septembre, n.1410

- "Déclaration de Jean-Marie Le Pen au peuple français".

20 et 21 septembre, n.1411

- Guy Rouvrais, "Un échec pour la meute".
- Gabriel Domenech, "Le vol noir des frelons".

28 et 29 septembre, n.1416

- Jean Cochet, "La campagne contre Le Pen a échoué".

30 septembre, n.1417

- Alain Sanders, "Entretien avec Bernard Antony".

Année 1988:

5 et 6 septembre, n.1649

- Alain Sanders, "Totems et tabous".
- Rémi Fontaine, "Le consensus de l'anti-France".

7 septembre, n.1650

- Jean Madiran, "La vulnérabilité médiatique".
- Rémi Fontaine, "Les poursuites contre Le Pen sont engagées".

8 septembre, n.1651

- "La réponse du Front National".
- Jean Madiran, "Sensibilité juive et... chrétienne".

9 septembre, n.1652

- Jean Madiran, "La mollesse du Président et la morale de Simone Veil".

10 septembre, n.1653

- Rémi Fontaine, "Le R.P.R. fulmine".

12 et 13 septembre, n.1654

- Yves Daoudal, "Editorial".

19 et 20 septembre, n.1659

- Yves Daoudal, "L'aveu cynique des média".

21 septembre, n.1660

- Jean Madiran, "La communauté juive et sa politique française".
- Georges-Paul Wagner, "La fausse condamnation de Le Pen n'est pas une preuve d'antisémitisme".

Année 1989:

21 et 22 août, n.1887

- Yves Daoudal, "La vérité sur le carmel d'Auschwitz (II)".

23 août, n.1888

- Yves Daoudal, "La vérité sur le carmel d'Auschwitz (III)".

9 septembre, n.1900

- Jean Madiran, "Le four crématoire pour les carmélites: de Léotard à *Libération*, pas d'objection".

- Jean Madiran, "Les pseudo-déclarations d'Autant-Lara".

- Yves Daoudal, "Jean Kahn a donc le droit de mentir?".

11 et 12 septembre, n.1901

- Henri Hervé, "Le montage des 'déclarations' d'Autant-Lara. Un seul coupable: c'est *Globe* qu'il faut poursuivre".

18 et 19 septembre, n.1906

- Guy Rouvrais, "Ces 'humanistes' qui accélèrent le retour à la barbarie".

- Alain Sanders, "Il est 'normal' d'agresser le professeur Faurisson".

23 septembre, n.1910

- Jean Madiran, "Carmel d'Auschwitz, la loi du plus fort".

- Yves Daoudal, "Carmel d'Auschwitz, l'impensable et le possible".

Année 1990:

12 avril, n.2050

- Jean Madiran, "Une police juive de la pensée".

13 avril, n.2051

- Jean Madiran, "L'obsession hystérique d'un anti-nazisme anachronique".

27 avril, n.2060

- Jean Madiran, "L'anti-racisme, bête et méchant".

2 mai, n.2062

- Guy Rouvrais, "L'édification du mur de la honte à l'Assemblée nationale".

3 mai, n.2063

- Georges-Paul Wagner, "La loi communiste du soi-disant anti-racisme".

- "Texte intégral du discours de Jean-Marie Le Pen".

4 mai, n.2064

- Jean Madiran, "Situation d'urgence".

- Guy Rouvrais, "L'Assemblée a voté la loi Marchais-Lajoinie".

- Alain Sanders, "Les déclarations de Le Pen à l'Assemblée nationale".

- "Bernard Notin répond à Michel Noir".

5 mai, n.2065

- Yves Daoudal, "Le ton est monté d'un cran".

7 et 8 mai, n.2066

- Yves Daoudal, "Le règne du mensonge généralisé".

- Jean-Yves Le Gallou, "La nuit où la liberté a vacillé".

12 mai, n.2069

- Jean-Yves Le Gallou, "Le soi-disant anti-racisme ne fait plus l'unanimité".

17 mai, n.2072

- Yves Daoudal, "Une inquisition universitaire".

29 juin, n.2101

- Guy Rouvrais, "Un 'maccarthysme inversé'".

4 juillet, n.2104

- Jules Monnerot, "Vers un terrorisme d'Etat".

5 juillet, n.2105

- "L'intervention de Marie-France Stirbois à l'Assemblée nationale contre la loi socialo-communiste".

7 juillet, n.2107

- Jean Madiran, "Une autre identité nationale (et religieuse)".

9 et 10 juillet n.2108

- Jean-Yves Le Gallou, "Le vote de la loi Marchais-Gayssot-Rocard".

19 juillet, n.2115

- Jean Madiran, "La vérité historique décrétée à jamais par le tribunal militaire".

20 juillet, n.2116

- Rémi Fontaine, "Schwatzberg, Notin: deux cas de figure".

Rivarol

Année 1978:

9 novembre, n.1448

- Article non signé, "L'affaire en question".

16 novembre, n.1449

- Article non signé, "Agression et riposte".

- Camille-Marie Galic, "De mieux en mieux: Darquier n'avait pas été interviewé".

23 novembre, n.1450

- Article non signé, "L'affaire continue".

Année 1979:

1er février, n.1460

- Renée Versais, "Opérations-*Holocauste*".

- Renée Versais, "Les Alliés auraient pu...".

15 mars, n.1466

- Argus, "*Holocauste*".

22 mars, n.1467

- Charles Filippi, "Un gigantesque crématoire pour vivants".

Année 1980:

18 décembre, n.1554

- P. d'A., "Affaire Chomsky-Faurisson".

25 décembre, n.1555

- P. d'A., "Chomsky a écrit quoi?".

Année 1981:

1er janvier, n.1556

- Jacques Langlois, "Chomsky a dit quoi?".

8 janvier, n.1557

- Article non signé, "Ce traître de Chomsky".

22 janvier, n.1559

- P. d'A., "Chomsky persiste et signe".

12 février, n.1562

- P. d'A., "Affaire Faurisson: nouveaux aveux de M. Vidal-Naquet".

Année 1986:

30 mai, n.1824

- Editorial "A qui profite le 'scandale' Roques?".

- Jacques Langlois, "La longue marche vers la vérité historique de l'affaire Roques...".

6 juin, n.1825

- Robert Poulet, "Un mot au sujet de l'affaire Roques".

20 juin, n.1827

- Article non signé, "Le 'lourd passé' d'Henri Roques et les troublants oublis de *Libé*".

11 juillet, n.1830

- Robert Poulet, "Encore l'affaire Roques".

1er août, n.1833

- Jacques Langlois, "Lus et commentés".

Année 1987:

12 juin, n.1874

- Article non signé, "Le tract qui fait scandale".

- Jacques Langlois, "Qui a peur des *Annales*?".

3 juillet, n.1877

- Jacques Langlois, "*Shoah* ou le choix de rien".

18 septembre, n.1884

- *Rivarol*, "Contre Le Pen, l'abjection à grands pas".

2 octobre, n.1886

- Article non signé, "Un point de détail".

- Article non signé, "Bloch contre Bloch".

- Robert Poulet, "Sans haine et sans crainte".

9 octobre, n.1887

- Jacques Langlois, "Où sont les historiens?"

30 octobre, n.1890

- Laurent Gouablin, "Chambres à gaz et pouvoir médiatique".

Année 1988:

16 septembre, n.1933

- Claude Lorne, "Une semaine dans le camp des saints. A bas les crématoires, vive la guillotine".

Année 1989:

19 mai, n.1965

- Claude Lorne, "Une semaine dans le camp des saints".

2 juin, n.1967

- *Rivarol*, "Editorial".

28 juillet, n.1975

- Louis Seiffert, "L'étoile, la croix et le sage".

8 septembre, n.1977

- Edith Delamare, "'L'affaire' du carmel d'Auschwitz: du montage au conflit".

15 septembre, n.1978

- Camille-Marie Galic, "Piège pour un parti seul"

22 septembre, n.1979

- *Rivarol*, "Le carmel dans le jeu de Gorbatchev".

- Robert Poulet, "L'attentat contre Faurisson vu par Robert Poulet".

29 septembre, n.1980

- Edith Delamare, "Crescendo, de Jean XXIII à Jean-Paul II".

6 octobre, n.1981

- Claude Lorne, "La 'non-affaire' Autant-Lara: de la lâcheté comme un des beaux-arts".

20 octobre, n.1983

- Michel Sergent, "Justice pour Autant-Lara".

15 décembre, n.1991

- Claude Robert-Elliott, "Le judaïsme est-il en train d'annexer l'Eglise conciliaire?".

Année 1990:

11 mai, n.2011

- Patrick Rainssant, "Les cigarières de Michel Noir".

- *Rivarol*, "1945-1990: en France, Staline fait toujours la loi".

25 mai, n.2013

- Article non signé, "Carpentras, Lyon-III: même complot?".

6 juillet, n.2019

- *Rivarol*, "Après la loi Gayssot, retour à l'Inquisition".

27 juillet au 31 août, n.2022

- *Rivarol*, "Liberté de tuer, défense de penser".

7 septembre, n.2033

- Charles Filippi, "Faut-il en rire ou en pleurer? L'histoire figée par un tribunal militaire".

National Hebdo

Année 1986:

5 au 11 juin, n.98

- Entretien avec Jean-Marie Le Pen, "Le Pen: ma philosophie"

Année 1987:

24 au 30 septembre, n.166

- Michel Collinot, "Le cirque Amar".
- Article non signé, "Contre Le Pen, la manif bide".
- Article non signé, "Ouverture de la chasse contre le Front National".
- François Brigneau, "Vous avez dit: antisémite?".

8 au 14 octobre, n.168

- François Brigneau, "Le journal d'un homme libre".

15 au 21 octobre, n.169

- "Entretien avec Bernard Antony".

Année 1988:

8 au 14 septembre, n.216

- Michel Collinot, "Le temps des salauds".
- Serge de Beketch, "Le Pen seul face à la meute".
- Article non signé, "Un crétin dans ses œuvres".

15 au 21 septembre, n.217

- François Brigneau, "Le journal d'un homme libre".

22 au 28 septembre, n.218

- "Jean-Marie Le Pen au Bourget".

29 septembre au 5 octobre, n.219

- Marquis Jean de Mailly-Nesle, "La mémoire de tous ceux qui ne sont pas revenus".

Année 1989:

3 au 9 août, n.263

- Serge de Beketch, "Le prix de la 'curiosité bienveillante'".
- Michel Miot, "Les sources du conflit".

7 au 13 septembre, n.268

- François Brigneau, "Le journal d'un homme libre".
- Mathilde Cruz, "Auschwitz: la télé escamote!".

14 au 20 septembre, n.269

- Article non signé, "Des cauchons contre un carmel".
- Roland Gaucher, "Edito: Autant-Lara et les 'globuleux'".
- François Brigneau, "Le journal d'un homme libre".

21 au 27 septembre, n.270

- Article non signé, "Les milices juives sont soutenues par Joxe".
- François Brigneau, "Le journal d'un homme libre".

Année 1990:

26 avril au 2 mai, n.301

- Roland Gaucher, "Répression 'antiraciste'".
- Mathilde Cruz, "Le projet de loi communiste pour faire taire les Français".
- Mathilde Cruz, "La télé et moi. Révision"

3 au 9 mai, n.302

- Roland Gaucher, "Le coup des chiens".
- Jean-Marie Le Pen, "On veut interdire aux Français de défendre la France".
- Yves de Verdilhac, "Proposition Gayssot: les Droits de l'Homme bafoués".
- Jean-François Galvaire, "Du délire!".

17 au 23 mai, n.304

- François Brigneau, "Le journal d'un homme libre".
- Philéas Fogg, "La chasse aux racistes".

31 mai au 6 juin, n.306

- François Brigneau, "Le journal d'un homme libre".

28 juin au 4 juillet, n.310

- Roland Gaucher, "La justice des voleurs".

5 au 11 juillet, n.311

- Jean Bourdier, "Les instruments de la dictature".

26 juillet au 1er août, n.314

- François Brigneau, "La révisionnisme au C.N.R.S... et au *Monde!*".

20 au 26 septembre, n.322

- François Brigneau, "Le journal d'un homme libre".

Présent, le bulletin d'information

Février 1979, n.35

- Romain Marie, "Justice pour 156 millions de morts".
- Comité de rédaction de *Présent*, "Lettre ouverte à Raymond Barre".

Le National

Avril 1978, n.7

- Article non signé, "Hommage à François Duprat".

Globe

Septembre 1989

- "Entretien: Claude Autant-Lara, encore plus loin que Le Pen".

Défense de l'Occident

Juin 1967

- François Duprat, "Le mystère des chambres à gaz".

Juillet 1967

- François Duprat, "Israël" dans "L'agression israélienne", numéro spécial.
- François Duprat, "Les violations des accords d'armistice par Israël" dans "L'agression israélienne", numéro spécial.

Novembre 1976

- Richard E. Harwood, "La vérité sur les camps de concentration allemands".

Economies et Sociétés

Août 1989

- Bernard Notin, "Le rôle des média dans la vassalisation nationale: omnipotence ou impuissance?".

Le Monde

29 décembre 1978

- Robert Faurisson, "Le problème des chambres à gaz ou la 'rumeur d'Auschwitz'".

Militant

Janvier-février 1979

- Alain Renault, "La nouvelle inquisition".

Septembre 1980

- Alain Renault, "Sur mes tablettes".

Annales d'histoire révisionniste

Eté 1987

- Pierre Guillaume, "A ce dont l'esprit de contente, on mesure l'ampleur de la perte".

Révision

Mars 1989

- Alain Guionnet, "Editorial".

Juillet-août 1989

- Attila Lemage, "Le post-révisionnisme".

Septembre 1989

- Attila Lemage, "Editorial".

Revue d'histoire révisionniste

Novembre-décembre 1990-janvier 1991

Février-avril 1991

- Jean-Claude Valla, "Droit de réponse".

2. Ouvrages

"Révisionnistes":

Jessie Aitken, *Epilogue judiciaire de l'affaire Faurisson*, Paris, La Vieille Taupe, 1983.

Association pour la Défense de la Libre Recherche Historique,
Actes du colloque de Chuny, 10 février 1989.

Où en est la discussion sur l'existence des chambres à gaz homicides?, août 1990.

Maurice Bardèche,

Nuremberg ou la Terre promise, Paris, Les Sept Couleurs, 1948.

Nuremberg II ou les faux monnayeurs, Paris, Les Sept Couleurs, 1950.

Les Temps modernes, Paris, Les Sept Couleurs, 1956.

Qu'est-ce que le fascisme, Paris, Les Sept Couleurs, 1961.

David Barney, Charles Champetier, C. Lavirose, *La Nouvelle Inquisition. Ses acteurs, ses méthodes, ses victimes*, Paris, La Labyrinthe, 1993.

Arthur Butz, *The Hoax of the Twentieth Century*, Brighton (Grande-Bretagne), Historical Review Press, 1976.

Thies Christophersen, *Le Mensonge d'Auschwitz*, Paris, F.A.N.E., 1976.

Eric Delcroix, *La Police de la pensée contre le révisionnisme. Du jugement de Nuremberg à la loi Gayssot*, Paris, E. Delcroix, 1994.

Robert Faurisson,

A-t-on lu Lautréamont?, Paris, Gallimard, 1972.

The "Problem" of the Gaz Chambers, Costa Mesa (Etats-Unis), Institute for Historical Review, 1978.

L'Affaire Faurisson. Interview de Robert Faurisson à la Storia Illustrata revue et corrigée, Paris, La Vieille Taupe, 1979.

Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire, Paris, La Vieille Taupe, 1980.

L'Affaire des "chambres à gaz" devant la justice française, Paris, La Vieille Taupe, 1981.

Réponse à Pierre Vidal-Naquet, Paris, La Vieille Taupe, 1982.

Les Chambres à gaz, secret d'Etat ou les théologiens de la magie chambre à gaz, Paris, Editions de Minuit, 1984.

Les Révisionnistes proposent un débat public, Paris, La Vieille Taupe, 1987.

Réponse à Jean-Claude Pressac sur le problème des chambres à gaz, Lyon, R. Faurisson, 1994.

Roger Garaudy,

Les Mythes fondateurs de la politique israélienne, Paris, La Vieille Taupe, n 2, 1995.

Droit de réponse, samizdat, 1996.

Richard E. Harwood, *Did Six Millions really die?*, Richmond (Grande-Bretagne), Historical Fact n.1, non daté.

Paul Rassiniér,

Ulysse trahi par les siens, Paris, La Librairie française, 1961.

Le Véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles, Paris, Les Sept Couleurs, 1962.

Le Drame des juifs européens, Paris, Les Sept couleurs, 1964

Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1967.

Le Mensonge d'Ulysse. Regard sur la littérature concentrationnaire, Paris, La Vieille Taupe, sixième édition, 1979.

Henri Roques, *Les 'Confessions' de Kurt Gerstein. Etude comparative des différentes versions*, thèse de lettres modernes présentée à l'Université de Nantes (sous la direction de Jean-Claude Rivière), 2 tomes, 1985.

Wilhelm Stäglich, *Le Mythe d'Auschwitz. Etude critique*, Paris, La Vieille Taupe, 1986.

Histoire des idées politiques:

Maurice Barrès,

Les Déracinés, Paris, Fasquelle, 1897.

Les Diverses familles spirituelles de la France, Paris, Emile-Paul, 1917.

Scènes et doctrines du nationalisme, Paris, Plon, 1902.

Edouard Drumont, *La France juive. Essai d'histoire contemporaine*, 2 tomes, Paris, Marpon et Flammarion, 1886.

Arthur de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Paris, Firmin-Didot, 1884.

Gougenot de Mousseaux, *Le Juif, le judaïsme et la judaïsation des peuples chrétiens*, Paris, 1869.

Gustave Le Bon,

Les Lois psychologiques de l'évolution des peuples, Paris, F. Alcan, 1894.

Psychologie des foules, Paris, F. Alcan, 1895.

Charles Maurras,

De la Politique naturelle au nationalisme intégral, Paris, J. Vrin, 1972.

Enquête sur la monarchie, Paris, Nouvelles librairies nationales, 1909.

Mes Idées politiques, Paris, Fayard, 1968.

Au Signe de Flore, Paris, 1931.

Charles Péguy,

Notre Jeunesse, Paris, Nouvelle Revue française, 1916.

Notre Patrie, Paris, 1905.

La République, notre royaume de France, Paris, Gallimard, 1946.

Ernest Rénan, *Histoire des origines du christianisme*, Paris, C. Lévy, 1877.

Hippolyte Taine,

Histoire de la littérature anglaise, Paris, Hachette, 1865.

Les Origines de la France contemporaine, Paris, Hachette, 1889.

Alphonse Toussenel, *Les Juifs, rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière*, Paris, Marpon et Flammarion, 1886.

Georges Vacher de Lapouge, *L'Aryen, son rôle social*, Paris, Fontemoing, 1896.

Extrême droite:

Yvan Blot,

Les Racines de la liberté, Paris, Albin Michel, 1985.

L'Héritage d'Athéna ou les origines grecques de l'Occident, St Brieuc, Presses Bretonnes, 1996.

Jacques Bompard (en collaboration avec sa femme, Marie-Christine), *Voyage autour de la femme*, Avignon, A. Barthélémy, 1991.

François Brigneau,

Mon Après-guerre, Paris, Présent, 1985.

La Haine anti-Le Pen, Paris, Publications François Brigneau, 1992.

Mais qui est donc le professeur Faurisson, Paris, Publications François Brigneau, 1993.

Xavier Vallat et la question juive, Paris, François Brigneau, 1997.

Henry Coston,

Dictionnaire de la politique française, Paris, Publications Henry Coston, La Librairie française, 1967 et 1982.

Dictionnaire des dynasties bourgeoises et du monde des affaires, Paris, A. Moreau, 1975.

Encyclopédie des pseudonymes, Paris, Faits et Documents, 1993.

Pierre Drieu La Rochelle, *Chroniques politiques, 1934-1942*, Paris, Gallimard, 1943.

François Duprat,

Histoire des S.S., Paris, Les Sept Couleurs, 1968.

Les Mouvements d'extrême droite en France depuis 1940, Paris, Albatros, 1971.

L'Opposition nationale en France, de 1973 à 1974, supplément n.8 à la *Revue d'histoire du fascisme*, édité par ses soins, 1975

Jean-Yves Le Gallou,

La Préférence nationale, : réponse à l'immigration, Paris, Albin Michel, 1985.

Jean-François Jalkh, *Etre français, cela se mérite*, Paris, Albatros, 1987.

Le Livre Bleu, Blanc, Rouge, plaidoyer pour une région enracinée, Ile de France, Paris, Edition Nationale, 1991.

Jean-Marie Le Pen,

Les Français d'abord, Issy-les-Moulineaux, Carrère-Lafon, 1984.

La France est de retour, Issy-les-Moulineaux, Carrère-Lafon, 1985.
Pour la France, Paris, Albatros, 1985.
90: Analyse et propositions, Paris, Editions du "Présent", 1990.
300 Mesures pour la renaissance de la France, La lettre de Jean-Marie Le Pen, janvier 1993.

Jean Madiran,

L'Intégrisme, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1964.
Les Deux démocraties, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1977.
Maurras, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1992.

Bruno Mégret,

L'Impératif du renouveau, Paris, Albatros, 1986.
La Flamme: les voies de la renaissance, Paris, Laffont, 1990.
La Troisième voie, Paris, Editions Nationales, 1997.

Robert Poulet, *La Révolution est à droite: pamphlet*, Paris, Denoël et Steele, 1934.

Lucien Rebatet, *Les Mémoires d'un fasciste (1941-1947)*, Paris, Pauvert, 1976.

Ultra-gauche et courant libertaire:

Noam Chomsky,

Ecrits politiques, Paris, Acratie, 1984.
Réponses inédites à mes détracteurs parisiens, Paris, Spartacus, 1984.

Jean-Gabriel Cohn-Bendit, Eric Delcroix, Claude Karnoouh, Vincent Monteil, *Intolérable Intolérance*, Paris, La Différence, 1980.

La Guerre Sociale, *De l'exploitation dans les camps à l'exploitation des camps (suite et fin). Mise au point de La Guerre Sociale*, mai 1981.

Pierre Guillaume,

Droit et Histoire, Paris, La Vieille Taupe, 1986.
A-t-on lu Pressac? ou Pressac, mode d'emploi, Paris, La Vieille Taupe, septembre 1993-20 octobre 1994, modifié le 25 janvier 1995, le 10 février 1995.

François-Georges Lavacquerie, Serge Quadrupani, Gilles Dauvé, *Libertaires et "ultra-gauche" contre le négationnisme*, Paris, Reflex, 1996.

Serge Thion, *Vérité historique ou vérité politique? Le dossier de l'affaire Faurisson, la question des chambres à gaz*, Paris, La Vieille Taupe, 1980.

Lois:

Loi n°90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste ou xénophobe, Journal Officiel.

Radio:

Europe 1, 17 décembre 1980

- Robert Faurisson, "Entretien avec Ivan Levaï", Paris.

Filmographie:

Antenne 2

- Michaël Schmidt, "La peste brune", *Envoyé spécial*, 1991.

- Jacques Cotta, Pascal Martin, Thomas Legrand, Pierre-Laurent Constant, René Roels, Julie Safar, "Le Front National. La nébuleuse", *Envoyé spécial*, 1992.

- Michaël Schmidt, "Le Pen dans le texte", *Envoyé spécial*, 1997.

Arte

- William Karel, "Histoire d'une droite extrême", *Les mercredis de l'histoire*, 1999.

II. Bibliographie

"Révisionnisme"

Alain Bihr, (sous la direction de), Guido Caldiron, Emmanuel Chavaneau, Didier Daeninckx, Georges Fontenis, Valérie Igounet, Thierry Maricourt, Roger Martin, Pierine Piras, Christian Terras, Philippe Videlier, *Négationnistes! Les chiffonniers de l'histoire*, Lyon et Paris, Editions Golias et Editions Syllepse, 1997.

Claude Bochurberg, *L'Histoire bafouée ou la dérive relativiste*, Paris, L'Harmattan, 1992.

Pierre Boudrot, *Le Quotidien Le Monde face aux sceptiques et aux négateurs de 1944 à 1993*, Instituts d'Etudes Politiques de Paris, 1993-1994.

Florent Brayard,

Comment l'idée vint à monsieur Rassinier. Naissance du révisionnisme, Paris, Fayard, 1996.

"Le piège révisionniste", *Le Monde*, 31 mai 1996.

Pierre Bridonneau, *Oui, il faut parler des négationnistes*, Paris, Le Cerf, 1997.

Jean-Yves Camus, "Intégrisme et néo-paganisme: la coalition révisionniste. A propos de 'l'affaire Roques'", *Cahiers Bernard Lazare*, janvier-juin 1987.

Stéphanie Courouble, "Les causes de la crise 'révisionniste', 1967-1979", *Maîtrise d'histoire*, Paris, Paris-VII, 1993.

Ghislaine Desbuissons, "Maurice Bardèche, un précurseur du 'révisionnisme'", *Relations internationales*, printemps 1991.

Alain Finkielkraut, *L'Avenir d'une négation. Réflexions sur la question du génocide*, Paris, Seuil, 1982.

Nadine Fresco,

"Les redresseurs de morts", Paris, *Les Temps modernes*, septembre 1980.

Fabrication d'un antisémite, Paris, Seuil, 1999.

Laurent Greilsamer, "Du révisionniste Paul Rassinier à Bernard Notin, ou comment nier le génocide", *Le Monde*, 4 mai 1996.

Valérie Igounet,

"Le cas Faurisson: itinéraire d'un négationniste", Paris, *L'Histoire*, 1989.

"Front National et négationnisme: les enjeux d'une récupération politique, 1974-1992", *Mémoire D.E.A. : Histoire du XXème siècle*, Paris, I.E.P., 1993.

Histoire du négationnisme en France, Paris, Seuil, 2000.

Louis Janover, *Nuits et brouillards du révisionnisme*, Paris, Editions Paris-Méditerranée, 1996.

Natacha Michel, (sous la direction de), *Paroles à la bouche du présent. Le négationnisme: histoire ou politique?*, Marseille, Al Dante, 1997.

Jean-Pierre Rioux, "Les négateurs des chambres à gaz", *Le Monde*, 22 septembre 1987.

Pierre-André Taguieff, "La nouvelle judéophobie", Paris, *Les Temps Modernes*, novembre 1989.

Pierre Vidal-Naquet,

Les Assassins de la mémoire. Un Eichmann de papier et autres essais sur le révisionnisme, Paris, La Découverte, 1987.

Nationalisme et extrême droite

Fondation Nationale des

Études Paris, Gallimard

Joseph Algazy,

La Tentation néo-faciste, Paris, Fayard, 1984.

L'Extrême droite en France, Paris, L'Harmattan, 1989.

Charles Ambroise-Colin, *Un procès de l'Épuration: Robert Brasillach*, Tours, Mame, 1971.

Hannah Arendt,

Le Système totalitaire, Paris, Le Seuil, 1972.

La Nature du totalitarisme, Paris, Payot, 1990.

François Bergeron, Philippe Vilgier, *De Le Pen à Le Pen*, Bouères, Dominique Martin Morin, 1985.

Pierre Birnbaum, *La France aux Français, histoire des haines nationalistes*, Paris, Le Seuil, 1993.

Dominique Borne, *Petits Bourgeois en révolte? Le mouvement Poujade*, Paris, Flammarion, 1977.

Christophe Bourseiller, *Extrême droite. L'enquête*, Paris, F. Bourin, 1991.

Pierre Boutang, *Maurras. La destinée et l'œuvre*, Paris, La Différence, 1993.

Philippe Burrin, *La Dérive fasciste: Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Seuil, 1986.

Jean-Christophe Cambadélis, Eric Osmond, *La France blafarde*, Paris, Plon, 1998.

Ariane Chebel d'Appolonia, *L'Extrême droite en France, de Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1995.

Ghislaine Desbuissons,

La Nouvelle Droite (1968-1984). Contribution à l'étude des idées politiques en France, doctorat ès sciences politiques, Université des sciences sociales de Grenoble, 1984, 2 tomes.

Itinéraire d'un intellectuel fasciste: Maurice Bardèche, thèse d'histoire, I.E.P. de Paris, 1990, 3 tomes.

Anne-Marie Duranton Cabrol, *Visages de la Nouvelle Droite: le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1988.

François Fonvieille-Alquier, *Une France poujadiste? De Poujade à Le Pen et à quelques autres*, Paris, Editions Universitaires, 1984.

Raoul Girardet, *Le Nationalisme français. Anthologie, 1871-1914*, Paris, Le Seuil, 1983.

- Stanley Hoffman, *Le Mouvement Poujade*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1956.
- Alice Yaeger Kaplan, *Intelligence avec l'ennemi: le procès de Brasillach*, Paris, Gallimard, 2001.
- Thierry Maricourt, *Les Nouvelles passerelles de l'extrême droite*, Levallois-Perret, Manya, 1993.
- Gilles Martinet, *Le Réveil des nationalismes français*, Paris, Seuil, 1994.
- Ernst Nolte,
Les Mouvements fascistes. L'Europe de 1919 à 1945, Paris, Calmann Levy, 1969.
Le Fascisme à son époque. L'Action française, le fascisme italien, le national-socialisme (3 volumes), Paris, Julliard, 1970.
La Guerre civile européenne, 1917-1945, Paris, Editions des Syrtes, 2000.
François Furet, *Fascisme et Communisme*, coll. "commentaires", Paris, Plon, 1998.
- Henri Michel, *Pétain et le régime de Vichy*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986.
- Pierre Milza,
Fascisme français. Passé et présent, Paris, Flammarion, coll. "Champs", 1987.
Les Fascismes, Paris, Le Seuil, 1991.
Serge Bernstein, *Qu'est-ce que le fascisme?*, Bruxelles, Complexe, 1999.
- René Monzat,
Enquête sur la droite extrême, Paris, Le Monde Editions, 1992.
Jean-Yves Camus, *Les Droites nationales et radicales en France: répertoire critique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1992.
- Victor Nguyen, *Aux Origines de l'Action française. Intelligence et politique à l'aube du XXème siècle*, Paris, Fayard, 1991.
- Pascal Ory, *Les Collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Le Seuil, 1980.
- Pierre Pellissier, *Brasillach, le maudit*, Paris, Denoël, 1989.
- Jean-Luc Porquet, *Le Faux parler ou l'art de la démagogie*, Paris, Balland, 1992.
- Jacques Prévotat, *Les Catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation, 1899-1939*, Paris, Fayard, 2001.
- Madeleine Rebérioux, (sous la direction de), *L'Extrême droite en questions*, Paris, EDI, 1991.
- René Rémond, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982.
- Alain Rollat, *Les Hommes de l'extrême droite. Le Pen, Marie, Ortiz et les autres*, Paris, Calmann Lévy, 1985.

Jean-François Sirinelli (sous la direction de), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, tome 1, *Politique*, tome 2, *Cultures*, 1992.

Zeev Sternhell,

La Droite révolutionnaire 1885-1914, Paris, Seuil, 1978.

Maurice Barrès et le nationalisme français, Bruxelles, Complexe, 1985.

Ni Droite, ni gauche, l'idéologie fasciste en France, Bruxelles, Complexe, 1987.

Naissance de l'idéologie fasciste, Paris, Gallimard, 1994.

Michael Sutton, *Charles Maurras et les catholiques, 1890-1944. Nationalisme et positivisme*, Paris, Beauchêne, 1994.

Pierre-André Taguieff,

La Force du préjugé: essai sur le racisme et ses doubles, Paris, Gallimard, 1990.

Face au racisme, Paris, La Découverte, 1991.

Théories du nationalisme, Paris, Editions Kimé, 1991.

Sur la Nouvelle Droite: jalons d'une analyse critique, Paris, Descartes et Cie, 1994.

Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français: l'antiracisme et le roman national*, Paris, Gallimard, 1993.

Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Fayard, 1985.

Michel Winock,

Drumont et Cie: l'antisémitisme et le fascisme en France, Paris, Seuil, 1982.

Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France, Paris, Seuil, 1990.

(sous la direction de), *Histoire de l'extrême droite*, Paris, Seuil, 1993.

Jacques Julliard (sous la direction de), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Le Seuil, 1996.

1940-1945. Histoire et mémoire

François Bédarida,

La Nazisme et le génocide. Histoires et enjeux, Paris, Nathan, 1989.

La Politique d'extermination, Paris, Albin Michel, 1989.

Jean-Pierre Azéma (sous la direction de), *Les Années de tourmente de Munich à Prague. Dictionnaire critique*, Paris Flammarion, 1995.

Laurent Gervereau (sous sa direction), *La Déportation. Le Système concentrationnaire nazi*, Paris, BDIC, Musée d'histoire contemporaine, 1995.

Georges Bensoussan, *Génocide pour mémoire*, Paris, Editions du Félin, 1989.

Philippe Burrin, *Hitler et les juifs. Génèse d'un génocide*, Paris, Seuil, 1989.

Colloque de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, *L'Allemagne nazie et le Génocide juif*, Paris, Gallimard-Le Seuil 1985.

- Alain Finkielkraut, *La Mémoire vaine*, Paris, Gallimard, coll. "Folio", 1992.
- Martin Gilbert, *Atlas de la Shoah*, Bruxelles, Samuelson, 1992.
- Raoul Hilberg, *La Destruction des juifs d'Europe*, tomes 1 et 2, Paris, Gallimard, coll. "Folio Histoire", 1991.
- Eugen Kogon,
 Hermann Langbein, Adalbert Rückerl, *Les Chambres à gaz, secret d'Etat*, Paris, Seuil, 1987.
 L'Etat S.S.: le système des camps de concentration allemands, Paris, Seuil, 1993.
- Michael R. Marrus, *L'Holocauste dans l'histoire*, Paris, Flammarion, 1994.
- Léon Poliakov,
 Brève Histoire du génocide nazi, Paris, Hachette, 1980.
 Le Bréviaire de la haine: le troisième Reich et les juifs, Bruxelles, Complexe, 1986.
- Jean-Claude Pressac, *Les Crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre en masse*, Paris, C.N.R.S. Editions, coll. "Histoire-20^{ème} siècle", 1993.
- Henry Rousso,
 Le Syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours, Paris, Le Seuil, coll. "Points Histoire", 1990, deuxième édition revue et mise à jour.
 Eric Conan, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.
 (sous la direction de), *Stalinisme et communisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999.
- Pierre Vidal-Naquet, *Réflexions sur le génocide. Les juifs, la mémoire et le présent*, tome 3, Paris, La Découverte, 1995.
- Georges Wellers,
 La Solution finale et la mythomanie néo-nazie. L'existence des chambres à gaz et le nombre des victimes, Paris, C.D.J.C., édité par Béate et Serge Klarsfeld, 1979.
 Les Chambres à gaz ont existé, Paris, Gallimard, 1991.

L'antisémitisme

- Almog Schmucl, *Nationalism and Antisemitism in Modern Europe 1815-1945*, Londres, Pergamon, 1990.
- Hannah Arendt, *Sur l'Antisémitisme: les origines du totalitarisme*, Paris, Calmann Lévy, 1973.

- Pierre Birnbaum,
Histoire politique des juifs en France: entre universalisme et particularisme, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990.
La France de l'affaire Dreyfus, Paris, Gallimard, 1994.
L'Affaire Dreyfus: la République en péril, Paris, Gallimard Jeunesse, 1994.
Destins juifs: de la Révolution française à Carpentras, Paris, Calmann Lévy, 1995.
Un Mythe politique: la République juive. De Léon Blum à Mendès France, Paris, Gallimard, 1995.
- Laurent Boyer, *Les Origines du sionisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982.
- Yves Chevalier, *L'Anti-sémitisme: le juif comme bouc-émissaire*, Paris, Cerf, 1988.
- Gérard Cholvy, Yves-Marie Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine*,
tome 1, 1800-1880, Toulouse, Privat, 1985.
tome 2, 1880-1930, Toulouse, Privat, 1986.
tome 3, 1930-1988, Toulouse, Privat, 1988.
- Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La conspiration juive et les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, Gallimard, 1992.
- François de Fontette, *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, P.U.F., 1983.
- Simon Epstein, *L'Antisémitisme français, aujourd'hui et demain*, Paris, Belfond, 1984.
- Isaac Jules,
L'Antisémitisme a-t-il des racines chrétiennes?, Paris, Grasset, 1960.
Génèse de l'antisémitisme, Paris, Calmann Lévy, 1956.
- Bernard Lazare, *L'Antisémitisme. Son histoire et ses causes*, Paris, J. Crès, 1895.
- Michael R. Marrus,
Les Juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus, Paris, Calmann Lévy, 1972.
Robert O. Paxton, *Vichy et les juifs*, Paris, Calmann Lévy, 1981.
- Sylvie Messinger, *La France et la question juive, 1940-1944*, Paris, Sylvie Messinger, 1981.
- Richard Millman, *La Question juive entre les deux guerres*, Paris, Armand Colin, 1992.
- Pierre Pierrard, *Juifs et catholiques français*, Paris, Cerf, 1997.
- Léon Poliakov,
De l'Antisionisme à l'antisémitisme, Paris, Calmann Lévy, 1969.
Histoire de l'antisémitisme,
tome 1, *Du Christ aux juifs de cour*, Paris, Seuil, 1991.
tome 2, *De Mahomet aux Marranes*, Paris, Seuil, 1991.
tome 3, *De Voltaire à Wagner*, Paris, Seuil, 1991.
tome 4, *L'Europe suicidaire, 1870-1933*, Paris, Calmann Lévy, 1971.
(sous la direction de), tome 5, *1945-1993*, Paris, Seuil, 1994.

Jean-Paul Sartre, *Réflexions sur la question juive*, Paris, Gallimard, 1985.

Paul Sérant, *Les Grands déchirements des catholiques français*, Paris, Perrin, 1989.

Pierre Sorlin, *La Croix et les juifs (1882-1899). Contribution à l'histoire de l'antisémitisme contemporain*, Paris, Grasset, 1967.

Pierre-André Taguieff,

Les "Protocoles des Sages de Sion". Faux et usage d'un faux, Paris, Berg International, 1992.

(sous la direction de), *Face au racisme*. tome 1. *Les moyens d'agir*, tome 2. *Analyse, hypothèses, perspectives*, Paris, Le Seuil, 1993.

Xavier Ternisien, *L'Extrême droite et l'Eglise*, Paris, Editions Brepols, 1997.

Jean-Marc Varaut, *Le Procès de Jésus-Christ, crucifié sous Ponce Pilate*, Paris, Plon, 1997.

Pierre Vidal-Naquet, *Cinq années: 1894-1899*, Paris, La Découverte, 1994.

Stephen Wilson,

Ideology and Experience. Antisemitism in France at the Time of the Dreyfus Affair, Rutherford, Fairleigh Dickinson University Press, 1982.

"The Anti-Semitic Roots of 1898 in France", *The Historical Journal*, vol. 16, n.4, 1973.

"A View of the Past. Action Française Historiography and its Socio Political Function", *The Historical Journal*, vol. 19, n.1, 1976.

"Le monument Henry. La structure de l'antisémitisme en France, 1898-1899", *Annales*, mars-avril 1977.

Le Front National

Marc Bayle, *Le FN, ça n'arrive pas qu'aux autres*, Toulon, Plein Sud, 1995.

Guy Birenbaum, *Le Front National en politique*, Paris, Balland, 1992.

Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Paris, Seuil, 1990.

Jean-Yves Camus, *Le Front National, histoire et analyses*, Paris, P. O. L., 1996.

Lorrain De Saint Affrique, *Dans l'Ombre de Le Pen*, Paris, Hachette, 1998.

Nicolas Domenach, Maurice Szafran, *Roman d'un président*, Paris, Plon, 1997.

Nigel Fielding, *The National Front*, Londres, Routledge et Kegan Paul, 1981.

- Olivier Guland, *Le Pen, Mégret et les juifs*, Paris, La Découverte, 2000.
- Blandine Hénnion, *Le FN, l'argent et l'establishment 72-93*, Paris, La Découverte, 1994.
- Pierre Jouve, *Les Dits et les non-dits de Jean Marie Le Pen. Enquêtes et psychanalyse*, Paris, La Découverte, 1988.
- Guy Konopnicki, *Les Filières noires*, Paris, Denoël, 1996.
- Jonathan Marcus, *National Front and French Politics, the Resistible Rise of Jean-Marie Le Pen*, Basingstoke, Macmillan, 1995.
- Pascal Perrineau, Nona Mayer, *Le Front National à découvert*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996.
- Edwy Plenel,
L'effet Le Pen, Paris, La Découverte, 1984.
La République menacée, dix ans d'effet Le Pen, Paris, Le Monde Editions, 1992.
- Eric Roussel, *Le Cas Le Pen: les nouvelles droites en France*, Paris, J.C. Lattès, 1985.
- Harvey G. Simmons, *The French National Front, the Extremist Challenge to Democracy*, Boulder, Westview, 1996.
- Michel Soudais, *Le FN en face*, Paris, Flammarion, 1996.
- Olivier Warin, *Le Pen*, Paris, Albin Michel, 1995.

L'extrême gauche

- Roland Biard,
Histoire du mouvement anarchiste, 1945-1975, Paris, Galilée, 1976.
Dictionnaire de l'extrême gauche, de 1945 à nos jours, Paris, Belfond, 1978.
- Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paczkowski, Karel Bartosek, Jean-Louis Margolin, Rémi Kauffer, Pierre Rigoulot, Pascal Fontaine, Yves Santamaria, Sylvain Boulouque, *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.
- Jean Ferette, *La Mauvaise conscience. Deux cent ans d'antisémitisme de gauche*, Paris, Alternative Libertaire, 1994.
- Georges Fontenis, *L'Autre communisme. Histoire subversive du mouvement libertaire*, Paris, Acratie, 1990.

François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXème siècle*, Paris, Robert Laffont, 1995.